LE MONDE diplomatique

N° 399 - 34e année — JUIN 1987

28 pages - 15 F

Algérie : 6 DA · Antilles fr. Réunion : 19,00 F · Belgique : 85 FB · Canada : 2,25 $ C · C.-d'Iv. : 990 F CFA · Espagne : 270 P · E.-U. : 2,50 $ US · Gr.-Bret. : 1,10 £ · Irlande : 1,70 £ · Italie : 3 500 lires · Maroc : 14,50 dir. · P.-Bas : 5,00 Fl. · Sénég. : 900 F CFA · Suisse : 3,80 FS · Tunisie : 1 700 m

Abonnements : voir tarif page 13

Publication mensuelle – 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Le Brésil à la recherche d'une politique économique

(Pages 8 à 10.)

PENSÉE SANS OBJET, SOCIÉTÉ SANS PROJET ?

Des politiques malades de leur culture

« La pensée bourgeoise est de la pensée morte. Cette mort, en France du moins, n'a jamais été plus vivante. »

Julien Benda (1).

Par CLAUDE JULIEN

LES grincheux n'y changeront rien : devant nous s'ouvre un avenir souriant. Malgré son déficit commercial et un taux d'inflation très supérieur à celui de l'Allemagne, la France sera dans cinq ans la première puissance économique d'Europe – c'est M. Jacques Chirac qui l'annonce. La *« masse incompressible »* de deux millions et demi de chômeurs s'étant révélée expansible, M. Séguin prévoit maintenant trois millions de sans-emploi, mais nul ne saurait en tirer argument pour désespérer car, grâce au succès des privatisations, le *« capitalisme populaire »* prend un essor annonciateur de lendemains qui chantent. Imprégnée de *« fatuité »* et de *« provincialisme »*, la télévision française *« est bien la pire »* au monde, estime Mme Christine Ockrent, qui va maintenant montrer de quoi elle est capable pour assurer ce qu'elle appelle modestement le *« rayonnement d'une culture* (2) ».

En fait, il importe peu que la production industrielle, l'emploi et la culture se portent mal. Il suffit de croire et de faire croire qu'ils se portent bien. Car, dans nos sociétés déboussolées, la réalité ne se mesure que partiellement à l'aune des faits concrets, vérifiables. Elle se définit aussi, et peut-être d'abord, dans les têtes, dans la manière dont chacun la perçoit. Alors que, aux beaux temps de l'expansion, les mécontents et les frustrés ne se comptaient plus, la « crise » connaît surtout des gens satisfaits d'avoir un emploi ou sagement résignés à n'en pas avoir. La situation de fait a changé, mais le regard porté sur elle s'est encore plus radicalement modifié. Inquiétant décalage, les comportements seraient-ils moins déterminés par le réel que par l'image que chacun s'en fait ? Ce serait le signe d'une désastreuse crise de culture.

Bénéfiques ou désastreux, les phénomènes économiques et sociaux ne s'apparentent nullement à des cataclysmes naturels. Ils sont le produit de décisions humaines, inspirées par un ensemble de connaissances, une vision du monde, une hiérarchie des valeurs, une échelle des priorités – bref, par une culture plus ou moins bien adaptée aux défis du temps que l'on vit (3). Le propre de l'homme est de vouloir tracer sa route, de récuser toute notion de fatalité *(voir page 20 l'article d'Albert Jacquard)*. C'est cette libre détermination qui lui a permis de remporter tant de victoires sur la maladie, la souffrance, la pauvreté. Pour qu'il jette le gant, il faut que d'autres l'aient convaincu, et qu'il se soit lui-même laissé persuader, qu'il n'y a rien d'autre à faire. Tel est le rôle des propagandes, de la désinformation ou, tout simplement, de la non-information (4), arts anciens mais qui, dans la société médiatique actuelle, disposent de moyens formidables. Ces moyens modèlent l'état d'esprit public, transformant une culture pour la rendre plus ou moins apte à capter et interpréter correctement le réel.

L'effondrement d'une « élite »

TOUTE crise – et pas seulement les crises économiques – gît dans la tête des gens. Le procès Barbie nous rappelle opportunément que le plus grand séisme politique que l'Allemagne et la France aient connu depuis un demi-siècle prit naissance dans l'esprit public, dans une culture en proie au doute.

Pourquoi, en France, un seul préfet, Jean Moulin, choisit-il alors la Résistance ? Pourquoi aucun ambassadeur ne rallia-t-il de Gaulle dès 1940 ? Pourquoi, à une seule exception près, tous les magistrats prêtèrent-ils serment à Pétain ? Pourquoi, alors qu'elle possédait en bien propre pouvoir, culture et argent, toute une « élite » s'effondra-t-elle dans l'attentisme à moins qu'elle n'ait sombré dans la collaboration ?

Comme l'a justement noté un témoin-acteur aussi peu contestable que Claude Bourdet, *« une classe sociale tout entière était plus ou moins imprégnée »* de *« l'état d'esprit* qu'elle reconnaissait dans le régime de Vichy. Telle est bien la raison, essentiellement intellectuelle, pour laquelle *« il y a eu si peu de résistance dans l'armature politique, administrative, militaire et économique de la société »*. Toute une culture fut emportée par l'événement, au point que quantité d'*« écrivains, hommes de lettres, intellectuels en général »* fournirent à Vichy et à la collaboration une vibrante cohorte de thuriféraires.

(Lire la suite page 20.)

(1) Julien Benda, *Appositions*, Gallimard, Paris 1930, p. 27.

(2) « Débauches », par Christine Ockrent, *le Monde*, 6 mai 1987.

(3) Pour examiner de plus près deux exemples de l'influence que le climat culturel exerce sur la marche de l'économie, voir Michio Morishima, *Capitalisme et confucianisme, Technologie occidentale et éthique japonaise*, Flammarion, Paris, 1986, et Martin J. Wiener, *English Culture and the Decline of the Industrial Spirit 1950-1980*, Pelican Books, Harmondsworth, 1985.

(4) Cf. « L'art de la désinformation », *le Monde diplomatique*, mai 1987.

LE REVERS DU MODÈLE BRITANNIQUE

Chômeurs et rentiers au pays du néolibéralisme réel

Appelés aux urnes le 11 juin, les électeurs britanniques vont se prononcer sur la poursuite de l'expérience de néolibéralisme militant que Mme Margaret Thatcher mène depuis huit ans et qu'elle entend bien poursuivre durant cinq années supplémentaires.

Alors qu'une personne sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté officiel – deux fois plus que lors de son arrivée au pouvoir, – on pourrait s'attendre que la « dame de fer » soit massivement désavouée. Rien n'est moins sûr. Car, en Grande-Bretagne comme ailleurs, il faut compter avec le désarroi des esprits devant l'ampleur et les effets d'une crise qui n'est pas seulement économique, mais aussi culturelle et morale. De surcroît, le mode de scrutin et la division de l'opposition ont permis aux conservateurs de gouverner depuis 1979 avec une confortable majorité au Parlement alors qu'ils recueillent moins de 45 % des suffrages.

Au-delà des résultats économiques, c'est la déchirure du tissu social, le rejet des solidarités et le développement d'une société duale qui caractérisent les « années Thatcher ». Parce que le modèle conserve de chauds partisans en Europe, et notamment en France, il faut voir à l'œuvre le néolibéralisme réel.

Par BERNARD CASSEN

DEPUIS la fin des années 70, aucun des gouvernements occidentaux, même dirigés par des socialistes – hier M. Laurent Fabius en France et M. Mario Soares au Portugal, aujourd'hui M. Felipe Gonzalez en Espagne ou M. Andréas Papandréou en Grèce, – n'a été épargné par la vague néolibérale. Mais les néolibéraux honteux, résignés ou simplement discrets – et M. Kohl en RFA est de ceux-là, – qui trouvent plus d'inconvénients que d'avantages à annoncer la couleur et à inscrire leur action dans un cadre explicitement idéologique, font pâle figure auprès des véritables croisés et intégristes de la « révolution conservatrice » que sont M. Ronald Reagan et Mme Margaret Thatcher, M. Jacques Chirac n'étant, en la matière, qu'un néophyte fraîchement repenti du « travaillisme à la française » des années Giscard.

Après une longue adulation naïve pour la « reaganomie », la droite française et les grands médias qu'elle contrôle ont brutalement « lâché » le « grand communicateur » de la Maison Blanche. Moins pour ses échecs économiques que pour cause d'« Irangate » et d'effondrement d'une image qui suscite désormais plus de commisération attristée que de franche hostilité chez les citoyens américains, et avant même que le président en fin de mandat ne bouscule ses alliés du Vieux Continent pour signer au plus vite un accord sur les euromissiles avec M. Gorbatchev. L'invocation de la référence d'outre-Atlantique risquant désormais de se transformer en boomerang, reste donc aux conservateurs français – toujours en quête d'une source de légitimation étrangère – le modèle d'outre-Manche. Et M. Alain Griotteray, éditorialiste au *Figaro Magazine*, de détailler « les cinq raisons du grand succès de Mme Thatcher (1) », des « succès » sur lesquels les électeurs du Royaume-Uni se prononceront lors des élections législatives du 11 juin prochain.

On sait que le choix de la date de dissolution de la Chambre des communes, normalement élue pour cinq ans, est une prérogative du premier ministre et que le système électoral en vigueur (scrutin majoritaire uninominal à un tour) n'a nullement pour objectif de refléter la diversité politique du pays mais de dégager une majorité de gouvernement. Même si cette majorité parlementaire ne représente qu'une minorité des électeurs (cas de figure classique et accepté par chacun des deux grands partis, travailliste et conservateur, qui en ont tour à tour bénéficié) et même – perversité du système – si l'autre parti a obtenu plus de suffrages. Ainsi en 1951, avec 48 % des voix, les conservateurs conduits par Winston Churchill remportèrent 26 sièges de plus que les travaillistes, pourtant détenteurs de la confiance de 48,8 % de l'électorat, et revinrent au pouvoir. A l'inverse, en février 1974, les travaillistes, avec 37,1 % des suffrages, s'adjugèrent quatre sièges de plus que les conservateurs (37,8 % des voix) et constituèrent un gouvernement minoritaire.

(Lire la suite page 19.)

(1) *Le Figaro-Magazine*, 16 mai 1987.

DANS CE NUMERO :

La crise générale des valeurs

Voir le sommaire détaillé page 28.

M 2136-399 - 15 F

RÉVOLUTION DANS LA DIALECTIQUE SOVIÉTIQUE

M. Gorbatchev et l'interdépendance des Etats

Par BRIAN MAY *

PARMI les récentes déclarations de M. Mikhaïl Gorbatchev sur les questions stratégiques, il en est une qui n'a certainement pas été faite pour tromper l'opinion à l'Ouest : il a invoqué la « dialectique historique » pour justifier le pouvoir du PC en URSS.

De même que les tsars avaient été légitimés par Dieu, l'avant-garde du prolétariat est légitimée par le « processus de l'histoire ». C'est en vertu de cette doctrine de Marx et de Lénine que les dirigeants soviétiques revendiquent leur droit de gouverner.

Au Kremlin donc, aujourd'hui, on ne badine pas avec la dialectique. Et si nous, Occidentaux, flétrissons le culte superstitieux de cette commode formule, il est néanmoins dans notre intérêt de lire avec attention ce qu'en dit son grand prêtre.

Selon Marx, la marche de l'histoire des pays occidentaux se fait inéluctablement par les contradictions internes des systèmes économiques, ce qui engendre la lutte des classes et la naissance d'un nouvel ordre social sur les ruines du précédent.

Mais, devant le XXVIIe congrès du Parti communiste, M. Gorbatchev a insisté sur une nouvelle interprétation de la dialectique : « *La marche en avant de l'histoire, du progrès social, nécessite de plus en plus une action réciproque, à la fois constructive et créatrice, entre les Etats et les peuples à l'échelle du monde entier. Non seulement elle l'exige, mais elle crée à cette fin les nécessités préalables politiques, sociales et matérielles.*

» *Une telle interaction est indispensable pour empêcher la catastrophe nucléaire et pour que la civilisation puisse survivre. Elle est également indispensable pour régler en commun et dans l'intérêt de chacun les autres problèmes de l'humanité qui ne cessent de s'aggraver. La combinaison de la compétition, de la confrontation des deux systèmes et de la tendance grandissante à l'interdépendance des Etats de la communauté mondiale, telle est la dialectique réelle du développement contemporain. C'est précisément ainsi, par la lutte des contraires, difficilement, dans une certaine mesure à tâtons, que se forme un monde contradictoire mais en même temps interdépendant et de plusieurs façons intégrant.* »

Nous sommes loin de l'aveugle dogmatisme du passé, quand Staline déclarait qu'un marxiste pouvait prédire un événement historique aussi précisément que Galilée avait prédit l'accélération de la chute des corps.

Ce qui est frappant, c'est que la conception étroite de la lutte des classes a été remplacée par une autre, plus complexe : la contradiction dialectique entre la confrontation des deux systèmes, d'une part, et la tendance à l'intégration mondiale, d'autre part.

Quels sont les facteurs matériels permettant à M. Gorbatchev de faire cadrer cette conception avec le marxisme ? Il a souligné l'invention de la bombe atomique, qui entraîne soit la détente entre les puissances nucléaires, soit l'anéantissement du monde. Mais sans doute est-il conscient d'un autre facteur, observé par les économistes tant soviétiques qu'occidentaux : la technologie moderne mène à un « *accroissement de l'internationalisation de la production et de l'échange* (1) ». On constate, de fait, que les échanges entre les pays de l'Est diminuent au fur et à mesure que se développe le commerce du bloc soviétique avec l'Occident.

La déclaration de M. Gorbatchev a été astucieusement placée à la fin de la première-partie de son long discours ; *ainsi, même ses adversaires furent* obligés de l'applaudir. Le numéro un soviétique ne parlait pas à l'intention des journalistes étrangers, qui ne s'intéressent pas forcément aux idées de ce genre. Il voulait plutôt donner une base philosophique à ses réformes, faire appel aux intellectuels et en même temps avertir les conservateurs de sa détermination.

Une révision des dogmes

PEU de politiciens occidentaux se sont rendu compte de la portée des propos de M. Gorbatchev ; ils représentent pourtant la première révision significative de la pensée du Kremlin depuis la rédaction des dogmes par Lénine. Au Royaume-Uni, deux responsables politiques attachent une certaine importance à cet événement : M. Denis Healey, ancien ministre de la défense (travailliste), et M. David Owen, ancien ministre des affaires étrangères (travailliste), chef du Parti social-démocrate, dont il est un des fondateurs. M. Owen a constaté :

« *Cela a de l'importance, parce que dans le système soviétique la doctrine n'influe pas seulement sur la politique mais aussi sur la pensée elle-même. Permettre maintenant à la dialectique de nous mettre en mouvement vers un monde qualifié d'interdépendant, et en effet intégrant, est hautement révélateur. Tout aussi révélateurs sont bon nombre de détails de ce que M. Gorbatchev appelle « système global de sécurité internationale.* » L'importance de la nouvelle pensée du Kremlin est négligée en Occident, et peu de politiciens et d'intellectuels comprennent que la politique de M. Gorbatchev à l'égard de l'Europe n'est que la poursuite de la détente, dont Leonid Brejnev s'était déclaré partisan.

La politique de Brejnev n'était pas nouvelle non plus. A vrai dire, « *l'administration soviétique n'a pas la moindre intention d'envahir l'Europe de l'Ouest, et ne l'a jamais eue* ». Ainsi s'exprime aujourd'hui le professeur George Kennan, ancien ambassadeur américain à Moscou, réputé pour sa connaissance de l'URSS. Cela n'avait pas été toujours son avis. Après la seconde guerre mondiale, il avait averti Washington, dans son fameux « *long telegram* » de 8 000 mots, qu'on ignorait quelles seraient les limites de l'expansion soviétique.

Mais, en faisant une étude plus approfondie, il comprit que c'était la crainte d'être, encore une fois, attaquée qui avait motivé les ingérences de l'URSS dans les pays voisins. Il s'agissait donc d'établir une zone tampon plutôt qu'un empire.

Comme le dit M. Malcolm Mackintosh, conseiller auprès de l'Institut international des études stratégiques à Londres : « *La Pologne est le pays vital, à cheval sur la route principale de la Russie à l'Europe de l'Ouest* (2) ». Et un autre expert occidental fait valoir que les Soviétiques « *ne pourraient permettre une présence hostile sur la chaîne de montagnes de la Tchécoslovaquie occidentale, à l'est de laquelle s'étend la plaine marécageuse, mais totalement plate jusqu'à Moscou* (3) ».

La « doctrine Brejnev », par laquelle le Kremlin essayait de maintenir le système communiste en Europe orientale, se fondait sur des exigences stratégiques plutôt qu'idéologiques. Ce n'était pas la passion du communisme, mais la crainte de perdre la maîtrise d'un territoire jugé essentiel à la défense de l'URSS qui avait incité Brejnev à déclarer que les Soviétiques avaient envahi la Tchécoslovaquie en 1968 « *même au risque d'une troisième guerre mondiale* ». M. Dubcek a admis qu'il avait sous-estimé le facteur stratégique en lançant ses réformes.

Une fois leur zone de sécurité consolidée, les Soviétiques n'ont pas avancé d'un seul pas vers l'Occident. Au contraire : en 1955, ils se sont retirés de l'Autriche, dont ils avaient occupé une moitié ; et ils ont renoncé à leur domination quasi absolue sur la Finlande (dont le produit national brut par tête est de 25 % supérieur à celui du Royaume-Uni). Cette évacuation volontaire de territoires stratégiques n'est pas compatible avec des arrière-pensées agressives.

Et l'ardeur communiste à répandre la révolution ? C'est une question que seuls peuvent poser ceux qui n'ont pas sérieusement lu les œuvres de Marx et de Lénine. Car, selon Marx, la révolution prolétarienne est un phénomène fondé sur des conditions historiques : elle ne peut résulter ni d'un simple coup d'Etat ni d'une conquête. Essayer de répandre la révolution dans les pays développés par une action de l'extérieur serait rejeter le marxisme et ne tenir aucun compte de ses racines hégéliennes.

Moscou n'a pas hésité pour autant à se servir des autres partis communistes pour faire avancer sa politique étrangère, par exemple, en matière de sécurité collective avant la seconde guerre mondiale. Mais cela n'a aucun rapport avec la révolution. Et même cette espèce d'ingérence est virtuellement exclue depuis l'apparition de l'eurocommunisme. En 1917, il était raisonnable de croire à la possibilité d'une révolution dans plusieurs pays européens. D'autre part, il y avait un élément millénariste dans l'esprit des partis communistes, à cette époque ; une fois éloignée l'heure apocalyptique, l'euphorie s'est dissipée.

L'opinion publique n'est guère informée des mobiles et de l'évolution de la politique soviétique envers l'Occident. Il y a un an que M. Gorbatchev a formulé la nouvelle interprétation de la doctrine qui fonde toute la pensée du Kremlin depuis la révolution. C'est un événement historique. Pourquoi alors continuer à faire la sourde oreille ?

(1) Karen Dawisha, Philip Hanson (éd.), *Soviet-East European Dilemmas*, Royal Institute of International Affairs Heinemann, Londres, 1981. 101 p.

(2) *Ibid.*, p. 141.

(3) G. Ginsburgs, A. Z. Rubinstein, *Soviet Policy Towards Western Europe*, Praeger, New-York, 1978, p. 165.

* Ecrivain et journaliste britannique, l'auteur a fait partie de la commission de l'Alliance (partis libéral et social-démocrate) chargée d'examiner les problèmes de défense de l'Europe occidentale.

L'ŒUVRE DE JACQUES VERNANT

Une sociologie des relations internationales

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE

A côté de tant de bateleurs dont la réputation n'est due qu'aux complaisances de la publicité, de tant d'hystériques que l'esprit de guerre froide a fait passer pour des spécialistes et de tant d'ignorants profitant de l'ignorance des autres grâce à leur épais conformisme, il est important que les esprits lucides, quand il y en a, s'expriment et puissent être entendus, et que leurs voix ne soient pas oubliées. Au premier rang, celle de Jacques Vernant. Résistant exemplaire, universitaire respecté, il fut avant tout secrétaire général du Centre de politique étrangère de 1945 à 1978, qui était alors le seul institut d'études internationales existant en France et qui donna naissance à l'actuel Institut français de *relations internationales*. Jacques Vernant est mort il y a deux ans, et les textes les plus importants qu'il a publiés de son vivant dans plusieurs revues sont réunis aujourd'hui, grâce à Janet Finkelstein, dans un ouvrage préfacé par Basil Davidson et dont le titre suggère la trame : *les Relations internationales à l'âge nucléaire* (1).

On ne saurait dissocier l'homme de l'œuvre. Et dans ces pages où transparaissent les analyses les plus aiguës et les plus neuves sur la politique des Etats à l'époque contemporaine réapparaît, en même temps, leur auteur tel qu'il fut, tel qu'il exerça, au poste où il était, une influence discrète mais profonde sur les meilleurs analystes français et étrangers de cette période – alors même qu'il fuyait la publicité que d'autres cultivaient frénétiquement et se moquait des modes dont d'autres ont indûment profité. Basil Davidson l'évoque en termes justes dans sa préface quand il parle de sa « *modestie résolue* » et décrit l'essentiel en lui, et qui, en effet, devrait toujours être l'essentiel chez ceux qui veulent traiter des affaires du monde : l'indépendance d'esprit. Celle-ci, écrit Davidson, « *n'avait pourtant chez lui rien de grinçant ou de rébarbatif. Elle s'accompagnait, tout au contraire, d'une tolérance et d'une générosité jamais en défaut...* ».

Ce livre s'ordonne en axes principaux : la sociologie des relations internationales, l'état du monde à l'âge nucléaire, l'état de guerre en cet âge, tel qu'il se révèle au Proche-Orient, l'interprétation de l'histoire à la lumière des plus récentes étapes de l'ère nucléaire. Jacques Vernant y développe, sous des formes diverses, trois thèmes qui étaient au cœur de sa réflexion sur le monde et l'histoire : l'importance des forces sociales – peuples, courants d'opinion, mouvements d'idées, classes – dans les relations internationales ; la primauté des relations nationales par rapport au jeu contemporain des idéologies – et c'est peut-être, avant tout, ce qui fit de lui un partisan résolu de la politique du général de Gaulle ; le rôle déterminant du feu nucléaire comme facteur d'équilibre, et par conséquent de paix, entre les puissances.

On en retiendra d'abord ce qui concerne le maintien de la paix par la parité nucléaire entre les grandes puissances : « *Les potentiels nucléaires*, écrit Jacques Vernant, *ne s'annulent pas comme les deux termes d'une équation égale à zéro : même s'ils ne doivent jamais servir, ce qui est leur finalité, ils n'en existent pas moins.* » Et il montre que, de ce fait, la guerre classique, au-dessous du seuil nucléaire, est rendue difficilement concevable, sinon impossible, pour ceux qui détiennent le feu nucléaire. On retiendra aussi son analyse de la permanence et de la nécessité de la compétition stratégique entre puissances nucléaires en dehors de toute nature idéologique de leur régime et son interprétation du « mythe » que constitue le feu nucléaire. « *Le mythe*, écrit-il, *a un sens : il sert à quelque chose. Fondé sur la plus incontestable réalité – une réalité apocalyptique – c'est lui qui vérifie, si l'on peut dire, la dissuasion dont, pour un temps au moins, dépend la paix. Il s'agit donc de tout autre chose que de la grande peur de l'an mil : si mythe il y a, il est enraciné dans les faits. Il exprime l'instinct de conservation de la société internationale. Il reste que la prudence, imposée par l'énormité des risques encourus et la peur de l'inconnu, n'autorise qu'une paix fragile. Seuls le dialogue et les accords auxquels il doit conduire peuvent écarter le danger d'une guerre qui n'aurait plus rien à voir avec la politique. L'humanité n'a pas le choix.* »

(1) Jacques Vernant, *les Relations internationales à l'âge nucléaire. Logique, histoire, politique*, textes réunis par Janet Finkelstein, préface de Basil Davidson, La Découverte, Paris, 1987, 336 pages, 140 francs.

CORRESPONDANCE

Le péril nucléaire

A la suite de l'article de M. Jean Paucot sur les possibilités de réduire le péril nucléaire, dans le Monde diplomatique *de mars 1987, le docteur G. Ninane, de Tohogne (Belgique), nous adresse la lettre suivante :*

M. Jean Paucot répète, après bien d'autres, ce que M. Barton J. Bernstein, historien à l'université Stanford (1), qualifie de mythe d'après-guerre, à savoir que les bombes atomiques lancées sur le Japon auraient permis d'« *économiser* » 500 000 vies de soldats alliés. Le Joint War Plans Committee estimait, le 15 juin 1945, que 40 000 soldats américains perdraient la vie lors du débarquement à Kyushu, projeté le 1er novembre 1945, et dans la plaine de Tokyo, prévu, lui, pour le 1er mars 1946. Cet organisme estimait d'autre part très probable que la conquête de Kyushu entraînerait la capitulation du Japon et la perte de moins de 20 000 soldats américains.

Rappelons d'autre part que le *US Strategic Bombing Survey* a estimé, après la guerre, que « *à coup sûr avant le 31 décembre 1945 et selon toute probabilité avant le 1er novembre 1945, le Japon aurait capitulé même si les bombes atomiques n'avaient pas été lâchées, même si la Russie n'était pas entrée en guerre et même si une invasion n'avait été ni préparée ni simplement envisagée* (2) ».

Je m'étonne d'autre part que M. Paucot ne mentionne pas nommément Israël lorsqu'il évoque « *certaines nations* [qui] *détiennent d'ores et déjà des armes nucléaires* ». Suite aux déclarations au *Sunday Times* (5 et 12 octobre 1986) de Mordechai Vanunu, actuellement détenu dans une prison israélienne, les scientifiques consultés ont estimé qu'Israël possède un centaine d'armes atomiques fabriquées à l'usine de Dimona, ce qui classe ce pays au sixième rang des puissances nucléaires (3).

(1) Barton J. Bernstein, « A postwar myth : 500 000 US lives saved », *Bulletin of the Atomic Scientists*, June/July 1986, p. 38.

(2) *Summary Report, Pacific War, US Strategic Bombing Survey*, Chairman's Office, 1er juillet 1946.

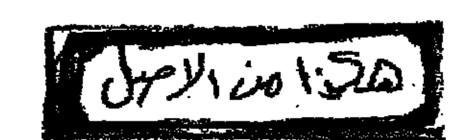
(3) « La fabrication d'armes nucléaires par Israël », dossier *GRIP*, nº 104, décembre 1986, Bruxelles.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET, Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Antoine Gauvin
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71



LE PROJET DE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCHE-ORIENT

La réponse palestinienne

TANDIS que s'aggrave la tension militaire dans le Golfe, les efforts de paix au Proche-orient marquent le pas. Le projet de conférence internationale divise le gouvernement israélien, la mission qui lui serait assignée suscite des interprétations divergentes à Moscou et à Washington. Dans ce concert de controverses, la réunion du Conseil national palestinien à Alger, comme la mobilisation des populations en Cisjordanie et à Gaza, ont cependant permis aux Palestiniens de clarifier leur réponse.

Par ALAIN GRESH

MM. NAYEF HAWATMEH (FDLP), GEORGES HABACHE (FPLP) ET ABOU IYAD (FATH) A L'OUVERTURE DU CONSEIL NATIONAL
Unité retrouvée, pour faire face aux échéances politiques

(Attar-Sygma)

S'adressant à un parterre de journalistes, au cours d'une tournée début mai dans le Golfe, M. Yasser Arafat a assuré qu'une *« conférence internationale sur la paix au Proche-Orient avait 75 % de chances d'être convoquée »*. Il reprenait ainsi une déclaration faite à huis clos devant ses pairs du Conseil national palestinien (CNP) : *« La conférence internationale se profile à l'horizon et l'OLP doit être prête à y participer. »*

Cette conviction, partagée avec plus ou moins d'intensité par les différentes organisations palestiniennes, explique en grande partie le succès de la réunion d'Alger. Rassemblées dans la capitale algérienne du 20 au 26 avril, les principales composantes de la résistance palestinienne – le Fath de M. Yasser Arafat, le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habache, le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh et le Parti communiste palestinien (PCP) (1) – ont mis fin aux divisions qui les paralysaient depuis trois ans.

Et surtout, instance suprême de l'OLP, le Conseil national s'est engagé à appuyer *« la convocation d'une conférence internationale dans le cadre et sous les auspices des Nations unies, avec la participation des membres permanents du Conseil de sécurité et les parties concernées par le conflit, y compris l'OLP sur un pied d'égalité avec les autres participants. Le Conseil souligne que la conférence doit avoir de pleins pouvoirs* (2) ».

Pour réunir le parlement palestinien, M. Arafat a dû toutefois consentir à abroger l'accord jordano-palestinien qu'il avait signé avec le roi Hussein le 11 février 1985. Il prenait ainsi acte de l'échec d'une stratégie fondée sur des négociations séparées et le recours aux bons offices de Washington. Malgré les renoncements auxquels avait consenti le dirigeant de l'OLP et le flou du texte signé sur deux points fondamentaux – Etat palestinien indépendant et droit de l'OLP à participer de manière autonome à des négociations, – ni les Etats-Unis ni Israël n'avaient accepté d'entamer de sérieuses tractations. Le souverain hachémite, qui exigeait encore plus de concessions de la part des Palestiniens, finit par geler, en février 1986, sa coopération avec la direction de l'OLP.

Malgré de nouvelles tentatives, M. Arafat a dû se rendre à l'évidence : la voie jordanienne était bouchée au moment même où l'horizon de la conférence internationale s'éclaircissait (3). Le choix était alors plus facile mais non dénué de risques. Dès le 21 avril, le gouvernement jordanien avertissait que le pacte du 11 février continuerait de guider sa politique ; et Amman, comme Jérusalem, ne désespère pas de trouver des interlocuteurs palestiniens plus malléables. Le CNP a toutefois confirmé son attachement à une confédération entre la Jordanie et le futur Etat palestinien indépendant.

Pour les organisations radicales, l'acceptation de la tenue du Conseil passait par d'autres réévaluations et par d'autres calculs. Parlant de la Syrie, M. Abou Ali Moustapha, secrétaire général adjoint du FPLP, reconnaissait que *« ceux que nous avons placés à nos côtés en tant qu'alliés stratégiques ont échoué et nous ont déçus* (4) ». Le long siège des camps du Liban par la milice Amal, soutenue par Damas, n'est pas prêt d'être oublié. L'incapacité à détrôner M. Arafat, ou même à entamer sérieusement son prestige, et l'aspiration de plus en plus pressante des Palestiniens de Cisjordanie, de Gaza et du Liban à l'unité, ont aussi pesé dans le sens d'une plus grande souplesse. Enfin, les Soviétiques, avec lesquels le FPLP, le FDLP et le PCP maintiennent de solides relations, ont permis de transformer en réalité ces velléités unitaires.

« Mieux vaut avoir affaire à un mouvement cohérent... »

TOUS les observateurs l'ont noté, le rôle soviétique dans la réunification palestinienne fut prépondérant. Il s'inscrit dans un vaste redéploiement de la diplomatie du Kremlin au Proche-Orient, dont l'objectif central est de mettre fin à l'exclusion de l'URSS de la région depuis les accords de Camp David en 1978. A cette fin, Moscou a établi des rapports avec les pays modérés du Golfe, renoué avec le Caire et repris langue avec Jérusalem, joué un rôle actif dans le conflit irako-iranien, sans parler des ouvertures faites à l'OPEP. Abandonnant une vision stéréotypée, ses diplomates font preuve d'une souplesse inédite et d'une capacité certaine à s'adapter à une région mouvante.

Mais la grande idée de Moscou reste la tenue d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient qui avaliserait cette place nouvelle et mettrait fin à dix années de parrainage exclusif de Washington sur tout processus de négociation. « Sans nous, vous ne pouvez rien ; avec nous, tout devient possible, tout est négociable », ont dit, en substance, les interlocuteurs soviétiques de M. Pérès durant une rencontre de l'Internationale socialiste à Rome en avril. M. Gorbatchev l'a répété à Moscou, si *« l'absence de relations entre nos deux pays ne peut être considérée comme normale* (...), *un progrès dans nos relations avec Israël n'est concevable que dans le cadre du processus de règlement au Proche-Orient. Dissocier cette question de ce contexte est impossible »*.

Pourtant, contrairement à M. Arafat et à certains commentateurs, les Soviétiques ne croient pas à la possibilité de convoquer rapidement le forum international ; trop d'obstacles demeurent, trop de réticences persistent tant à Washington qu'à Jérusalem. D'où leur proposition, élaborée avec M. Mitterrand lors de son voyage à Moscou en juillet 1986, de créer un comité préparatoire de la conférence, composé des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que des parties concernées. Chargé d'étudier les problèmes épineux – ordre du jour, base des négociations, participants, – ce comité pourrait contourner les veto israélien et américain, et l'OLP pourrait y participer dans le cadre d'une délégation arabe unifiée. Malgré ses évidentes limites, une telle réunion aurait pour M. Gorbatchev l'intérêt de ratifier le rôle indispensable de l'URSS.

Dans ce contexte, la réunification de l'OLP et son retour sur la scène politique portent un coup aux tentatives de solution séparée jordano-israélienne et accroît la crédibilité de l'organisation, alliée de l'URSS. Pour renforcer sa main, M. Gorbatchev a, durant les travaux mêmes du CNP, reçu le président syrien Hafez el Assad. En échange d'une aide militaire accrue et du rééchelonnement de la dette, Moscou semble avoir obtenu de son allié une appréciation plus nuancée de la réalité palestinienne et des possibilités d'ouverture de négociations sur le Proche-Orient. Si une réconciliation entre M. Assad et M. Arafat n'est pas pour demain, le dirigeant baasiste a consenti à recevoir M. Georges Habache, le 5 mai, à son retour d'Alger, et les entretiens ont été, de part et d'autre, qualifiés de positifs. Et la radio de Damas ne ménage plus son soutien à une *« action pour une paix juste au Proche-Orient »*, appelant les Arabes à *« tirer bénéfice de tous les facteurs positifs dans l'arène internationale, à tout moment et dans n'importe quelles circonstances* (5) ».

Marqué par la volonté de l'OLP de s'associer au processus de paix, le Conseil national d'Alger a globalement fait preuve de modération (6). Le ministre français des affaires étrangères, M. J.-B. Raimond, le constatait à l'Assemblée nationale : *« Les concessions d'Arafat à l'aile radicale sont demeurées limitées. »* Et M. Mitterrand, au cours de son récent voyage au Maroc, l'avait noté : *« Mieux vaut avoir affaire à un mouvement cohérent et homogène qu'à un mouvement dans lequel les surenchères pourraient s'exercer indéfiniment. »*

Deux décisions corroborent ces observations. L'élection, pour la première fois, parmi les quinze membres du comité exécutif, d'un représentant du PCP n'est pas une simple confirmation du rôle dynamique que joue ce parti dans les territoires occupés. Il légitime aussi une organisation qui n'a pas craint, depuis 1974, de prôner la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, édifié aux côtés de l'Etat d'Israël. Autre signe : l'acceptation par le CNP du *« développement des relations avec les forces démocratiques israéliennes qui luttent contre l'occupation et l'expansionnisme israéliens »* et qui reconnaissent les droits nationaux du peuple palestinien. Jusqu'alors, au moins officiellement (7), l'OLP n'acceptait de rencontrer que les forces juives antisionistes, ce qui limitait considérablement le choix des interlocuteurs.

Mais le chemin qui mène à de véritables négociations paraît encore long. Un récent rapport de M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, notait que, *« contrairement à ce qui s'était passé les années précédentes, aucun des cinq pays* [membres du Conseil de sécurité] *ne s'est opposé à l'idée d'une conférence internationale sous les auspices des Nations unies »*. Toutefois, ajoutait-il, cet *« assouplissement »* n'empêchait pas de *« profondes divergences de vues »*.

(Lire la suite page 4.)

(1) Ont aussi participé au Conseil le Front de libération arabe, pro-irakien, et le Front de libération de la Palestine. Par contre, le Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général, la Saïka pro-syrienne, les « dissidents » du Fath et le Front de lutte populaire palestinienne – organisations sans influence notable et liées à Damas – se sont abstenues.

(2) Les textes des résolutions sont tirés de *Falestine Al Thawra*, hebdomadaire de l'OLP publié à Chypre, 2 mai 1987.

(3) Voir Claude Julien, « Vers une conférence internationale sur le Proche-Orient : le temps du courage », *le Monde diplomatique*, avril 1987.

(4) Déclaration faite à la Voix de la Palestine le 16 avril et reproduite par *Service of World Broadcast (SWB)*, BBC, Londres, 20 avril.

(5) Déclarations de la radio syrienne des 30 avril et 9 mai, reproduites par *SWB* les 2 et 12 mai.

(6) Seule ombre au tableau, les négociations infructueuses entamées avec le groupe d'Abou Nidal et dont le succès aurait sans aucun doute porté un immense coup au prestige de l'OLP.

(7) Pour le récit, par un des protagonistes, de ces rencontres publiques et secrètes, voir Uri Avnery, *Mon frère, l'ennemi*, Liana Levi-Scribe, Paris, 1986, 324 pages.

LE PROJET DE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

La réponse palestinienne

(Suite de la page 3.)

Ce relatif optimisme est renforcé par l'insistance du ministre des affaires étrangères israélien, M. Shimon Pérès, qui affirme vouloir s'engager dans la voie d'une conférence internationale et accepter pour cela le risque de briser le gouvernement d'union nationale. Cette détermination retient d'autant plus l'attention que, depuis 1967, aucune campagne électorale en Israël n'a été centrée sur la question d'un éventuel accord avec les pays arabes. Le revirement des Américains à propos de la conférence internationale et leur appui à M. Pérès se sont confirmés au fil des jours, notamment par une longue lettre du secrétaire d'Etat, M. Shultz, transmise au premier ministre Itzhak Shamir le 5 mai. Enfin, de nombreuses indiscrétions ont filtré sur le contenu d'un document de travail en dix points approuvé par M. Pérès, le roi Hussein et les Américains.

Mais l'identité des termes utilisés – conférence internationale – ne cache-t-elle pas de profondes divergences ? M. Pérès le reconnaît : « *Je ne travaille pas pour une conférence internationale. C'est une erreur. Je travaille pour des négociations directes entre nous et la Jordanie. (...) La Jordanie a des problèmes. Ce qui s'est passé à Alger* [le Conseil palestinien] *est autant dirigé contre elle que contre Israël. La Jordanie veut que l'ouverture des négociations se déroule dans le cadre d'un forum international* (8). » La conférence serait donc, et les Etats-Unis appuient cette conception, une simple « *ombrelle* » pour des négociations séparées, et toute participation de l'OLP est *a priori* exclue.

Quant aux propositions de M. Pérès – qui a réaffirmé, le 19 mai, son opposition au plan Reagan – révélées par le *Financial Times* du 13 mai, elles ne font que reprendre un vieux projet travailliste datant de juillet 1967 et connu sous le nom de « plan Allon », du nom du vice-président du conseil des ministres israélien de l'époque. « *Le plan prévoit l'annexion d'un tiers de la Cisjordanie, dont la fertile vallée du Jourdain, la rive occidentale de la mer Morte, le désert de Judée et la région de Jérusalem. Les régions centrales à forte population arabe seraient rétrocédées à la Jordanie à la signature d'un accord de paix (...). Dans la vallée du Jourdain, la bande de terrain qui sera annexée à Israël aura une largeur de 12 kilomètres au nord et de 24 kilomètres au sud : avec ses agglomérations juives, elle fera office de « cordon de sécurité* (9) ».

Ce « compromis territorial », rejeté à plusieurs reprises par les pays arabes, aurait-il aujourd'hui une chance d'être accepté ? Ou bien l'amorce d'un processus de paix permettrait-il de dépasser le cadre étroit de ces propositions pour aboutir à une forme de reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens ? Quoi qu'il en soit, l'échec – provisoire ? – de M. Pérès, incapable de faire entériner ses vues par le cabinet israélien et impuissant à provoquer des élections anticipées, affaiblit les pays arabes – la Jordanie et, dans une moindre mesure, l'Egypte, – qui avaient misé sur le dirigeant travailliste.

Il place Le Caire devant des choix difficiles. Passée la réaction épidermique aux critiques – pourtant modérées – du CNP à l'encontre de la politique égyptienne, le président Moubarak semble chercher à éviter que ne se creuse le fossé qui le sépare de M. Arafat. La fermeture des bureaux de l'OLP a été circonscrite, et plusieurs institutions palestiniennes – dont le Croissant-Rouge – poursuivent leurs activités dans la capitale égyptienne. Plus que jamais, le raïs a besoin de l'OLP pour réussir son retour sur la scène arabe. L'impasse actuelle en Israël pourrait donc faciliter la reprise du dialogue ; d'autant que, pour toutes les composantes de la direction palestinienne, la condition d'un rapprochement n'est pas la rupture entre Le Caire et Jérusalem, mais un appui ferme de l'Égypte au droit des Palestiniens à leur propre Etat et à une conférence internationale avec la participation de l'OLP. Le comité exécutif a d'ailleurs, dans sa première réunion après le CNP, « *apprécié le rôle de l'Egypte, de son président et les sacrifices de l'Egypte dans la défense du peuple palestinien* ».

Le prochain sommet arabe, dont la convocation est tenue pour probable avant la fin de l'année, devrait entériner ces thèses et compliquer la tâche de tous les partisans des « négociations directes ». M. Mitterrand le faisait remarquer récemment à M. Shamir, « *les contacts directs entre les Israéliens et leurs voisins arabes* [n'ont] *pas de chances d'aboutir* » et lui paraissent « *maintenant illusoires* ». Telle est du reste la position adoptée par l'Europe en février dernier *(voir le texte ci-contre)*, dans la droite ligne de la déclaration de Venise du 13 juin 1980, qui rappelait le droit du peuple palestinien à l'« *autodétermination* » et soulignait que l'OLP « *devrait être associée aux négociations* ». A l'heure de l'« Irangate » et de l'affaiblissement des positions américaines, l'Europe sera-t-elle capable de transformer en actes influents ces généreuses proclamations ?

ALAIN GRESH.

(8) Déclaration faite à la télévision israélienne le 22 avril et reproduite par *SWB* le 24 avril.

(9) Xavier Baron, *les Palestiniens, un peuple*, Le Sycomore, Paris, 1984, page 278.

La nouvelle déclaration européenne

1. – Les pays membres de la Communauté européenne ont, avec les pays et les peuples du Moyen-Orient, des liens historiques, politiques, géographiques, économiques, religieux, culturels et humains particulièrement importants. Ils ne peuvent par conséquent être passifs à l'égard d'une région aussi proche, ni indifférents aux graves problèmes qui l'agitent et dont les répercussions les affectent à maints égards.

2. – Aujourd'hui, les tensions et conflits au Proche et Moyen-Orient persistent et s'aggravent. Les souffrances des populations civiles s'accentuent, sans que des perspectives de paix apparaissent. Les Douze expriment à nouveau leur profonde conviction que la recherche de la paix aux Proche et Moyen-Orient reste un objectif fondamental. Ils sont profondément inquiets de l'absence de progrès vers une solution du conflit israélo-arabe.

3. – C'est pourquoi ils sont directement intéressés à la recherche de solutions négociées devant permettre d'y ramener une paix juste, globale et durable, des relations de bon voisinage et un développement économique, social et culturel trop longtemps délaissé. Dans ce contexte, ils ont énoncé à plusieurs reprises, et en particulier dans leur déclaration de Venise, les principes sur lesquels des solutions devraient être fondées.

4. – Dans cet esprit, les Douze se déclarent favorables à la tenue d'une conférence internationale de paix sous l'égide des Nations unies et avec la participation des parties intéressées, ainsi que de toute partie en mesure d'apporter une contribution directe et positive à l'établissement de la paix et de la sécurité ainsi qu'au développement économique et social de la région. De l'avis des Douze, cette conférence devrait constituer un cadre approprié pour les négociations nécessaires entre les parties directement concernées.

5. – Pour leur part, les Douze seraient disposés à jouer leur rôle en ce qui concerne une telle conférence et s'efforcent de contribuer activement, tant à travers la présidence qu'individuellement, à rapprocher les positions des parties en vue de sa convocation. Entre-temps, les Douze invitent les parties à éviter toute action susceptible d'aggraver la situation, de compliquer et de retarder la recherche de la paix.

6. – Sans préjudice des solutions politiques futures, les Douze estiment nécessaire que soient améliorées les conditions d'existence des populations des territoires occupés, notamment en ce qui concerne leurs affaires économiques, sociales, culturelles et administratives. La Communauté a d'ores et déjà décidé d'octroyer une aide aux populations palestiniennes des territoires occupés, ainsi que de permettre à certains produits de ces territoires un accès préférentiel au marché communautaire.

Bruxelles, le 23 février 1987.

Mobilisation et soulagement dans les territoires occupés

Par **JEAN-PAUL CHAGNOLLAUD** *

A la fin du mois de mars, des milliers de prisonniers politiques palestiniens entamaient une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. « *Nous réclamons la lumière du soleil, de l'air frais, des soins médicaux, des relations sociales, des activités culturelles. Ces droits simples et fondamentaux sont ceux de l'humanité entière.* » Au-delà de ces revendications, une telle grève avait une portée politique. En entamant une action difficile et longue, à la veille de la réunion du Conseil national palestinien (CNP) à Alger, les détenus entendaient rappeler la force de la résistance à l'occupation israélienne.

Dans la société palestinienne, de nombreuses initiatives de soutien ont été organisées, sous les formes les plus diverses. Sit-in installé en permanence dans l'enceinte de la Croix-Rouge à Jérusalem, manifestations des étudiants des diverses universités... Les autorités d'occupation ont perçu cette mobilisation comme un avertissement. Si elles ont accepté de faire quelques concessions sur les conditions de détention, elles ont en revanche accentué la politique dite de la « main de fer » que le ministre travailliste de la défense, M. Itzhak Rabin, avait inaugurée après sa prise de fonctions, à l'automne 1984. Du 13 au 16 avril, plus de cent personnalités ont été arrêtées. Toutes les universités ont été fermées, celle de Bir-Zeit pour une période de quatre mois. Le 13 avril, un étudiant a été tué et plusieurs autres blessés (1). Que ce soit à Bir-Zeit, dans les prisons ou lors des arrestations, la priorité de la répression israélienne se situe sur le terrain politique. Il s'agit de casser toute dynamique susceptible d'encourager le mouvement national et de mettre à l'écart tout dirigeant palestinien. Mais dès que l'un est arrêté, un autre prend la relève ; plus ou moins vite et avec plus ou moins d'autorité, il se trouvera toujours quelqu'un pour continuer la lutte, et bien souvent quelqu'un de plus jeune et de plus radical. Ainsi, même de très jeunes responsables sont dans la ligne de mire des autorités israéliennes comme tout récemment M. Marwan Barghouti, président élu du conseil des étudiants de Bir-Zeit, arrêté puis déporté en Jordanie le 14 mai.

D'AUTRE part, les colons juifs établis dans les implantations qui leur sont réservées en Cisjordanie et à Gaza représentent une force d'intimidation qui pèse lourd dans la vie quotidienne des Palestiniens, surtout dans certains secteurs comme celui de Hébron. Le 11 avril, à la suite d'un attentat qui a coûté la vie à une jeune femme israélienne au nord de Ramallah, des dizaines de colons en armes ont effectué un raid d'une rare violence dans la ville de Kalkilya contre les personnes et les biens. Des expéditions d'une telle brutalité ne sont pas fréquentes, mais les Palestiniens savent qu'elles sont possibles, et les craignent.

* Maître de conférences en science politique à l'université Nancy-II.



(Joss Dray)

INTERPELLATION DE ROUTINE A JERUSALEM-EST
L'accentuation de la politique de la « main de fer »

D'autant que les exactions ponctuelles sont, elles, monnaie courante.

C'est dans un tel climat de tension que s'est déroulé le Conseil national palestinien. Déjà la guerre des camps au Liban avait contribué à ressouder les rangs de la résistance, tandis que, dans les territoires occupés, les drames de ces derniers mois avaient aussi poussé les uns et les autres à se retrouver dans l'action. Quelques jours avant la réunion, le journal *Al Fajr*, publié à Jérusalem-Est, résumait ainsi le sentiment général : « *Les Palestiniens des territoires occupés attendent anxieusement la tenue d'un Conseil puissant et uni ; nous attendons de la direction palestinienne qu'elle saisisse cette occasion pour tirer les leçons des échecs du passé* (2). » L'annonce officielle de l'accord intervenu entre les grandes organisations a donc été accueillie avec un profond soulagement. A l'anxiété évoquée dans *Al Fajr* a succédé aussitôt un apaisement visible. Les gens, rassurés, sentaient que désormais il serait enfin possible de se consacrer ensemble à l'essentiel.

Mais, en même temps, cette réaction immédiate ne faisait pas pour autant disparaître un certain scepticisme, ou au moins une certaine lucidité critique, surtout chez les responsables. Ceux-ci savaient, par expérience, que cette unité retrouvée demeure fragile, peut-être même précaire. Passé le moment de satisfaction, chacun en appréciait les différents aspects tactiques liés aux intentions politiques des principaux dirigeants de l'OLP, sans jamais négliger le rôle prépondérant de l'Union soviétique. Enfin, tous insistaient sur le fait que l'unité n'est qu'un préalable. L'éditorial du *Fajr*, au titre très révélateur : « L'unité de l'OLP est un premier pas », se terminait par ces mots en forme d'appel : « *Que la direction de l'OLP définisse une stratégie et qu'elle mette tous ses moyens en œuvre pour la faire aboutir* (3). »

La dénonciation de l'accord d'Amman (accompagnée d'une résolution visant à préserver l'avenir des nécessaires relations entre l'OLP et la Jordanie) (4) a été facilement acceptée. Cet accord n'avait, en effet, rien produit de tangible, et la plupart des Palestiniens font porter la responsabilité de l'échec sur le roi Hussein, auquel ils reprochent son jeu ambigu que le plan de développement économique pour la Cisjordanie n'a fait qu'accentuer (5). Seuls quelques pro-jordaniens traditionnels – comme M. Rachad Chawa, l'ex-maire de Gaza – critiquent violemment cette décision du CNP. L'attitude du CNP à l'égard de l'Egypte et les réactions qu'elle a entraînées au Caire ont suscité des commentaires beaucoup plus nuancés. Les modérés n'ont pas compris les raisons de cette rupture qu'ils ne souhaitaient pas et à laquelle ils ne s'attendaient pas. Ils ont regretté l'attitude égyptienne – qualifiée d'excessive – tout en se déclarant persuadés que M. Yasser Arafat trouverait certainement les moyens de régler ce conflit. D'autres, proches de la gauche, se déclaraient satisfaits d'une résolution qui, à leurs yeux, exprimait un abandon de la ligne américaine.

A propos de la Syrie, il existe par contre un large consensus. Damas était devenu le symbole d'une politique de négation de l'autonomie de l'OLP au point qu'actuellement il est bien difficile de rencontrer dans les territoires occupés des prosyriens inconditionnels. Personne pourtant ne souhaite que les ponts avec M. Hafez El Assad soient définitivement coupés ; mais, compte tenu de l'importance décisive de son pays, il paraissait essentiel aux Palestiniens de marquer leurs distances pour chercher ensuite à renouer des relations sur d'autres bases.

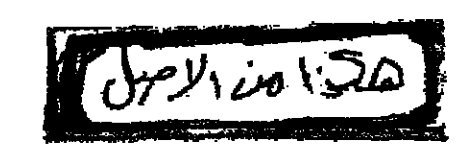
(1) Sur les manifestations de décembre 1986 au cours desquelles deux étudiants avaient trouvé la mort, voir Paul Kessler et Joseph Parisi, « Retour à Bir-Zeit », *le Monde diplomatique*, avril 1987.

(2) *Al Fajr*, 19 avril 1987, p. 5.

(3) *Ibidem.*

(4) Résolution soulignant « *l'importance des relations spéciales et particulières qui lient les deux peuples, palestinien et jordanien* », *le Monde* daté 26-27 avril 1987.

(5) Cf. l'article de Dominique Vidal, « Entente ambiguë contre l'OLP », *le Monde diplomatique*, janvier 1987.





SUR LE PROCHE-ORIENT

A l'aéroport

Par MAHMOUD DARWICH

JE n'écris pas habituellement de poésie dans les avions. Je n'y fais pas davantage mes articles ou mon courrier. Et il ne m'est arrivé qu'une seule fois de devoir dormir sur un banc d'aéroport.

Mais je peux parfaitement imaginer un être qui passerait sa vie dans un aéroport, quand l'ordre international et le droit international sont incapables de lui assurer l'accès à quelque pays que ce soit, quand la liberté d'entrer et de sortir est conditionnée par un tampon officiel sur une feuille de papier. Par la détention d'un papier frappé d'un tampon. C'est la vie moderne ! L'individu n'y a d'autre identité que celle que lui assigne le ministère de l'intérieur.

Cet être, un aéroport l'enverra dans un autre qui l'embarquera à destination d'un troisième, qui l'expédiera vers un quatrième. Tel un colis postal dont les adresses du destinataire et de l'expéditeur seraient perdues.

C'est ce qui m'est arrivé il y a quelques années : un aéroport parisien a gracieusement fait don de ma personne à un aéroport belge qui en fit de même à l'intention d'un aéroport polonais qui, pour finir, me vida dans un aéroport allemand, sans que j'aie à aucun moment le droit de discuter le droit, n'ayant moi-même aucun droit dans aucun aéroport.

Il ne m'a guère fallu plus dix minutes pour écrire à bord d'un avion mon court poème *l'Aéroport d'Athènes*, un peu comme j'aurais inscrit mes observations sur le temps qu'il fait. Je venais de passer deux heures dans l'aéroport grec grouillant de monde, avec des familles palestiniennes qui avaient formé une sorte de petite communauté, sans savoir comment elles s'étaient retrouvées là, attendant ce qu'elles ne réclamaient pas, dans l'éventualité d'être jetées dans l'inconnu.

Un romancier contemporain pourrait trouver dans ce scénario, poussé au bout de sa dramaturgie, l'une des épopées de notre temps où l'homme se trouve lié à une force inconnue et ironique, sans même pouvoir poser la question de la liberté, individuelle et publique, dans un lieu hors de l'espace, dans une prison qui n'en est pas une. L'imagination est alors gouvernée par l'absurde. Le drame tourne au burlesque, ou la farce au tragique.

Nous sommes tous des otages. Des voyageurs sans voyage...

JE suis rarement passé par un aéroport arabe sans entendre la même complainte : « *On nous a refoulés !* » Impossible de demander à la personne refoulée pourquoi elle était là, bloquée en un lieu sans rien devant ni derrière. Le refoulé est connu, il est défini à l'avance. Suffit à le désigner cette identité que pourtant personne ne reconnaît et qu'il ne porte d'ailleurs pas, lui qu'un pays semble avoir enfanté pour se dérober ensuite sous ses pas, en l'exposant à la réprobation universelle. Le refoulé est assiégé entre une porte d'entrée par laquelle on n'entre pas et une porte de sortie par laquelle on ne sort pas.

Mais alors, pourquoi avoir entrepris le voyage ?

Même cette interrogation réprobatrice, il ne se trouve personne pour l'exprimer. Le voyageur n'a pas entrepris le voyage, il n'a pas voulu le voyage. Il n'a entrepris aucune démarche qui fasse de lui l'agent d'un acte si fou, qui nous laisse aussi décontenancés qu'une phrase comme : « *L'homme mourut* ». Pourquoi dire de l'« *homme* » qu'il est le sujet du verbe, à moins qu'il ne se soit suicidé ? Est-ce lui qui a accompli l'acte de mourir ? Il est bien vrai qu'il est mort, mais ce n'est pas lui qui a commis l'acte. Il est non moins vrai que ce refoulé était dans les rangs des voyageurs, mais il n'a pas entrepris le voyage. La compagnie d'aviation l'a mis à bord d'un avion et l'a transporté dans un endroit où il ne voulait pas aller et dont il ne sait pas le nom. Exprime-t-il le désir d'en revenir, il ignore où il veut revenir.

Tu n'as pas demandé à ce refoulé sa nationalité. C'est toi-même. La question renferme une insulte blessante comme celle qui fait confondre Palestine et Pakistan chez les anglophones. Le premier de ces noms est totalement inconnu des passagers normaux et des peuples normaux. Il est parfaitement connu des agents de sécurité. Celui qui en est issu en vient alors à invoquer le nom de ses envahisseurs pour se faire connaître. Et celui qui est issu du second est amené à se laver les mains de tout ce qui désigne la Terre sainte, afin d'échapper au piège de la parenté sonore.

Ils nous ont refoulés... C'est une des formes de notre identité.

Ils nous ont refoulés sans raison, sans aucun chef d'accusation, sans qu'il y ait eu infraction.

Ils nous ont refoulés sans même que nous portions cette malédiction qui s'appelle « document de voyage des réfugiés palestiniens (1) ». Le lieu de naissance suffit pour que l'agent de sécurité arabe exerce son petit sadisme ou son plaisir réfréné, pour qu'il indique d'une main méprisante un coin à l'écart pour l'attendre, tout en continuant de distribuer ses sourires de garçon de café à ses anciens spoliateurs.

Jusqu'à quand attendre ? Nous pourrions attendre des heures, ou des jours. Nous pourrions dormir des semaines sur les bancs ou sur un carrelage malpropre. Ne sommes-nous pas palestiniens ? Demander combien durera l'attente serait une ingérence palestinienne dans les affaires de sécurité intérieure des pays frères. Intolérable abus !

Qu'attendons-nous ? Nous n'avons pas le droit de le demander. Nous n'avons qu'à acquiescer. Ne sommes-nous pas palestiniens ? Le ton de la question risquerait de trahir une protestation ou une insatisfaction. Ah ! cela ne vous plaît pas ? Il faut dire : cela me plaît beaucoup. Si du moins tu aspires à la tranquillité, sœur de l'humiliation. Mais, si tu veux protéger ton humanité, tu n'as qu'à gifler, à botter celui qui t'invite à te complaire de ton humiliation.

L'INCIDENT se produit tous les jours, toutes les heures, dans l'aéroport arabe qui traite désormais le Palestinien comme un porteur de choléra ou de peste. Le Palestinien doit prendre l'initiative de se distinguer spontanément du reste de l'humanité en sortant de la file des passagers pour s'installer *dans la file qui lui est propre et proclamer : Je suis accusé. Jugez-moi !* Il doit être à lui-même sa propre police, faire la police à sa vieille mère, à son enfant en bas âge. Il doit se mépriser lui-même. Il doit se distinguer des autres humains par ce qui est en deçà de l'humain. Il doit, il doit... Lui seul doit se haïr lui-même, attendre des heures ou des jours une autre exception, un étranger, un Israélien ou un autre Arabe exclu. Mais il ne trouve que lui-même. Lui et sa mère sur le banc d'infamie !

« Monsieur l'officier, avez-vous trouvé une erreur dans mon passeport diplomatique ?

— Non.

— Mon nom est-il sur la liste de ceux qui sont autorisés à entrer dans votre pays ?

— Oui.

— Dois-je avoir un visa d'entrée pour pouvoir entrer ?

— Non.

— Alors, me permettez-vous de vous demander pourquoi vous m'arrêtez et ne me permettez pas d'entrer normalement ?

— Parce que vous êtes palestinien.

— Faut-il absolument que vous me blessiez ?

— Je ne cherche pas à vous blesser.

— Pourquoi alors retardez-vous mon entrée et bloquez-vous ces vieilles Palestiniennes depuis des heures ?

— Parce que vous êtes palestiniens.

— Telle est donc l'accusation ?

— Tels sont les ordres... »

TELS sont les ordres de solidarité fraternelle avec les Palestiniens : le mépris, l'humiliation, la ségrégation. Et l'assassinat, comme à Beyrouth-Ouest. On vient de le voir avec la mort de Nabila Brayr (2) : extraite de son taxi et tranquillement abattue. Comme les phalangistes avaient abattu sa mère, son père et sa sœur à Ayn-al-Remmaneh. Comme les Israéliens avaient abattu les membres de sa familles à Acre. Nabila Brayr, comme les autres, n'avait commis d'autre péché que d'être palestinienne.

Car attenter au Palestinien est licite.

Tels sont les ordres... Les ordres de solidarité fraternelle avec les Palestiniens : la défense verbale de leur cause pour ne pas perturber l'ordre du discours, et l'élimination du peuple qui porte cette cause pour que les gouvernants obtiennent leur récompense promise. Au nom de la cause, le peuple doit perdre tout ressort. Au nom de la cause, le peuple de la cause est privé de ses droits civiques minimaux, de peur que, ramolli, il n'oublie la cause. Une cause... une cause. Mais, après tout, quelle affaire !

Tout Palestinien est suspect. Privé du droit de libre « dispersion » dans sa grande patrie arabe, ouverte généreusement et sans limites aux espions, aux envahisseurs et aux touristes israéliens. Pour la seule raison que celui qui est né en Palestine est palestinien. N'est-ce pas ainsi que s'ébauche le racisme ?

Plus grave encore : comment pourrons-nous garder le droit de formuler des réserves sur la colère du Palestinien, le jour où il l'exprimera par des moyens autrement plus violents que les mots ?

La pudeur est peut-être morte. La crainte le serait-elle aussi ?



(Nasser Soumi, 1982)

Sont-ils nombreux à croire que les Palestiniens sont prêts à abandonner leur dignité humaine et nationale en échange d'un droit de résidence provisoire reconnu à certains de leurs dirigeants et de leurs cadres ?

Sont-ils nombreux à croire que les Palestiniens, capables de se défendre héroïquement, jusqu'à la folie et au martyre, dans leur patrie et au Liban, soient impuissants à défendre ailleurs la tristesse de leur mère et de leurs enfants ?

L'atteinte à la dignité des Palestiniens, et à leur condition humaine a été trop loin. Il faut avertir et mettre en garde. Il faut porter la colère à un seuil plus élevé que la protestation et la complainte.

Nous ne sommes pas un peuple offert à toutes les atteintes. Nous ne sommes pas les otages des otages. Quiconque possède un aéroport ou des équipements touristiques n'est pas fondé à appeler la servitude liberté, une liberté qui ne se manifeste que dans l'humiliation des Palestiniens. Spinoza nous dit de ne pas pleurer ni rire, mais de comprendre. Nous comprenons. Et nous savons quoi faire...

(Article paru dans Al Yom Assabeh, *hebdomadaire publié à Paris, le 19 janvier 1987. Traduit de l'arabe par Samir Kassir.)*

(1) Titre de voyage délivré par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés arabes de Palestine (UNRWA).

(2) Fonctionnaire de l'UNICEF, assassinée le 18 décembre 1986 dans la capitale libanaise.

Né en 1942 en Palestine, vivant en exil, Mahmoud Darwich est l'un des plus grands poètes arabes contemporains. C'est aussi un journaliste — il a notamment été le rédacteur en chef de *Chou'oun filastiniyya*, revue théorique de l'OLP — et un homme politique — il vient d'être élu membre du comité exécutif de l'OLP, lors de la dernière session du Conseil national palestinien.

Une anthologie de son œuvre a été publiée en français sous le titre *Rien qu'une autre année* aux éditions de Minuit (Paris, 1984), dans une traduction d'Abdellatif Laâbi.

LENTEUR DES « RÉFORMES », POUSSÉE DE

Le gouvernement Botha dans

LA droite et l'extrême droite ont conforté leurs positions aux élections législatives du 6 mai dernier en Afrique du Sud : manifestement, la majorité de l'électorat blanc – seul appelé à se prononcer – refuse de jouer le jeu des « réformes » proposées par le président Botha. Les candidats « indépendants », qui s'étaient dissociés du Parti national afrikaner pour préconiser une solution négociée au problème de l'apartheid, ont essuyé une sévère défaite, qui s'ajoute au recul du petit Parti progressiste libéral. Avec la poussée du Parti conservateur (extrême droite) et le confortable succès du Parti national, les espoirs de règlement semblent compromis. La réaction immédiate du gouvernement Botha a été de durcir son langage et de resserrer les entraves à la liberté de la presse. Persister dans l'immobilisme serait cependant lourd de risques pour le pouvoir blanc, alors qu'à l'étranger les contacts officiels avec l'ANC se multiplient. C'est ce qu'ont compris les personnalités afrikaners qui ont décidé de quitter le parti du président Botha.

Par BOKWE MAFUNA

Alors que le chômage et la pauvreté ne cessent de s'étendre dans les régions rurales, dans les bantoustans et dans les *cités noires (townships)*, les problèmes économiques de l'Afrique du Sud n'ont guère retenu l'attention durant la campagne électorale. Le gouvernement Botha s'est contenté de promettre de « réformer » les structures de l'apartheid, sans toucher aux principes sur lesquels repose le système. Mais ce que le président Botha n'avait pas prévu en décidant d'organiser les élections, c'est l'ampleur du mécontentement que suscite la lenteur des réformes au sein de son propre parti, le parti national, au pouvoir depuis 1948. Le résultat du scrutin a montré que cette révolte, menée par d'éminents intellectuels et hommes politiques, ne représentait pas vraiment une menace – du moins pas encore – pour la majorité dont dispose le parti au Parlement. Mais, pour la première fois, le principal parti afrikaner était apparu divisé sur la politique à l'égard des Noirs.

Quand trois membres dirigeants du Parti national – le Dr Dennis Worrall, ancien ambassadeur à Londres, M. Wynand Malan, député au Parlement, et le Dr Esther Lategan, une importante femme d'affaires qui avait longtemps soutenu le parti – annoncèrent qu'ils se présenteraient devant les électeurs comme candidats indépendants, publiant un manifeste commun préconisant de nouvelles initiatives en matière de réformes, ce fut la consternation dans les rangs du parti. Le manifeste réclamait des négociations entre tous les Sud-Africains pour promouvoir *« une Afrique du Sud unie, avec des droits égaux, la justice et la sécurité pour tous »*.

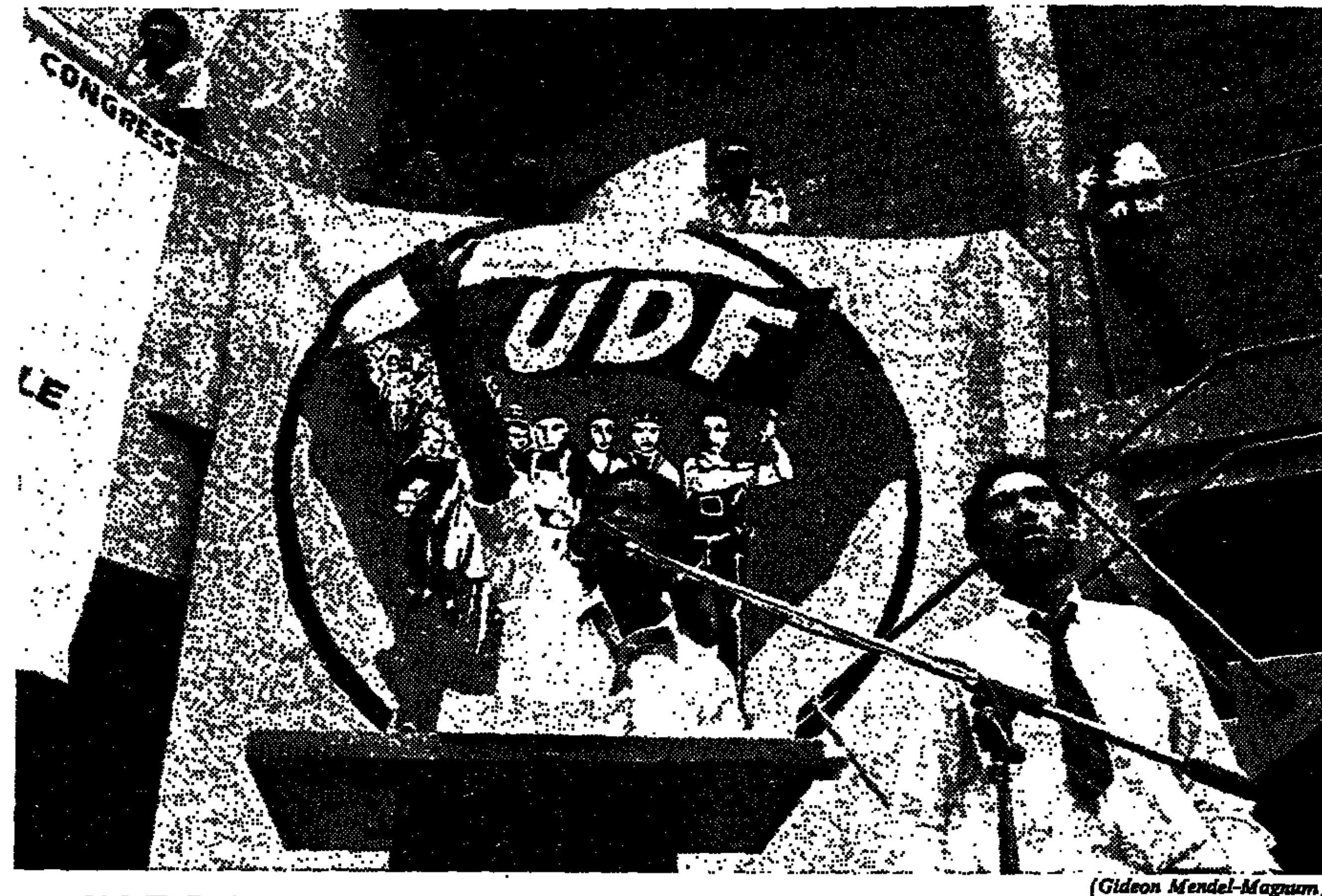
Ces trois personnalités formaient l'avant-garde d'une rébellion contre le gouvernement du président Botha qui n'a pas de précédent ; une rébellion qui se cristallisa dans la communauté de l'université Stellenbosch, d'où étaient sortis tous les premiers ministres afrikaners à l'exception du président Botha (lui-même ancien premier ministre), qui est néanmoins chancelier de l'université.

De manière révélatrice, le manifeste commun des « indépendants » exclut de ses propositions politiques les *« groupes extrémistes de gauche et de droite »*. Il se prononce pour le maintien de l'état d'urgence afin d'assurer pendant une période de transition au cours de laquelle la politique des Noirs serait *« convenablement organisée »*. Selon quels critères ? Par qui ? Et avec qui ?

Pas avec le Congrès national africain (ANC), engagé dans la lutte armée contre le pouvoir blanc et dont la politique de violence paraît inacceptable aux rebelles ; ni avec le Congrès panafricaniste (PAC), pour les mêmes raisons. Les deux organisations ont été déclarées illégales en 1960, après le massacre de Sharpeville, et sont frappées de banissement, tout comme le Parti communiste.

Les rebelles afrikaners n'ont pas clairement défini leur attitude à l'égard du Front démocratique uni (UDF), proche de l'ANC dont il a adopté le document de base, la Charte de la liberté. Ils ne semblent pas désireux non plus de s'aboucher avec le Congrès du peuple azanien (AZAPO), proche du mouvement de la Conscience noire mais dont la position est plus affirmée en faveur du socialisme, ni avec le Forum national, préconisant également le socialisme et le rejet du capitalisme.

Cependant, certaines sources proches du groupe des « indépendants » estiment qu'ils n'excluent pas la possibilité de négocier avec l'UDF. Faute de quoi, il ne resterait comme interlocuteurs que les chefs des bantoustans et les conseillers municipaux noirs, complètement discrédités. On remarque aussi que les rebelles afrikaners n'ont pas manifesté d'hostilité à l'encontre des structures de l'apartheid - ménageant deux chambres séparées au Parlement pour les populations métisse et indienne. Telles quelles, cependant, leurs options réformistes ne pouvaient séduire un électorat déjà réservé à l'égard des propres propositions de M. Botha et qui l'a manifesté en choisissant de voter à *près de 30 %* en faveur de l'extrême droite.



(Gideon Mendel-Magnum)

MANIFESTATION AU CAP, EN AVRIL DERNIER, A L'INITIATIVE DU CONGRÈS SUD-AFRICAIN DE LA JEUNESSE
Des étudiants expriment leur soutien au Front démocratique uni

Pendant la campagne électorale, M. Botha n'avait pas raté une occasion d'exploiter les rivalités entre les deux principaux partis d'extrême droite, le Parti conservateur du Dr Andries Treunicht et le Parti national Herstigte (HNP) de M. Jaap Marais. En ouvrant sa campagne, il choisit de s'exprimer dans la ville rurale de Lichtenburg, au Transvaal occidental, fief du parti du Dr Treunicht, pour s'en prendre, à dessein, aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, les premiers étant accusés d'imposer des sanctions économiques à l'Afrique du Sud, la seconde se voyant critiquée pour avoir pris contact avec l'ANC. Il dénonça énergiquement la *« moralité sélective »* des Occidentaux, et la *« politique de sanctions vengeresse »* de l'Amérique. Il établit une comparaison entre la ligne dure de Mme Margaret Thatcher en matière de terrorisme international et la rencontre, l'an dernier, de Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, avec M. Oliver Tambo, dirigeant de l'ANC (1). La sécurité et la survie des Blancs étaient au cœur de la campagne électorale.

Le secrétaire d'Etat américain George Shultz a lui aussi rencontré M. Tambo en février dernier à Washington, et le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, nourrissait le même projet, peut-être dans l'intention d'améliorer l'image de marque de son pays, qui est un actif partenaire commercial de l'Afrique du Sud, hostile aux sanctions. Doit-on voir dans ces nouveaux développements le signe que les pays occidentaux sont en train de préparer le terrain en vue des relations qu'ils devront nouer avec ceux qu'ils reconnaissent comme les futurs dirigeants de l'Afrique du Sud ? Un groupe d'études chargé par le gouvernement Reagan d'évaluer la politique américaine à l'égard de l'Afrique du Sud a conclu que la politique d'« engagement constructif » avait échoué. Dans son rapport publié en février, il estime qu'il est *« important d'entreprendre immédiatement »* un vaste effort pour renforcer les liens des Etats-Unis avec les Noirs sud-africains qui *« dirigeront éventuellement »* le pays (2).

Cette reconnaissance implicite de l'ANC de la part des gouvernements britannique et américain n'a guère été évoquée durant la campagne électorale, mais elle ne pouvait avoir échappé à l'attention du diplomate avisé qu'est le Dr Denis Worall et des autres candidats « indépendants ». Ils choisirent cependant d'attaquer M. Botha sur le terrain des « réformes », voyant dans son manquement à ses promesses un facteur d'aggravation du danger extérieur. S'ils n'ont pas réussi à convaincre les électeurs blancs, s'ils n'ont pas gagné cette bataille, ils n'ont peut-être pas perdu la guerre. Car les « indépendants » semblent bien partager l'analyse du lobby occidental en faveur des sanctions : le vrai danger est la révolte des Noirs, et il faut obliger les Blancs sud-africains à prendre conscience de ce danger, sans compromettre les chances de l'économie sud-africaine où les intérêts de l'Occident doivent être sauvegardés. L'objectif est de parvenir à intégrer plus rapidement les Noirs aux institutions politiques et à la sphère économique, les associer aux prises de décision et aux activités de gestion. Parce que le gouvernement de M. Botha n'a pas tenu ses promesses de « réformes », il s'est attiré les critiques des Noirs dits « modérés », des libéraux blancs (particulièrement dans la communauté des affaires, qui s'inquiète de l'effet des sanctions) et des pays occidentaux, qui pourtant refusent d'imposer des sanctions obligatoires. Selon un article paru le 6 mai 1987 dans le *Bulletin d'Afrique du Sud* publié par l'ambassade à Paris, *« en dépit des contraintes internationales pesant sur son commerce extérieur, la RSA continue d'enregistrer un excédent important de sa balance commerciale, qui, pour le premier trimestre de l'année, atteint 3,466 milliards de rands... La baisse des importations est imputable essentiellement aux échanges avec l'Europe, qui, tout en restant le premier partenaire commercial de la RSA, voit ses exportations vers la RSA passer de 2,44 milliards au premier trimestre 1986 à 2,296 milliards de rands un an plus tard. En revanche, le montant des importations européennes en provenance de la RSA a progressé de 2,663 milliards de rands à 2,852 milliards de rands. »*

En mars dernier, l'Afrique du Sud a pu conclure un accord avec les banques

(1) *Financial Times*, 27 mars 1987.
(2) *International Herald Tribune*, 12 février 1987.

Dans les revues...

▪ Dans POLITIQUE INTERNATIONALE, André Fontaine, directeur du *Monde*, examine la diplomatie française à l'épreuve de la cohabitation et l'amiral Pierre Lacoste s'interroge sur le thème de la désinformation. (N° 35, Printemps, trimestriel, 65 F. – 11, rue du Bois de Boulogne, 75116 Paris.)

▪ Les déséquilibres économiques mondiaux sont analysés par C. Fred Bergsten dans FOREIGN AFFAIRS. W.W. Rostow et George F. Kennan présentent un bilan de quarante années de politique d'endiguement (containment) du communisme. (Printemps, trimestriel, 5,95 dollars. – PO Box 2615, Boulder, Colorado 80321.)

▪ *Chef d'état-major de l'armée de terre*, le général d'armée Maurice Schmitt publie dans DÉFENSE NATIONALE ses réflexions sur l'évolution inévitable de l'armée de terre au cours des prochaines décennies, en tenant compte notamment du rôle des technologies de pointe. (Juin, mensuel, 38 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris.)

▪ Avocat américain travaillant pour une institution religieuse privée, Daniel P. Sheehan a rédigé une étude très fouillée, dont de substantiels extraits ont été publiés par LA REVUE NOUVELLE en avril, sur les ramifications de l'« Irangate » : « Une longue histoire de criminalité et de déviance politique. » (N° 4, mensuel, 34 F. – 26, rue Potagère, 1030 Bruxelles.)

▪ LES CAHIERS FRANÇAIS consacrent leur récent numéro aux finances internationales. Indispensable synthèse, organisée selon quatre axes : l'environnement monétaire international ; le financement de l'activité économique internationale ; la gestion du change ; l'endettement international. (Mars-avril, bimestriel, 42 F. – La Documentation française, Paris.)

▪ Dans STAFF PAPERS, revue du FMI, Dennis C. Mueller tente de dégager les raisons de la croissance du budget de l'Etat dans les démocraties occidentales, notamment aux Etats-Unis. (Vol. 34, n° 1, trimestriel, 4 dollars. – FMI, Washington DC 20 431.)

▪ Dans la REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL, Rolph Van der Hoeven décrit les caractéristiques des politiques de stabilisation dans le tiers-monde et en souligne les effets négatifs sur l'emploi et le niveau des revenus. (Vol. 126, n° 2, mars-avril, six numéros par an, abonnement annuel : 60 francs suisses. – BIT, CH-1211 Genève 22.)

▪ L'Institut des Sciences mathématiques et économiques appliquées (ISMEA) publie un DOCUMENT DE TRAVAIL sur les conversions de créances sur le tiers-monde (*N° 3, 1987. – ISMEA, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75006 Paris.*)

▪ FORCES consacre un numéro spécial au « Québec sur l'échiquier canadien ». (N° 77, printemps, trimestriel, 4,25 dollars canadiens. – 500, rue Sherbrooke-ouest, bureau 430, Montréal, Québec H3A 3C6.)

▪ Dans SUR EXPRESS, *nouveau* mensuel espagnol, un reportage sur les « dos mouillés », ces travailleurs qui passent clandestinement la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. (N° 1, mai, mensuel, 350 pesetas. – Almirante 5, 28020 Madrid.)

▪ Plusieurs articles consacrés au Brésil, dans PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE. A propos de la dette, Guillermo Hillcoat et Carlos Quenan analysent la stratégie des banques créancières. (N° 83, 1er trimestre 1987, 48 F. – La Documentation française, Paris.)

▪ INTÉGRACION LATINOAMERICANA publie plusieurs études sur les perspectives d'intégration Argentine-Brésil. (N° 122, avril, mensuel, prix non indiqué. – Esmeralda 130, 1035 Buenos-Aires.)

▪ L'essentiel de la livraison de MIDDLE EAST REPORT est consacré aux problèmes de production alimentaire au Proche-Orient (Arabie saoudite, Egypte, Irak). (N° 145, mars-avril, bimestriel, 3,40 dollars. – Room 518, 475 Riverside Drive, New-York, NY 10115.)

▪ SOUPAL reprend sa parution, avec un numéro consacré aux « Etats et systèmes sociaux dans le monde arabe ». (N° 6, 1987, trimestriel, 75 F. – 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)

▪ Deux articles sur le chiisme en Irak et au Liban dans la dernière livraison de MAGHREB MACHREK. (N° 115, février-mars 1987, trimestriel, 32 F. – La Documentation française, Paris.)

▪ *Au terme d'une excellente présentation* de la crise politique et économique en Tunisie, James Rupert, dans WORLD POLICY JOURNAL, attire l'attention sur les responsabilités de Washington qui a aidé l'armée à se renforcer. (Vol. IV, n° 1, hiver 1986-1987, trimestriel, 5,25 dollars. – 777 United Nations Plaza, New-York, New-York 10017.)

▪ L'histoire et les hommes, les problèmes actuels du développement : un riche numéro de la REVUE DE L'OCCIDENT MUSULMAN ET DE LA MÉDITERRANÉE sur le thème : « Désert et montagne au Maghreb ». (*N° 41-42, trimestriel, abonnement annuel :* 220 F. – Edisud, La Calade, 13090 Aix-en-Provence.)

▪ LE BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ LANGUEDOCIENNE DE GÉOGRAPHIE consacre un numéro double aux métropoles du monde arabe, de Casablanca et Tunis à Ryad et Damas. (N° 2-3, 1987, trimestriel, 150 F. – Université Paul-Valéry, BP 5043, 34032 Montpellier Cedex.)

▪ Les « phénomènes ethniques » : nationalisme ethnique, classification des races, préjugés, sont les thèmes d'un dossier de la REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES, publiée par l'UNESCO. (*N° 11, février, trimestriel, 98 F.* – Editions Erès, 19, rue Gustave-Courbet, 31400 Toulouse.)

▪ Dans LES TEMPS MODERNES, deux articles consacrés aux droits des communautés d'origine immigrée : l'un concerne la France et le code de nationalité ; l'autre, la société multiculturelle en Grande-Bretagne. (N° 490, mai, mensuel, 60 F. – 22, rue de Condé 75006 Paris.)

▪ Me Henri Leclerc est interrogé par Bertrand Renouvin sur la réforme du code de nationalité, dans la revue ROYALISTE. (N° 471, bimensuel, 10 F. – 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.)

▪ L'excellente petite revue franco-*comtoise*, L'ESTOCADE, toujours fidèle à son titre, traite cette fois de la « conquête de *la Comté* » par M. Hersant. (Mai-juin, bimestriel, 15 F. – BP 102, Vesoul Cedex.)

▪ Thème du dernier POUVOIRS, dans la suite de l'exploration par la revue des institutions politiques françaises : « Le président ». (Mai, trimestriel, 79 F. – PUF, Paris.)

▪ Dans sa formule renouvelée, la NOUVELLE REVUE SOCIALISTE offre un excellent dossier « Europe ». (Nouvelle série n° 1, périodicité non indiquée, 50 F. – 10, rue de Solférino, 75333 Cedex 07.)

▪ Quels sont le poids, le rôle et l'avenir des services destinés aux agriculteurs ? Telles sont les questions auxquelles tente de répondre le dernier numéro d'ÉCONOMIE RURALE. (N° 177, janvier-février 1987, bimestriel, 98,80 F. – Société française d'économie rurale, INA-PG, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05.)

▪ Dans DOSSIERS DE L'AUDIOVISUEL : *des études sur « L'Europe de l'audiovisuel »*. (N° 13, mai-juin, bimestriel, 49,50 F. – La Documentation française, Paris.)

▪ FUTURIBLES publie un article sur la nécessité d'une maîtrise culturelle des mutations technologiques. (N° 110, mai, mensuel, 43 F. – 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)

▪ Le dernier numéro de MIGRANTS-FORMATION traite de la pratique de la lecture : enfants, adolescents, adultes. Sujet des plus actuels après que l'illettrisme a été révélé en France (et pas seulement chez les immigrés). (N° 68, trimestriel, 16 F. – Centre national de documentation pédagogique, 25, rue d'Ulm, 75230 Paris Cedex 05.)

▪ *« Où va la FEN ? »*, se demande Alain Beitone dans l'ÉCOLE EMANCIPÉE qui évoque des risques de « scission ». (N° 14, 5 mai, bimensuel, 14 F. – 35, rue Pierre-Brossollette, 76770 Malaunay.)

▪ Au sommaire de la REVUE FRANÇAISE D'ÉTUDES AMÉRICAINES, trois articles sur le *premier mai 1886*, et sur les origines du mouvement ouvrier américain. (N° 32, avril, trimestriel, 100 F. – Presses universitaires de Nancy, 25, rue Baron-Louis, BP 454, 54001 Nancy Cedex.)

▪ *NOTRE HISTOIRE* offre une synthèse des connaissances historiques à propos de l'Inquisition. Récits, témoignages, analyses et bilan qui méritent d'être non seulement lus, mais médités, spécialement en cette fin du vingtième siècle, qui, comme le rappelle Michel Mollat du Jourdin dans son éditorial, s'est montré « orfèvre en matière de procès d'opinion ». (N° 35, juin, mensuel, 25 F. – 58, rue de Miromesnil, 75008 Paris.)

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

● FINANCING HEALTH SERVICES IN DEVELOPING COUNTRIES : AN AGENDA FOR REFORM *(le financement des services de santé dans les pays en voie de développement : agenda pour une réforme)* : comment réduire les dépenses publiques, en recourant notamment à la privatisation. *(BIRD, Washington DC, 93 pages, 1987 ; disponible à Paris, 66, avenue d'Iéna.)*

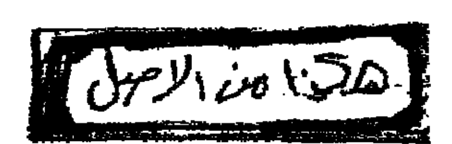
Organisation de coopération et de développement économiques.

● SYSTEME D'OBSERVATION PERMANENTE DES MIGRATIONS, SOPEMI 1986. Le rapport annuel de l'OCDE sur les mouvements migratoires et les politiques des Etats dans les pays membres. *(OCDE, Paris, 135 pages.)*

EXTRÊME DROITE

… piège de …

Que veulent les libéraux …





L'EXTRÊME DROITE EN AFRIQUE DU SUD

le piège de l'immobilisme

créditrices étrangères pour rééchelonner sur trois ans sa dette de 13 milliards de dollars à l'égard des banques commerciales. L'arrangement levait une grande incertitude pesant sur l'économie du pays et le Dr Gerhard de Kock, gouverneur de la Banque de réserve, a pu le décrire comme *« un très bon accord pour l'Afrique du Sud et ses créditeurs »*. De fait, on s'attend que cet accord facilite la tâche du Parti national au pouvoir (3).

Pour beaucoup d'observateurs, en acceptant de rééchelonner sur trois ans la dette sud-africaine, les banquiers étrangers ont apporté une preuve évidente que les avis sont en train de changer à l'extérieur, quant à la stabilité politique et à la puissance économique de l'Afrique du Sud. Le gouvernement de Pretoria, quant à lui, semble satisfait de ce vote de confiance, principalement dû au succès apparent des autorités dans leurs efforts pour contenir les émeutes dans les cités noires. Pourtant la répression ne règle en rien les problèmes, elle ne saurait tenir lieu de « réforme ».

Depuis les récentes élections, où la tendance des Blancs à voter pour l'extrême droite s'est affirmée, les autorités semblent plus soucieuses que jamais de mettre en œuvre la ségrégation raciale dans le logement, en dépit des incitations contraires des hommes d'affaires et autres libéraux. Le problème du logement est certes l'un des plus urgents aujourd'hui, mais les plus graves difficultés tiennent encore à la persistance de la législation sur les zones de résidence qui organise, on le sait, le regroupement géographique des individus et des entreprises selon l'appartenance raciale. Les partis d'opposition et des organisations anti-apartheid, comme le Front démocratique uni, l'Organisation du peuple azanien et les syndicats, ont demandé l'abolition de cette loi de 1950 comme l'une des « réformes » les plus urgentes. Dans de nombreuses régions du pays, cette législation est ouvertement violée par des familles indiennes, métisses et africaines privées de logement. Des sociétés américaines sont entrées dans la voie de ce qu'on appelle la « désobéissance civile » en mettant des logements à la disposition de leurs employés de couleur dans des zones blanches, et cela a conduit le gouvernement à crier à l'ingérence extérieure, lui-même refusant, pour ne pas aggraver ses difficultés avec l'électorat le plus à droite, toutes les suggestions visant à faire rapporter la législation en ce domaine. En mars dernier à Ermelo, devant 1 200 électeurs du Parti national, M. Botha a clairement fait savoir que, s'il n'était pas marié avec la législation sur les zones de résidence au point d'en faire un instrument de sa politique, le principe n'en serait pas remis en cause tant qu'il serait au pouvoir (4). A coup sûr, il est pris entre deux contradictions : les nécessités économiques du pays et l'obligation de ménager les travailleurs blancs.

Selon des précisions apportées devant le Parlement au début de cette année par M. Chris Heunis, ministre du développement constitutionnel, il y avait, à la fin de 1986, 455 zones de résidence pour les Blancs (789 885 ha), 361 pour les métis (97 423 ha) et 127 pour les Indiens (50 673 ha). Soit plus de 84 % des terres concernées réservées aux Blancs, qui déjà possèdent plus de 80 % de la superficie du pays.

Un autre problème crucial est celui des déplacements de population. Depuis l'accession des nationalistes au pouvoir en 1948, plus de 3 millions de Noirs ont été « réinstallés » de force dans des bantoustans ou en d'autres lieux, sans qu'on leur demande leur avis. Des millions de gens ont ainsi perdu la nationalité sud-africaine. Selon M. Chris Heunis, 64 180 Noirs ont été « réinstallés » en Afrique du Sud ou dans des bantoustans durant l'année 1986, malgré les promesses du gouvernement d'abolir les déportations. Celles-ci vont se poursuivre : en effet, le ministre a indiqué que 7 villes ou communautés (6 au Transvaal, 1 dans la province du Cap), ayant au total quelque 22 000 habitants, avaient été retenues pour de nouvelles opérations de réinstallation (5) ».

Tout futur gouvernement, quel qu'il soit, devra assumer les conséquences de cette politique. En aura-t-il les moyens ? Dans quelle mesure les « réformes » de M. Botha aideront-elles à résoudre ces difficultés ? Les « indépendants », pour leur part, s'y seraient-ils pris autrement ?

« réforme » : une autre Chambre séparée, pour les Noirs cette fois, au Parlement ? En fait, les Blancs sont déjà pris de court : l'idée d'une représentation séparée est rejetée par la plupart des organisations anti-apartheid et par le lobby réformiste.

Une fracture est intervenue jusque dans les rangs des conseillers municipaux noirs, si controversés, et cela pourrait compliquer la tâche du gouvernement (ou même celle des rebelles « indépendants ») pour trouver des dirigeants noirs qui acceptent de participer à ce *new deal*. Jusqu'en février de cette année, la plupart des 240 responsables locaux noirs étaient représentés au sein de l'Association des conseils urbains sud-africains (UCASA), reconnue par le gouvernement. Mais l'hégémonie de cette association est maintenant concurrencée par une organisation qui a fait scission, l'Union des municipalités d'Afrique du Sud (United Municipalities of South Africa, UMSA), dont les chefs demandent la levée des mesures restrictives à l'égard des organisations bannies et un dialogue avec l'ANC.

L'UCASA, quant à elle, a accepté de siéger dans les conseils statutaires locaux mis en place par les autorités pour mettre à l'essai une formule prévoyant la participation (séparée) des Noirs au gouvernement (8).

Les groupes anti-apartheid et une large majorité de la population africaine dénoncent les conseillers municipaux comme collaborationnistes et les tiennent responsables, tout autant que le gouvernement, de la condition faite aux millions de victimes de l'apartheid. Leur conviction est que, sans ces collaborateurs noirs, l'apartheid ne pourrait fonctionner.

Seuls les Blancs ont voté lors des élections du 6 mai 1987, auxquelles 479 candidats — nombre record — se sont présentés. Une nouvelle consultation électorale doit avoir lieu dans deux ans, selon la Constitution mise en œuvre en 1984 et qui donne aux minorités métisse et indienne le droit de siéger dans des Chambres séparées. A l'époque, les Noirs étant exclus de cette « réforme », une explosion de violence avait alors déferlé sur tout le pays, en signe de protestation.

Les troubles n'ont pas cessé depuis, faisant quelque 2 500 morts, principalement parmi les Africains. A deux reprises, l'état d'urgence a *été* proclamé pour organiser la pire des répressions que l'Afrique du Sud ait connues. Selon le gouvernement, moins de 4 000 personnes étaient emprisonnées dans les derniers mois de 1986 en vertu de l'état d'urgence. M. Adriaan Vlok, ministre de la loi et de l'ordre, a déclaré devant le Parlement au début de cette année que le nombre total des personnes détenues depuis juin 1986 n'atteignait pas le chiffre de 20 000 avancé par les groupes d'opposition. Mais ce genre de contestation ne trompe personne depuis bien longtemps (9).

Parce que la presse a reçu l'interdiction de rendre compte de l'agitation et de la répression, spécialement sous forme de reportages télévisés, le conflit civil se déroule dans l'ombre. Mais de récents procès politiques en diverses régions du pays révèlent qu'une lutte farouche est en train de se livrer, sans que l'on puisse toutefois en apprécier toute l'étendue. Selon le *Weekly Mail*, journal qui fait autorité, dans la seule année 1986 plus de 11 000 personnes auraient été inculpées pour incidents *« liés à l'agitation »* dans les cités sud-africaines (10). Certes, de récentes décisions de la Cour suprême avaient levé quelques restrictions pesant sur le travail des journalistes, mais la censure continue d'exister et de nouvelles mesures de contrôle sont venues restreindre la liberté de l'information au lendemain des élections.

Tandis que les troubles se sont notablement atténués dans les cités noires, la lutte des travailleurs prend de l'extension. Ces derniers mois, des milliers de cheminots, d'employés de l'alimentation et de mineurs ont participé à de grandes grèves. Dix personnes au moins ont trouvé la mort dans une grève dans la société publique des South African Transport Services.

Les syndicats noirs, telle l'Union nationale des mineurs (National Union of Mineworkers, NUM), haussent de plus en plus le ton pour réclamer les droits politiques et dénoncer le système capitaliste, et il est de plus en plus probable que les événements vont aussi se jouer dans la sphère économique. La NUM, qui ne cesse de prendre de l'importance, est affiliée au Congrès des syndicats sud-africains (Congress of South African Trade Unions, COSATU), qui revendique plus de 500 000 adhérents et qui est la cible des pressions gouvernementales depuis les tragiques événements liés à la grève des cheminots. Lors de son congrès annuel à Soweto, en février dernier, la NUM a adopté la Charte de la liberté de l'ANC, qui se prononce, entre autres, pour la nationalisation des mines.

Dans sa déclaration annuelle publiée en mars, la société Highveld Steel and Vanadium Corporation exprime cette opinion : *« Il est extrêmement difficile de faire des prévisions dans la situation présente, car il est clair que d'importants changements doivent être apportés dans les domaines politique et social pour que les pressions de l'extérieur prennent fin. Il est donc essentiel que le gouvernement mette en œuvre le processus de réforme, et il faut souhaiter que l'électorat blanc lui délivre clairement ce message aux prochaines élections. »* Mais l'électorat blanc ne l'a pas entendu de cette oreille.

BOKWE MAFUNA.

(3) *Financial Times*, 25 mars 1987.

(4) *Star*, 28 mars 1987.

(5) *Weekly Mail*, 27 mars-2 avril 1987.

(6) *International Herald Tribune*, 27-28 décembre 1986.

(7) *Star*, édition internationale, 28 mars 1987.

(8) *Weekly Mail*, 6-12 mars 1987.

(9) *International Herald Tribune*, 13 mars 1987.

(10) *Weekly Mail*, 20-26 mars 1987.

Que veulent les libéraux blancs ?

LES « indépendants » afrikaners, tel le Dr Worrall, savaient bien qu'ils ne pouvaient sérieusement entamer l'écrasante majorité dont dispose l'actuel gouvernement au Parlement. Le Parti fédéral progressiste (PFP), dont ils partagent certaines options politiques, a subi une sévère défaite électorale. Non seulement l'électorat blanc favorable à des « réformes » est trop minime pour offrir une base à la politique de changement, mais tout accès à la majorité noire lui est fermé, sur le plan institutionnel et légal. Il lui faut donc attendre le moment où des « réformes » viendront lui donner l'accès au vote des Noirs. Car leurs suffrages pourraient être décisifs pour lui, si un jour les organisations illégales comme l'ANC ou le PAC, ou non reconnues comme l'UDF et l'AZAPO, étaient admises dans la vie parlementaire. L'UDF multiracial, en particulier, offre exactement ce genre de pont dont les réformistes blancs ont besoin aujourd'hui pour accéder à la communauté noire et à un éventuel gouvernement multiracial avec la participation de l'ANC ou, à défaut, avec des dirigeants comme M. Gatsha Buthelezi, chef du bantoustan du Kwazulu et du mouvement zoulou Inkatha, qui d'ailleurs reçoit toutes sortes de marques de reconnaissance à l'étranger — les autorités françaises, par exemple, ne lui ont pas ménagé leurs éloges lors de sa récente visite à Paris où il a été reçu par le premier ministre, M. Jacques Chirac, et par le ministre des droits de l'homme, M. Claude Malhuret.

Le PFP et le groupe des nouveaux « indépendants » ont donc courtisé l'opinion noire modérée, notamment la nouvelle classe moyenne des milieux d'affaires et professionnels. Tous deux ont activement soutenu le projet d'aménagement constitutionnel au Natal (6), conçu par M. Gatsha Buthelezi.

Cette proposition, envisageant l'établissement d'un gouvernement multiracial dans la province du Natal, a d'abord été catégoriquement rejetée par le gouvernement de M. Botha, qui craignait que ce projet ne débouche sur une domination des Noirs — mais il semble s'être ravisé. Une telle solution, en fait, correspond davantage aux souhaits des libéraux : un Parlement multiracial, dont l'une des Chambres serait élue selon le principe « un homme, une voix » et l'autre sur une base ethnique pour garantir les droits des minorités (6).

Dans le *Star*, le quotidien qui a le plus fort tirage, un commentateur noir écrivait récemment : *« Les indépendants comme les progressistes (du PFP) ne veulent pas d'un Etat sud-africain unitaire, où le gouvernement serait déterminé par le suffrage universel des adultes ; ils préfèrent une Afrique du Sud balkanisée, selon diverses appellations de bon teint* (7). »

Voilà un an que l'état d'urgence a été de nouveau proclamé, et la plupart des détenus emprisonnés le 12 juin 1986 sont toujours sous les verrous. Des sources proches du gouvernement estiment que cet état d'exception pourrait durer encore trois ans. Est-ce le délai nécessaire pour que le président Botha parvienne à convaincre les électeurs blancs de la nécessité d'une autre

LA PROGRESSION DE L'EXTREME DROITE AUX ELECTIONS DU 6 MAI 1987

PARTIS	1981		1987	
	Sièges	%	Sièges	%
Parti nationaliste (au pouvoir)	131	57	123	52
Parti fédéral progressiste (PFP, réformiste)	26	19,4	19	14,1
Nouveau parti républicain (NRP, réformiste de droite)	8	7,8	1	1,9
Parti conservateur (extrême droite)	–	1,4	21	26,3
Parti national Herstigte (extrême droite)	–	14,1	–	3,1
Indépendants	–	–	1	1,3

Sources : South African Institute of Race Relations, *Annual Survey* 1981, Johannesburg. *Weekly Mail*, Johannesburg. *International Herald Tribune*.

ÉCHEC DU PLAN CRUZADO, MORATOIRE

La démocratie brésilienne à la

CE début de l'an III de la Nouvelle République est marqué au Brésil par une montée d'incertitudes et de tensions politiques. L'inflation, réduite pendant quelques mois par le plan Cruzado, a repris de plus belle pour atteindre 21 % pendant le mois d'avril 1987. Craignant l'épuisement des réserves de devises, le gouvernement a engagé – enfin – une partie de bras de fer avec les banquiers internationaux après la suspension, le 20 février dernier, du paiement du service d'une partie de sa dette extérieure.

Le changement des principaux responsables de l'économie en mars et avril – en particulier le départ du ministre des finances, M. Dilson Funaro, devenu la bête noire des banquiers internationaux à cause du moratoire partiel – reflète le désarroi du président Sarney devant la crise économique et politique. Un désarroi qui l'a conduit à décider d'abréger d'une année la durée de son mandat sans que ce recul ait pour autant désarmé ceux qui lui reprochent de ne plus être à la hauteur de la situation.

Par IGNACY SACHS *

La passation du pouvoir à un président civil par les militaires le 15 mars 1985 marqua le retour du Brésil à la démocratie, après vingt et une années de régime autoritaire. Plutôt que de braver le puissant mouvement populaire en faveur du rétablissement des libertés démocratiques, l'armée accepta de retourner dans les casernes à trois conditions : qu'on fasse table rase du passé et qu'aucune poursuite ne soit engagée contre les responsables de la violation des droits de l'homme et des nombreux scandales financiers, que l'armée et le redoutable Service national de l'information gardent intactes leurs structures ; enfin, que le président soit élu aux termes de la Constitution autoritaire en vigueur par un collège électoral et non au suffrage universel. Ce dernier point permit de se mettre d'accord sur le nom de Tancredo Neves, candidat du plus grand parti d'opposition – le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) – acceptable pour les généraux. M. José Sarney, ancien dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir, se rallia à la candidature de Tancredo Neves et fut élu vice-président. Il allait devenir le premier président de la Nouvelle République, car Tancredo Neves, opéré d'urgence le jour même de la passation des pouvoirs, mourut peu après.

* Directeur du Centre de recherches sur le Brésil contemporain à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris.

La Nouvelle République se donna *deux objectifs principaux :*

– consolider les institutions démocratiques en se dotant d'une nouvelle Constitution et en procédant à l'élection d'un président au suffrage universel au terme du mandat du président Sarney, dont la durée était fixée, au *départ, à six ans ;*

– s'attaquer à la pauvreté absolue et réparer les injustices sociales accumulées sous le régime autoritaire sans pour autant remettre en question la logique de développement capitaliste.

L'option en faveur d'une croissance avec redistribution impliquait, avant toute autre chose, le refus de continuer à appliquer la politique d'austérité préconisée par le FMI au nom de la lutte contre l'inflation. Le pas fut franchi à la mi-1985, et l'année se solda par une croissance de près de 8,5 % et une forte réduction du chômage, *mais aussi par* une poussée de l'inflation qui dépassa le rythme annuel de 200 % au début de 1986.

C'est pourquoi, le 28 février 1986, le gouvernement se décida à frapper un grand coup. Il procéda à une réforme monétaire accompagnée du blocage des prix. Les salaires furent légèrement revalorisés par rapport à leur valeur moyenne au cours de la période de référence, et le principe fut accepté de leur ajustement automatique chaque fois que l'inflation dépasserait 20 %. Le plan Cruzado, comme le plan Austral en Argentine, se proposait d'éliminer l'« inflation inertielle », c'est-à-dire la projection dans l'avenir de l'inflation passée. Il connut, au début, un très grand succès, une adhésion enthousiaste du public et provoqua une véritable explosion de la consommation que même la levée d'un emprunt obligatoire et un relèvement drastique d'impôts indirects sur les voitures et l'essence ne parvinrent pas à maîtriser.

Paradoxalement, le président Sarney devint prisonnier puis victime de sa popularité. Ayant promis l'élimination totale de l'inflation, il s'opposa à toute modification des prix avant l'échéance électorale du 15 novembre 1986, alors que certains aménagements devenaient nécessaires pour éviter les pénuries, le marché noir et la spéculation.

Les élections du 15 novembre 1986 se traduisirent par un raz de marée en faveur du PMDB. Ce parti fit élire vingt-deux gouverneurs d'Etat sur vingt-trois et s'assura une solide majorité à la Chambre des députés et au Sénat qui, ensemble, remplissent les fonctions d'Assemblée constituante.

La victoire du PMDB et l'échec relatif du Parti du front libéral (PFL) – second parti de la coalition gouvernementale – affaiblirent la position personnelle du président Sarney, rendant plus difficile son rôle d'arbitre entre les différentes forces politiques en présence, d'autant que la durée de son mandat dépend du vote de la Constituante (1).

La situation sociale connut un brusque retournement lorsque, au lendemain des élections, le gouvernement lança un nouveau plan d'austérité en relevant les taxes sur les voitures, les cigarettes, les boissons et les tarifs des services publics. Il ne fut plus possible de réprimer l'inflation, qui atteignit 17 % en janvier 1987, 15 % en février et 13 % en mars.

Alors que la cote de popularité du président fondait, des grèves pour raisons salariales éclatèrent. Pour protéger les raffineries de pétrole, le président fit appel à l'armée. Il n'y eut pas d'incidents, et des compromis furent trouvés, mais le message adressé aux syndicats était tout de même clair. Les rapports se détériorèrent aussi entre le *gouvernement et la puissante fédération* des industries de Sao-Paulo. De leur côté, les organisations de producteurs ruraux, dominées par les grands propriétaires fonciers, organisèrent à Brasilia une manifestation pour réclamer de meilleurs prix.

C'est dans ce climat très lourd que le gouvernement prit la décision du moratoire sur la dette, en espérant sans *doute que l'épreuve de force* avec les banquiers internationaux parviendrait à ressouder derrière lui l'opinion publique et rendrait possible un troisième plan de redressement *qui, cette fois-ci,* s'attaquerait aux problèmes structurels hérités du régime autoritaire.

A vrai dire, ces problèmes auraient dû être abordés dès 1985 avec la réforme monétaire, qui avait permis de voir que *le Brésil était malade* d'une répartition des revenus et des richesses parmi les plus inégalitaires au monde, qu'il traînait une dette extérieure impayable qui, à son tour, engendrait une dette intérieure impossible à gérer et des taux d'intérêt bancaires aberrants.

Il fallait donc réaliser une réforme fiscale et une réforme agraire tout en renégociant la dette extérieure, en consolidant la dette intérieure et en réduisant *drastiquement le loyer réel* de l'argent, condition *sine qua non* pour la reprise d'investissements productifs. Or tout s'était passé comme si *on avait mis le patient* sur la table d'opération avec une anesthésie aux propriétés euphorisantes (le plan Cruzado), puis oublié de faire l'opération.

L'euphorie qui *suivit le plan* Cruzado, la flambée de consumérisme et le taux élevé de croissance – il a dépassé 8 % en 1986, ce qui place le Brésil à la *tête du palmarès mondial – eurent* un effet démobilisateur sur les mesures structurelles. Tout se passa, une fois de plus, comme si la croissance élevée suf*fisait à elle seule pour prendre* en charge tous les problèmes de la société



(Alain Keler-Sygma)

UN PAYSAN DU NORDESTE
L'éternelle attente d'une réforme agraire

UN LIVRE DE CELSO FURTADO

Après le « miracle »

DANS *le Brésil après le « miracle »* (1) l'économiste Celso Furtado livre au lecteur de langue française cinq essais publiés au Brésil entre 1981 et 1984 et qui, ensemble, restituent bien la pensée de l'auteur sur le pays et sur l'économie internationale au début des années 80. La force de l'ouvrage réside dans la trame unique qui sous-tend aussi bien l'analyse de la réalité socio-économique d'une région critique (le Nordeste, investi d'une fonction quasi messianique) que le diagnostic de blocage porté sur le modèle de développement brésilien (endettement externe et public, inégalités croissantes, déséquilibres écologiques, aliénation culturelle) ou de décryptage des grands mouvements qui *réorganisent la production et les échanges au niveau international (pouvoir croissant* des multinationales, affaiblissement des Etats, désordre monétaire).

La perspective historique domine, ainsi qu'une vision humaniste de l'action. Le livre éclairera tout ceux qu'a pu étonner la nomination, en 1985, de Celso Furtado comme ministre de la culture de *la Nouvelle République.*

A ceux qui s'intéressent au long cours des économies en développement, à ceux qui ont la charge de piloter le Brésil, les travaux de Furtado apportent des références indispensables : le diagnostic du passé permet d'énoncer clairement ce que devrait être une croissance qui serait en même temps un véritable *développement.*

Mais ce type de discours peut paraître éthéré au regard des problèmes qu'affrontent les actuels responsables de l'économie brésilienne. La recherche d'un nouveau modèle de développement n'est pas encore à l'ordre du jour, « mangée » par les préoccupations du court terme – auxquelles on pare à coups d'expédients – cependant que la question du pouvoir relativise chaque jour davantage les problèmes économiques.

Un indice parmi d'autres en est l'affaiblissement du secrétariat au plan, vidé d'une grande partie de ses attributions après le départ de M. Joao Sayad.

Discrète dans *le Brésil après le « miracle »,* la question du pouvoir n'était, il est vrai, pas facile à évoquer avant 1985. Depuis, les années Sarney ont succédé aux années Figueiredo, et le Brésil se trouve en pleine transition vers la démocratie. Une transition qui ne va pas de soi tant sont forts les reliquats de l'autoritarisme. Jusqu'où et comment celui-ci régressera-t-il ?

Plan ou projet, le Brésil a besoin d'un cadre de moyen terme qui permette à la fois d'apurer le passif (l'endettement, les erreurs de gestion et de stratégie) et de jeter les bases d'une nouvelle croissance. Qui peut faire ces choix en toute légitimité ? Comment y associer la population et les corps intermédiaires ? Comment réaliser cette participation populaire que Furtado appelle de ses vœux pour une croissance plus juste et plus respectueuse de la culture nationale ?

L'économiste peut seulement dire ce qui est possible. Il reviendra au politique d'arbitrer entre dette financière, dette sociale et intérêts particuliers. Le Brésil a un besoin urgent d'habiles négociateurs obsédés par un *plan.*

PATRICK POSTAL.

(1) Celso Furtado : *le Brésil après le « miracle »* (préface d'Ignacy Sachs), éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1987, 146 pages, 125 F.

Comment payer une dette de 110 milliards de dollars ?

LA marge de manœuvre de M. José Sarney a été fortement limitée par le service de la dette extérieure et son corollaire, la dette intérieure. Aucun pays, aussi riche soit-il, ne *saurait supporter à la longue que 5 % de son PIB – environ un* quart de son épargne potentielle et la moitié de ses exportations – soient drainés chaque année vers l'étranger pour payer les intérêts d'une dette extérieure de 110 milliards de dollars.

Le Brésil a subi cette contrainte pendant plusieurs années, en dépit d'une évolution très défavorable des cours internationaux des produits primaires et des pratiques protectionnistes des *pays industrialisés. Cet exploit a été possible parce que le* pays s'était engagé, après la crise du pétrole de 1973, dans un programme ambitieux d'expansion des industries de base et des biens d'équipement se substituant aux importations et parce *que la croissance rapide de l'économie, en 1985 et 1986, a été* assurée par une meilleure utilisation des capacités de production existantes sans exiger d'investissements nouveaux (1).

Mais, pour racheter aux exportateurs privés les devises nécessaires au service de la dette extérieure et pour continuer à recycler aussi la dette intérieure accumulée par le régime militaire, il a fallu procéder continuellement à des émissions de *titres offerts à des taux d'intérêt rémunérateurs.*

Le Brésil se transforma ainsi, au lendemain de la réforme du cruzado, en un paradis pour le capital financier et les spéculations de tout genre : le secteur financier absorbe aujourd'hui plus de 10 % du PIB, soit l'équivalent de toute la production agricole. Les taux réels d'intérêt demandés par les banques ont atteint des niveaux sans précédent (3 % par mois et plus au-dessus du taux d'inflation !) : le fonctionnement des entreprises ne disposant pas de fonds de roulement propres s'en trouve fortement pénalisé, de nombreuses petites entreprises menacent de déposer leur bilan et, bien entendu, les investissements productifs *sont pratiquement paralysés, à l'exception de ceux* financés par les prêts bonifiés de la Banque nationale de développement économique et social, ce qui renforce la dépendance traditionnelle de l'industrie privée envers le secteur public.

Les tentatives de renégociation (et non pas de simple rééchelonnement) de la dette ayant échoué devant l'intransigeance des banquiers internationaux et les solutions préconisées *par le FMI étant inacceptables parce qu'elles mènent à la récession,* au chômage et à l'aggravation de la misère, le Brésil n'avait d'autre choix que le moratoire. Il en a choisi une variante modérée pour mieux appuyer sa démarche, proposant une négociation politique sérieuse au lieu d'interminables escarmouches techniques avec les banquiers.

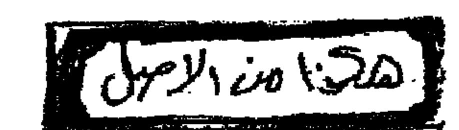
En ce sens, la décision de trancher le nœud gordien de la dette *s'imposait comme un préalable à toute tentative de politique* réformiste. On ne peut que s'étonner qu'elle ait été prise aussi tard, à un moment où le Brésil ne disposait plus des mêmes atouts qu'au lendemain de la réforme du cruzado : l'*appui enthousiaste* des citoyens ; une *situation très confortable* du commerce extérieur et des réserves de devises ; enfin, l'accueil favorable de la réforme du cruzado par les milieux économiques internationaux.

Aujourd'hui, la partie de bras de fer engagée avec les banques internationales sera beaucoup plus dure, d'autant plus que la solidarité des pays du tiers-monde a du mal à se concrétiser et que les pays endettés ne parviennent pas à opposer un front uni au cartel des banques internationales et des pays créanciers réunis dans le Club de Paris.

En tout état de cause le moratoire, à lui seul, ne saurait suffire. Il doit se doubler d'une consolidation de la dette intérieure et d'une réduction des taux réels d'intérêt comme préalables à une restructuration durable de l'économie brésilienne.

I. S.

(1) Pour plus de détails voir, entre autres, Ignacy Sachs, « les quatre Dettes du Brésil ». *Problèmes d'Amérique latine, Paris, n° 78,* 4e trimestre 1985, pp. 97-114 et « Growth and Poverty : Some Lessons from Brazil », étude préparée par Ignacy Sachs pour le World Institute for Development Economics Research de l'Université des Nations Unies, Helsinki, 1987.





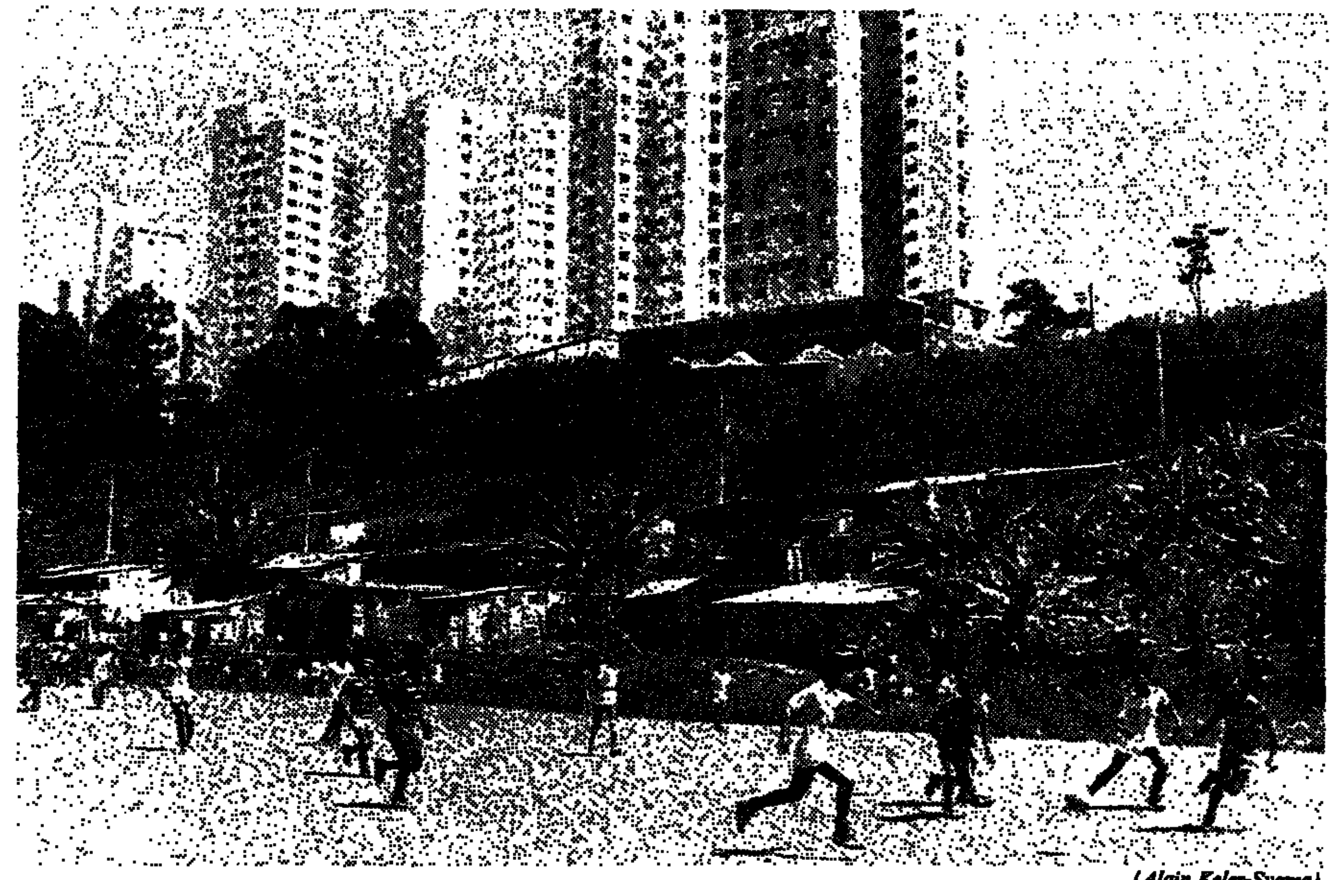
SUR LA DETTE, MAINTIEN DES INÉGALITÉS

recherche d'une politique économique

brésilienne, en particulier ceux des couches les plus défavorisées. Le patient finit par se réveiller. Son état avait empiré, l'anesthésie ne faisait plus d'effet, mais il était désormais très difficile de l'appliquer une seconde fois. Maintenant, l'opération allait se faire à vif.

Sur le plan politique, les visées réformistes du gouvernement de M. Sarney sont paralysées par l'impossibilité de dégager le consensus indispensable à leur mise en œuvre. Il n'y a consensus que pour le refus d'une austérité débouchant sur la récession. Mais il s'arrête là. Les structures institutionnelles et les pratiques politiques sont encore très fortement imprégnées de clientélisme.

Si la société civile s'exprime aujourd'hui plus que dans le passé à travers les mouvements sociaux, la vie associative et les communautés ecclésiales de base, presque tout reste à faire encore pour moderniser les partis politiques, éliminer les pratiques populistes, le jeu des influences personnelles et ce qu'on appelle la « privatisation de l'Etat ». Comme l'a remarqué Aspasia Camargo, les difficultés auxquelles se heurte la réforme administrative de l'Etat montrent à quel point le fossé se creuse entre les potentialités de l'appareil productif en pleine expansion et la façon obsolète de gérer l'ordre social (2).



(Alain Keler-Sygma)

RICHES ET PAUVRES A SAO-PAULO
L'Etat continue de négliger les exclus et les tient pour des demi-citoyens

LE pouvoir continue d'être exercé par un président solitaire assisté d'une « technocratie éclairée », sans que les conditions d'un pacte social autour d'un projet réformiste soient vraiment assurées. A l'heure actuelle, « *l'Etat n'est pas encore arrivé aux souterrains de la société, à la périphérie des grandes villes, aux exclus ou aux demi-citoyens, pas plus que les équipements publics, les services, les contrôles et les droits qui accompagnent le pouvoir public* (3) ».

C'est pourquoi une grande responsabilité incombe à l'Assemblée constituante (4) et aux gouverneurs démocratiquement élus le 15 novembre 1986. Ils ont devant eux une rude tâche : renforcer, à travers une décentralisation effective, le rôle de la société civile, mais en même temps légitimer l'Etat en tant que véritable *res publica*.

Les débuts des travaux de l'Assemblée constituante furent difficiles. Les députés et les sénateurs se sont enlisés dans des débats procéduriers interminables. Quant au gouvernement, il semble désarçonné par le brusque retournement de la situation et, le moratoire mis à part, tarde à proposer une sortie de la crise. Les rapports entre le président et le parti majoritaire sont de plus en plus difficiles. Le PMDB voudrait une plus grande part de responsabilité dans la définition de la politique, mais ne parvient pas à articuler un programme d'action capable d'enrayer la dégradation du climat politique, social et économique. Il manque d'unité et plusieurs de ses dirigeants se positionnent déjà comme candidats aux prochaines élections présidentielles. Cela laisse présager une période trouble de plusieurs mois, suivie d'une année électorale, avant que la situation politique se décante et que le pays retrouve la pleine légitimité démocratique.

Trois possibilités s'offrent maintenant au Brésil :

– faire amende honorable auprès du FMI, en s'engageant dans une solution à la mexicaine ;

– appliquer en fait les prescriptions du FMI, en les enrobant d'une rhétorique censée montrer à l'opinion publique, comme l'a fait le Nigéria, que le plan d'austérité est du cru national ;

– s'efforcer de rattraper le temps perdu et s'engager dans une voie réformiste essayant de concilier une croissance forte avec le redressement des déséquilibres sociaux et la consolidation de la démocratie.

Les deux premières variantes seraient risquées, dans la mesure où elles compromettraient les chances d'un consensus politique incluant les travailleurs et les classes moyennes. Un autoritarisme plus ou moins camouflé ne peut pas être exclu, à l'heure actuelle, dans l'hypothèse d'une austérité prolongée.

En revanche, l'option réformiste de croissance avec une redistribution réelle continue d'être possible, et même moins difficile à réaliser au Brésil que dans tout autre pays du tiers-monde grâce à la conjonction des quatre facteurs suivants :

– important potentiel économique permettant d'assurer un taux élevé de croissance à travers une stratégie tournée vers le marché intérieur (ce qu'il ne faut pas confondre avec l'autarcie) ;

– abondantes ressources naturelles créant, à condition de procéder à la réforme agraire, les perspectives d'un essor de l'agriculture et de l'industrie rurale et donc du ralentissement d'une urbanisation inutilement coûteuse ;

– extrême inégalité dans la répartition du revenu *(voir page 10)*, un consensus très large pouvant dans ces conditions se faire autour d'une politique qui se bornerait à réduire les revenus d'une très petite minorité et surtout à limiter les énormes profits du capital financier (5) ;

– enfin, énorme gaspillage de ressources qui caractérise le style de développement brésilien ; des fonds importants pour l'investissement pourraient être dégagés grâce à l'entretien plus soigné des équipements, l'économie de l'énergie et des matières premières, la valorisation des sous-produits et le recyclage des déchets, ainsi que la réduction des coûts de transport par une meilleure intégration des économies locales et régionales.

La situation économique est devenue telle que, dans l'immédiat, des mesures rigoureuses s'imposent pour enrayer l'inflation. C'est ce qui a fait dire au nouveau ministre des finances, M. Bresser Pereira, que son plan de redressement ressemblera aux prescriptions coutumières du FMI : austérité, dévaluation du cruzado (pour le moment de 8,5 % en plus des mini-dévaluations périodiques), réduction du taux de croissance à 3 % par an, rémunération élevée du capital (la spéculation financière s'est déchaînée de nouveau), mais aussi indexation des salaires réévalués chaque fois que l'inflation atteint 20 % et maintien de la suspension du service de la dette en attendant qu'un allégement de celle-ci soit négocié avec les créanciers internationaux privés.

L'avenir dira si ces mesures suffiront et permettront de s'engager ensuite dans la voie réformiste. L'entreprise paraît politiquement délicate, à en juger par cette phrase du ministre des finances sortant, M. Funaro : « *Ce pays, qui a une longue tradition de profondes inégalités sociales, a fait aussi preuve d'une alarmante incapacité à changer les structures politiques et économiques qui intensifient les privilèges et perpétuent la sous-citoyenneté* (6) ».

IGNACY SACHS.

(1) Le président Sarney a annoncé qu'il écourterait son mandat d'une année, et qu'il abandonnerait le pouvoir en 1990, sans pour autant désarmer les partisans d'une élection en 1988.

(2) Aspasia Camargo, « Modernizaçao e reformas », *Folha de Sao-Paulo*, 25 janvier 1987.

(3) Aspasia Camargo, « A frente dos governadores », *Jornal do Brasil*, Rio-de-Janeiro, 15 mars 1987.

(4) La rédaction de la nouvelle Constitution doit s'achever à la fin de 1987.

(5) D'où l'importance de la consolidation de la dette intérieure, allant de pair avec l'imposition d'un taux de rémunération réelle très faible ou même nul, au risque d'une épreuve de force avec les banques privées : l'Etat dispose d'atouts importants en cas de confrontation, car les énormes capitaux engagés dans la spéculation financière auraient du mal à s'expatrier et hésiteraient à s'engager dans une aventure au lieu d'accepter une période de « vaches maigres » après tellement d'années de profits élevés.

(6) *Gazeta mercantil*, Sao-Paulo, 30 avril 1987.

Un nouveau dirigeant pour le parti au pouvoir

QUAND, le 18 mars dernier, le sénateur Mario Covas est monté à la tribune de l'Assemblée constituante, il était donné battu dans l'élection à la présidence du groupe PMDB de ladite Assemblée. Quand il en est redescendu, il avait virtuellement gagné, et par là même provoqué un petit tremblement de terre sur l'échiquier politique brésilien. Modeste, il estime que sa victoire est moins celle de l'éloquence que celle d'une démarche claire qui a rencontré dans les rangs du PMDB un « bouillon de culture » favorable.

Sa nette victoire est d'abord une défaite pour M. Ulysses Guimaraes, le « multi-président » (Parti, Chambre des députés, Assemblée constituante). Trop proche de son partenaire-adversaire, M. José Sarney, pour incarner sans partage un parti qui, pour être hétérogène, n'en aspire pas moins à gouverner, la figure de proue du PMDB a fini par s'user au maniement d'un pouvoir qu'il a trop volontiers concentré par-devers lui.

Mais c'est aussi une grande victoire – acquise sur lui-même – pour le PMDB, qui retrouve foi en lui. Le discours de M. Mario Covas, habile et musclé sous une coupe ultra-classique, a rendu hommage à d'illustres disparus peu suspects de compromission (Tancredo Neves, Rubens Paiva...), avant de critiquer durement la concentration des pouvoirs entre les mains de M. Ulysses Guimaraes et le laisser-aller d'un parti qui, en pleine Constituante, ne sait même pas s'il est présidentialiste ou parlementariste. Pour lui, le PMDB doit se discipliner, se forger une idéologie et la défendre sans complexe, loin des accords et arrangements qui le lient pour l'instant au PFL, au gouvernement et au président Sarney (qui n'est pas issu de ses rangs). En filigrane, c'est un retour aux sources du Mouvement démocratique brésilien (MDB), la formation d'opposition du temps où les partis étaient interdits.

M. Mario Covas n'est pas un inconnu, même si on l'avait un peu oublié. C'est bien plutôt un surdoué, au trajet rectiligne. Pauliste, ingénieur, âgé de cinquante-six ans, il est entré en politique en 1962. Il fonde le MDB, dont il préside le groupe parlementaire en 1969, quand il est « cassé » par les autorités militaires et privé de ses droits politiques pour dix ans. Maire de Sao-Paulo en 1983-1985, il est élu, en novembre 1986, sénateur de cet Etat, avec près de huit millions de voix, un record national.

Son élection à la tête du groupe PMDB de l'Assemblée constituante résonne comme le glas de l'Alliance démocratique, l'accord électoral qui permit l'élection de Tancredo Neves à la présidence. Elle traduit une inflexion d'un parti soucieux d'éviter une trop grande frustration des attentes populaires, et propulse à l'avant-scène un présidentiable de plus.

P. P.

LA DÉMOCRATIE BRÉSILIENNE A LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'une des sociétés les plus inégalitaires

HUITIÈME puissance industrielle du monde occidental, avec un revenu moyen par tête de l'ordre de 2 000 dollars, le Brésil est parvenu à maintenir un taux moyen de croissance annuelle de 7 % pendant quarante ans *et a accompli en même temps* une modernisation spectaculaire mesurée à l'aune des indicateurs conventionnels : le taux d'urbanisation y dépasse 70 %, Sao-Paulo est une métropole de 15 millions d'habitants, Rio-de-Janeiro en a 9 millions, une dizaine d'autres villes ont dépassé ou avoisinent le million.

Presque un ménage urbain sur trois possède une voiture, le taux de pénétration de la télévision est parmi les plus élevés au monde, l'industrie brésilienne produit un million de voitures par an et s'est taillé une part importante sur le marché mondial des armements. Elle a vendu des avions à la Royal Air Force britannique. Le Brésil a dépassé la France en production d'acier. Les architectes, les ingénieurs et les médecins brésiliens jouissent d'une renommée internationale.

Mais les indicateurs sociaux sont en contraste brutal avec le potentiel économique du pays, comme le reconnaît sans ambages un rapport récent élaboré à la demande du président de la *République* (1). *Selon ce rapport, plus* de la moitié des ménages brésiliens vivent au-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire disposent d'environ 100 dollars par mois. D'ailleurs, le pouvoir d'achat du salaire légal minimum a fortement baissé au cours des vingt dernières années. Selon les calculs des syndicats, *il était même tombé en 1986* à moins de la moitié du niveau initial de juillet 1940, alors que le revenu moyen par tête a presque quintuplé de 1940 à 1986 *(voir graphique)*.



(Alain Keler-Sygma)

UN BIDONVILLE DU CUBATAO (PRÈS DE SAO-PAULO)
Plus de la moitié des ménages vivent au-dessous du seuil de pauvreté

Aucun autre pays au monde n'a connu une évolution semblable qui explique en grande partie le « miracle brésilien » et le dynamisme de ses industriels efficacement protégés par le *régime autoritaire contre* les *revendications* salariales. La croissance s'est faite dans l'inégalité à travers l'hypertrophie des industries produisant des voitures, des biens de consommation durables et des logements accessibles à une minorité.

Le modèle d'industrialisation a pu fonctionner quand même pendant trois décennies grâce à la conjonction de quatre facteurs : l'inégalité croissante *dans la répartition du revenu ; l'incorporation* prédatrice dans l'économie d'énormes réserves de ressources naturelles ; la percée d'exportations industrielles en dépit des nombreux obstacles rencontrés sur les marchés des pays industriels et l'endettement extérieur excessif.

La dégradation dans la répartition des revenus du travail s'est encore accentuée (1 % des salariés les mieux payés gagnent plus que la moitié de l'ensemble des salariés). Il n'existe pas de données fiables sur la répartition des revenus du capital, et encore moins sur celle de la richesse. Par contre, les inégalités sociales se conjuguent avec de fortes inégalités régionales, de sorte que le Brésil se compose d'une Belgique opulente au milieu d'une Inde misérable – une sorte de *« Belînde »*, selon le mot du professeur Bacha.

Plus de 7 millions de paysans sans terre, dans un pays doté de la plus grande réserve de terres cultivables encore vierges au monde, ajoutent au paradoxe. Cette réserve est évaluée à des dizaines de millions d'hectares, sans compter les sols fragiles et pauvres d'Amazonie. Cependant, l'on assiste à un exode ininterrompu des réfugiés de la campagne vers les villes dangereusement gonflées. Entre 1970 et 1980, la population rurale a même diminué en chiffres absolus de 2,4 millions d'habitants dans un pays où pourtant le taux de la croissance démographique est supérieur à 2 % par an.

Le Brésil est aujourd'hui à plus des deux tiers urbanisé, alors qu'en *1940* il était aux deux tiers rural. La population urbaine est passée en quarante-cinq ans de 14 millions à 90 millions, avec tout ce que cela entraîne de coûts d'urbanisation et d'accumulation d'une population pauvre et sous-employée dans les bidonvilles et les quartiers périphériques des grandes villes. Le contraste est saisissant avec la Chine ou l'Inde, demeurées fortement rurales malgré le rapport très défavorable hommes/terres cultivables. Ajoutons à cela que la production des denrées alimentaires reste notoirement insuffisante, les progrès spectaculaires d'une *agriculture outrancièrement mécanisée* se centrant sur la production du soja et d'autres cultures d'exportation, ainsi que sur la canne à sucre, dont on tire l'alcool, carburant de substitution à l'essence pour des millions de voitures.

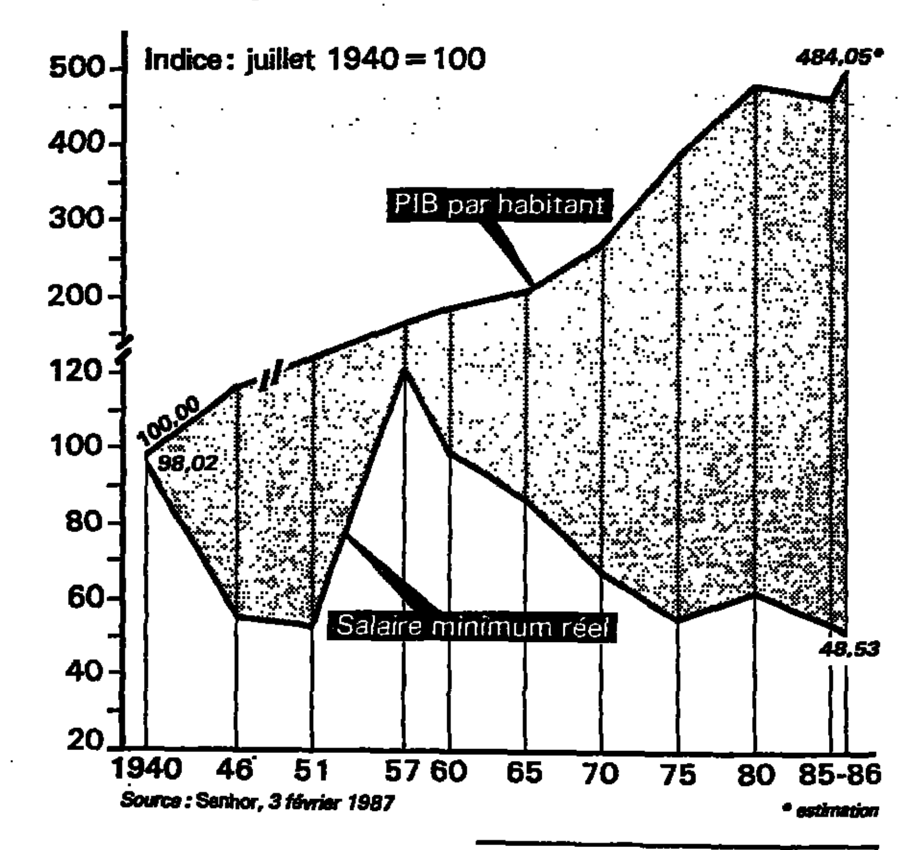
La structure de la propriété foncière explique *cet état de choses. Les 4,1* millions de propriétés privées couvrent 570 millions d'hectares (dont 50 à peine cultivés). Près de 40 % de cette surface appartient à 1 % des gros propriétaires, alors que les 2 millions d'exploitations d'une surface inférieure à 50 hectares totalisent 46,5 millions d'hectares.

L'option pour les pauvres, proclamée par la Nouvelle République, ne pourra se réaliser vraiment qu'à travers des réformes qui s'attaqueront aux racines des inégalités sociales. A commencer par la réforme agraire, annoncée dès 1985 par le président Sarney, et fortement appuyée par l'Eglise catholique, mais pratiquement paralysée depuis à cause de la résistance des grands propriétaires terriens. La terre est une valeur refuge dans laquelle on investit pour se protéger contre l'inflation et pour spéculer. Les banques et de puissants groupes industriels nationaux et multinationaux y sont fortement impliqués. La liste des réformes attendues et des espoirs suscités par l'avènement de la Nouvelle République est encore longue : *réforme agraire; réforme fiscale* introduisant l'impôt sur la richesse et renforçant la progressivité de l'impôt sur les revenus (en particulier les gains des capitaux) ; réforme administrative pour éliminer l'orgie technocratique, la corruption et le gaspillage dont elle s'accompagne ; réforme urbaine pour enrayer la spéculation foncière et permettre que les nombreux « vides urbains » soient utilisés pour la construction des logements populaires ; réforme de la Sécurité sociale ; réforme du système salarial de façon à resserrer l'éventail des revenus du travail et l'écart entre le salaire légal minimum et le revenu moyen par tête, etc.

I. S.

(1) Helio Jaguaribe et alii, *Brasil 2 000, Para um Novo Pacto Social*, Paz e Terra, Rio-de-Janeiro, 1986.

Un pays de plus en plus riche, des citoyens de plus en plus pauvres...



Source : Senhor, 3 février 1987 — * estimation

Les objectifs du Projet France-Brésil

L'*ÉCONOMISTE brésilien Celso* Furtado, *devenu ministre* d'Etat, chargé de la culture, est venu à Paris, fin mars 1987, inaugurer un ensemble de manifestations organisées dans le cadre du Projet France-Brésil. Des rencontres, notamment à la Maison de l'Amérique latine, avec des écrivains brésiliens comme Jorge Amado, Carlos Drummond de Andrade et Gilberto Freyre ; une *exposition* d'art *populaire* au Grand Palais ; une rétrospective cinématographique au Centre Georges-Pompidou ; une exposition sur les masques à la Défense ; une pièce – en portugais – au Théâtre des Amandiers ; un spectacle musical de Maria Bethania et des concerts présentant l'œuvre de Villa-Lobos révélaient les multiples facettes d'une culture que le public français était invité à découvrir.

Jusqu'en 1989, date symbolique puisqu'elle correspond à la fois à la célébration du bicentenaire de la Révolution française et au centième anniversaire de l'instauration du *régime républicain au Brésil*, les Années France-Brésil vont permettre à deux pays de « croiser » leurs politiques culturelles extérieures.

Au moment où M. Celso Furtado se trouvait à Paris et y évoquait les délicats problèmes financiers auxquels se trouve confronté le gouvernement du président Sarney, le Centre français du commerce extérieur et la Fédération des industries de l'Etat de Sao-Paulo organisaient dans le Sud industriel du Brésil, avec le concours de l'ONUDI et en présence de vingt-trois entreprises françaises, un symposium sur les technologies avancées.

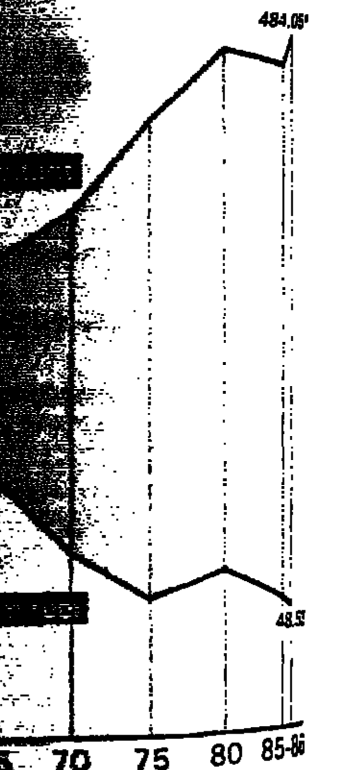
Cette manifestation montrait les aspirations des entreprises des deux pays à trouver une voie nouvelle de coopération industrielle sortant des sentiers battus. Comment un pays industriel comme la France peut-il désormais coopérer avec un pays nouvellement industrialisé *comme le Brésil*, qui, en une trentaine d'années, est passé du quarante-septième au huitième rang des puissances économiques ? Comment une coopération *scientifique* et technologique essentiellement fondée sur une politique de formation peut-elle évoluer, alors que, en 1960, le Brésil comptait moins de *deux cent mille* étudiants contre un million cinq cent mille aujourd'hui ?

Le Brésil est un pays *nouvellement industrialisé*, concurrent ; son potentiel scientifique et technique le place au cœur d'un projet d'innovation technologique que plusieurs *pays du Sud cherchent à tester*. Enfin, dans le domaine des flux internationaux de la communication, le Brésil a une politique d'exportation de biens culturels que l'on commence à *reconnaître*, surtout par la puissance de sa télévision et de ses célèbres *telenovelas*.

En se tournant vers la *France, le Brésil* montre comment la créativité d'une culture, d'une économie, d'une société nées de la colonisation, en un temps où l'Europe affirmait sa maîtrise *sur le monde*, se trouve désormais projetée jusqu'aux rivages les plus lointains.

Pour la France, il s'agit de *montrer comment* le laboratoire brésilien trouve aujourd'hui les chemins d'une coopération différente inaugurant de nouveaux rapports entre le Nord et le Sud.

GUY MARTINIÈRE.



A LA VEILLE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES ANTICIPÉES

L'île Maurice malade du trafic de drogue

M. ANEEROOD JUGNAUTH, premier ministre mauricien, a décidé d'organiser des élections législatives anticipées le 5 juillet prochain. La découverte d'un vaste réseau de trafic de drogue, auquel sont liés plusieurs députés de la majorité, est à l'origine de cette initiative qui n'a été prise qu'après de longues hésitations. Car le scandale qui agite le monde politique depuis plus de six mois pourrait bien profiter à l'opposition de gauche, organisée au sein du Mouvement militant mauricien.

Par IAN HAMEL

Au pouvoir depuis l'été 1983, le premier ministre hindou, M. Aneerood Jugnauth, à la tête d'un gouvernement de coalition regroupant trois partis de droite – le Parti travailliste, le Mouvement socialiste mauricien (MSM) et le Parti social-démocrate, – présente, tel Janus, deux visages contrastés. Côté face, une croissance économique de près de 6%, une inflation tombée à moins de 2% et une balance des paiements excédentaire. Côté pile, des députés de la coalition gouvernementale impliqués dans le trafic de drogue, des campagnes électorales directement financées par la Mafia et une grave crise morale qui affecte cette petite île de l'océan Indien. Et toujours des relents de «communalisme» venant troubler la vie de tous les jours.

La presse mauricienne, majoritairement francophone, ne quitte guère Paris des yeux et ne déteste pas comparer les hommes politiques locaux à ceux de la capitale française. M. Paul Bérenger, dirigeant du Mouvement militant mauricien (MMM), défend un «socialisme du possible» et, prônant la nécessité de *«produire la richesse avant de pouvoir la distribuer»*, invoque *«les faits économiques neutres»*. Etudiant en journalisme à Paris en 1968, ce Franco-Mauricien, aujourd'hui âgé de quarante et un ans, a cheminé d'un «idéalisme libertaire» à un «socialisme réaliste». En septembre dernier à Rose-Hill, le congrès célébrant le dix-septième anniversaire du MMM a largement consacré le tournant réformiste de cette formation. A cette occasion, l'URSS, accusée de *«mainmise sur le Mouvement des non-alignés»*, fut l'objet d'une attaque en règle.

Malgré une victoire sans précédent aux élections législatives de 1982 (soixante sièges contre zéro à l'ancienne coalition, dominée par le Parti travailliste), la gauche perd le pouvoir moins d'un an plus tard à la suite d'une crise interne du MMM. Engagé seul dans le combat électoral en août 1983, le Mouvement militant mauricien réalise son meilleur score (46,5 % des suffrages), mais se retrouve largement minoritaire au Parlement face à l'Alliance constituée par le MSM – une scission du MMM, dirigée par M. Aneerood Jugnauth, – le Parti travailliste et le Parti social-démocrate de M. Gaëtan Duval. M. Paul Bérenger est même battu dans son fief de soixante-quatorze voix. Il ne récupère son siège que grâce à un système de rattrapage conçu afin d'assurer une représentation adéquate de toutes les communautés.

«Nous n'avons pas eu le temps nécessaire de sortir le pays de la crise et d'expliquer l'action que nous menions», reconnaît M. Jean-Claude de l'Estrac, ancien ministre des affaires étrangères. *«Toutes les mesures qui nous ont fait perdre les élections ont remis le pays sur les rails économiques et relancé la création d'emplois, même si cette reprise a été favorisée par la conjoncture internationale positive»*, ajoute-t-il. Si, depuis plus d'un an, le MMM ne perd pas une occasion de réclamer des élections législatives anticipées, il critique moins la situation économique que les liens souvent étroits entre les trafiquants en tous genres et le régime de M. Aneerood Jugnauth.

Un « mini-Singapour »

CE n'est pas le moindre des paradoxes de cette ancienne colonie britannique, indépendante depuis 1986, que de compter autant d'hommes politiques compétents et... compromettants. Dans quel autre pays au monde un vice-premier ministre, M. Gaëtan Duval, après la découverte d'un trafic de drogue impliquant certains de ses amis, oserait déclarer : *«Je ne comprends pas pourquoi on s'acharne à faire tout un vacarme autour de cette affaire pour 40 grammes de morphine* (1)*»* et admettre qu'un ami réunionnais l'avait avisé qu'il était lui-même mis en cause dans cette affaire de stupéfiants (2) ?

A l'heure où les économies africaines se débattent dans des difficultés de tous ordres, l'île Maurice, malgré une densité démographique record et l'absence de ressources naturelles, étale un bilan économique particulièrement positif. Refusant la monoculture de la canne à sucre, Port-Louis joue sur la diversification, avec le développement du tourisme et surtout de sa zone franche. Celle-ci aurait permis la création, entre juillet 1985 et juillet 1986, de 19 300 emplois. En trois ans, le taux de chômage a chuté de 22 % à 14 %. *«La zone franche emploie 55 000 personnes, autant que le secteur sucrier et la fonction publique. Quatre cents entreprises sont installées»*, note M. Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre des finances, un transfuge du MMM. Cette diversification a fait dégringoler de 89 % à 43 % la part du sucre dans les recettes d'exportation. Malgré une diminution du nombre de touristes sud-africains, l'île Maurice a accueilli pour le premier semestre de 1986 près de 76 000 visiteurs (contre 68 000 l'année précédente) et les projets hôteliers se multiplient.

Le premier ministre, M. Aneerood Jugnauth, ne manque pas de se prévaloir d'un bilan économique et budgétaire flatteur. La croissance économique s'est établie à 5,6 % en 1986 contre 1,7 % en 1982, et l'inflation est tombée sous la barre des 2 %, contre plus de 11 % quatre ans plus tôt. Les yeux rivés sur le Sud-Est asiatique, le chef du gouvernement mauricien entend transformer son «île à sucre» en plaque tournante industrielle et en faire un «mini-Singapour» de l'océan Indien. En septembre dernier, lors de la conclusion d'un accord entre Washington et Port-Louis, un membre de la délégation américaine aurait fait valoir, selon *la Lettre de l'océan Indien*, qu'entre janvier et juillet 1986 l'île Maurice avait déjà exporté trois fois plus de chemisiers de coton que durant toute l'année 1985 et *«qu'en très peu de temps, Port-Louis a dépassé Taïwan et la Corée du Sud et se place désormais au neuvième rang des fournisseurs des Etats-Unis»*.

La médaille a toutefois son revers. La zone franche attire beaucoup d'investisseurs dont la politique de bas salaires suscite l'hostilité des syndicats. Un aumônier français, le Père Léonard Diard, a été expulsé de l'île. Il avait dénoncé les conditions de travail quasiment inhumaines qui prévalent dans la zone franche : sept jours par semaine, sans congé, ni à Noël ni au 1er mai. Les salaires mensuels y sont deux fois inférieurs à la moyenne nationale, 875 roupies (3) contre 1 740 pour le reste de l'île.

Trois événements majeurs vont, coup sur coup, bouleverser la vie politique en décembre 1985. Le 8, le MMM remporte une victoire écrasante aux élections municipales avec 57 % des voix contre 36 % seulement pour la coalition au pouvoir. Le 15, le pays perd Sir Seewoosagur Ramgoolam, le «père de l'indépendance», inamovible premier ministre pendant près de quinze ans et leader du Parti travailliste pendant plus de vingt ans. A la fin du mois, quatre députés de la majorité sont arrêtés aux Pays-Bas. Dans la valise de l'un d'entre eux, M. Satyanand Pelladoah, les douaniers découvrent 21 kilos d'héroïne. Fiché à Interpol comme trafiquant, le parlementaire de Grand-Baie-Poudre-d'Or venait de Bombay et possédait un passeport diplomatique. Son expulsion d'Amsterdam après une condamnation à six mois de prison pour *«importation illégale involontaire de drogue»* ne va pas apaiser les esprits, bien au contraire.

Pour M. Paul Bérenger, le gouvernement Jugnauth n'a plus le *«droit moral»* de diriger le pays. Il est vrai que les révélations apportées par la commission d'enquête sur le trafic de drogue, commission dotée de pouvoirs exceptionnels, s'apparentent à un véritable feuilleton. M. Hassen Jeewooth, surnommé «le Roi du centre», trafiquant notoire, reconnaît que l'ancien porte-parole du gouvernement, M. Harish Boodhoo, lui a proposé 3 kilos d'opium à 12 000 roupies le kilo, et, plus tard, 1 kilo de «brown sugar» pour la somme de 140 000 roupies.

Un autre trafiquant, M. Abdol Kader Gaffoor, révèle qu'il a donné de l'argent au premier ministre et à M. Gaëtan Duval, alors ministre de la justice, pour le financement de la campagne électorale de l'Alliance aux municipales. Un autre encore, M. Ahmed Fokeenath, «l'Homme aux jarrets coupés», infirme à la suite d'une rixe, dénonce *«des policiers offrant une protection au milieu de la drogue en échange de grosses sommes d'argent»*. Six parlementaires, tous proches du pouvoir, paraissent directement impliqués dans le trafic de drogue, tandis que trente-quatre policiers, et parmi eux de hauts gradés, ont été suspendus (4).

Malgré l'amendement du code pénal qui tente de museler les journalistes et l'application de lourdes pénalités financières aux entreprises de presse, l'île Maurice jouit encore d'une appréciable liberté d'information. Tout au long de l'année 1986, des journaux indépendants comme *le Mauricien*, *l'Express* ou *Week-end* ont pu révéler l'existence d'une *«creole connexion»*. Une partie de la drogue venant d'Asie (notamment de l'Inde) et à destination de l'Europe transite par Port-Louis et Saint-Denis-de-la-Réunion, en raison des très faibles risques de fouille. Toutefois, l'héroïne ne fait pas que transiter par les petites îles de l'océan Indien. Un «papier» de «brown sugar» se négocie autour de 20 roupies dans les quartiers de Roche-Bois ou d'Abercrombie, autour de Port-Louis. Pour le seul mois de mai, 712 hommes et 30 femmes ont été interpellés pour détention et usage de drogue. L'ancienne Ile de France compterait de 25 000 à 30 000 toxicomanes, et M. Jagdish Gobhurden, ministre de la santé, note que *«l'île a atteint, depuis quatre ou cinq ans, un niveau d'épidémie avec la généralisation du cannabis et de l'opium. L'arrivée de l'héroïne en septembre 1984 a frappé une frange importante de la population»*.



JEUNES CHOMEURS A PORT-LOUIS
Le prix social d'une certaine croissance économique
(CIRIC)

Accusé pendant de nombreux mois d'être prisonnier des «Amsterdam Boys» et autres députés trafiquants de drogue, le premier ministre a changé de tactique et, après avoir exclu six députés de sa majorité, a annoncé des élections anticipées. *«Le choix se résume à ceci : ou la Mafia se développe et dirige le pays, ou c'est nous. Le gouvernement ira jusqu'au bout»*, annonce le ministre des finances, qui révèle que le chef du gouvernement se déplace avec un gilet pare-balles (5).

Au commerce de la drogue s'ajoutent des trafics de whisky, de magnétoscopes, les trucages de courses de chevaux, la fabrication de faux billets et de faux passeports. Jusqu'à présent, aucun député de l'opposition n'a été éclaboussé par cette succession de scandales. *«Dans de nombreux pays du monde, une telle situation aurait entraîné un coup d'Etat»*, considère l'ancien porte-parole du gouvernement, M. Harish Boodhoo. Attachée à ses traditions démocratiques, l'île Maurice se prépare donc à ses prochaines échéances électorales. Une fois encore, l'origine ethnique du futur premier ministre demeure au centre des débats. Et cette question divise actuellement le Mouvement militant mauricien.

La communauté hindoue forme la moitié de la population. L'autre moitié se compose de créoles (25 %), de musulmans (16 %), de Tamouls et Télégus et de Sino-Mauriciens. Pour le Mouvement socialiste mauricien de M. Aneerood Jugnauth comme pour les travaillistes, le chef du gouvernement ne peut être qu'hindou et doit appartenir de préférence à une caste supérieure. La gauche ne manque pas de dénoncer cette politique «communaliste» qui entraînerait un processus de «libanisation» du pays. Le MMM, présenté par ses adversaires comme le *«bloc des ethnies minoritaires»*, réalise effectivement ses meilleures scores au sein des populations créole et musulmane.

«Le MMM est un parti national. Cela dit, manifestement, il souffre d'un problème de confiance auprès de certaines composantes de la population mauricienne», reconnaît M. Jean-Claude de l'Estrac. Convaincue que la victoire aux élections passe par la désignation d'un premier ministre hindou, une importante fraction du Mouvement militant mauricien cherche à écarter M. Paul Bérenger au profit de M. Prem Nababsingh, ancien ambassadeur à Paris. Le fils de l'ancien premier ministre, le docteur Navin Ramgoolam, quarante ans, pourrait aussi brouiller les cartes. Cet *«anticommunaliste convaincu»* dit attendre son heure. Il n'a pas encore choisi son camp.

(1) Déclaration au *Quotidien de la Réunion*, 16 mai 1986.

(2) *La Lettre de l'océan Indien*, 24 mai 1986.

(3) 100 roupies équivalent à environ 47 francs.

(4) *«Les policiers trempent d'une façon ahurissante dans la tolérance du trafic de la drogue parce qu'ils en tirent un profit qui vient ajouter du beurre à l'épinard de leurs salaires (...). Le gouvernement, très sciemment, tolère le phénomène parce que ça l'arrange»*, a déclaré le Père Roger Cerveaux, rédacteur en chef de *la Vie catholique*.

(5) *Le Journal de l'île*, 30 octobre 1986.

« QUI NE TRAVAILLE PAS NE MANGE PAS »

Les mythes de l'autosuffisance alimentaire

SECOUÉE à nouveau par la famine en 1984 et 1985, l'Afrique cherche, avec l'aide des pays développés, à atteindre l'autosuffisance alimentaire en s'appuyant sur la « Sainte Trinité » des agronomes modernes : semences sélectionnées, engrais et pesticides. Les responsables oublient ainsi que la faible capacité d'achat des populations reste un facteur prépondérant de limitation de la production. La révolution agricole en Europe achevée au début du siècle dernier et qui a permis le doublement des rendements n'indique-t-elle pas une autre voie à explorer ?

Par FRANÇOIS DE RAVIGNAN *

Particulièrement marquée en Afrique noire, la récente expansion des disettes a incité de nombreux gouvernements à inscrire l'autosuffisance alimentaire comme priorité politique. Par l'intermédiaire de leurs organismes de coopération, les gouvernements des pays occidentaux font chorus. Mais comme l'idée ne date pas tout à fait d'aujourd'hui, on peut légitimement se demander pourquoi de si belles intentions ont été suivies de si peu d'effets.

Le raisonnement des théoriciens de l'autosuffisance se fonde sur d'indéniables réalités ; dans des pays où la population s'accroît de 2 % à 3 % l'an, les ressources alimentaires n'augmentent que de 1 % à 2 %. L'écart entre la demande et l'offre nationales ne cesse de se creuser, obligeant à recourir à des importations croissantes, qui coûtent cher en devises, ou à l'aide alimentaire, dont les inconvénients ont été si souvent dénoncés depuis une dizaine d'années. La solution paraît claire : il faut produire plus et employer, dans des périmètres appropriés, les techniques si efficaces de l'agriculture industrielle.

On trouve d'ailleurs des conseillers pour les proposer, des entreprises pour livrer des barrages « clés en main », des agronomes tout exprès venus de leurs pays d'origine pour organiser et gérer. Et voilà que s'édifient les barrages de Diama et Manantali, au Sénégal, que s'aménagent des zones cultivables dernier cri au Niger, que la mise en valeur des abords de la rivière Sourou, au Burkina-Faso, est confiée à une « autorité » autonome et fait l'objet de toute la sollicitude du nouveau régime. René Dumont a, dans un livre récent (1), justement dénoncé le caractère illusoire de la plupart de ces grands projets. *On ne l'écoutera pas...* Pourquoi ? De nombreux intérêts sont en cause : ceux des bureaux d'études et autres marchands de béton ; ceux de technocrates qui auront enfin à gérer des réalisations dignes des enseignements qu'ils ont reçus dans les facultés d'agronomie. Sans parler des dessous-de-table qui, parfois, facilitent la communication entre ces deux groupes.

Pourtant, les grands investissements agro-alimentaires ne voient pas le jour uniquement dans les pays les plus corrompus. Le Burkina-Faso a efficacement lutté contre cette tare. Mais, ici comme là-bas, des personnes d'opinions politiques très diverses considèrent l'agro-industrie comme la seule solution aux disettes du tiers-monde. Pourtant, lorsque du constat d'un écart croissant entre les ressources et les besoins on passe à la conviction qu'il faut, le plus vite possible, combler le trou, on oublie de s'interroger sur les causes du déficit et sur la façon dont le vivent la plus grande partie du peuple, paysans et classes populaires.

Produire pour qui ?

INUTILE en effet de se poser des *questions si l'on considère*, comme le font nombre d'observateurs, que « le » paysan est traditionnel, c'est-à-dire archaïque, ignorant, réactionnaire, inapte à changer ses méthodes. C'est donc lui, n'en doutons pas, qui est la cause de la stagnation de la production, *c'est lui l'affameur !*

Pour d'autres comme M. T.W. Schultz, prix Nobel d'économie, qui prétendent avoir étudié les choses de plus près, les paysans du tiers-monde ne peuvent rien tirer de plus de leurs systèmes de culture ; avec les méthodes qu'ils utilisent les rendements maximums sont atteints. Le raisonnement est plus subtil que le précédent, toutefois la conclusion est la même : il faut *former les paysans à des méthodes productives*, c'est-à-dire à utiliser la « Sainte-Trinité » des agronomes modernes : semences sélectionnées, engrais et pesticides. Hors d'elle, point de salut !

Ces intrants sont réservés à ceux qui peuvent les payer et qui, augmentant de la sorte leur production et la productivité de leur travail, génèrent une baisse des prix des denrées à laquelle ceux *qui n'ont pu se moderniser ne peuvent* résister. Les voilà du coup marginalisés, réduits à vendre leurs terres, à louer leur force de travail à ceux qui ont réussi, puis à émigrer en ville où ils *vont grossir des bidonvilles en* constante expansion. C'est le processus qu'ont décrit les observateurs de la fameuse Révolution verte en Inde et en Asie du Sud-Est. La hâte des gouvernements les engage parfois à se passer complètement des paysans : ainsi dans de nombreuses plantations sucrières en Afrique noire, ou avec ce projet de culture du blé sur le plateau de l'Adamaoua, au Cameroun, réalisé avec *l'assistance technique de la Société* des Grands Moulins de Paris (qui n'a d'ailleurs pas obtenu les résultats escomptés).

Tandis qu'on exclut ici les paysans, d'autres songent au contraire à les intégrer dans le processus d'accroissement de la production. Au Mali, la stratégie qui vise à l'autosuffisance du pays se fonde sur le constat que les prix d'achat aux paysans sont trop bas pour être incitatifs. La cause en serait que ces paysans ont, au moment de la récolte, besoin d'argent frais et vendent à n'importe quel prix. On prétend donc subventionner ce prix grâce à la contrepartie de l'aide alimentaire européenne, vendue dans le pays... On oublie simplement que cette aide, dans la mesure où elle ne coûte rien au pays, contribue fortement à faire baisser les prix ! Par ailleurs, si les prix de vente augmentent, les céréales locales trouveront-elles des acheteurs dans une population où la moyenne des revenus n'est guère élevée ? Dans certains pays se sont développées, avec l'aide de plusieurs organisations non gouvernementales, des opérations de transport de céréales de régions excédentaires à régions déficitaires. Nul doute que ces transferts ne rendent des services et que les investissements qui se font dans les villages à partir de la contrepartie de ces ventes n'aient beaucoup d'avantages, sans constituer pour autant une panacée ni être exempte de risques (2).

L'autosuffisance d'une région, d'un pays, ne peut se réaliser que lorsque tout le monde a les moyens de produire ou d'acheter sa nourriture. Cette remarque de bon sens devrait suffire à infirmer les théories qui précèdent, où le déficit alimentaire est présenté comme un vide dans la production régionale ou nationale qu'il suffirait de combler. On peut toujours remplir le trou ; s'il ne se trouve personne pour le vider, *il restera plein*. Au *Burkina-*Faso, en 1975, et aujourd'hui à nouveau, s'accumulent des stocks d'aide alimentaire dont on ne sait que faire.

En Afrique, nombreux sont les exemples qui montrent que, lorsqu'on a incité les paysans à produire plus, et qu'ils l'ont fait, leur production leur est restée sur les bras, faute d'acheteurs en nombre suffisant. L'économie fonctionne comme un tuyau : ce qui entre d'un côté doit sortir de l'autre. S'il n'y a pas d'acheteurs à l'autre bout, le flux de la production ne peut être absorbé. Or, dans des pays où 90 % des actifs *travaillent la terre*, le marché est nécessairement très restreint ; si les paysans augmentaient de 10 % leur production, ils doubleraient ainsi les quantités disponibles sur le marché. Ailleurs, en Amérique latine, ce sont les très bas revenus (ou l'absence de revenus) de ceux qui ne travaillent pas la terre, qui imposent des limites : il ne suffit pas d'avoir faim pour être un client de l'agriculture, encore faut-il pouvoir payer. Dans ces conditions, les denrées fournies par l'aide ou des importations en provenance des pays industrialisés, souvent moins chères que les produc*tions locales, sont préférées sur les mar*chés locaux par des clients qui, dans l'ensemble, disposent de peu de ressources.

La révolution agricole bloquée

POUR que les produits locaux se vendent, il faudrait qu'ils soient protégés. On pourrait imaginer que les importations alimentaires soient taxées, de façon à subventionner les productions locales qu'elles ont ten*dance à concurrencer. Cette politique* fut mise en œuvre par la Communauté économique européenne (CEE) dès sa création afin de se protéger de la concurrence des Etats-Unis. Mais ses experts se gardent bien de conseiller une telle politique aux responsables africains ! Or des mesures protectionnistes à l'égard de tout ce qui peut concurrencer les productions locales seraient un élément important d'une *telle stratégie*.

Et si les activités non agricoles se développent si peu, c'est en grande partie à la suite de l'importation systématique de biens de première nécessité (tissus, outils, ustensiles ménagers...), ou encore de leur fabrication dans des usines établies sur le modèle occidental et employant très peu de main-d'œuvre. Or, dans des pays où la population s'accroît à des rythmes jamais connus, *où les besoins de travail sont énormes*, les techniques occidentales, économes en main-d'œuvre, sont à l'évidence celles qu'il ne faut pas employer.

En l'absence d'un marché important pour leurs productions vivrières, les paysans se règlent sur la très faible demande actuelle, ce qui explique qu'ils ne cherchent pas à produire beaucoup plus que leur subsistance, ou se voient contraints, pour gagner l'argent dont ils ont besoin, de tabler sur les cultures d'exportation (coton, café, cacao) qui, au demeurant, sont les seules à bénéficier de prix protégés.

Quelques expériences montrent pourtant que lorsque les marchés s'ouvrent, ou que les paysans reçoivent des incitations suffisantes, ils sont parfaitement capables de produire plus. Au Zaïre, écrit Jean-Pierre Alaux, « *dans les premiers mois de 1978... alors que le pays connaît une pénurie inégalée dans les villes, les pays occidentaux amis suspendent les exportations... Les habitants vont réagir... Sur le fleuve, on voit soudain des pirogues chargées de produits agricoles, de poisson séché, de tout ce que l'agriculture zaïroise peut récolter. La chasse et la pêche deviennent de nouveau des activités lucratives...* (3) ». Par une amélioration des méthodes tradition3 nelles, ou avec quelques innovations qui n'occasionnent qu'une dépense de travail et non d'argent, les rendements peuvent au moins doubler. Nous avons fait de telles observations au Niger, au Cameroun, en Haïti. L'INAREMA (4) en a fait la preuve au Mexique. Et M. Pierre Rahbi est en train d'en apporter concrètement la démonstration et d'en diffuser les méthodes au Burkina-Faso (5), grâce à un engagement ferme du gouvernement de ce pays, qui crée les structures nécessaires à la diffusion des méthodes de l'agro-écologie.

Doubler les rendements... N'est-ce pas ce que les paysans d'Europe occidentale ont fait, principalement au dix-huitième siècle et dans la première moitié du dix-neuvième siècle, au cours de ce processus qu'on a appelé « révolution agricole » et qui, à la différence de ce qui s'est passé dans les trente dernières années, n'a utilisé que très peu d'intrants industriels et a fait surtout appel aux ressources locales ? Cette révolution agricole ne s'est pas réalisée pour la plus grande masse des paysans du tiers-monde. Penser que ce blocage est dû à l'incapacité des paysans de « là-bas » relève, sinon d'un racisme implicite, du moins d'un aveuglement sur les causes de la stagnation observée.

Cette révolution a coïncidé avec trois modifications socio-économiques notables : un accroissement de la population (sans qu'on puisse bien démêler ici les causes des effets); une amélioration des conditions de transport favorisant le commerce intérieur; enfin, un très fort développement des artisanats de service qui ont joué, par rapport à l'agriculture, une triple fonction : délester la terre de travailleurs excédentaires, fournir à l'agriculture en voie de perfectionnement les outils *dont elle avait besoin et lui créer un* marché, car ces artisans qui ne travaillaient plus la terre avaient cependant besoin de manger.

Les deux premières conditions existent peu ou prou aujourd'hui dans les pays du tiers-monde. La troisième – développement d'un artisanat de service – est encore à créer. Elle est pourtant essentielle; croit-on que l'attelage équin, qui s'est tant *développé en* France au dix-neuvième siècle, augmentant la productivité du travail de la terre, se serait répandu en l'absence de bourreliers pour harnacher les chevaux ? Croit-on que sans ces bourreliers, mais aussi les forgerons, charrons, sabotiers, sans parler de ceux qui satisfaisaient les besoins de base : tailleurs et couturières, menuisiers et maçons... l'agriculture eût pu vendre ses productions excédentaires ?

L'agriculture ne peut progresser comme un secteur à part, sans relation avec l'ensemble de l'économie. Quelques préalables restent essentiels. *D'abord le protectionnisme* à l'égard des importations alimentaires et, en tout premier lieu, de l'aide. Mais aussi un protectionnisme industriel, qui permettrait *l'établissement d'entreprises* fortement demandeuses de main-d'œuvre (ateliers artisanaux très décentralisés, en particulier) et capables de fournir sur place les outillages nécessaires à l'agriculture.

Il faudrait enfin se persuader – mais *là ce sera plus difficile*, notamment pour les cadres formés dans nos universités – qu'un nombre important de paysans doublant leur production avec les moyens du bord peuvent avoir plus d'efficience pratique qu'un grand projet technocratique d'agriculture industrielle, qui n'intéresse que quelques-uns d'entre eux, et coûte beaucoup d'argent. Au Burkina-Faso, le projet du Sourou doit permettre de produire 12 000 tonnes de riz dans cinq ans. Si chaque famille d'agriculteurs burkinabé – environ un million – augmentait sa production céréalière (environ 1,5 tonne) de 10 %, on obtiendrait 150 000 tonnes, plus de dix fois plus que dans le Sourou. Et si seulement le dixième d'entre eux réalisaient ce progrès, on aurait – pour moins cher – le même résultat.

Il est temps de se demander pourquoi on ne s'avance pas dans cette direction, pourquoi on continue à raisonner sur cette question de l'autosuffisance à la manière du docteur Malthus, comme s'il s'agissait d'un trou à combler. Double erreur des économistes ruraux. Accroître le rendement d'une culture n'*augmente pas nécessairement* la production globale d'une région ou d'un pays. Accroître cette production n'entraîne pas forcément une meilleure alimentation. Le seul moyen satisfaisant de distribuer équitablement un revenu, fût-il alimentaire, consiste à répartir le travail entre tous les citoyens. « *Qui ne travaille pas ne mange pas* » n'est plus un slogan moral mais le constat de la situation de près d'un milliard d'hommes à travers le monde. Dans une vingtaine d'années, si rien ne change dans les conceptions économiques dominantes, il vaudra pour trois milliards d'êtres humains. L'autosuffisance alimentaire, c'est avant tout le travail de tous, seul capable de permettre à tous de se nourrir.

* Agronome.

(1) René Dumont, *Pour l'Afrique, j'accuse*, Plon, Paris, 1986.

(2) Pour le même type d'opérations au Sénégal, voir Michel Gillot, « les Premiers pas de l'Afrique verte », *le Monde diplomatique*, avril 1987.

(3) « Zaïre, qui profite du sous-développement ? », *la Mutu*, décembre 1981-janvier 1982.

(4) Instituto de Asesoria Antropologica para la Region Maya, Apartado postal 6, San Cristobal de Las Casas, Chiapas, Mexique.

(5) On lira son aventure dans *Du Sahara aux Cévennes*, aux éditions Candide, la Villedieu (Ardèche). Pierre Rahbi prépare un nouvel ouvrage sur son expérience sahélienne.



UNE ŒUVRE TRÈS PÉDAGOGIQUE

« Nourrir demain les hommes »

SUR les causes de la faim, sur l'importance des carences alimentaires dans le monde, beaucoup déjà a été écrit. Mais c'est d'un remarquable souci pédagogique, autant que d'une précieuse concentration d'informations, que fait preuve l'ouvrage d'Albert Sasson *Nourrir demain les hommes* (1). Pareille mise à jour des connaissances fait plus pour le rayonnement de la recherche et la transmission du savoir que bien des symposiums et des discours. Fait révélateur, c'est sous les auspices de l'UNESCO que le livre est publié.

Nourrir des milliards d'hommes, on le sait, c'est techniquement possible. Le contraste pourtant entre les graves insuffisances alimentaires dans le tiers-monde – en Afrique subsaharienne en particulier – et les excédents agricoles des pays industrialisés reste la norme du déséquilibre Nord-Sud. Et c'est bien parce que l'alimentation est au cœur d'un processus où les circonstances économiques et politiques, les pratiques culturelles, jouent un rôle majeur que la démarche de l'auteur prend tout son sens. En étudiant, méthodiquement, tout ce qui concourt à faire de l'état de la nutrition et de la production agricole ce qu'il est, l'interprétation scientifique s'appuie ici sur une nécessaire interdisciplinarité. L'importante collecte de données que présente cet épais volume repose sur une méthodologie affinée.

L'évidente volonté de synthèse, la claire présentation d'éléments techniquement complexes, visent un large public et faciliteront le travail des enseignants. Trois grands chapitres, très détaillés, analysent les relations entre l'homme et ses modes d'alimentation, et, à partir de là, l'évolution qui a abouti aux situations de carences et de malnutrition qui affectent des centaines de millions d'habitants de la planète. L'étude des comportements alimentaires, l'alimentation de l'enfant, les effets de la nutrition sur la santé, ainsi qu'un intéressant passage sur les conséquences de l'alcoolisme font de la première partie une étude exhaustive des besoins nutritionnels.

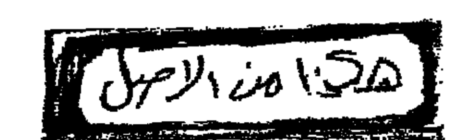
Modes de production, effets du climat, utilisation et commerce des denrées, mettent ensuite en lumière de quoi dépend l'état de nutrition d'un pays, sans omettre les politiques agricoles, qui engagent les Etats et régions dans des choix déterminants pour l'avenir. Des latifundias d'Amérique du Sud aux minuscules lopins du Bangladesh, du volume de la production européenne à l'agriculture sous-équipée, manuelle encore dans des régions entières d'Afrique comme celle de l'arachide au Sénégal, il y a un monde.

Dans une dernière partie consacrée aux « réalisations et promesses », l'auteur tente de dresser un bilan des programmes de coopération agricole et d'ouvrir des perspectives. Amélioration des circuits commerciaux, des installations de stockage, facilités de crédit pour les petits producteurs et, bien sûr, priorité à l'agriculture vivrière. L'immense mérite de cet ouvrage est d'offrir une véritable articulation entre les données scientifiques et techniques et le poids des facteurs économiques.

CAROLE DANY.

(1) Albert Sasson, *Nourrir demain les hommes*, UNESCO, coll. « Sextant », Paris, 1986, 765 pages, 195 F.





VACCINATION, PURIFICATION DE L'EAU, ESPACEMENT DES NAISSANCES

L'Algérie s'attaque à la mortalité infantile

QUE 90 000 enfants de moins de quatre ans continuent à mourir, chaque année en Algérie – alors que 850 000 y voient le jour tous les ans – est devenu une réalité inacceptable pour le pays. Des évolutions récentes, cette prise de conscience est sans doute l'une des plus marquantes. L'un des responsables de ce bouleversement des mentalités est à n'en pas douter M. Djemal Houhou, ministre de la santé, diplomate de carrière, entouré d'une équipe dynamique et soutenu par les responsables du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

Par CLAIRE BRISSET

L'Algérie a entrepris une action sans précédent contre la mortalité infantile. Il est vrai que, jusqu'au début des années 80, la situation avait de quoi inquiéter et intriguer.

Inquiéter, parce que le tribut payé chaque année par les nourrissons et les très jeunes enfants à des maladies aussi maîtrisables que la rougeole, la poliomyélite, les affections diarrhéiques ou les infections respiratoires était extraordinairement élevé. De 160 ‰ avant l'indépendance (1962), le taux de mortalité infantile (1) restait proche de 110 ; il est encore, à l'heure actuelle, de 80 ‰, ce qui reste très élevé. Chiffre surprenant donc, dans un pays où le revenu moyen par habitant dépasse les 2 000 dollars par an et où la répartition de la richesse est assurément moins inégalitaire qu'en d'autres pays du tiers-monde.

Il fallait donc comprendre et analyser les causes d'une telle situation et pour cela, bien sûr, remonter aux origines. En 1962, le système de santé du pays comprenait, en tout, 350 médecins algériens établis dans le pays. 550 autres vivaient en France. La quasi-totalité des médecins français rentrèrent massivement en métropole, en quelques mois. Le pays se trouva ainsi doté d'un système totalement déséquilibré. Déséquilibré dans les structures : de vastes hôpitaux ingérables sans personnel suffisant, des équipements légers en nombre infime, une armature préventive embryonnaire ; déséquilibré dans sa répartition car l'essentiel des moyens était concentré dans le Nord et dans les villes, les campagnes et le Sud étant, sur le plan sanitaire, pratiquement à l'abandon.

Le premier gouvernement de l'Algérie indépendante entreprit de faire tourner, tant bien que mal, une aussi lourde machine. « *Nous avons alors*, disent aujourd'hui les responsables algériens, *fait le tour de tous ceux qui voulaient bien nous aider.* » C'est ainsi qu'arrivèrent des médecins de toute nationalité, majoritairement des pays de l'Est, et ce avec des fortunes inégales. Le pays, disent encore les responsables, « *est alors devenu une tour de Babel médicale* » qui a visiblement laissé quelques mémorables souvenirs. Puis l'Algérie commença à « produire » des médecins, appliquant dans ce domaine comme dans les autres un intense programme de formation des cadres, « décrochant » son système universitaire du système français, envoyant à l'étranger des milliers d'étudiants.

Vint, au début des années 80, l'heure du bilan : paradoxalement, le pays était en train de se suréquiper en médecins, et, malgré tout, la mortalité infantile restait proche de celles qu'enregistrait le Sahel ; le nombre de lits d'hôpitaux frôlait les 60 000 mais l'approvisionnement en eau salubre restait des plus incertains pour la majorité de la population.

Il fallut du courage politique pour décider, à la fois, d'établir un *numerus clausus* limitant la formation des étudiants en médecine, interrompre les constructions hospitalières, amorcer la décrue des ruineuses « *évacuations sanitaires* » vers la France et axer toute la politique sanitaire sur la prévention.

Tel fut pourtant l'un des thèmes du comité central du parti du Front de libération nationale (FLN), en décembre 1980. Il fallut ensuite quatre ans d'intense travail politique pour élaborer ce qui, en mai 1984, devint officiellement la nouvelle stratégie sanitaire de l'Algérie. Stratégie difficile à mettre en œuvre, parfois mal ressentie par les médecins formés au moule du « tout curatif », sur le modèle hospitalo-universitaire.

Le programme adopté en 1984 consacre en effet la prévention comme axe essentiel : « le programme national de lutte contre la mortalité infantile », qui en est le pivot, comprend outre la vaccination, la lutte contre les maladies diarrhéiques, l'espacement des naissances, l'amélioration de la nutrition et de l'approvisionnement en eau, une meilleure surveillance des grossesses, la lutte contre les affections respiratoires aiguës, etc.

QUATRE points, dans cette stratégie, retiennent particulièrement l'attention. La vaccination tout d'abord. Alors que la « couverture » par le BCG est quasi généralisée (il est pratiqué à la naissance), celle qui était obtenue pour les cinq autres maladies « cibles » (poliomyélite, diphtérie, tétanos, rougeole, coqueluche) restait nettement fragmentaire. D'où l'idée d'organiser des Journées nationales de vaccination, en novembre 1985 et avril 1986, qui, au prix d'une mobilisation sans précédent de la population – structures sanitaires ou non sanitaires, – entraînèrent un bond du taux de couverture : de moins de 30 %, celui-ci passa, par cette double opération, à plus de 60 %. Cet effort sera poursuivi, notamment par l'intégration systématique des vaccinations à toutes les actions sanitaires de routine. De nouvelles Journées nationales de vaccination ont eu lieu en avril 1987.

La lutte contre les maladies diarrhéiques qui, par déshydratation aiguë, tuent chaque année 30 000 enfants est un axe prioritaire de cette stratégie. Dans ce but, les autorités généralisent la distribution des sels de réhydratation par voie orale, que l'Algérie va désormais produire elle-même.

Un tel effort suppose évidemment que les mères aient accès à l'eau salubre, qui faisait encore cruellement défaut. Pour ce faire, un système simple de purification des puits, inspiré d'une formule indienne (2) a été massivement mis en œuvre : plus de 100 000 puits ont été ainsi traités, à moindre coût.



(Spengler-Sygma)

LES JEUX DU VILLAGE
Vingt-trois millions de citoyens aujourd'hui

Reste le dernier point, le plus problématique sans doute : l'espacement des naissances. L'Algérie conserve une culture profondément nataliste, dont les racines sont évidemment multiples mais que renforce – entre autres – la mortalité infantile massive qui sévissait jusqu'alors. Abaisser celle-ci, c'est, à terme, faire chuter la natalité. Mais cela ne suffira pas : les autorités le savent et ont entrepris un intense effort de promotion des méthodes d'espacement des naissances. D'une méthode, plus exactement, car 85 % des Algériennes qui pratiquent la contraception utilisent la pilule. Cela dit, les méthodes contraceptives modernes restent le fait d'une minorité et les autorités du pays s'alarment des projections chiffrées qu'elles ne cherchent pas à cacher : le pays compte 23 millions d'habitants aujourd'hui et devrait en dénombrer deux fois plus dans vingt-deux ans si l'évolution actuelle (3,2 % d'augmentation annuelle) se poursuit. Cette explosion démographique « *avale littéralement tous nos progrès économiques* », déclare sans détour un haut responsable politique.

Ainsi est engagé un difficile pari. L'objectif est d'abaisser la mortalité infantile à 50 ‰ en 1990. Parallèlement, l'espérance de vie – soixante-trois ans aujourd'hui – aura continué à croître. Dans l'Algérie troublée de 1987, où ne manquent ni les difficultés économiques ni les problèmes sociaux, existe ainsi un thème de consensus.

(1) La mortalité infantile au sens strict désigne le nombre de morts survenant avant l'âge d'un an pour mille enfants nés vivants ; une appréciation plus fine porte sur le nombre de morts survenant avant la cinquième année, dénommée « mortalité infanto-juvénile ».

(2) Il s'agit de placer au fond de chaque puits une brique poreuse qui diffuse lentement un produit purifiant et que les villageois peuvent aisément placer et contrôler eux-mêmes.

CORRESPONDANCE

En Afrique : la vente des médicaments, les soins aux enfants

La lettre de Mme Séméria que nous avons publiée dans notre numéro de février avait déjà suscité une réaction d'un médecin se trouvant depuis des années au Cameroun (voir le Monde diplomatique, *avril 1987). A son tour, M. Georges Cottin nous écrit de Sarh, au Tchad :*

Je vis en pleine brousse, dans le Sud du Tchad, dans un secteur grand comme trois départements français, sans un seul médecin. Il est exact que la mission, catholique ou protestante, «vend» des médicaments. Mais j'aimerais bien connaître les moyens de faire autrement... D'une part, la quantité de médicaments reçus gratuitement d'Europe est infime par rapport à ceux que nous faisons venir à grands frais. D'autre part, les besoins sont tels en aspirine, nivaquine ou quinine qu'une distribution gratuite engendrerait immédiatement la disparition des stocks et un gaspillage forcené. Nous avons au contraire à apprendre à une population très pauvre à faire entrer dans un budget, même réduit, une part «santé» (...). Le prix auquel nous vendons ces médicaments est symbolique, bien au-dessous de leur prix réel. Un cachet de nivaquine est vendu 5 F CFA, c'est-à-dire 10 centimes de nos francs actuels – et les frais sont énormes. Et nous n'avons jamais refusé la gratuité à ceux qui n'avaient vraiment pas les moyens de payer, et surtout pas aux enfants (...).

Je m'étonne que quelqu'un, au bout d'un séjour de deux mois seulement, puisse mettre en doute ce que des hommes et des femmes ont entrepris depuis parfois vingt ou trente ans au sacrifice de leur vie.

Directeur de la division de la population à l'ONU, M. Jean-Claude Chasteland apporte des précisions sur l'estimation de la mortalité infantile en Afrique, à la suite de l'article de Claire Brisset paru dans le Monde diplomatique *d'avril 1987 :*

Je ne crois pas que la situation de la mortalité infantile en Afrique doive s'aggraver au-delà de l'an 2000 : les indicateurs retenus montrent, au contraire, que la mortalité chez les enfants de moins d'un an et chez ceux d'un à quatre ans devrait décroître. Pour 1980-1985, ces deux indicateurs se situent, respectivement, à 112 pour 1000 et à 78 pour 1000, et, pour 2020-2025, respectivement à 45 pour 1000 et à 23 pour 1000. Ces chiffres sont ceux de la variante moyenne pour l'ensemble de l'Afrique.

Mais ce qui est vrai, c'est que les progrès envisagés pour l'Afrique sont prévus comme devant être plus lents que ceux qui devraient être observés dans d'autres régions du tiers-monde. Ce qui va donc s'aggraver, c'est la situation relative de l'Afrique par rapport à ces régions, et non sa situation absolue, puisqu'on observera bien une baisse des taux de mortalité infantile et de ceux des jeunes enfants entre 1985 et 2025 (de presque 60 % ou 70 % selon les indicateurs).

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for $ 35 per year by : *le Monde* c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New-York, NY Postmaster : send address change to *le Monde* c/o Speedimpex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

L'ARGENT ET LE BIEN-ÊTRE

LES IMPÉRATIFS DE LA PROTECTION SOCIALE



(Le Segretain-Sipa)

LE MESSAGE OFFICIEL, EN FRANCE

La crise économique incite l'ensemble des pays riches à s'interroger sur la capacité des régimes sociaux à affronter l'avenir. En France, le « déficit de la Sécurité sociale » est en passe de devenir l'un des thèmes les plus prisés de la classe politique. Des « états généraux de la Sécurité sociale » sont convoqués. Depuis des mois, la population se mobilise périodiquement pour défendre une institution qui a largement contribué à l'amélioration du bien-être de tous. Et ceux qui prônent les recettes libérales se tournent avec intérêt vers l'exemple américain *(voir pages 16 et 17 les articles de Jean-Paul Moatti et de Catherine Smadja et Philippe Froguel)*.

Au cœur du problème : le financement des prestations. Les expériences des pays occidentaux *(voir ci-contre l'article de Jean-Louis Lanoé)* montrent que chaque système national de santé repose sur le compromis entre la reconnaissance du droit à la santé ou à la retraite et le coût social qui résulte de l'application de ce droit. C'est bien ce compromis qu'il importe de préserver et de redéfinir, alors que les dépenses de santé ne cessent de croître et que les contraintes de la « restructuration » – chômage, charges des entreprises – se font plus pesantes.

ENTRE LE DROIT

Des compromis

Par JEAN-LOUIS LANOÉ *

LES systèmes de santé existant dans les pays occidentaux présentent une extrême diversité quant à l'organisation de l'offre de soins et au mode de financement des dépenses. Il n'y a pas de modèle. Bien au contraire, chaque système national apparaît comme une manifestation spécifique de la nature du compromis effectué entre la reconnaissance du droit à la santé et le coût social de la concrétisation de ce droit. De ces compromis, fortement marqués par l'histoire économique, sociale et politique de chaque nation, ont émergé des systèmes de santé dont l'un des *traits les plus frappants* est leur extraordinaire capacité à rendre compte des sociétés où ils s'insèrent. L'exemple étranger, même à relativiser *en fonction des spécificités nationales*, constitue, à bien des égards, un « *terrain d'expérimentation sociale rétrospectif* » dont on sous-estime souvent l'intérêt.

Si le système de santé français est en crise, pourquoi *ne pas s'intéresser aux* expériences étrangères pour tenter d'y *voir plus clair ? Une telle démarche* permettrait en particulier de mieux *spécifier* les questions fondamentales qui sont posées quant à la nature de cette crise. Est-on en présence d'une crise du compromis ? La reconnaissance et la concrétisation du droit à la santé seraient devenues incompatibles avec la mobilisation des ressources nécessaires. Doit-on plutôt parler d'une crise de la forme du compromis ? L'organisation du système de santé ne serait plus en phase avec la réalité sociale et économique d'aujourd'hui.

Des réponses apportées à ces questions dépendent largement les réformes qui, tôt ou tard, finiront par s'imposer, des réformes que les états généraux de la Sécurité sociale, prévus cette année, devront préparer. Elles s'appliqueront sans doute d'abord au système de financement, puisque l'alternative entre étatisation ou privatisation accrue apparaît incontournable. Les exemples de pays tels que la Suède, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis recouvrent bien le champ de possibilités ouvert au système français. La façon dont, dans ces pays, s'exprime l'arbitrage entre droit à la santé et coûts financiers est donc particulièrement intéressante à analyser.

Réaliser le droit à la santé et améliorer *l'équité : deux types de problèmes* sont associés à la poursuite de ces objectifs. Celui de la contrainte financière s'exerçant sur chaque individu – quel coût doit-il supporter personnellement dans la consommation médicale ? – et celui de l'accessibilité – les individus sont-ils effectivement égaux en face des moyens disponibles ?

La Grande-Bretagne et la Suède, en choisissant de *se doter de systèmes* où l'offre de soins est assimilée à un service public, assurent la gratuité ou la quasi-gratuité de la totalité des prestations. La situation est alors comparable à celle des services d'éducation. *Aucune condition* ne s'applique au droit à la consommation médicale. Le financement étant assuré par la fiscalité générale en Grande-Bretagne et régionale en Suède, le système de santé *participe* d'une logique de redistribution allant des plus fortunés vers les plus pauvres.

A l'inverse, aux Etats-Unis, l'individu est souverain quant au choix du type d'assurance-maladie qui sera le sien. La reconnaissance du droit à la santé passe, en fait, par une intervention financière massive de source publique pour garantir la solvabilité de groupes sociaux soit particulièrement démunis – les « pauvres », bénéficiaires du programme Medicaid, – soit particulièrement *« à risque »* – les personnes âgées, bénéficiaires du programme Medicare. Les insuffisances d'un tel système tiennent dans un chiffre : trente-cinq millions d'Américains ne bénéficient d'aucune couverture d'assurance.

La recherche de l'équité

LE problème de l'accessibilité réelle aux *soins pose* tout d'abord la question des inégalités régionales ou *locales*. Celles-ci *restent persistantes* en Grande-Bretagne, malgré des systèmes d'incitation au développement des activités dans les régions sous-équipées. *Nul doute qu'il faut y voir le résultat* de logiques bureaucratiques inhérentes *au financement centralisé* : la progression souvent uniforme des budgets ne fait que renforcer les plus puissants. La régionalisation du système suédois, *elle, a pour corollaire de faire dépendre* les moyens disponibles des ressources *locales et* des *arbitrages* financiers effectués à ce niveau. La reconnaissance *du droit à la santé* peut donc se révéler variable selon la région. En *fonction des choix effectués sur le plan* local, certaines infrastructures, en particulier *hospitalières, se distribuent* inégalement.

Enfin, les Etats-Unis se caractérisent par une extraordinaire inégalité en matière de distribution des moyens humains et techniques. L'offre privée, pourtant soumise aux lois de la concurrence, reste très concentrée et surabondante dans les grandes zones de fort peuplement urbain ou les zones à forte demande potentielle (Nord-Est, Californie, Floride).

Si l'on ajoute qu'aucun de ces trois systèmes de santé n'a résolu le problème des inégalités socio-culturelles en matière de consommation de soins, pas même par la gratuité, on est forcé d'admettre que, sur le critère « droit à la santé-équité », aucun type de système ne peut, tel qu'il fonctionne, être considéré comme exemplaire. Pourtant, le système américain cumule les insuffisances tout en exigeant toujours plus d'interventions financières publiques et de réglementations administratives contraignantes pour en corriger les effets *les plus graves*. Il aura fallu près de trente ans pour que le Congrès, par un amendement *spécifique du* Medicare, oblige les hôpitaux à assurer la *charge financière des soins aux personnes* à la fois sans ressources et non *bénéficiaires* des programmes fédéraux, charge que des décisions de justice avaient dans un premier temps renvoyée aux budgets publics.

Quant à la contrainte collective de financement, les exemples étrangers *montrent* que la concrétisation du droit à la santé ne se déduit pas du type de système choisi. Ils confirment aussi que tenter d'y parvenir est coûteux pour la nation : les dépenses de santé représentent une part variable mais importante du produit intérieur brut (PIB) (entre 7 % et 11 %). Il convient, certes, d'apprécier avec quelques précautions

* *Economiste à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale* (INSERM).

DES BÉNÉFICES RÉELS MAIS DIFFICILES A MESURER

Comment freiner la croissance des dépenses ?

EN France, comme dans tous les pays développés, une part croissante de la richesse nationale est, depuis vingt ans, consacrée aux dépenses de santé (de 5,7 % à 8,2 % du PIB entre 1970 et 1984, soit une augmentation moyenne de 7 % par an) ; de même, la santé constitue une part croissante de la consommation des ménages (de 9,4 % à 12,8 % entre 1970 et 1984) et c'est le poste de consommation qui a augmenté le plus vite. Cette évolution s'est accompagnée d'une déformation *marquée de la structure des dépenses* avec une importance accrue de l'hospitalisation, au *détriment de la part des soins ambulatoires et*, surtout, des biens médicaux (pharmacie, lunetterie et orthopédie) (voir *le graphique ci-contre)*. Il faut cependant noter que, avec les premières mesures de freinage des dépenses à partir de 1979, c'est dans le domaine des dépenses hospitalières que la décélération des années 80 a été la plus forte (+ 14,9 % par an de 1980 à 1984, contre 19,6 % par an de 1970 à 1980).

Plusieurs facteurs sont classiquement évoqués pour expliquer la croissance régulière des dépenses de santé :

– *facteurs démographiques liés au vieillissement* de la population : en 1970, les personnes de plus de soixante-dix ans consultaient le médecin en moyenne cinq fois par an ; en 1980, elles consultaient neuf fois (presque deux fois plus), tandis que *la fréquence de leurs séjours hospitaliers augmentait* de 7 % l'an pendant cette période (contre 4 % seulement pour la population générale).

– *facteurs socioculturels* liés à l'extension de la couverture sociale pour *l'ensemble de la population* (les professions indépendantes et libérales ayant été les dernières à en bénéficier à partir de 1975), à la part croissante des dépenses prises en charge par la Sécurité sociale (de 65,8 % en 1970 à 73,3 % du total en 1983), ainsi qu'à des phénomènes comme la médicalisation de la grossesse et de la reproduction (la « surconsommation » des femmes par rapport aux hommes, en particulier entre vingt et quarante-neuf ans, s'affirmant entre 1970 et 1980).

– *facteurs technologiques* liés à la technicisation croissante de la médecine, les actes à contenu technique connaissant une augmentation beaucoup plus rapide (ainsi, par exemple, le nombre de B, c'est-à-dire d'analyses de laboratoire, prescrits en médecine ambulatoire passe de 7,4 % à 17,7 % du nombre des consultations et visites entre 1970 et 1983) ; de même l'augmentation du personnel médical hospitalier (+ 6,4 % par an de 1972 à 1983) s'est opérée principalement dans les services les plus spécialisés (laboratoires, chirurgie, radiologie et gynécologie-obstétrique).

– *facteurs d'offre* liés aux progrès rapides de la démographie médicale jusqu'en 1980 (en 1982, il y avait en France un médecin pour quatre cent quatre-vingts habitants, soit un total de cent treize mille médecins et un effectif de près de deux cent mille personnes pour l'ensemble des professions médicales).

Cependant, même d'un point de vue économique, il *n'est pas possible de porter un jugement sur cette* croissance des dépenses, avec son incidence financière, sans mettre en regard ses bénéfices, c'est-à-dire les améliorations de bien-être qu'elle a permis de procurer à la collectivité ainsi que celles qui restent à accomplir :

– la croissance de la consommation des personnes âgées s'explique largement par un phénomène de rattrapage (avant 1970, celles-ci ne recouraient pas au système de soins autant que le reste de la population) ainsi que par l'évolution de la morbidité elle-même, les progrès de l'espérance de vie et de la médecine impliquant un poids sans cesse plus important des maladies chroniques (un tiers des décès a aujourd'hui pour origine une cause cardio-vasculaire, 24 % *des décès masculins sont dus aux* cancers alors que les maladies infectieuses ne sont plus responsables que de 1,5 % des décès ; et les deux tiers des prises en charge à 100 % par la Sécurité sociale au titre des maladies longues et coûteuses concernent les cancers, les maladies cardio-vasculaires ou les diabètes...) ;

– de même, la consommation des femmes dans la période de fécondité doit être mise en relation avec les progrès spectaculaires accomplis, grâce à un programme volontariste lancé en 1970, en matière de réduction de la mortalité périnatale (en 1970, il y avait un peu plus de dix-huit décès *d'enfants de moins d'un an pour mille naissances* et ce taux a pu être réduit à 9,4 en 1982, plaçant la France au troisième rang de la CEE, juste après le Danemark et les Pays-Bas) ;

– l'extension de la *protection sociale n'a pas* empêché une progression sensible, du fait de la hausse globale de la consommation médicale, de l'effort de financement privé par personne (de 568 F en 1960 à 1 301 F en 1982, soit une multiplication par 2,3 en francs constants) ; de même, si l'égalité d'accès aux soins est largement assurée, il subsiste *de fortes inégalités face à la maladie et à la mort* (le recul de la mortalité générale depuis vingt ans s'est accompagné d'un renforcement des inégalités, la baisse de la mortalité ayant été beaucoup plus accentuée – moins 22 % – dans le groupe des « cols blancs, cadres et professions libérales » que dans celui des travailleurs manuels – moins 15 % seulement).

S'IL faut donc se garder d'une vision *purement « négative »* de la hausse des dépenses de santé, il n'en reste pas moins que l'utilisation des ressources dans le système de soins s'écarte très certainement de l'efficience (pour citer un seul exemple, il se pratique chaque année 11 millions d'examens *de radiologie thoracique systématique* ou de routine, pour un coût de 600 millions de francs, dont l'intérêt diagnostique peut être mis en doute dans un grand nombre de cas) ; d'où l'importance du *développement d'une véritable évaluation des pratiques* et *techniques* médicales, proposée dans un rapport au ministre de la santé en mai 1985 par le professeur Papiernik... et mise sous le boisseau depuis.

D'*autre part, il existe un goulot d'étranglement* financier à terme qui devrait justement motiver professionnels et usagers pour utiliser au mieux les ressources disponibles : en prenant pour base une dépense égale à 7 % du PIB et un taux de croissance réel de 8 % par an, on calcule que les dépenses de santé représenteraient 80 % du PIB dans trente-*deux ans et 100 %* de la consommation des ménages en 2032...

J.-P. M.

SOURCES :

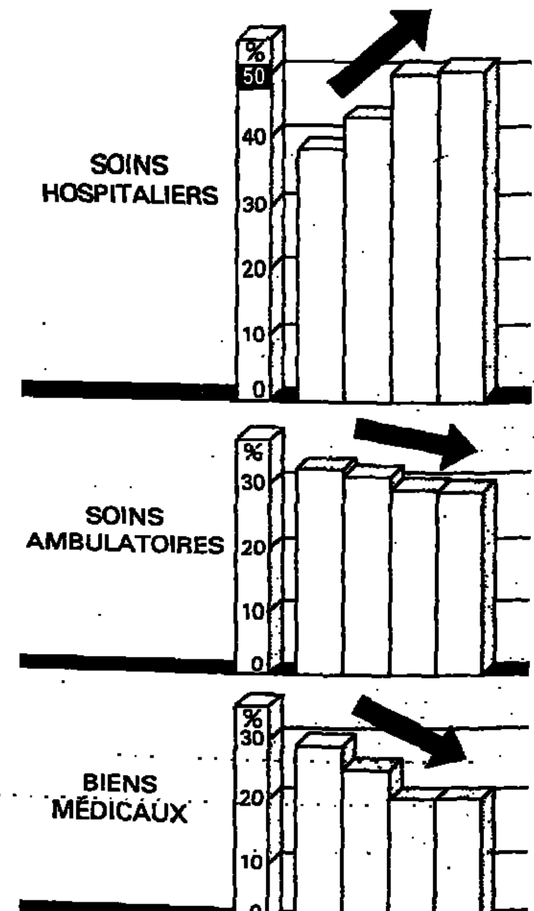
● Robert Rochefort, « La part de la *dépense de* santé à la charge des ménages », *Cahiers de sociologie et de démographie médicale*, nº 2, avril-juin 1986.

● INSERM, DGS, SESI, *la Santé en France, rapport au ministre des affaires sociales et au secrétaire d'Etat chargé de la santé*, La Documentation française, Paris, 1985.

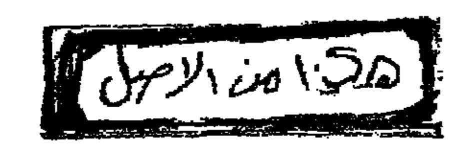
● Alain Charraud et Pierre Mormiche, « Disparités de consommation médicale (enquête santé 1980-1981) », nº 511 des *Collections de l'INSEE*, série « Ménages », nº 118, janvier 1986.

● M. Duriez, « La croissance des dépenses médicales depuis 1970 », *Solidarité Santé*, ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, nº 6, novembre-décembre 1985.

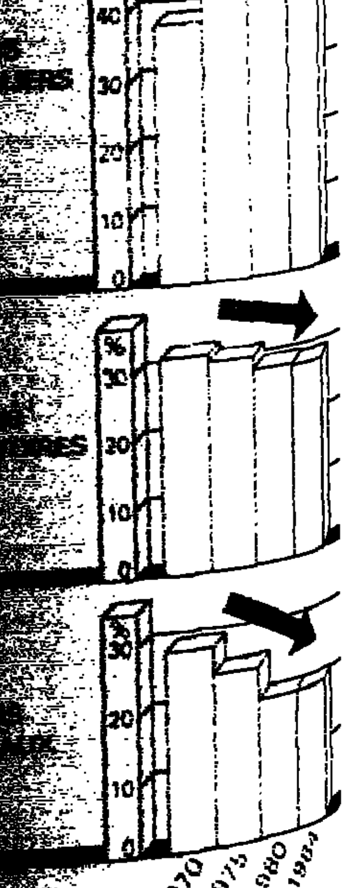
● « Radiologie thoracique systématique », *le Concours médical*, nº 17, vol. 109, 2 mai 1987.



Le poids des soins hospitaliers
Depuis 1980, plus de la moitié de la consommation médicale







A LA SANTÉ ET SON COÛT SOCIAL

adaptés à l'esprit démocratique

ces pourcentages que l'on a trop souvent tendance à assimiler à un « prélèvement » sur la richesse nationale, alors qu'ils en sont une des composantes. L'ensemble des activités de production de soins concourt à l'enrichissement, ne serait-ce qu'à travers les flux de revenus et les effets d'entraînement que génèrent ces activités. Le seul vrai problème est de savoir si les citoyens attribuent implicitement à la protection de leur santé une valeur à hauteur des coûts du système de soins dont ils se sont doté.

Aucune réponse tranchée ne peut être apportée à cette question, mais la façon dont chaque type de système tente de résoudre les problèmes posés par la contrainte de financement est un moyen d'y voir plus clair. Ainsi, par exemple, le système suédois est globalement coûteux : les dépenses de santé représentent un peu plus de 10 % du PIB, alors que son financement est assuré par la fiscalité et que les revenus des médecins, agents des collectivités locales, y sont jugés si bas qu'existe une véritable crise de la formation médicale. Peu de solutions s'offrent en fait au pouvoir central, représentant l'intérêt général, pour contrecarrer les logiques d'expansion régionale. Fixer une norme de croissance qui s'appliquerait à toutes les régions ou moduler les taux en fonction des besoins reviendrait à mettre profondément en cause une décentralisation à laquelle la population reste attachée. Le cas suédois illustre ainsi fort bien ce que peut être une forme de consensus social entérinant que la médecine contemporaine est coûteuse si on la veut de qualité et accessible à tous. L'expression de ce consensus apparaît d'autant plus facile, et chère sur le plan collectif, qu'il se réalise localement là où les arbitrages sanitaires prennent une dimension politique plus explicite.

A l'opposé, l'exemple britannique démontre qu'un système financé centralement par la fiscalité générale peut se révéler économe en ressources (7 % du PIB) et socialement acceptable, à condition d'en assumer pleinement les conséquences : les arbitrages et les files d'attente. Le rationnement centralisé des ressources est, en effet, rigoureux en Grande-Bretagne. Il implique nécessairement que, relativement à des pays plus riches et consacrant une part plus importante de leur PIB au système de soins, les modalités de satisfaction de la demande se réalisent dans des conditions différentes. Sans conséquence mesurable sur la santé publique, ces conditions ont le mérite de leur clarté, elles en ont aussi le défaut : le système britannique sert souvent de repoussoir aux systèmes plus opaques.

Ainsi, la logique du rationnement, surtout évidente sur le plan hospitalier, peut conduire à des situations éthiquement délicates. Par exemple, les postes de dialyses rénales sont en nombre limité comparé aux pays européens. Les arbitrages financiers ont été effectués au profit de la transplantation rénale. Ils ne permettent cependant pas de prendre en charge la totalité des insuffisants rénaux chroniques. On peut, certes, dénoncer une telle situation ; mais, ce faisant, n'est-ce pas plus le fait de choisir que la nature même du choix que l'on dénonce : aucun système de santé ne sera jamais à même d'offrir à chacun la réponse à tous ses besoins.

Quant aux files d'attente, elles démontrent l'existence d'une demande, excédentaire, que le volume des ressources consacrées à la santé ne permet pas de satisfaire immédiatement. Ainsi, par exemple, hors situation d'urgence, une admission à l'hôpital peut prendre de plusieurs mois à un an (un tiers des patients admis dans les hôpitaux britanniques attendent plus de six mois). Si l'on admet que cette attente n'a aucun effet dommageable pour la santé du patient, on est dans une situation où, de façon caricaturale, il y a renonciation collective à la réalisation d'avantages intangibles (réduction de l'inconfort, de l'incertitude, de l'anxiété...), des avantages qui, ailleurs, semblent se payer fort cher. Le système britannique trouve, d'autre part, un élément de régulation remarquable dans le fonctionnement de son système privé. Comme le disait Michael Lee : *« Les patients qui choisissent une assurance privée veulent payer pour ne pas attendre ; ceux qui bénéficient du National Health Service (NHS) attendent pour ne pas payer. »*



Dérive des réformes

AINSI, les cotisations faites auprès des assurances privées transfèrent l'intégralité du coût d'amélioration du confort à ceux qui en manifestent la volonté sans que leur contribution fiscale en soit réduite. A la condition que la qualité des soins offerts par le NHS soit maintenue, ce qui, jusqu'à présent, a été le cas, la rationalité du système paraît indiscutable. D'autant plus que ceux qui ont recours aux soins privés réduisent la file d'attente des malades du NHS, contribuant, de façon involontaire, à accroître les effets redistributifs du système. Peu coûteux et disposant de mécanismes régulateurs adaptés, le « modèle » britannique pose, en fait, deux problèmes – son acceptabilité socioculturelle (évidente en Grande-Bretagne, moindre en France, par exemple), et, pour les bénéficiaires des soins financés par le prélèvement social comme en Suède, la renonciation au recours à la médecine libérale.

De tels problèmes, le système américain ne les connaît pas. Sa principale difficulté, hormis les problèmes d'équité, réside dans la forte progression du financement public des dépenses de santé, – 22 % en 1960, plus de 42 % en 1983, – que les tendances en matière démographiques ne viendront que renforcer. Un effort tout particulier a été entrepris récemment pour rationaliser les facturations hospitalières à la charge du Medicare : c'est la tarification par groupes de diagnostics analogues (GDA). Le contrôle étatique s'est ainsi considérablement renforcé puisque l'administration fixe le système de prix dans lequel s'exercera la concurrence pour ce qui représente plus d'un quart des dépenses hospitalières. Comment, alors, interpréter les efforts, déjà anciens, pour favoriser le développement de la médecine prépayée de type Health Maintenance Organization (HMO) *(voir pages 16 et 17)* ? Deux raisons manifestes, liées aux espoirs mis dans la capacité de cette médecine à être moins coûteuse peuvent être avancées : les bénéficiaires des programmes fédéraux pourront y avoir accès (réduisant ainsi l'effort de financement collectif) et l'accessibilité générale du système de soins sera améliorée (limitant globalement les interventions publiques). Au fond, le pari est fait que c'est à partir d'une transformation profonde de l'organisation des pratiques médicales et des modalités de leur financement que l'on pourra éviter l'obligation de constituer un vrai système de protection maladie généralisé. La France dispose d'un tel système et il convient d'en examiner rapidement les principales difficultés.



(Roger Viollet)

INAUGURATION D'UNE CAISSE DE SÉCURITÉ SOCIALE EN 1947, EN RÉGION PARISIENNE
Un héritage aujourd'hui menacé

(B. Bisson-Sygma)

A L'OCCASION D'UNE VISITE DU MINISTRE DU TRAVAIL A SAINT-ÉTIENNE
Le refus d'une médecine à deux vitesses

Le gros problème que rencontre le système d'assurance-maladie français, son financement, tient dans un constat évident : les dépenses continuent d'augmenter plus vite que la croissance du PIB, alors que les recettes plafonnent, voire régressent. En d'autres termes, les Français consacrent de plus en plus de leurs revenus à consommer des soins médicaux (près de 13 % de la consommation des ménages, contre 6,5 % en 1960) quand les mécanismes traditionnels de redistribution entre actifs et inactifs sont de moins en moins efficaces en raison du chômage et du vieillissement de la population.

Deux logiques de réformes peuvent se déduire de ce constat :

– transférer vers d'autres mécanismes redistributifs le prélèvement social et le financement des dépenses ;

– tenter de freiner la croissance par des mesures s'exerçant sur les offreurs et les consommateurs.

Jusqu'à présent, seul le deuxième type de réforme a été appliqué. L'accroissement des tickets modérateurs, la suppression de la 26ᵉ maladie donnant droit à une prise en charge à 100 %, enfin le budget global, en sont les exemples les plus frappants. Il en résulte un système complexe, pour ne pas dire incohérent, dont la régulation reste inflationniste avec, entre 1985 et 1986, un accroissement de 7,1 % en volume des soins ambulatoires et notamment de 13,8 % des analyses biologiques. La moitié des dépenses sont rationnées par la tutelle publique – fixation d'un taux directeur pour les dépenses hospitalières publiques, – mais financées par l'assurance-maladie, qui ne joue plus qu'un rôle de collecteur de fonds et de payeur. A l'opposé, l'hospitalisation privée et les soins ambulatoires, où prédominent les activités libérales, sont encore financés *a posteriori* selon les règles traditionnelles : prix de journée, nombre d'actes médicaux et paramédicaux.

Une telle situation a conduit certains à proposer des réformes combinant de façon originale la restructuration de l'offre et la généralisation du prépaiement selon un modèle assez proche du système HMO américain (projets de Réseaux de soins coordonnés). Sans s'étendre sur la critique de ces projets, rappelons que le fonctionnement du système proposé nécessite inévitablement sa généralisation, donc la disparition des formes traditionnelles de couverture et de prise en charge du risque maladie. On serait alors dans une situation où le niveau d'ensemble de la couverture maladie serait remis en cause par le renvoi vers les « assurés/abonnés » d'une part accrue du financement direct des dépenses de santé. A la différence majeure du système britannique, les contributions volontaires ne constitueraient pas un complément externe, marginal et régulateur, par rapport au système général. Bien au contraire, en jouant de fait sur l'étendue et le type de risques couverts ainsi que sur la qualité des soins que peuvent (ou veulent) se payer les assurés, c'est le droit même à la totalité des prestations, quel que soit le revenu des individus, qui se trouverait aliéné. Le prélèvement social restant obligatoire, c'est bien la construction d'un système de santé dual dont ces projets sont porteurs. On se rapprocherait ainsi d'une situation « à l'américaine », une situation de crise profonde aux yeux de nombreux observateurs, tant en raison des inégalités sanitaires flagrantes que des coûts élevés supportés par les finances publiques. En fin de compte, tout l'enjeu d'une nouvelle donne en matière d'assurance-maladie tient dans la capacité à résoudre deux grands types de problèmes :

– empêcher le développement d'inégalités, implicitement acceptées en raison de la « nécessaire » diminution des dépenses. Les mesures prises actuellement en matière de remboursement des soins apparaissent à cet égard particulièrement dangereuses. Elles auront en particulier pour effet de limiter l'ampleur de la redistribution allant des actifs vers les plus âgés, c'est-à-dire les plus malades et les plus démunis financièrement.

– améliorer la transparence du système. En d'autres termes, trouver le moyen de permettre à la population de s'exprimer sur les arbitrages à réaliser entre le degré de satisfaction de son « besoin de santé » et la contribution financière nécessaire à cette satisfaction. Le système français se révèle particulièrement opaque : la diversité des régimes d'assurance-maladie, les inévitables compensations entre ces régimes et, surtout, le principe même d'une redistribution allant des bien-portants vers les malades et des actifs salariés vers les inactifs font que les liens existant entre cotisations et prestations apparaissent bien ténus. Plus grave encore, à notre sens, la fixation des taux directeurs des budgets hospitaliers – une décision fondamentale quant aux grandes orientations prises par le système de soins – échappe totalement au débat politique en raison même de la nature du financement des dépenses.

A l'exemple de pays comme la Suède ou la Grande-Bretagne, il semble pourtant que la population puisse être associée clairement et publiquement aux choix qu'il conviendra de réaliser. Existe-t-il, au fond, d'autres solutions que la fiscalisation des recettes et l'arbitrage démocratique sur le niveau du budget de la santé pour que le compromis entre droit à la santé et coût de la réalisation de ce droit se réalise dans des conditions socialement acceptables ?

JEAN-LOUIS LANOË.

Calendrier des fêtes nationales

1ᵉʳ-30 juin

1	TUNISIE	Fête nationale.
4	TONGA	Fête nationale.
7	TCHAD	Fête nationale.
12	PHILIPPINES	Anniv. proclam. de l'ind.
17	ISLANDE	Fête nationale.
23	LUXEMBOURG	Fête nationale.
26	RÉP. MALGACHE	Fête nationale.
30	ZAIRE	Fête de l'indépendance.

Quel déficit ?

LE flou des concepts utilisés, le caractère partiel des analyses, affaiblissent singulièrement la portée des conclusions dans le débat sur le déficit de la Sécurité sociale.

En premier lieu, les chiffres les plus souvent cités dans la presse (solde d'exercice de 1987 : – 30 milliards de francs ; niveau de trésorerie en fin d'année : – 20 milliards de francs) ne concernent que le seul régime général des salariés de l'industrie et du commerce. Dans le domaine de la santé, celui-ci représente près de 80 % du total des prestations. Par contre, dans le domaine des retraites (1), la multiplicité des régimes spéciaux et le poids des régimes complémentaires de salariés réduisent sa part dans le total des pensions à 30 % de l'ensemble. Tous risques confondus, son poids dans le système de protection sociale n'atteint que 57 % des prestations versées. Raisonner sur ce seul régime, en laissant de côté notamment les régimes spéciaux (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, mineurs, etc.), réduit sensiblement le champ de la réflexion.

D'autre part, même à s'en tenir à un seul régime, le chiffre proposé n'est pas toujours une mesure satisfaisante de sa situation financière : la prise en charge de soldes déficitaires de certains régimes (salariés agricoles, mineurs pour le risque d'accident du travail, etc.), les mécanismes de compensation, la prise en charge des cotisations ou des prestations de catégories particulières d'assurés, obscurcissent les évolutions. Les « gains non reconductibles » (mesures de trésorerie, décalages comptables, produits financiers), selon l'expression du rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale de décembre 1986, peuvent masquer pendant un temps la situation réelle. Ce rapport estime, par exemple, à 20 milliards de francs pour l'année 1985 l'effet de ce type de mesures.

La seule démarche satisfaisante en ce domaine consiste donc à redresser le solde constaté pour reconstituer la véritable tendance. Elle aboutit, selon la Commission des comptes, à mettre en évidence *« un différentiel spontané d'évolution entre les recettes et les dépenses d'environ 2 % du total des dépenses »*.

Enfin, les difficultés structurelles du régime général ne peuvent être isolées de l'évolution économique d'ensemble. La croissance du chômage est responsable à la fois d'une partie de l'accélération des dépenses et du freinage très sensible des ressources, puisque les cotisations, assises sur les salaires, en constituent l'essentiel. Ainsi, en 1986, l'assiette des cotisations n'a progressé que d'environ 4,6 %, alors que les prestations connaissent une croissance nettement supérieure, proche de 8 %.

Dans l'ensemble des pays développés, le problème du financement de la protection sociale sert de révélateur à deux types d'attitude. Pour les uns, c'est le niveau des prélèvements qui commande celui des dépenses : la volonté clairement affichée de ne pas dépasser un certain seuil de taxation conduit à privilégier une remise en ordre, voire une diminution des dépenses, sans modifier les modes de financement. Pour les autres, l'existence d'un seuil maximal de prélèvements obligatoires est une illusion d'autant plus contestable que le mode de calcul de cette notion est lui-même sujet à caution. L'infléchissement des dépenses ne peut, en tout état de cause, qu'être assez lent ; d'où la nécessité de trouver, pour le court terme, de nouvelles formes de financement.

Les états généraux de la Sécurité sociale ont d'ailleurs pour mission de s'interroger *« en termes de compétitivité sur la structure de financement des prélèvements sociaux »*. Loin des remises en cause radicales du début de la décennie 80, l'heure des évolutions progressives, débouchant sur des aménagements limités, semble donc être venue.

JEAN-PIERRE CENDRON,
chargé d'étude à l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC).

(1) Le système des retraites fera l'objet d'un article spécifique dans le numéro de juillet du *Monde diplomatique*.

LES IMPÉRATIFS DE

La médecine « prépayée » aux

Par
JEAN-PAUL MOATTI *
et JEAN-LOUIS LANOË

TOUT *en soulignant qu'il faut « éviter de transposer à la France des mécanismes adaptés à la société américaine (...) moins en avance que l'Europe dans la protection sociale »*, les auteurs d'un récent projet de réforme du système de santé français (les réseaux de soins coordonnés) se réclament de l'expérience des organisations de soins de santé (Health Maintenance Organizations, HMO) aux Etats-Unis (1). L'introduction de la médecine prépayée serait censée briser la convergence d'intérêts entre patient (*« j'ai cotisé donc j'ai droit »*) et médecin prescripteur (*« plus d'actes signifie plus de revenus »*) qui entretient les tendances actuelles à la surqualité et au gaspillage. Elle inciterait à la concurrence sur la base du rapport qualité/prix des prestations et permettrait de rapprocher le fonctionnement économique du système de santé de celui de n'importe quel secteur d'activité normal de production de biens et services à destination du consommateur (2). Ainsi, le recours à des mécanismes de marché viendrait-il apporter au problème de la maîtrise des dépenses de santé une solution plus harmonieuse que l'intervention bureaucratique des pouvoirs publics appelée, sans cela, à s'étendre et à aggraver les dysfonctionnements du système. Est-il fondé de tirer de telles leçons de l'expérience des HMO aux Etats-Unis ? Leur exemple vient-il étayer de façon concrète l'affirmation, d'inspiration néo-libérale, selon laquelle le renforcement de la concurrence favorise une utilisation des ressources plus rationnelle et plus efficiente dans le système de la santé ?

Les performances du système de santé américain peuvent difficilement faire référence *(voir l'encadré ci-dessous)*. Cependant, le pluralisme de ses modalités d'organisation et de financement des soins a permis l'émergence d'expériences originales telles que les HMO.

Des performances qui séduisent un peu vite

EN les désignant sous l'appellation de Health Maintenance Organizations, une loi fédérale de 1973 a donné un cadre juridique à des organismes de soins, à l'origine à but non lucratif, dont certains étaient déjà anciens : le plus important d'entre eux, la Kaiser Foundation, plus de 4 millions d'adhérents, date de 1930. Leur originalité tient au cumul de deux fonctions, ordinairement distinctes dans la plupart des systèmes de santé : celle d'assureur et celle de producteur de soins. En effet, les HMO proposent, contre paiement d'une prime annuelle, une gamme plus ou moins large de services de santé (de la prévention à l'hospitalisation) : le forfait ainsi versé constitue un prépaiement (ou paiement *a priori*) qui garantit à l'adhérent le recours libre, et sans débours complémentaires, aux services prévus dans le contrat. Une telle couverture du risque-maladie, d'ailleurs fréquemment financée par les employeurs plutôt que directement par les usagers, vient se substituer aux autres modalités d'assurance.

Au niveau des organismes de soins, un principe de capitation (montant forfaitaire par usager) remplace la rémunération à l'acte (3). Les adhérents sont pris en charge par des médecins qui sont soit partie intégrante du HMO (*staff-model*), soit seulement sous contrat avec lui (*group-model*). Quel que soit le mode de rémunération de ces médecins, le principe de financement de ces structures leur impose une double contrainte : réduire au maximum les consommations de soins de la population desservie (puisque celles-ci engendrent des coûts pour les HMO alors que leurs recettes restent fixes), tout en maintenant une qualité de soins satisfaisante.

Les coûts par adhérent sont en moyenne inférieurs de 10 % à 40 % dans les HMO, la limitation des dépenses étant imputable, pour l'essentiel, à une réduction de 25 % à 45 % des taux d'admission et des durées de séjour hospitaliers (4). Certes, la clientèle (13 millions de personnes en 1984), assez jeune, et riche en salariés d'entreprise, nécessite *a priori* un moindre recours à l'hospitalisation que la population générale. Dans treize études comparatives sur quatorze, il a été établi que les usagers des HMO avaient, avant leur adhésion, un taux d'admission hospitalière ainsi que des consommations moyennes de soins inférieurs de 10 % à 50 % à ceux du reste de la population (5).

Néanmoins, il est *« très improbable que des différences d'état de santé suffisent à expliquer de telles variations du recours à l'hospitalisation entre les personnes soignées dans le cadre des HMO et le reste des assurés* (6) ». Certaines expériences ont même montré que les HMO étaient en mesure de conserver ces résultats sans bénéficier d'une clientèle privilégiée.

La Rand Corporation a ainsi réalisé un véritable essai contrôlé, dans la région de Seattle où existe, depuis 1947, un puissant HMO qui compte aujourd'hui plus de 340 000 membres. Elle a comparé la consommation de soins de différents groupes de population, dont l'un comprenait des personnes déjà adhérentes au HMO et dont les deux autres étaient répartis par tirage au sort pour bénéficier, dans des conditions équivalentes, soit du HMO, soit d'une couverture médicale dans le secteur traditionnel (7).

La méthodologie expérimentale en vraie grandeur permet d'exclure les différences de caractéristiques des populations comme variable explicative du moindre recours à l'hospitalisation du groupe des « nouveaux adhérents du HMO » par rapport à celui des personnes restées dans le secteur traditionnel (40 % d'admissions et de journées d'hospitalisation en moins). De même, les expériences récentes, dans des conditions normales cette fois, d'intégration de personnes âgées couvertes par l'assurance publique Medicare à des HMO ont montré que ceux-ci peuvent fournir *« l'équivalent des prestations classiques à un moindre coût, ce qui leur permet d'offrir des services complémentaires en termes de prévention, de prothèses sensorielles ou de médicaments* (8) ».

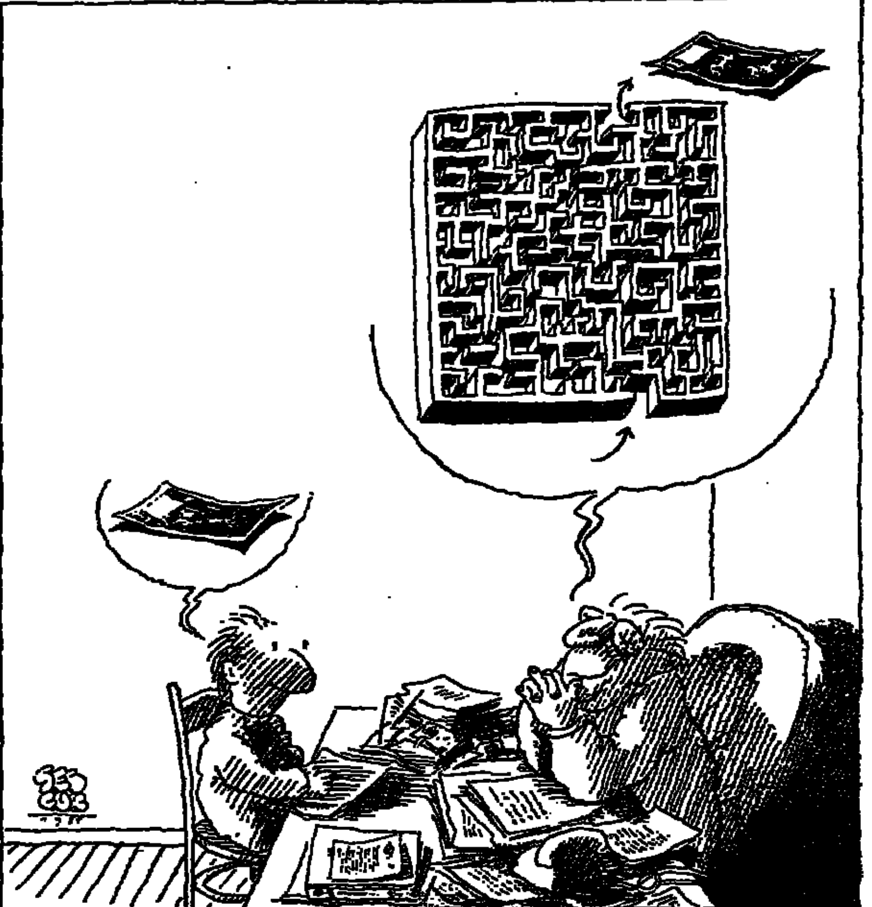
Si le potentiel des HMO ne peut donc être contesté, il subsiste un vif débat parmi les économistes américains de la santé quant aux raisons de ces résultats. Certains, comme M. Alan C. Enthoven, expliquent la plupart de ces économies par le prépaiement global et forfaitaire. Les experts de la Rand se gardent bien, pour leur part, de tirer des conclusions aussi péremptoires de leur expérimentation et se bornent à constater que les professionnels des HMO pratiquent simplement un style d'exercice de la médecine différent du secteur libéral.

Outre le prépaiement, bien d'autres facteurs peuvent expliquer les performances des HMO. Telle, par exemple, la pratique d'« exercice en groupe », et le rapport différent qu'elle tend à induire entre généralistes et spécialistes, incitant ces derniers à se concentrer sur les cas les plus graves : les cabinets de groupe avec maintien du paiement à l'acte semblent d'ailleurs produire le même type de réduction des hospitalisations de leur clientèle que les HMO (9).

Il est également probable que, de même que le patient « choisit » son médecin, le médecin « choisit » le type d'exercice qu'il préfère : un praticien qui a une attitude de prescription *« prudente »* et une *préférence pour la* médecine « lente » sera sans doute plus *attiré par un HMO* ; *d'autant que* ce cadre lui assurera un revenu plus élevé *que le secteur libéral à l'acte pour un* tel comportement. De même, les tech*niques et procédures* qui permettent d'économiser des admissions et des journées hospitalières (comme l'hospitalisation à domicile, la chirurgie en consultation externe, les centres d'équipements lourds de diagnostic en ambulatoire...) semblent plus rapidement adoptées dans les HMO que dans le reste du système (10).

Les économies réalisées par les HMO ne donnent aucune garantie quant à leurs effets macro-économiques d'ensemble sur l'évolution des dépenses de santé. Rien ne confirme que leur développement corresponde au modèle économique traditionnel dans lequel l'accentuation de la concurrence se traduit par une baisse des prix de l'assurance des biens et services médicaux. Les deux études *économétriques* les plus poussées (11) révèlent même une corrélation positive entre la part du marché des soins détenue par les HMO et le niveau des dépenses hospitalières par tête dans une même région, ce qui semble contredire l'idée que la présence des HMO favorise la baisse des prix hospitaliers. De même, la hausse des tarifs d'abonnement des HMO se révèle équivalente à celle des soins offerts par le secteur traditionnel (12). A long terme, un élargissement éventuel de la part des HMO, qui ne représentent aujourd'hui que 5 % à 7 % des chiffres d'affaires totaux des médecins, ne paraît guère devoir ralentir la croissance des dépenses de santé.

Historiquement, les premiers HMO des années 30 exprimaient une réaction de type mutualiste devant les insuffisances de la couverture sociale et les excès de la privatisation de la médecine. Il n'est pas étonnant que la tentative de l'actuelle administration américaine de récupérer l'expérience HMO dans sa propre stratégie de réduction de la couverture de l'assurance maladie publique et d'encouragement du secteur privé lucratif suscite débat, jusque dans les HMO eux-mêmes.



(Selçuk)

* Economiste à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

(1) Cf. Robert J. Launois, Béatrice Magnoni d'Intignano, Victor Rodwin, Jean-Claude Stephan, « Les réseaux de soins coordonnés : propositions pour un réforme profonde du système de santé », *Revue française des affaires sociales*, nº 1, janvier-mars 1985, et Pierre Giraud, Robert J. Launois, *Les réseaux de soins : médecine de demain*, Economica, Paris, 1985.

(2) Ce faisant, on néglige les nombreuses analyses qui ont montré que la spécificité de la production de soins et de la décision médicale conduisent par nature la filière santé à se situer en dehors des lois théoriques de fonctionnement des marchés. Voir notamment Kenneth J. Arrow, « Uncertainty and the Welfare Economics of Medical Care », *American Economic Review*, vol. 53, décembre 1967.

(3) La rémunération des praticiens du secteur ambulatoire sur la base de la capitation existe déjà dans des systèmes de santé aussi différents que le National Health Service britannique ou les contrats liant les médecins italiens aux unités sanitaires locales.

(4) Alan C. Enthoven, « The Rand Experiment and Economic Health Care », *New England Journal of Medicine*, 1984, 310, 23:1528-30.

(5) John H. Kleinman, « Effect of a Prepaid Group Practice on Use of Services », *New England Journal of Medicine*, 1984, 311, 13:862.

(6) Harold S. Luft, « Economic Incentives and Clinical Decisions », *The New Healt Care for Profit*, Institute of Medicine, National Academy Press, 1983.

(7) Willard G. Manning et al., « A Controlled Trial of the Effect of a Prepaid Group Practice on the Use of Services », *New England Journal of Medicine*, 1984, 310, 23:1505-11.

(8) John K. Inglehart, « Medicare turns to HMO », *New England Journal of Medicine*, 1985, 312, 2:132-6.

(9) Fred T. Nobrega, « Hospital Use in a Fee for Service System », *Journal of the American Medical Association*, 1982, 247, 6:806-10.

(10) John H. Lovin, « Same-day Surgery : Why Everyone is Learning to Love it ? », *Medical Economics.*, 1982, 59-12:110-116.

(11) R.G. Frank, W.P. Welch, « The Competitive Effect of HMO's : Review of Evidence », *Inquiry*, 1985, 22:148-161. Hay J.H., Leahy M.J., « Competition among Health Plans : Some Preliminary Evidence », *Southern Economic Journal*, janvier 1984.

(12) Joseph P. Newhouse et al., « Are Fee for Service Costs Increasing Faster than HMO ? », *Medical Care*, vol. 23, 8:960-66, 1985.

L'essor du capitalisme médical

L'ADMINISTRATION Reagan a adopté une attitude d'encouragement actif à ce que l'on nomme là-bas *« Corporate for profit medicine »*. A l'origine, les assurances privées sont venues remplir les vides de la couverture publique, en particulier pour les salariés de moins de soixante-cinq ans : plus de 80 % de leurs cotisations proviennent des entreprises qui négocient des contrats de groupe pour leurs employés. Près de 40 % de ce volume du secteur restent contrôlés par Blue Cross-Blue Shield, un organisme à but non lucratif, géré de façon décentralisée (le plus souvent au niveau des Etats) ; son chiffre d'affaires est à peu près équivalent au total de celui de la vingtaine de grandes compagnies à but lucratif opérant dans le secteur.

Les bouleversements sont plutôt venus des grandes chaînes hospitalières privées, cotées en Bourse, qui ont connu, ces dix dernières années, un développement foudroyant. Elles contrôlent aujourd'hui environ 15 % du total des lits de court séjour et affichent des taux de rentabilité financière parmi les plus élevés des branches d'activité américaines. A *elles seules*, les cinq principales chaînes privées (Hospital Corporation of America, Humana, American Medical International, *National Medical Enterprises et Lifemark*) possédaient déjà en 1981 63 000 lits hospitaliers ; la valeur de leurs actions (après ajustement par rapport à l'inflation) a été multipliée en moyenne par 3,5 pendant cette période, alors que l'indice général Dow Jones n'augmentait que d'un facteur 1,05 (1).

Phénomène plus récent encore puisqu'il remonte à peine à 1983-1984, mais révélateur des opportunités que leur ouvre la conjoncture, ces chaînes hospitalières lancent désormais leurs propres plans d'assurance-maladie privée, qui ont déjà attiré plus d'un million de clients (chiffre 1986) ; elles offrent des primes particulièrement avantageuses aux adhérents qui s'engagent à utiliser les services *des hôpitaux, cliniques* et professionnels qu'elles contrôlent ; mais, à la différence du réseau Blue Cross-Blue Shield qui s'y refuse, elles *n'hésitent pas* à introduire des mécanismes de « sélection des risques ». Ainsi, Pri Med, assurance liée à Hospital Corporation of America, impose un plafond maximal de remboursement de 250 000 dollars sur la durée de vie, qui est porté à 500 000 dollars pour ceux qui acceptent de ne fréquenter que les hôpitaux du groupe.

La *prise de contrôle* d'une structure de soins par ces chaînes assure inéluctablement dans la gestion la prééminence des *managers* sur les professionnels de santé (2). Traditionnellement, les médecins en tant que groupe professionnel ont dominé la *division du travail médical* et les modalités d'organisation de l'offre de soins. Les travaux de sociologues comme E. Freidson (3) indiquent qu'en dépit des contraintes de coûts croissants, le pouvoir qu'a le corps médical de rester maître de son propre travail *continue* de dépasser de loin la capacité de l'Etat à influencer la manière dont la médecine est exercée. On peut, *par contre*, se demander si la logique de concentration financière du capital et d'intégration verticale (de la demande à *l'offre*) qu'incarne l'essor rapide des chaînes hospitalières et des assurances à but lucratif ne représente pas une atteinte bien *plus* mortelle pour l'autonomie d'exercice de la profession que toutes les « tutelles ». Au-delà des idéologies, le libéralisme *économique* pourrait bien être le fossoyeur le plus efficace de la médecine « libérale ».

(1) Robert Wood Jonhson Foundation, *Updated Report on Access to Health Care for the American People, Special report*, Princeton, NJ, 1983.

(2) Institute of Medicine, *The New Health Care for Profit*, National Academy Press, 1983.

(3) E. Freidson, *La profession médicale*, Payot, Paris, 1984.

PROTECTION SOC

ats-Unis,

peau de chag

Par
CATHERINE SMADJA
et PHILIPPE FROGUEL *

LA PROTECTION SOCIALE

États-Unis, un modèle à suivre ?

L'administration Reagan, s'est efforcée de favoriser l'adhésion à des HMO des bénéficiaires de l'assurance publique Medicare (13). Mené au nom de l'élargissement de la concurrence, ce processus implique en fait que l'administration Medicare fixe les niveaux appropriés de tarifs d'abonnement qu'elle verse aux HMO en échange de cette prise en charge... ce qui revient à arbitrer politiquement les conditions de leur concurrence avec les autres producteurs de soins : on est plus proche d'un système de prix administré par l'Etat que du libre jeu du marché dont se réclament les discours.

Surtout, le danger est réel que les HMO soient incités à *« concentrer leurs efforts de marketing sur les personnes âgées les mieux portantes »*, ou à jouer la *sous-qualité* dans le cas de la clientèle financée par les assurances publiques (14).

Vers le milieu des années 70, la pression de l'administration de l'Etat de Californie, dont le gouverneur était alors M. Ronald Reagan, pour permettre l'adhésion des bénéficiaires du Medicaid à des HMO avait déjà provoqué des « résultats catastrophiques » pour cette « population vulnérable ». La réputation des HMO en a souffert de longues années. Plus récemment, le cas des HMO de Floride montre que la recherche de la rentabilité financière peut pousser à l'extrême les pressions sur les adhérents Medicare (pour les enrôler dans certains cas, pour s'en débarrasser dans d'autres) : une enquête du General Accounting Office du Congrès américain est d'ailleurs en cours.

L'accès des HMO à la clientèle Medicare peut certes contribuer à développer des substituts à l'hospitalisation des personnes âgées et à améliorer leur prise en charge, mais à condition que soit contrecarrée la tendance spontanée, inhérente au financement par « prépaiement », à sélectionner le « bon risque » pour maximiser les profits. Comme le souligne John F. Doherty, président du Group Health Association of America, le lobby national des HMO, il y faut une série de « garde-fous » : garantie du but non lucratif des HMO reconnus par Medicare, normes de publicité, d'adhésion et de droits individuels des adhérents (15). On est alors bien loin de l'idéologie néolibérale de la dérégulation et de la concurrence comme remèdes miracles, pour en venir à une intervention de la puissance publique visant à rationaliser l'offre de soins et à promouvoir des structures médicales d'exercice plus collectif.

Les confusions entretenues par le souci de mettre les HMO au service de l'apologie de la concurrence, quitte à s'opposer pratiquement à leur dynamique originelle de solidarité mutualiste, se retrouvent quant au rôle des professionnels de santé eux-mêmes.

En principe et dans les faits, le système HMO est compatible avec toute forme de rémunération des médecins. On rencontre effectivement dans certains HMO la formule de l'Individual Practice Association (IPA) qui fait appel à des médecins continuant d'exercer en clientèle privée tout en étant rémunérés à l'acte par le HMO avec lequel ils sont liés par contrat. Ils s'engagent à fournir des soins à ses adhérents, à accepter ses tarifs et ses procédures internes de contrôle des soins ; afin de contrebalancer le biais inflationniste inhérent au paiement à l'acte, certains IPA retiennent une partie des honoraires à verser aux médecins et redistribuent en fin d'année le surplus éventuel dégagé.

Mais c'est le salariat qui est la forme de rémunération caractéristique des professionnels des HMO. Pendant fort longtemps, l'American Medical Association (AMA) s'est d'ailleurs violemment opposée à l'exercice en HMO, qu'elle considérait comme une atteinte à la médecine libérale. Peu de médecins choisissaient de s'engager dans cette forme de pratique. Si aujourd'hui le corps médical américain adopte une attitude plus favorable, c'est principalement sous l'effet de la démographie médicale qui rend de plus en plus aléatoire l'installation en cabinet individuel. En définitive, le développement des HMO ne peut être que synonyme d'accélération *« du mouvement d'abandon du système du paiement à l'acte* (16) ».

Le néolibéralisme contre la médecine libérale

L'INTÉRESSEMENT des médecins aux résultats des HMO dans lesquels ils exercent ne relève pas toujours d'une participation aux bénéfices, mais tend de plus en plus à se rapprocher du rapport salarial classique qui relie l'emploi à la rentabilité de l'entreprise.

Aussi est-ce pour le moins jouer sur l'ambiguïté des mots face à un corps médical français qui continue d'associer le libéralisme et la rémunération à l'acte que de prétendre qualifier les HMO de *« seul bastion crédible de la médecine libérale »* comme le font les auteurs du projet français de Réseaux de soins coordonnés.

Quant aux problèmes de l'avenir de la profession médicale et de sa capacité à conserver le contrôle des mécanismes du pouvoir dans le secteur santé, l'exercice en HMO apporte une réponse qui permet d'échapper à la subordination directe au capital financier privé incarné par les chaînes hospitalières. Mais, dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'une adaptation aux contraintes de production et d'accroissement de l'offre des médecins, qui fait voler en éclats la stratégie traditionnelle de défense de l'autonomie du corps professionnel fondée sur l'exercice libéral individualisé et le paiement à l'acte.

En fait, l'absence aux Etats-Unis de système d'assurance-maladie généralisé (la mythique « National Health Insurance » qui ressort périodiquement des cartons des sénateurs démocrates) est la raison principale de l'existence d'offreurs financés par la capitation. Devant la multiplicité des modalités de couverture du risque maladie, l'individu est effectivement en mesure de choisir entre assurances privées à but lucratif ou non lucratif, abonnements à un HMO ou à une chaîne de soins privées (quand, bien entendu, il n'est pas bénéficiaire de l'aide publique ou de Medicare). Dans ce contexte bien particulier, l'individu peut opter pour la couverture la plus satisfaisante en termes de rapport qualité-prix, et le financement par capitation peut constituer la solution économiquement la plus rentable pour certains organismes de soins.

Mais que signifierait l'existence du prépaiement selon le principe de la capitation (montant forfaitaire par usager), voire sa généralisation, dans le cadre d'un système complet d'assurance-maladie comme en France ? En toute logique, l'alternative est la suivante :

– ou bien l'assurance-maladie du régime français de sécurité sociale continue d'assurer les recettes des offreurs, et son pouvoir (ou celui de sa tutelle étatique) s'en trouve renforcé puisqu'elle deviendrait à même de budgétiser l'ensemble des recettes des professionnels de santé ; dans cette hypothèse, le prépaiement équivaudrait à étendre à l'ensemble des soins, y compris la médecine de ville, le principe d'un budget global défini annuellement *a priori*, qui a été introduit pour les hôpitaux publics ;

– ou bien l'individu est amené à contracter un abonnement, directement ou indirectement par le biais de son employeur, avec une structure de soins intégrée, mais il y a alors incompatibilité avec les actuels mécanismes de financement socialisé de l'assurance-maladie. Quant à une solution de type intermédiaire, où coexisteraient capitation et autres modalités de financement, elle conduirait à un éclatement progressif du système de protection sociale dont on voit mal quels avantages pourraient en tirer les assurés.

L'expérience des HMO n'est pas pour autant dénuée d'enseignements pour les débats sur l'avenir du système de santé français.

Elle peut effectivement contribuer à la prise de conscience par le corps médical français que l'abandon (total ou partiel) de la rémunération à l'acte n'est pas forcément synonyme de régression dans la qualité de la médecine et dans le pouvoir de contrôle sur leur pratique par les professionnels. Elle peut ainsi favoriser le dépassement du caractère figé du débat actuel sur l'avenir de la médecine ambulatoire autour de la question du paiement à l'acte. La promotion de l'exercice en groupe, la recherche de nouveaux modes de contractualisation entre l'hôpital public et la médecine de ville, notamment dans le cadre des substituts à l'hospitalisation, peuvent rencontrer l'intérêt bien compris de la profession médicale dans la défense de son autonomie de décision et de pratique.

L'exemple des HMO confirme également que des modifications des principes de tarification peuvent créer des conditions favorables au décloisonnement des différentes filières de soins.

S'il est une leçon à retenir, pour la France, elle va plutôt dans le sens d'une confirmation des micro-ajustements déjà engagés que dans celui d'une illusoire réforme globale (17). L'introduction du budget global pour les hôpitaux publics, le renforcement de la coordination inter-hospitalière, prévue dans la loi de 1970 mais restée lettre morte, la possibilité de contractualisation budgétaire entre l'assurance-maladie et des groupes de praticiens (organisés ou non en centres de santé intégrés) constituent autant d'incitations à utiliser au mieux les ressources disponibles. Les diverses formes envisageables de tarification des unités de soins par enveloppe globale ne garantissent cependant une élévation de l'efficience économique du système qu'à condition d'être fondées sur une réelle évaluation des techniques et pratiques médicales.

En revanche, ce que l'expérience des HMO ne vient en aucun cas valider, c'est qu'un bouleversement des modalités de financement par le consommateur du système d'assurance-maladie dans le sens d'un plus grand pluralisme à l'américaine représenterait une quelconque avancée. La référence aux HMO ne ferait alors qu'être abusivement mise au service des multiples projets néolibéraux, plus ou moins dissimulés et radicaux, de remise en cause des principes d'équité et de solidarité de la couverture sociale dans notre pays.

JEAN-PAUL MOATTI
et JEAN-LOUIS LANOÉ.

(13) Actuellement, moins d'un million de personnes (contre 50 millions de bénéficiaires de Medicare ou Medicaid) adhèrent à un HMO. Des contrats pour des plans expérimentaux ont été passés entre Medicare et certains HMO qui concernent 200 000 personnes.

(14) Louis A. Fisher, « Medicare Turns to HMO : a Caveat », *New England Journal of Medicine*, 312, 17:1132, 1985.

(15) Témoignage devant le Select Committee on Ageing de la Chambre des représentants du Congrès américain, 9 juillet 1984.

(16) Paul Starr, Theodore Marmor, « L'avenir de la médecine américaine : prévisions sociologiques jusqu'en 1995 », *in* Jean de Kervasdoué, John Kimberly, Victor Rodwin (eds), *La santé rationnée*, Economica, Paris, 1981.

(17) Pour reprendre l'expression de Dominique Coudreau, directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, lors du Colloque du commissariat général au Plan sur « les politiques de santé étrangères », 25-26 mars 1985.

La peau de chagrin du système public après six ans de reaganisme

Par
CATHERINE SMADJA
et PHILIPPE FROGUEL *

TRÈS complexe, le système de santé américain repose à la fois sur le recours à l'assurance privée et sur l'intervention du gouvernement fédéral et des gouvernements des Etats. La plupart des Américains souscrivent des assurances couvrant, plus ou moins partiellement, selon le prix payé, leurs dépenses courantes de santé. Mais très peu peuvent souscrire des contrats les garantissant contre les risques de maladie longue, grave ou particulièrement coûteuse. Jusque vers le début des années 80, une très grande partie des cotisations était payée par l'employeur : il ne s'agissait pas d'une obligation légale, simplement d'une clause du contrat de travail, liée à des réductions fiscales. Or, de plus en plus, les nouveaux employés sont, depuis 1981, obligés d'accepter des contrats n'offrant pas cet avantage.

L'intervention de l'Etat concerne, outre les hôpitaux publics et la formation des médecins et personnels médicaux, certaines catégories de la population : en *1965*, dans le prolongement de la politique du Welfare, a été conçu un système de sécurité sociale : Medicare et Medicaid, qui représentaient en 1980 25 % du financement total des dépenses de santé.

Le Medicare couvre tous les Américains de plus de soixante-cinq ans, sans condition de revenus, ainsi que les titulaires de pension d'invalidité et les malades chroniques du rein. Le remboursement des soins aux bénéficiaires du Medicare s'opère selon deux système. La « part A », fondée sur la solidarité nationale, couvre les dépenses hospitalières ; les frais médicaux (produits pharmaceutiques et consultations de médecins libéraux) ne sont remboursés qu'aux bénéficiaires ayant souscrit une assurance volontaire, la « part B ». En 1980, on estimait que la part A du Medicare ne couvrait que 43 % du coût réel des soins, et, depuis 1981, ce pourcentage a nettement diminué.

* Respectivement enseignante et interne des hôpitaux de Paris.

Le Medicaid est un système fédéral géré par chaque Etat et destiné aux plus défavorisés : 22 millions de bénéficiaires (handicapés, cas sociaux) étaient recensés en 1980, les conditions d'admission variant beaucoup d'un Etat à l'autre ; un système de tiers payant rétribue directement les médecins qui ont accepté les tarifs imposés par le Medicaid. De plus, il existe des allocations spécifiques (Allocation for Family with Dependant Children (AFDC), Food Stamps...).

La volonté de l'administration Reagan de supprimer le déficit budgétaire et de diminuer les impôts a entraîné, dès 1981, des coupes sévères dans les crédits alloués à ces organismes.

Pendant le premier mandat de M. Reagan, les réductions ont porté essentiellement sur les subventions du Medicaid et sur les fonds affectés aux pauvres, ce qui permettait de préserver l'électorat traditionnel de la classe moyenne blanche.

En 1981, 500 000 personnes ont ainsi *été* exlues de l'AFDC, 1 000 000 des droits aux Food Stamps, et 600 000 ont perdu le bénéfice du Medicaid : pour ces personnes, qui étaient déjà en deçà du seuil de pauvreté, cela signifiait l'exclusion de l'accès aux soins. En 1984, le Medicaid ne couvrait plus que 52 % des Américains vivant au-dessous du seuil de pauvreté (65 % en 1975), et ce taux était même inférieur à 20 % dans certains Etats. De 1981 à 1985, 12 % des économies budgétaires ont été obtenues aux dépens du Medicaid (qui ne représentait sur cette période que 7 % environ du budget).

Il était difficile de réduire davantage les crédits de cet organisme, et, lors du second mandat du président Reagan, ce sont les subventions au Medicare qui ont été diminuées. Depuis 1986, une franchise de 400 dollars (200 dollars en 1981) a été instaurée sur les frais hospitaliers (dont la couverture n'est que partielle) ; au-delà du 59e jour, l'hospitalisation ne donne plus lieu à aucun remboursement. Quant aux bénéficiaires ayant souscrit la « part B », les frais médicaux ne leur sont désormais remboursés que sur la base de 80 % d'un tarif « raisonnable » dicté par le Medicare, mais qui est loin d'être toujours accepté par les médecins, d'autant que ceux-ci ne sont payés – volontairement – qu'un peu plus tard.

De fait, aujourd'hui, plus de 2,5 millions de personnes âgées doivent payer elles-mêmes plus de 1 000 dollars chaque année pour se soigner. Les personnes âgées pauvres dépensent plus de 25 % de leur budget en soins médicaux, alors que, pour les personnes âgées ayant un revenu égal ou supérieur au triple du seuil de pauvreté, ce pourcentage n'est que de 4,5 % (1). Quant au budget de 1988, l'administration Reagan propose d'économiser 18,7 milliards de dollars, dont 36 % sur les programmes d'aide médicale ; les projets pour les années 1989, 1990 et 1991 prévoient d'économiser 55,1 milliards de dollars supplémentaires, grâce à une diminution des dépenses de ces organismes et à une augmentation de la participation des bénéficiaires et des employeurs privés.

Premiers signes d'une régression sanitaire

LES conséquences sur l'état sanitaire des Américains d'une telle politique sont encore difficiles à évaluer : de nombreuses maladies mettent plusieurs années à apparaître ou à se compliquer si elles ne sont pas dépistées ou traitées (hypertension, diabète...) ; en outre, la morbidité des populations exclues de *toute* protection sociale est *mal* connue, d'autant que M. Reagan a fortement diminué les crédits alloués aux instituts de statistique. Cependant, certains indices témoignent d'une détérioration de la santé des populations les plus défavorisées (2). Ainsi, la mortalité infantile (qui était déjà l'une des plus élevées des pays industrialisés) a presque cessé de diminuer aux Etats-Unis depuis 1982, et augmente même dans les régions les plus pauvres. Les enfants ont été les plus touchés par les restrictions budgétaires : un tiers seulement des enfants pauvres sont maintenant couverts par le Medicaid ; des centaines de centres de santé pédiatriques ont été fermés, la plupart des repas à prix réduit supprimés. On a vu insi réapparaître le syndrome de malnutrition (Kwach Arkor) des enfants, jusqu'ici apanage du tiers-monde. Les femmes enceintes sont aussi particulièrement touchées ; depuis 1981, le nombre de visites prénatales a diminué de 14 % (alors que le nombre de naissances augmentait de 4 %) ; seulement un tiers des femmes enceintes pauvres sont prises en charge par l'aide fédérale (3). Quant aux autres adultes, faute d'un recul suffisant, on se bornera à rappeler que l'augmentation de l'incidence des pathologies en tous genres chez les chômeurs, et généralement dans les milieux défavorisés, est maintenant bien établie dans tous les pays industrialisés. Une étude récente (4) sur les conséquences médicales de l'arrêt de la couverture sociale dans un groupe de cent quatre-vingts personnes montre qu'au bout d'un an leur état de santé s'est sensiblement dégradé, avec notamment une pression artérielle supérieure à celle des sujets témoins et une mortalité beaucoup plus élevée. D'autre part, l'instauration du système de financement hospitalier par « groupes homogènes de malades » (5) a conduit les établissements à inciter les médecins (souvent par le jeu de primes) à diminuer les frais d'hospitalisation : la durée du séjour moyen a ainsi chuté de 12 % en trois ans, le personnel a diminué de 8 %.

Pour de nombreux spécialistes, les économies réalisées grâce à cet ensemble de mesures ne seront pas efficaces à long terme : on a montré en effet que 1 dollar investi en soins préventifs prénatals ou en nutrition permet d'économiser 2 à 11 dollars en traitements ultérieurs pour les mères ou les enfants ; ce qui est à mettre en rapport avec l'augmentation des dépenses hospitalières (qui ont quadruplé en quinze ans) en grande partie imputable, selon une récente étude, aux coûts croissants de la réanimation aiguë respiratoire et néonatale (qui pourrait être largement évitée par la prévention), mais aussi au recul de la protection sociale, responsable d'hospitalisations plus tardives des malades (6). Au cours de ces deux dernières décennies, les dépenses de santé ont progressé dans l'ensemble à un rythme d'environ 20 % par an, jusqu'à représenter 10,8 % du PNB en 1983 (7).

Finalement, il apparaît que la politique actuelle de régulation des coûts a non seulement des effets néfastes sur la santé des Américains les plus défavorisés, mais que, de plus, elle est loin d'être efficace. Au demeurant, la marge de privatisation du système de santé américain n'agit pas comme un facteur de limitation des coûts. Dans un domaine plus restreint, celui de l'hospitalisation, des études récentes (8) ont montré que les résultats financiers des établissements privés restaient moins bons que ceux des hôpitaux publics alors que leur coût social est plus élevé. Le gouvernement Reagan semble d'ailleurs être conscient des limites de l'initiative privée, puisqu'il a proposé de couvrir le risque « longue maladie coûteuse », qu'aucune compagnie privée n'assure actuellement, par un système de cotisations sociales, faisant ainsi appel à la *solidarité* ; sur ce point il fait l'unanimité, car les Américains restent très attachés aux systèmes d'assistance médico-sociale que représentent le Medicare et le Medicaid, si l'on se fie aux résultats des récents sondages (9).

(1) David Blumenthal, « The Future of Medicare », *New England Journal of Medicine (NEJM)*, 13 mars 1986.

(2) Marie O'Neil Hundinger, « Health Service Funding Cuts and the Declining Health of the Poor », *NEJM* ; 4 juillet 1985.

(3) Aux Etats-Unis, aucune législation fédérale n'oblige les employeurs à accorder un congé maternité.

(4) Nicole Lurie, « Termination of Medical Benefits : a Follow up Study one Year Later », *NEJM*, 8 mai 1986.

(5) Une étude statistique du coût moyen de 468 maladies a été réalisée conduisant à l'établissement de « groupes homogènes de maladies » *(Diagnosis Related Groups)*. Les hôpitaux ne sont plus payés en fonction des examens effectivement pratiqués et du coût réel de la prise en charge d'un malade, mais selon le forfait établi pour chaque DRG.

(6) William Naury Showstack, « The Role of Changing Clinical Practices in the Rising Costs of Hospital Care », *NEJM*, 7 novembre 1985.

(7) Elie Ginzberg, « A Hard Look at Cost Containment », *NEJM*, 30 avril 1986.

(8) John Michael Watt et Robert Derzon, « The Comparative Economic Performance of Investor Owned Chains and Not for Profit Hospitals », *NEJM*, 9 janvier 1986.

(9) *Newsweek*, 27 janvier 1987.

DÉLOCALISATION INDUSTRIELLE, BAISSE DE LA COMPÉTITIVITÉ

Comment la haute technologie américaine perd sa suprématie

LE déficit du commerce extérieur américain, surtout avec le Japon *pour les produits de haute technologie, provoque* aujourd'hui, outre-Atlantique, une remise en question en profondeur du concept de société post-industrielle. La « tertiarisation » des entreprises pourrait saper les bases mêmes de la compétitivité des Etats-Unis dans les secteurs de pointe.

Et l'injection massive de fonds publics dans la recherche-développement à dominante militaire n'est pas de nature à reconstituer ou renforcer durablement un tissu industriel que, déjà, les entreprises nippones investissent en force.

Par CHRISTIAN DE BRIE

Récemment mise en évidence (1), la désindustrialisation américaine, commencée dans les années 70, touchait jusqu'à présent des secteurs traditionnels, comme la sidérurgie, le textile ou les machines-outils. Bien que le processus se soit étendu et accéléré sous la présidence et l'administration Reagan, *qui ne firent rien pour l'enrayer ou en* atténuer les effets économiques et sociaux, il n'éveillait pas, jusqu'à ces dernières années, d'inquiétudes excessives outre-Atlantique. Au contraire, la désindustrialisation fut volontiers considérée par les néolibéraux adeptes du reaganisme comme le signe de *l'avance prise* par les Etats-Unis, davantage engagés que les autres pays dans la révolution post-industrielle et la *mondialisation* de l'économie qui l'accompagne.

*Les grandes entreprises et les capi*taux américains abandonnaient progressivement les anciennes productions manufacturières pour s'investir massivement dans les nouvelles technologies de pointe : informatique, électronique, robotique, télécommunications, matériaux composites, biotechnologies. *Leur maîtrise conditionne l'avenir*, leur champ d'application s'étend à tous les secteurs d'activité, y compris aux industries les plus traditionnelles, et les Etats-Unis y disposent d'une avance considérable et incontestée. Un nouveau paysage économique était en train de se dessiner. Les firmes multinationales et les sociétés les plus performantes s'organisaient en réseau (*network corporations*), concentrant leurs moyens sur la recherche-développement, les fabrications pointues et flexibles, la détention et la concession de brevets et de savoir-faire (*know how*), les activités de service : conception, organisation et contrôle du financement et de la gestion, marketing et publicité. Gravitant autour *d'elles, filialisées ou satellisées dans la* sous-traitance, l'exploitation sous licence et la concession de savoir-faire, les entreprises de production industrielle traditionnelle et de masse se déplaçaient vers le tiers-monde. Les nouveaux pays industriels devenaient les fournisseurs de produits bas de gamme ou semi-finis nécessitant de lourds investissements à la rentabilité incertaine, une main-d'œuvre nombreuse et *de préférence* bon marché. Produits qui restaient soumis à tous les aléas d'une demande variant en permanence avec l'accélération de l'évolution *technologique. Ainsi se perpétuait*, sur de nouvelles bases, l'hégémonie américaine.

Or ce beau schéma et les perspectives qu'il ouvre sont en train de buter *sur une réalité : pour la première fois* de leur histoire, les Etats-Unis ont enregistré en 1986 une balance commerciale déficitaire dans les secteurs de haute technologie.

S'appuyant sur une *série d'études* très récentes, la mission scientifique de l'ambassade de France à Washington vient de publier un rapport sur la situation et l'évolution de la haute technologie américaine (2). Un constat : dans un certain nombre de secteurs (composants électroniques, télécommunications, instrumentation) les positions américaines s'affaiblissent. La Silicon Valley est en crise ; de septembre 1984 à *septembre 1986*, la région a perdu 17 500 emplois et détient le record des locaux industriels vacants (34 %). Des firmes prestigieuses comme Intel, Advanced Micro Devices, Data General, Wang, ont enregistré des pertes sans précédent, et les perspectives s'annoncent moroses comparées aux taux de croissance de 20 % à 30 % d'il y a quelques années. Excédentaire de 27 milliards de dollars en 1980, le solde des échanges dans le domaine des technologies de pointe n'a cessé depuis de *se détériorer pour devenir* déficitaire de 2,5 milliards de dollars en 1986. Malgré une croissance rapide des exportations au cours de cette période (+ 29 %), et en raison d'une formidable poussée des importations (+ 165 %). Globalement, les performances n'y ont pas été meilleures que dans l'*ensemble de l'industrie*, traduisant une baisse de compétitivité des Etats-Unis à l'égard de leurs concurrents, et plus particulièrement du Japon. Dans les principaux secteurs de l'électronique et des technologies de l'information : électronique grand public, composants électroniques, bureautique, télécommunications, instrumentation, leur déficit commercial à l'égard du Japon s'est accru de 489 % entre 1980 et 1986. Des résultats qui semblent remettre en question la tradi*tionnelle suprématie américaine*.

Pour certains observateurs et responsables, cette *situation n'a rien* d'alarmant ; elle reflète seulement la nouvelle division internationale du travail et reste conforme au schéma exposé plus haut. Ainsi, le département du *commerce explique* la dégradation récente des échanges dans le domaine des hautes technologies par le recours de plus en plus fréquent des firmes américaines à la délocalisation de leur production dans les pays à main-d'œuvre bon marché. En 1986, par exemple, ATT a transféré de Louisiane à Singapour son usine fabriquant des récepteurs téléphoniques grand public. Au total pour cette dernière année, les sociétés américaines ont importé pour 70 milliards de dollars de leurs filiales situées à l'étranger. Par ailleurs, elles ont de plus de plus recours à la sous-traitance extérieure et à l'importation de composants et de sous-ensembles, voire renoncent à fabriquer elles-mêmes et achètent directement les produits finis revendus sous label américain. Ainsi, par exemple, Eastman Kodak achète directement au Japon ses magnétoscopes, bandes vidéo et photocopieurs *qu'il* revend *sous son* nom.

Une perte de savoir-faire

CEPENDANT, de plus en plus de voix s'élèvent contre les risques et les dangers de cette « tertiarisation » d'un nombre croissant d'entreprises américaines traditionnellement réputées pour leur activité industrielle. *« En renonçant progressivement à fabriquer, ces firmes risquent en effet de perdre peu à peu leur savoir-faire technologique »*, remarquent MM. John Zysman et Steve Cohen, professeurs à Berkeley (3). Et l'auteur du rapport de l'ambasssade de France ajoute : *« Perdant le contact avec la production, n'étant plus soumises à la nécessité d'innover pour abaisser leurs coûts, ces firmes risquent de perdre progressivement la capacité de détecter les innovations nécessaires à la fabrication de la génération suivante de produits* (4). » Là, sans doute, se trouve le problème crucial qui condamne à terme la stratégie des multinationales américaines et que confirme le jugement de M. Akio Morita, fondateur de Sony : *« Les sociétés américaines ont soit délocalisé leur production vers des pays à bas salaires ou ont commencé à acheter des pièces détachées ou des produits déjà assemblés à bas prix. Le résultat est une industrie américaine qui est en train de se vider de son contenu. Les Etats-Unis sont en train d'abandonner leur statut de puissance industrielle* (5). »

C'est une stratégie inverse qu'ont suivie les entreprises japonaises. Dans un premier temps, elles ont concentré leurs efforts sur les produits bas de gamme de la haute technologie, le plus souvent en se procurant brevets et savoir-faire américains. C'est la maîtrise acquise dans la fabrication de ces produits qui leur a permis de se familiariser avec la technologie et de se déplacer progressivement, au prix d'un gros effort de recherche-développement, vers le haut de gamme : micro-processeurs, robots, machines à commande numérique, ordinateurs de grande ou moyenne *puissance*.

Est-ce à dire que les Etats-Unis sont d'ores et déjà dépassés par le Japon, voire par certains pays européens dans les technologies de pointe ? Certaine*ment pas*. Tout d'abord, leur domination reste incontestable dans plusieurs secteurs, en particulier l'informatique et les biotechnologies. *Ensuite, ils dis*posent de deux formidables atouts. D'une part, le volume des ressources qu'ils consacrent au développement technologique : 100 milliards de dollars en 1984 (trois fois plus que le Japon), dont plus de la moitié sont fournis par le budget fédéral. Près des trois quarts des crédits publics, soit 36 milliards de dollars, vont à la recherche militaire (*l'énorme programme* de l'Initiative de défense stratégique, avec 3 milliards de dollars par an, représente moins d'un dixième de cette somme). D'autre part, l'expérience d'une puissante recherche industrielle appuyée sur un système universitaire sans équivalent, tourné vers les applications de la recherche et sur lequel se greffe un foisonnement de jeunes entreprises capables d'exploiter très rapidement les innovations technologiques, grâce aux capitaux mobilisés par les investisseurs à risque (*venture capitalists*).

Recours à l'intervention de l'Etat

ENFIN les Etats-Unis ont commencé à réagir, essentiellement sous l'égide des pouvoirs publics, qui développent des interventions dans plusieurs directions. Les efforts de recherche technologique se renforcent et se concentrent au sein de centres de recherche communs interentreprises et de centres de transfert de technologie université-industrie. Les premiers ont nécessité le vote d'un amendement à la loi antitrust, les seconds bénéficient d'un financement public. Ils consti*tuent un outil privilégié pour la forma*tion de spécialistes et le financement de l'innovation, même si l'on constate une proportion croissante d'étrangers dans les départements d'ingénierie des universités et si le capital-risque a tendance à s'essouffler et à se déplacer vers les services.

Par ailleurs, le Pentagone injecte massivement des crédits dans les secteurs considérés comme *stratégiques* ou menacés par la concurrence : programmes sur les composants électroniques à très grande vitesse (VHSIC), sur les ordinateurs avancés (Strategic Computer Initiative), Initiative de défense stratégique. Encore que les critiques se multiplient à l'égard de ces programmes considérés comme beaucoup trop sophistiqués pour servir au développement de produits civils et *dont les priorités sont très différentes* de celles choisies par les industriels en fonction de l'évolution des marchés. On constate également un retour en force aux activités de production en y recherchant une amélioration de la productivité par des investissements lourds dans les « usines du futur » (conception et fabrication assistées *par ordinateur et* robotique), où le travail humain, réputé coûteux et faillible, est réduit au minimum. Une solution qui ne fait pas l'unanimité : M. Fred Garry, vice-président de General Electric, y voit un effet de *« notre tendance nationale à rechercher des réponses simples, des solutions messianiques* (6) ».

Contrairement à une idée reçue et martelée par le patronat, salaires et main-d'œuvre n'ont qu'un impact limité sur la compétitivité, car ils ne représentent qu'une *faible part* de l'ensemble des coûts de production, 15 % en moyenne. *« Les investissements technologiques massifs ne sont pas une solution, cela rend seulement les problèmes encore plus difficiles. Même si vous supprimez tous les postes de travail, le coût du capital investi peut vous tuer* (7) », estime M. Bob Lutz, vice-président de Chrysler.

Reste l'intervention politique des pouvoirs publics, incités, d'une part, à prendre des mesures protectionnistes et, d'autre part, à réguler les échanges par une baisse systématique du dollar. C'est dans ces deux directions que le Congrès et la Maison Blanche se sont engagés résolument. Les effets de cette politique sur la balance commerciale et *la compétitivité de la haute technologie* américaine tardent à se faire sentir. Par contre, elle favorise l'afflux des capitaux japonais, encouragés par la baisse du dollar et qui, en prenant le contrôle de firmes américaines, se mettent à l'abri des dispositions protectionnistes.

« Ironie de l'histoire, conclut le rapport de l'ambassade de France, *les Etats-Unis font désormais partie pour les Japonais des pays à main-d'œuvre moins chère où ils ont intérêt à délocaliser une partie de leur production* (8). » Une occasion, pour les compagnies américaines en difficulté, d'*« un nouveau départ, grâce à l'injection de capitaux et de management japonais* [qui] *pourrait devenir vers la fin du siècle l'un des plus importants moyens de restructuration de l'Amérique* (9) ».

De l'analyse de l'évolution en cours on peut tirer quelques enseignements. D'abord, il n'y a pas de « réponses simples et messianiques » aux problèmes posés. Les positions acquises ne le sont que provisoirement. Une leçon de choses négligée par nombre de responsables qui se précipitent aux Etats-Unis, au Japon, voire en Corée du Sud pour découvrir, faire l'éloge et tenter de copier avec retard des solutions miracles qui n'ont déjà plus cours, se révèlent être des erreurs, ou sont complètement inadaptées aux réalités nationales. Ensuite, il est illusoire et dangereux de s'en remettre aux seules vertus du marché et de l'entreprise privée pour conduire l'évolution. Aux Etats-Unis, comme au Japon, l'Etat joue un rôle déterminant dans le financement et l'orientation de la recherche-développement sur les hautes technologies. La France, après la Grande-Bretange, risque de payer cher les ravages causés par le discours néolibéral (*voir l'article de Bernard Cassen, pp. 1 et 19*). Enfin, la révolution technologique va bouleverser dans les années à venir aussi bien les relations économiques et les rapports sociaux que les conceptions en vigueur sur le travail productif, le revenu et la répartition, *ainsi que bon nombre de pré*ceptes éthiques. Le changement n'est pas une fin en soi, pas plus que l'entreprise – aujourd'hui parée de toutes les vertus – qui se charge de le mettre en œuvre, sans contrôle ni principes. C'est aux citoyens, avertis des enjeux, qu'il appartient de fixer les orientations, le rythme et les limites de l'évolution en cours.

(1) Voir : Jean Lampérière, « Quand les Etats-Unis achètent à l'étranger leur matériel de production », *le Monde diplomatique*, septembre 1986 ; Pierre Dommergues, « La recherche industrielle, tremplin de la compétitivité américaine », *le Monde diplomatique*, janvier 1987 ; ainsi que les références bibliographiques de ces articles.

(2) Jean-Claude Derian, *La haute technologie américaine : compétitivité ou déclin ?*, rapport de la Mission scientifique de l'ambassade de France aux Etats-Unis, direction de la coopération scientifique, technique et du développement, ministère des affaires étrangères, Paris, 1987.

(3) Stephen Cohen et John Zysman, *Manufacturing Matters: the Myth of a Post-Industrial Economy*, Basic Books, New-York, 1987.

(4) Rapport de l'ambassade de France, *op. cit.*, première partie, p. II.

(5) *Business Week*, 3 mars 1986, p. 66.

(6) *Financial Times*, 18 mai 1987, p. 14.

(7) *Financial Times*, *op. cit.*, p. 14.

(8) Rapport de l'ambassade de France, *op. cit.*, deuxième partie, p. 27.

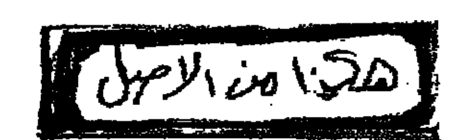
(9) *Business Week*, 14 juillet 1986.

Dossiers internationaux

Depuis quelques mois, à l'occasion de chaque nouvelle livraison du *Monde diplomatique*, une émission intitulée « Dossiers internationaux » est réalisée par les animateurs de Radio Zinzine (Forcalquier, tél. : 92-76-10-56). Les principaux collaborateurs du journal présentent leurs articles et commentent l'actualité internationale.

Ces « Dossiers » sont diffusés à des dates qui varient selon les stations, par les radios suivantes :

- **FRANCE :**
  Radio Clapas – Montpellier (Tél. : 67-58-29-08)
  Radio Beluga – Six-Fours-les-Plages (Tél. : 94-25-12-95)
  Intermodulation FM – Grenoble (Tél. : 76-47-21-21)
  Radio Pais – La Seyne-sur-Mer (Tél. : 94-63-07-15)
  Radio Bienvenue – Strasbourg (Tél. : 88-32-97-00)
  Radio Danger FM – Angers (Tél. : 41-88-19-68)
  Radio Dijon Campus – Dijon (Tél. : 81-67-68-69)
  Radio Saint-Afrique – Saint-Afrique (Tél. : 65-49-29-94)
  Radio Galène – Sisteron (Tél. : 92-61-10-11)
  Radio La Vie au Grand Hertz – Bordeaux (Tél. : 56-81-45-90)
  Radio Declic – Villey-le-Sec (Tél. : 83-63-90-90)
  Radio Trenels – Millau (Tél. : 65-61-00-43)
  Radio Oloron – Oloron (Tél. : 59-39-72-50)
  Radio Zone – Fernay-Voltaire (Tél. : 50-40-51-41)
- **SUISSE :**
  Radio Fréquence Jura – Delemont (Tél. : 066-22-98-44 ou 45)
- **BELGIQUE :**
  Radio Air Libre – Bruxelles (Tél. : 02-344-58-55)
- **BURKINA-FASO :**
  Radio Nationale – Ouagadougou
  Entrez Parlez – Ouagadougou.



LE REVERS DU MODÈLE BRITANNIQUE

Chômeurs et rentiers au pays du néolibéralisme réel

(Suite de la première page.)

En 1979, le « triomphe » électoral des tories, sous la houlette de Mme Thatcher, fut celui de 44,9 % des citoyens, et le fameux « *raz de marée* » de 1983, consécutif à la victoire militaire des Malouines, s'appuya seulement sur un « peuple conservateur » représentant 42,4 % de la population britannique. Ce mode de scrutin défavorise outrageusement les troisièmes partis : ainsi, en février 1974, les libéraux avec 19,3% des suffrages, c'est-à-dire plus de la moitié de ceux des travaillistes, obtinrent 14 sièges, contre 301 à ceux des amis de M. Harold Wilson. La création, en 1981, de l'Alliance, qui associe les libéraux de M. David Steel aux sociaux-démocrates de M. David Owen, a quelque peu modifié la situation puisque, en 1983, cette formation centriste obtint 25,4 % des suffrages (mais seulement 23 sièges), alors que les travaillistes, avec 2,2 % de plus, se retrouvaient à 209 à Westminster. Aussi rien n'interdit de penser que, dans les années à venir, le jeu politique britannique pourrait réellement se dérouler à trois – et donc impliquer la constitution de gouvernements de coalition, – et non plus à deux comme ce fut le cas depuis le milieu des années 20, lorsque le Parti travailliste évinça les libéraux comme deuxième « grand » face aux conservateurs, puis les marginalisa.

La décision de Mme Thatcher de convoquer les électeurs a donc été la résultante d'une évaluation optimiste de deux avantages combinés : celui dont, dans une élection triangulaire se reproduisant dans l'immense majorité des 650 circonscriptions, dispose tout parti qui domine – même de peu – des concurrents au coude-à-coude, et celui d'une conjoncture économique transitoire permettant de « vendre » le bilan de huit années de thatchérisme au vu du renversement de tendance de quelques indicateurs économiques, et surtout de celui, particulièrement sensible, de l'emploi... C'est en effet la baisse, pour le neuvième mois consécutif, du taux de chômage qui a précipité le retour devant les électeurs. Peu importe que l'instrument de mesure utilisé ait été modifié dix-neuf fois depuis 1979, et que la « baisse » en question se réduise à un jeu d'écritures consistant à radier de la liste des demandeurs bénéficiant d'aides publiques certains chômeurs de longue durée (2). Attendre septembre ou octobre eût été s'exposer à un nouveau gonflement des statistiques en raison de l'arrivée sur le marché du travail des jeunes en fin de scolarité.

A quoi tient la date de l'exercice de ce droit fondamental, en démocratie, qu'est le droit de vote... Car, même si le nombre officiel des chômeurs redescend (provisoirement ?) au-dessous de la barre des 3 millions, il faudrait une singulière dose d'amnésie pour oublier qu'il se situait à 1,6 million lorsque Mme Thatcher s'installa au 10, Downing Street en 1979. Mais l'examen critique de cet indicateur ne doit pas conduire à négliger l'évaluation des autres tendances lourdes qui, mises en branle avant Mme Thatcher, ont été considérablement accentuées au cours de ses deux mandats et font de la Grande-Bretagne un laboratoire exemplaire du néolibéralisme militant. Par-delà les bilans détaillés des « années Thatcher » (3), quelques idées-forces émergent : l'installation graduelle d'une société duale caractérisée par la promotion des inégalités ; l'exclusion sans fausse honte d'une fraction croissante de la population des circuits productifs ; la dislocation du corps social et la précarisation de l'emploi ; l'effondrement de la base manufacturière de la nation où naquit la révolution industrielle, au profit d'une économie dite de services et d'investissements massifs à l'étranger ; une dérive autoritaire teintée d'ordre moral.

Des milliers de nouveaux millionnaires

RIEN n'illustre mieux la coupure profonde entre les « deux nations » (4) que l'accroissement du nombre de citoyens qui, par leurs revenus, se situent au-dessous du « seuil de pauvreté » officiel, établi par le ministère de la santé et des services sociaux : 6 millions en 1979, 8,8 en 1983, 11,7 millions en 1986 (5), alors que, de 1983 à 1986, le nombre de millionnaires en livres sterling passait de sept mille à vingt mille. Par le biais de la fiscalité, en particulier, le thatchérisme a opéré une vaste redistribution à rebours des revenus dont M. Jacques Chirac, à bonne école, s'est sans nul doute inspiré pour combler de bienfaits et de passe-droits en tous genres les privilégiés français (6).

La coupure n'est pas seulement sociale mais géographique : des zones entières du nord et du nord-est de l'Angleterre se sont transformées en friches industrielles – usines à l'abandon, équipements publics délabrés, logements en voie de clochardisation, – au point qu'un journaliste du *Financial Times* a pu qualifier un lotissement de la ville de Birkenhead, proche de Liverpool, de « Soweto du Nord-Est » (7), et que lord Scarman, auteur du rapport sur les émeutes de Brixton de 1981, lançant au début de cette année la campagne britannique de l'Année des sans-abri, a annoncé l'avènement de la « société-bidonville » si le gouvernement ne prenait pas en charge le problème des 250 000 sans-abri, des 4 millions de logements ne répondant pas aux normes d'hygiène et de sécurité et du million de logements carrément insalubres. Autre élément d'instabilité : l'augmentation de 16 %, de 1981 à 1985, du nombre de travailleurs « flexibles », à couverture sociale réduite au minimum (travailleurs temporaires, à temps partiel, indépendants) qui sont aujourd'hui plus de 8 millions, soit le tiers des Britanniques disposant d'un emploi.

La désindustrialisation de la Grande-Bretagne peut se mesurer au fait que la production manufacturière se situe aujourd'hui à un niveau de 4 % inférieur à celui de 1979, l'ancien « atelier du monde » ayant été dépassé par l'Italie et rattrapé par le Brésil. La dégradation de la situation est particulièrement perceptible lorsqu'on examine le solde industriel : encore excédentaire de 3,6 milliards de livres en 1980, il est devenu déficitaire de 4,8 milliards en 1983 et de 8,5 milliards en 1986. Voilà un « succès » qu'en moins d'un an de pouvoir le gouvernement de M. Chirac a réussi à égaler puisque, en mars et avril 1987, le solde industriel français, traditionnellement positif, est devenu déficitaire, même en y incluant le matériel militaire et en tenant compte de la livraison de cinq Airbus.

Alors que la part des produits manufacturés dans le produit intérieur brut se situe à 30 % en RFA et au Japon, elle est tombée à environ 19 % aux Etats-Unis et à 20 % au Royaume-Uni. Cette chute est-elle compensée par l'extension de ces fameux services bénéficiant, en France, de la chaude sollicitude de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, qui, l'œil rivé sur les réussites de M. Reagan dans ce domaine, y voyait une des clés de l'emploi de demain ? (8). Si l'on accepte de classer sous la même rubrique le vendeur de hot-dogs, le balayeur du métro, le pilote de ligne et l'ingénieur informaticien, on arrive effectivement, aux Etats-Unis, à un pourcentage d'emplois du secteur des services qui s'élève à 75 % du total (contre 59 % en 1950). Et la quasi-totalité des 38,5 millions de nouveaux emplois créés entre 1965 et 1986 l'a été dans ce secteur. Mais déjà, de toutes parts, des voix s'élèvent outre-Atlantique pour remettre en question le concept même de « société post-industrielle », d'économie fondée sur les services et ce dans le cadre d'une réflexion sur les causes du déclin de la compétitivité globale de l'économie américaine *(voir l'article de Christian de Brie page 18)*. La tendance générale est à l'affirmation de la nécessité de la réindustrialisation pour rattraper une partie du terrain occupé par les deux champions de l'excédent industriel que sont le Japon et la RFA (9). Philippe Messine a récemment montré comment, dans le Nord-Est américain, « *une véritable entreprise de revitalisation est engagée... Une autre image du Nord-Est s'impose peu à peu : le « Waterbelt », la ceinture de l'eau, figure d'une nouvelle révolution industrielle, se substitue désormais à la caricature ricanante et désespérée du « Rustbelt », la ceinture de rouille* (10). »

Il va de soi que toute tentative de réindustrialisation passe par des investissements importants et par un effort accru d'innovation et de recherche-développement, public et privé, en cours aux Etats-Unis. C'est tout le contraire qui se produit en France et au Royaume-Uni. La frénésie de privatisation s'est traduite par la vente au secteur privé de plus de vingt entreprises nationales britanniques pour un total de 10 milliards de livres entre 1979 et 1986. Cette « *mise au clou de l'argenterie de famille* », selon l'expression de l'ancien premier ministre conservateur Harold Macmillan, récemment décédé, a mobilisé l'épargne populaire et les trésors de guerre des grands groupes financiers pour investir dans des entreprises déjà existantes, sans y créer un seul emploi, alors que, en 1987, l'investissement industriel britannique se situera encore, en pourcentage, bien au-dessous de la moyenne de la fin des années 70.

Travestissant, lui aussi, cette stratégie du coucou en avènement du « capitalisme populaire », M. Edouard Balladur a emboîté le pas à ses homologues britanniques en mettant sur le marché les actions délibérément sous-évaluées de Saint-Gobain et de Paribas, inaugurant ainsi la vague de privatisations à la française. Pour sa part, et dès son arrivée à l'hôtel Matignon en 1986, M. Chirac s'était empressé de réduire de 4 % le budget civil de recherche (au lieu de l'augmenter de 4 % pour maintenir la montée en puissance entreprise de 1981 à 1985), amputant en particulier de 40 % les crédits incitatifs destinés à la recherche industrielle. Aux dernières nouvelles, le premier ministre aurait eu la révélation, un an plus tard – et un an avant l'élection présidentielle, – que la recherche était une priorité nationale... M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, n'est pas en reste et promet aux enseignants du secondaire des lendemains qui chanteront... après 1988. Mme Thatcher a, elle aussi, vu la lumière et, dans son manifeste électoral, elle promet un effort en faveur du système éducatif alors que, en huit ans, la fraction du produit intérieur brut qu'elle y a consacrée est tombée de 5,3 % à 4,7 %. La fermeté sur les principes, dont les néolibéraux se prévalent volontiers, n'est pas, on le voit, exclusive de souplesse électoraliste...

Le second créancier international

INDIFFÉRENT au maintien de la base industrielle britannique, le thatchérisme a su, en revanche, se doter du plus important excédent mondial de la balance des rentrées invisibles, compensant ainsi largement le déficit de sa balance commerciale pourtant dopée par la manne du pétrole de la mer du Nord. Il faut dire qu'actuellement, avec des avoirs nets à l'étranger dépassant 160 milliards de dollars, le Royaume-Uni est le second créancier international après le Japon (11) et que ses services (tourisme, assurance, banque, etc.) ont progressé de 3,8 à 5,4 milliards de livres de 1981 à 1986. Dans un article au titre explicite « Une fois de plus, une nation de rentiers », l'hebdomadaire conservateur *The Economist* (12), favorable à Mme Thatcher, se demande s'il faut déplorer cette situation ou s'en féliciter, et conclut prudemment : « *Jouissez sans culpabilité des fruits de ces investissements mais ne les considérez pas comme un substitut raisonnable à l'augmentation des exportations visibles ou invisibles.* » Sage conseil, mais dont on ne voit pas comment il pourrait enrayer le cours historique de la glissade de la Grande-Bretagne sur sa ligne de plus grande pente économique : la prédominance du capitalisme financier sur le capitalisme industriel, vers ce que certains commencent à qualifier de *no-tech future*, un avenir non technologique et donc d'emploi décroissant.

(Magnum)

UN QUARTIER POPULAIRE DE MANCHESTER
Désintégration des familles, violence et consommation de drogue

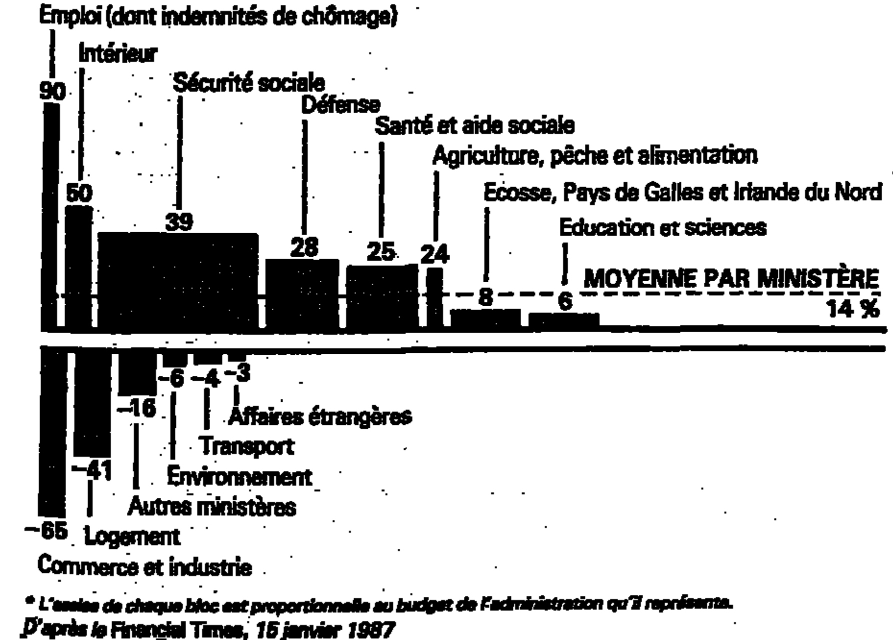
Le coût social d'une telle politique, non seulement en termes de chômage, mais aussi de désintégration des familles, de violence, de consommation de drogue, est très élevé. Un rapport récemment publié par l'université de Bristol évalue à 1 500 le nombre annuel de décès imputables chaque année au dénuement économique dans le Nord-Est. Qui peut s'étonner que la criminalité ne cesse de progresser, le dernier rapport annuel du ministère de l'intérieur faisant état, pour 1986, d'une augmentation de 7 % des crimes et délits ayant fait l'objet de plaintes ? Ce n'est pas faute pour le gouvernement d'avoir renforcé les effectifs et les rémunérations de la police, le ministère de l'intérieur ayant vu ses crédits bondir de 50 % en huit ans, alors que ceux du logement baissaient de 41 % et ceux du ministère du commerce et de l'industrie de 65 %.

La société britannique, longtemps réputée la plus « civilisée » d'Europe, offre ainsi de plus en plus l'image de la dureté, de l'exclusion, du chacun pour soi, de la négation des solidarités. C'est sans doute là l' « acquis » le plus tangible des années Thatcher : avoir rompu brutalement, dans le verbe et dans l'action, avec la logique de l'Etat-providence. Dans aucune capitale européenne un chef de gouvernement n'oserait, comme le premier ministre britannique, affirmer avec agacement que « *les gens dans le besoin sont totalement et correctement pris en charge* ». Le cynisme du propos tient sans doute à la personnalité même de la « dame de fer », dont les penchants autoritaires et la propension à assimiler à de la trahison l'expression de doutes sur les bienfaits de sa politique effraient nombre de ses amis politiques. Foin des discours sur la solidarité, la justice, etc., dont les autres gouvernements conservateurs croient nécessaire d'habiller les mesures d'austérité ! Ah, soupire Annie Kriegel dans les colonnes du *Figaro*, que la droite française n'a-t-elle le courage, elle aussi, « *de parler en rigueur sans que ses représentans soient, à l'excès, occupés de sauvegarder leur image d'esprits éclairés* (13) ». Mme Thatcher peut ainsi jouer sans vergogne les « gagnants » contre les « perdants », et remporter des succès idéologiques (14), dus, pour une très grande part, aux carences de l'opposition travailliste, qui, jusqu'à ces derniers temps, n'a pas su comprendre que, par exemple, certaines « conquêtes », syndicales ou autres, étaient perçues par l'opinion comme autant de boulets. Quand, face à l'opposition du Labour et des syndicats, le premier ministre impose la consultation des salariés à bulletins secrets avant le déclenchement d'une grève, ou quand elle permet aux locataires d'HLM d'accéder à la propriété de leur logement, elle marque facilement des points sur des terrains très populaires et facilite, dans les esprits, l'assimilation du conservatisme à l'extension des libertés. Les « années Thatcher » ont connu des soubresauts violents (notamment les émeutes de 1981 et la grève des mineurs en 1985) et, si elles s'allongent d'un nouveau mandat, elles risquent fort d'en connaître d'autres puisque leur logique dominante est celle de la confrontation et non de la cohésion nationale.

Moins d'emplois, moins de sécurité, moins d'égalité, voilà les trois points-clés du bilan que Mme Thatcher présente, sans état d'âme, aux électeurs britanniques. Aujourd'hui, il n'aurait guère, semble-t-il, la faveur des citoyens français : alors que, sur l'un d'entre eux – la sécurité, – M. Charles Pasqua revendique des résultats positifs dont son homologue britannique ne peut se targuer, les deux autres, où M. Chirac suit méthodiquement les traces de la « dame de fer », provoquent déjà les récriminations des déçus du 16 mars puisque, selon les sondages, ils en sont déjà à estimer qu'à leurs yeux « *le libéralisme c'était autre chose* (15) ». Qu'ils se détrompent, c'est bien cela et, pour le rencontrer encore plus vrai qu'à domicile, il suffit de traverser la Manche.

BERNARD CASSEN.

La croissance des dépenses publiques : 14 % en moyenne de 1978-1979 à 1986-1987
(Evolution en pourcentage, en termes réels)



* L'assise de chaque bloc est proportionnelle au budget de l'administration qu'il représente.
D'après le Financial Times, *15 janvier 1987*

(2) Voir Richard Layard et Andrew Clark « The jobs crisis goes on whatever the figures say », *Financial Times*, 11 janvier 1987 et l'éditorial « Politics of unemployment », *Financial Times*, 21 avril 1987.

(3) Voir François Poirier, « Les déboires de Mme Thatcher », *le Monde diplomatique*, mars 1986 ; Bernard Cassen, « Grande-Bretagne : vers l'avenir à reculons », *Pourquoi ?*, nº 223, mars 1987 ; Les quatorze articles de la série « The Thatcher Years » publiés dans le *Financial Times* du 23 mars au 9 avril 1987 ; Francis Cornu, « Le bilan ambigu de huit années de thatchérisme », *le Monde*, 13 mai 1987 ; « Crise ou sortie de crise en Grand-Bretagne », *Annales de l'université de Savoie, anglais*, nºˢ 9-10, 1987, Chambéry.

(4) Cette formule classique vient du titre du célèbre roman *Sybil ou les deux nations* que Benjamin Disraeli – qui allait devenir en 1867 un premier ministre au conservatisme éclairé – publia en 1845. Les « *deux nations* » de l'époque étaient, comme aujourd'hui, celle des riches et celle des pauvres.

(5) Voir Robin Pauley, « Britain's poverty line lengthens », *Financial Times*, 5 novembre 1986.

(6) Voir Christian de Brie, « Avalanche de bienfaits pour les privilégiés de la crise », *le Monde diplomatique*, février 1987.

(7) Joe Rogaly, « Divided they stand », *Financial Times*, 31 mars 1987. Voir également François Poirier, « Liverpool : reflets du déclin de l'empire britannique », *le Monde diplomatique*, mars 1987.

(8) Voir Claude Julien, « La porteuse de pain », *le Monde diplomatique*, septembre 1986.

(9) Voir le dossier « Can America Compete », *Business Week*, 27 avril 1987 et, en particulier, l'article « Is the US going the Way of Britain ? » ; Peter Behr, « A Dwindling of US Power », *International Herald Tribune*, 20 avril 1987 ; Anatole Kaletsky et Guy de Jonquières, « Why a service economy is no panacea », *Financial Times*, 22 mai 1987.

(10) Philippe Messine, *les Saturniens*, La Découverte, Paris, 1987. Voir l'analyse de cet ouvrage par Jean-Michel Quatrepoint dans *le Monde diplomatique* de mai 1987.

(11) Ainsi, de 1985 à 1986, les sociétés britanniques ont doublé le volume de leurs rachats de sociétés américaines en y consacrant 9,3 milliards de livres (voir *Financial Times*, 6 février 1987).

(12) « A rentier nation once more », *The Economist*, 13 décembre 1986.

(13) *Le Figaro*, 25 mai 1987.

(14) Voir Bernard Cassen, « Le thatchérisme à la conquête des esprits », *le Monde diplomatique*, juin 1983.

(15) Voir le sondage publié par *l'Expansion*, 17-30 avril 1987.

Quelque part en Côte-d'Ivoire

A Grand-Bassam,

La stagnation menace, en Afrique, les villes moyennes. Les citoyens habitent au village ou vont chercher fortune à la capitale. Grand-Bassam, autrefois chef-lieu du pays, reste chargée d'histoire coloniale mais vit maintenant d'expédients, supporte durement les effets de la crise et doit parfois s'en remettre à la charité internationale. Et pourtant, « tous les génies de l'océan et de la terre – *dit un écrivain* – veillent sur Grand-Bassam ».

Par **BERNARD GENSANE**

SUR le mur délabré d'un bâtiment en ruine, la municipalité a accroché une pancarte sur laquelle on peut lire : *« Utiliser les poubelles est un acte civique. »* Il y a belle lurette que plus personne ne se conforme à cette recommandation. A Grand-Bassam, comme dans bien d'autres endroits de Côte-d'Ivoire, il existe un certain décalage entre – disons – la société civile et les réalités : comment vivre ensemble en se conformant à des structures, à des schémas de pensée exogènes, tout en tirant parti, dans la mesure du possible, des retombées d'une économie extravertie ?

Ce jour-là, comme tous les autres jours, la lagune Ebrié, somptueuse étendue d'eau, séparait le quartier anciennement colonial des autres quartiers de Grand-Bassam. La violente réverbération du soleil accentuait l'impression d'accablement, de lenteur et de langueur. L'eau, que ne ridait pas le moindre souffle de vent, n'offrait aucune fraîcheur. Tout près, le marché, installé provisoirement, laissait s'échapper des odeurs pestilentielles.

Nous étions entrés dans Grand-Bassam par la route d'Abidjan, longue de quarante kilomètres, entre plantations de cocotiers et lagune. Une route bien calme en semaine, mais très animée le dimanche au moment de l'exode vers les plages du golfe de Guinée.

Devant le commissariat de police, des scènes de la vie de tous les jours. Un jeune policier avait rudoyé un vieux marchand sénégalais dont les papiers ne devaient pas être en règle. Le vieux n'admettait pas qu'on porte la main sur lui. A quelques mètres de là, dans la cour du commissariat, d'autres policiers continuaient à deviser indifférents ou poursuivaient la lecture de leur journal sous les manguiers. Mais leur jeune collègue ayant soudain menacé le vieillard d'aller chercher son arme, ils l'en avaient empêché. Et des passants attroupés avaient pris spontanément fait et cause pour le Sénégalais, car, dans l'Afrique traditionnelle, un jeune ne saurait molester un vieillard.

Ce mercredi, il y avait audience au tribunal de première instance. Près de la mairie, dans la salle de réunion où justice était rendue, une bonne centaine d'hommes et d'adolescents (originaires du Sahel pour la plupart) attendaient des jours meilleurs, allongés sur le sol sableux. En face, le « Congo », la salle de cinéma locale, appartenant à un Libanais, affichait *Les Barbarians*, *Yeelen* et un film indien de série B. Derrière ce cinéma, des prostituées (les « Ghanéennes », comme on les appelle ici un peu abusivement) offraient, derrière un simple rideau, leurs charmes pour 500 francs CFA (1).

Une centaine de personnes se pressaient dans la mairie en attendant qu'un huissier introduisît l'inculpé. Au-dessus de la tête de madame le juge, deux ventilateurs brassaient faiblement l'air chaud et humide. Une fillette, qui ne devait guère avoir plus de onze ans, accusait un plombier de trente-cinq ans, originaire du pays gouro, dans le centre du pays, d'avoir abusé d'elle à plusieurs reprises. Le gouro avait offert à l'enfant une paire de boucles d'oreilles. Apparemment, cette liaison était connue de tous, mais la famille s'était résolue à porter plainte après que la gamine eut contracté une maladie vénérienne. La salle suivait les débats sans émotion particulière, comme s'il s'était agi d'un vol de sandales. A la fillette, qui ne semblait guère traumatisée, madame le juge fit quelques remontrances, peut-être ne pourrait-elle jamais avoir d'enfants. Au plombier, elle fit remarquer qu'il avait *« la chance de résider dans une ville où il y avait des prostituées à tous les prix »* et qu'il était dès lors *« honteux de s'en prendre à une enfant »*. L'accusé niait mollement, répétant à plusieurs reprises une phrase qu'il avait sans doute apprise par cœur : *« Ceci est un démenti, madame le juge, je ne l'ai pas connue. »*

Le juge demanda au prévenu s'il était pratiquant. Le plombier amateur de Lolitas dit qu'il était catholique. *« C'est une circonstance aggravante, vous avez des instincts démoniaques. Comment pouvez-vous être excité par une fille qui n'a pas de seins ? »*

Le galant gouro fut condamné à deux ans de prison. La tête basse, il rejoignit sous bonne escorte la prison de Grand-Bassam, dans les cachots de laquelle plusieurs grands du régime avaient été emprisonnés quarante ans auparavant, lors des luttes émancipatrices.

Comme Saint-Louis-du-Sénégal ou Gorée, la ville de Grand-Bassam est chargée d'histoire coloniale. De ce passé, il reste un phare, éteint il y a trente ans et qu'on ne rallumera plus, et, surtout, d'imposantes maisons coloniales à l'architecture astucieusement fonctionnelle.

Aujourd'hui, ces maisons sont soit en ruine, soit habitées par des Bassamois aisés, car les loyers ne sont pas à portée de toutes les bourses. Elles appartiennent à des Libanais, à l'Etat ou à des familles locales prisonnières de problèmes d'héritage insolubles.

Le site de Grand-Bassam fut découvert vers 1470 par le navigateur portugais Soeiro Da Costa. Des négociants hollandais, danois et anglais précédèrent les Français qui y construisirent Fort-Saint-Louis en 1701. Il fallut attendre le dix-neuvième siècle pour qu'une colonie fixe s'installât. Les colons prirent possession de l'emplacement moyennant « coutumes » : pour 36 fusils, 36 barils de poudre, 36 pièces d'étoffe, 120 jarres de 5 litres d'eau de vie, 96 acquêts de tabac, le tout livrable chaque mois par douzième. Il leur fut permis de construire des fortins.

Les populations d'origine – Abouré et N'zima – cèdent alors le site de Bassam à la France pour une redevance annuelle de 4 000 francs or. Cette somme sera versée jusqu'en 1915. Les populations s'adonnaient principalement à la pêche et au commerce, exploitant le sel marin et échangeant l'huile de palme contre des produits européens.

Les premières factories s'installent en 1843. En 1852, 1 200 guerriers se révoltent et attaquent le fort. Un corps expéditionnaire français de 700 hommes, venus du Sénégal, mate la rébellion. La colonie de la Côte-d'Ivoire naît le 10 mars 1893 et se voit rattachée à l'AOF (Afrique occidentale française) le 16 juin 1895. En décembre de cette année, le Père Alexandre Hamard ouvre, à Grand-Bassam, la première école.

En 1900, la ville cesse d'être le chef-lieu de la colonie après une épidémie de fièvre jaune. Malgré cela, le « wharf » (débarcadère) est mis en service le 1er juillet 1901. Il mesure 175 mètres de long sur 7,50 mètres de large. L'année 1908 voit la création de la chambre de commerce. Pendant la première guerre mondiale, Bassam fournit son tribut de « tirailleurs sénégalais » qui iront mourir à Verdun ou ailleurs. Après la guerre, la ville connaît une ère de prospérité sans précédent. Une première scierie, la SCAF, ouvre en 1920. L'année suivante, 100 000 tonnes d'acajou sont exportées. Bernard Dadié, le père de la littérature ivoirienne, se souvient : *« C'était en 1928, Grand-Bassam, la cité des billes de bois. En effet, des billes, il y en avait partout. Billes venues de l'Agnéby dans le pays abbeu, billes venues de la Comoé dans le pays M'Gbato* (2). » C'était, ajoute Georges Courrèges, *« la grande époque de Bassam, l'époque des flonflons, des bals et des fêtes pour les Européens. L'époque où les forestiers viennent flamber à Grand-Bassam après leur saison d'abattage* (3). »

> *Pendant la fête de l'Abyssa, les N'zima doivent se purifier, se défouler, jeter les rancunes à la lagune*

Mais, à partir de 1930, Abidjan devient le premier pôle économique de la colonie : c'est là que la métropole a choisi d'installer le terminal du chemin de fer. Les grands paquebots accostent désormais au wharf de Port-Bouët. Et en 1934, le chef-lieu de la colonie est transféré à Abidjan. L'embarcadère de Bassam sera déclassé en 1951, après l'inauguration du canal de Vridi par le ministre de la France d'outre-mer de l'époque, François Mitterrand.

Deux ans plus tôt, Grand-Bassam avait été le lieu d'une action quasi héroïque (et qui est restée gravée dans la conscience collective nationale) menée par des militantes anticolonialistes. Le 6 février 1949, des responsables du Rassemblement démocratique africain (RDA) – fondé en 1945 par Félix Houphouët-Boigny – sont arrêtés après des incidents. Les femmes se mobilisent et une première marche sur Grand-Bassam a lieu le 4 août pour exiger la libération de Marcellin Sibo. Celle-ci obtenue, les détenus entament une grève de la faim. Et le 22 décembre 1949, la marche des femmes s'organise devant le palais de justice de Bassam. Les forces de l'ordre font usage de pompes à eau, lancent des grenades lacrymogènes et frappent les manifestantes. Une prise de conscience sur la situation coloniale se développe qu'on évoque encore avec émotion aujourd'hui.

Mises à part les maisons coloniales et cet acte épique, que reste-t-il du Grand-Bassam d'autrefois ?

Un monument aux morts, dédié aux victimes civiles de la fièvre jaune : une femme avec une gerbe de blé tenant sur son sein un homme mort. Un jeune garçon explique ainsi la signification de cette statue : *« La femme est allée chercher des plantes magiques pour ressusciter le mort. »* Pourquoi pas, en effet ?

Et puis, il y a l'Abyssa, cette fête rituelle des N'zima. Une fois par an, en octobre, cette ethnie qui ne possède pas de masque, fait entendre *l'attoungblan*, le grand tambour parleur des Akan. L'Abyssa tourne autour d'une légende merveilleuse : un chef eut sept garçons. Un esprit lui remit sept vases en or contenant du feu, un palmier, du riz, de l'argent, des ignames, des graines de palmistes, du maïs. De là naîtraient sept clans solidaires. Un jour, les hommes du clan de Mwavile se rendirent en forêt planter le maïs. Ils virent des êtres mystérieux qui dansaient au son d'un tam-tam céleste et qui leur conférèrent le tambour en les chargeant de planter à chaque récolte des graines de palmier. Ainsi naquit l'Abyssa, cette danse propitiatoire. Pendant la fête, les N'zima doivent se purifier, se défouler, jeter les rancunes à la lagune.

Jeanne et Bruno sont deux Français résidant en Côte-d'Ivoire depuis une quinzaine d'années. Lui enseigne les mathématiques au lycée, elle est provisoirement inactive. S'ils ne considèrent pas la Côte-d'Ivoire comme leur seconde patrie, ils savent qu'ils quitteront Grand-Bassam avec un fort pincement au cœur. Leur villa, une construction moderne, est située à deux pas de la mer, rue du Colonel-Monteil, et jouxte une imposante maison coloniale. Il reste à Grand-Bassam une dizaine d'assistants techniques français qui, parce qu'ils sont relativement jeunes et que la coopération jette ses derniers feux, ne souhaitent et ne peuvent cultiver le moindre sentiment d'appartenance au pays. La pharmacie est tenue par un Français et la boulangerie appartient à un « vieux Blanc », installé avant l'indépendance.

Dans l'entreprise Wolf, soixante employés s'occupent du traitement de la fibre de noix de coco. Mais l'entreprise SCAF sommeille. Cette menuiserie était autrefois la plus grosse source d'emplois. Il faut dire que le secteur secondaire attend un second souffle à Grand-Bassam : l'école de vannerie, les centres de céramique, l'usine à chaussures et les quelques fermes d'élevage de poulets n'offrent guère plus de deux cents emplois. On peut prendre un verre à « La Taverne », l'un des quelques restaurants (avec « l'Assoyam », « La Madrague », « Le Wharf », « La Paillotte ») tenus par des Français ; ainsi qu'au « Filet Bleu », propriété d'un Ivoirien administrateur financier à l'institut de cardiologie d'Abidjan. Jeanne et Bruno fréquentent les petits commerces libanais : une quincaillerie, une librairie (la « Librairie Descartes » !) Il y a aussi un horticulteur allemand, un restaurant vietnamien et des « maquis » qui, en bord de mer, offrent une nourriture locale de qualité et bon marché.



GRAND-BASSAM compte quelque 40 000 habitants. La ville coloniale c'est, comme son nom l'indique, le quartier France, et plus précisément le France résidentiel, où habitent, principalement des fonctionnaires, et l'Assoyam, l'ancienne « zone indigène ». De l'autre côté de la lagune, les deux tiers de la population vivent au quartier Impérial, avec ses sous-quartiers : Congo, Phare, Bramakoté, Belleville, Oddos. Les habitants sont des N'zima, qui cohabitent avec des Dioula et des Burkinabé. A Moosson ne vivent que des Abouré. Enfin, vers Aboisso, le quartier CAFOP (4), à vocation fortement résidentielle, abrite de jeunes cadres.

Les N'zima sont avant tout des pêcheurs de mer et de lagune, des bijoutiers et des planteurs. Les Abouré, quant à eux, ne vivent que du poisson. On pêche ici à la senne et au filet. Les pêcheurs n'zima ne se plaignent pas trop, malgré la concurrence de la pêche industrielle. Les pirogues sont généralement motorisées. Il existe une séparation totale entre les activités de pêche et la distribution du poisson jusqu'à l'intérieur d'une même famille. La femme achète à son mari le poisson qu'elle va transformer par fumage, et vendre sur les marchés de la région.

Les bijoutiers sculptent, dans la tradition akan, l'or baoulé. Les planteurs cultivent principalement la noix de coco, qui est d'un rapport sûr, et une activité moins fatigante que la culture de riz ou du manioc.

Les Dioula sont généralement de la deuxième ou troisième génération. Leurs parents s'étaient installés ici du temps du wharf, ils s'occupent traditionnellement des transports ou tiennent des petits commerces. Dans leurs boutiques, ont peut acheter tous les produits d'usage courant au micro-détail : une cuiller d'huile de table, une cigarette, un verre de pétrole, un bonbon, un morceau de glace, un cube Maggi, une dose de Nescafé...

Les Burkinabé (principalement des Mossi) effectuent les travaux les plus pénibles : manœuvres, ouvriers agricoles, boys.

Quant aux Baoulé, on les trouve dans pratiquement tous les secteurs de l'économie.

Le monde extérieur pour le pêcheur n'zima c'est « le Blanc ». Il souhaite ardemment envoyer au moins un de ses enfants en Europe. Car l'Europe, c'est le savoir, un lieu où tout est parfait. Un « vieux », père d'un haut fonctionnaire, nous a raconté avoir fait le

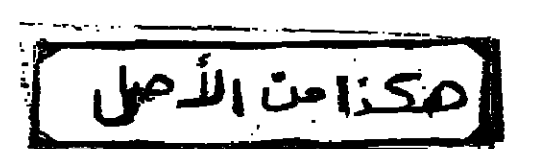
Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

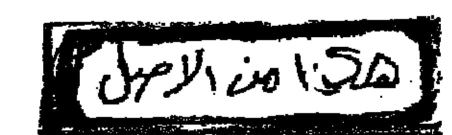


Imprimerie du « Monde » 7, rue des Italiens 75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026 - 9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.







SOCIÉTÉ SANS PROJET ?

de leur culture

Car, encore une fois, s'éclairant de tout ce qui avait modelé son esprit, chacun choisissait sa voie, et ce choix, éminemment culturel, n'avait rien d'abstrait car une culture est vivante ou n'est pas. Concrètement, il fallait accepter ou refuser de cacher tel juif traqué ; d'héberger et d'acheminer vers la prochaine étape, sur la route de l'Espagne, tel pilote allié dont l'avion avait été abattu ; de distribuer des journaux clandestins pour démasquer la propagande nazie ; de faire du renseignement ou du sabotage ; de s'engager dans un « groupe action » ; d'assurer de périlleuses liaisons. Accepter, c'était s'exposer à la mort pour, avec des moyens souvent dérisoires, rester déraisonnablement fidèle à des principes, à une morale, à une richesse intellectuelle et spirituelle, à cet ensemble complexe qui constitue une culture.

Bien qu'il annonce un peu hâtivement « *la défaite de la pensée* (8) », Alain Finkielkraut pose en termes clairs ce débat culturel fort ancien qui, de Sieyès et Voltaire jusqu'à Julien Benda en passant par Renan ou Joseph de Maistre, prend aujourd'hui un relief particulier avec le procès Barbie mais aussi – et surtout – avec les aspects les plus brûlants de la politique française : immigrés, code de la nationalité, racisme, remous autour de M. Le Pen.

D'un côté, avec le Siècle des Lumières, l'exaltation de valeurs universelles – le Beau, le Bien, le Vrai, le Juste – qui, en ces temps troublés, ne sont guère en honneur dans la communication de masse. De l'autre, avec J. G. Herder, le culte de l'identité nationale. Alain Finkielkraut résume l'affrontement : « *La culture : le domaine où se déroule l'activité spirituelle et créatrice de l'homme. Ma culture : l'esprit du peuple auquel j'appartiens et qui imprègne à la fois ma pensée la plus haute et les gestes les plus simples de mon existence quotidienne.* » L'universalisme, qui ne peut être vécu que par un effort constant de l'esprit, contre le chauvinisme national, dont on sait à quelles exclusions, à quelles persécutions, à quelles boucheries il conduit.

Mais l'universalisme des Lumières n'avait-il pas quelque chose de suspect ? Oui, si, comme l'écrit Finkielkraut, « *le concept de culture* [a été] *l'emblème de l'Occident impérialiste* ». Non, si l'on admet qu'il n'en fut que le prétexte et l'alibi : le « *fardeau de l'homme blanc* » et la « *mission civilisatrice de la France* » procuraient de nobles masques à l'affairisme des négociants et des planteurs.

Hélas ! La « *philosophie de la décolonisation* », dit Finkielkraut, a trahi la culture occidentale. A l'appui de cette accusation, il cite quelques documents qui, depuis quarante ans, prônent le « *respect des différences culturelles* (9) ». Puis, par un tour de passe-passe inouï, il transmue ce « *respect* » de bon aloi en principe d'« *équivalence* » ou d'« *égalisation* » des diverses civilisations (10), « *toutes les formes culturelles étant aussi valables* (11) » les unes que les autres. Ainsi, les « *anti-impérialistes* » renieraient leur patrimoine occidental pour se faire les complices de ces coutumes barbares que sont l'excision, la lapidation des femmes adultères, l'amputation de la main du voleur. Finkielkraut s'aventure même à leur faire dire : « *Le temps des croisades est révolu ; nous ne forcerons plus personne à adopter* [notre] *perception de la vie sociale* (12). »

Eh oui ! Croit-il donc que l'on pourrait, par la force, imposer une culture, une civilisation ? Pourtant peu habitués à lésiner sur les moyens militaires et policiers, les colonisateurs n'ont pu y parvenir. Pas plus que l'Inquisition et que les Chambres ardentes. Pas plus que le nazisme avec sa formidable machine à broyer tout ce qui lui résistait. L'histoire de l'Europe est écrite avec le sang des douloureuses convulsions dans lesquelles elle accoucha d'une culture se voulant respectueuse de l'être humain et de ses prodigieuses capacités créatrices. Il y fallut des siècles. Qui refusera à d'autres cultures toute possibilité d'évoluer à leur tour, non pas nécessairement pour imiter l'Europe, mais pour tirer la meilleure part de leur propre génie ? Ce n'est certainement pas la violence qui les y contraindra. Même Klaus Barbie a appris de Jean Moulin, et de ses victimes abominablement martyrisées, que la force finit par se briser contre la fermeté de l'esprit.

Or voilà que, sur les cendres encore tièdes du nazisme, resurgit la même vieille hantise : la culture européenne ne va-t-elle pas être contaminée, gangrenée par des apports exogènes ?

Alors que des pays voisins, renouant avec un chauvinisme que l'on croyait enterré, plaçant comme à l'avènement de Hitler leur confort et leur prospérité au-dessus des principes qui fondent leur culture, ont invoqué des « impératifs économiques » pour chasser les travailleurs étrangers, en France des irresponsables, qui n'ont pas l'oreille du ministre de l'intérieur, saluent avec ferveur l'avènement d'une société pluriculturelle. Ils se réjouissent de voir le ver introduit dans le fruit.

Alain Finkielkraut les traite sans ménagement. Il s'en prend par exemple aux « *propositions pour l'enseignement de l'avenir* » que, voilà deux ans, le Collège de France remit au président de la République. Que disait ce rapport ? Ceci : « *Un enseignement harmonieux doit pouvoir concilier l'universalisme inhérent à la pensée scientifique et le relativisme qu'enseignent les sciences humaines attentives à la pluralité des modes de vie, des sagesses, des sensibilités culturelles.* » Intolérable. Car, de toute évidence, le mode de vie et la culture de l'Europe ont la même valeur universelle que la pensée scientifique qui les inspire et les imprègne.



(Chip Hires-Gamma)

BATTERIE ANTI-AÉRIENNE DE MISSILES HAWKS
La science perfectionne la connaissance de l'homme mais aussi les moyens de le détruire

Appauvrissement de l'esprit

CE retour à l'européocentrisme pose en axiome que l'Occident a gardé la maîtrise de son progrès scientifique, qui serait tout entier au service d'un nouvel humanisme. Voilà déjà une quinzaine d'années, un mathématicien fort averti des réalités internationales émettait à ce sujet un doute sérieux. Les chemins du progrès technique s'écartent trop souvent des chemins du progrès humain, constatait Claude-Jerôme Maestre (13). Pourquoi ? Parce que les « *véritables maîtres* » de la science – Etats ou entreprises qui financent la recherche, décident de ses orientations et de ses applications – se soucient du bonheur des hommes comme d'une guigne. Leur seul objectif est d'accroître leurs profits et leurs pouvoirs.

Avec Galbraith, on avait pu penser que ces technostructures étatiques ou privées, si elles échappaient à tout contrôle, étaient mues par leur propre cohérence interne. Une observation plus fine montre que, en raison même de l'extrême diversification des domaines de savoir et de compétence, nul ne maîtrise plus rien.

(Lire la suite page 22.)

(8) Alain Finkielkraut, *la Défaite de la pensée*, Gallimard, Paris 1987.
(9) *Idem*, p. 93.
(10) *Idem*, p. 80.
(11) *Idem*, pp. 112-113.
(12) *Idem*, p. 130.
(13) Claude-Jérôme Maestre, *la Science contre ses maîtres*, Grasset, Paris, 1973.



(Roger Viollet)

L'exigence de lucidité

Par JEAN-CLAUDE PECKER *

CULTURE est, de toute évidence, l'un des mots-pièges de notre temps. Ses connotations sont souvent contradictoires, et il est devenu nécessaire aujourd'hui de lui adjoindre un adjectif adéquat au discours que l'on tient. Dans *l'Homme microscopique*, Pierre Auger oppose la culture scientifique, en ce qu'elle vise à l'universel, à la diversité des cultures, au cours du temps et en différents lieux. Récemment, dans *la Défaite de la pensée*, Alain Finkielkraut s'est précisément interrogé – non sans inquiétude – sur le recul de cette culture universelle qui, au Siècle des Lumières, était celle des philosophes. La ruée moderne contre les abus du scientisme et contre ses erreurs s'est finalement muée en une ruée encore plus malsaine contre ce que le scientisme conservait de meilleur de l'effort universaliste.

En vérité, les signes de ce recul sont évidents. Il est clair que le grand public ignore, même dans leurs grandes lignes, les progrès de la connaissance et les conquêtes positives des développements scientifiques ou techniques. Il a tendance à n'en plus voir que les aspects les plus alarmants, de la guerre nucléaire à la pollution chimique, de l'échec (pourtant sans doute provisoire) de la lutte contre le cancer ou le SIDA, à l'accroissement des déséquilibres entre les nantis et les indigents. Les grands médias, eux, ont la fâcheuse tendance de n'offrir que ce qui est attendu, si bien que matchs de football ou jeux télévisés font office de culture.

Les conséquences de cette désinformation ? Le monde contemporain provoque plus de peur que d'effort ; astrologie et sectes prospèrent, comme autant de recours contre l'inconnu ; la réponse aux défis économiques relève parfois de l'irrationnel, et l'affaire des « avions renifleurs » a montré en son temps que les décideurs ne sont pas toujours plus conscients de la méthode scientifique que le grand public. Cette situation doit évidemment être combattue. C'est le rôle des pouvoirs publics, qui en ont les moyens ; c'est aussi celui des chercheurs, qui disposent du bagage nécessaire – ceux, en tout cas, qui ont le talent de « faire passer » les messages.

Pour pénétrer l'ensemble des publics, les outils de la culture scientifique et technique doivent être diversifiés et distribués. Si, à Paris, existent la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette et le Palais de la découverte, il faut aussi, en province, des centres régionaux de culture scientifique et technique. La presse scientifique, la télévision et le système de formation à tous les niveaux ont aussi, dans ce domaine, une responsabilité décisive.

Avancées scientifiques et prouesses technologiques se succèdent à un rythme rapide. Que l'on considère seulement le développement des matériels de calcul et des logiciels qui en exploitent les possibilités ! Peut-on vraiment demander à chacun de maîtriser l'ensemble des connaissances ? La scolarité est bien insuffisante puisqu'il faut d'abord s'approprier les moyens du travail intellectuel (lire, écrire, compter) avant que d'assimiler l'acquis du savoir humain. C'est donc une sorte de formation permanente pour tous, nécessairement très incomplète, qu'il faudrait envisager.

La tentation est parfois grande de se borner à montrer médiatiquement le pouvoir de la science, le caractère opérationnel des techniques modernes et, parfois, la valeur purement esthétique des nouvelles conquêtes. Mais cette démarche est grosse de dangers presque aussi grands que ceux du laisser-faire ou de l'ignorance complète. Car le spectateur de ces merveilles n'est guère en mesure de faire le tri entre la vérité scientifique dans toute sa force et les inventions délirantes qui font les beaux jours des astrologues, parapsychologues et autres « ...ogues ». Qu'est-ce qui est scientifique ? Qu'est-ce qui est magie ? Comment savoir ? Après tout, un prestidigitateur habile procède à des manipulations très réussies, tout comme le physicien. Et si l'on évoque souvent les « miracles » de la science, c'est bien parce qu'a été occulté le long cheminement logique, rationnel, construit de proche en proche, qui les précède. Les méthodes de la science ont un caractère opérationnel évident, mais elles sont si difficiles, si complexes, leurs étapes sont si facilement gommées, qu'on en retient seulement l'aboutissement.

Pourquoi le ciel est bleu

PLUTOT que de montrer trop de beaux phénomènes ou d'expériences réussies, mieux vaut mettre en évidence cette lente démarche vers la connaissance et les méthodes de la réflexion scientifique. Faire comprendre, c'est entre autres choses, expliquer simplement les phénomènes du monde qui nous entoure (arc-en-ciel, nuages, marées...), tout comme ceux du monde du laboratoire ou de l'industrie, moins connus. Si la physique ou la biologie sont, par essence, universelles, la façon d'y accéder ne l'est peut-être pas. Expliquer pourquoi le ciel est bleu ne peut se faire de la même façon selon que l'on s'adresse à des enfants ou à des adultes, à des Français ou à des Nigériens, à des intellectuels ou à des travailleurs manuels. Et c'est peut-être dans cette spécificité de la méthode didactique qu'il faut chercher la raison des carences des grands médias audiovisuels, la France étant sans doute à cet égard l'un des pays les moins dynamiques. Car il y a une différence entre l'« information » et ce qui, dans les grilles, est baptisé « documentaire ». Il est indispensable, à chaud, d'informer le public sur Tchernobyl, de décrire le lancement d'Ariane ou de rendre compte de la recherche contre le SIDA. L'événement crée alors l'information qui appelle bien entendu des commentaires explicatifs. Mais de la soumission de l'information à l'événement naît l'abus du sensationnel. La découverte de la supernova du siècle a rang de nouvelle importante mais telle observation concernant la structure convective du Soleil, d'une importance scientifique considérable à terme, est passée sous silence. Mais les choses sont encore plus complexes : parler d'un événement, voire le situer et l'expliquer, n'est en général pas suffisant pour bien le faire comprendre s'il n'est pas replacé dans un contexte méthodologique. Telle devrait être la fonction du documentaire. Et l'on est bien obligé de constater que, les indices présumés d'écoute étant bas, on fabrique peu de telles émissions et qu'on les diffuse à des heures trop tardives pour que les adolescents puissent en profiter pleinement.

Faire comprendre, c'est aussi aborder de front le problème des fausses sciences ou des parasciences, ce qui implique, pour les chercheurs les plus sérieux, de consacrer du temps à les comprendre eux-mêmes. Que l'astrologie, par exemple, n'ait aucune base rationnelle dans l'astronomie est facile à constater. Mais pourquoi tant de gens sont-ils persuadés que l'astrologie voit juste en ce qui les concerne ? Il y a là un phénomène psychologique inquiétant à analyser, un phénomène qui, pour moi, s'apparente un peu à l'intoxication provoquée par les propagandes simplistes dont la vie politique nous a donné quelques exemples de sinistre mémoire. Pourquoi semble-t-il que l'acupuncture ait à son actif des succès, alors que les explications que l'on en donne font appel à des analogies du type « macrocosme-microcosme » qui confinent à l'absurde ? Probablement parce que certains phénomènes physiologiques sont encore mal compris, alors même qu'ils entrent en jeu. Mais la médecine se doit elle-même d'aller plus loin dans la compréhension.

Le monde vers lequel nous nous dirigeons, tant bien que mal, est un monde dur ; les compétitions, à l'échelle de la planète, imposent à nos sociétés une maîtrise des pouvoirs que peuvent donner la science et la technique. Le plus sûr moyen pour acquérir ou conserver, à terme, une telle maîtrise c'est, en définitive, une claire appréhension des méthodes et des moyens des sciences et des techniques, comme celle des conséquences de leur développement. C'est, en somme, dans un univers de forces et d'hommes, une exigeante et permanente lucidité.

* Professeur au Collège de France, membre de l'Académie des sciences.

Eloge de la volonté

LES années 80 ont vu disparaître, en France, le modèle de l'intellectuel engagé, ayant fréquenté le marxisme, porteur d'espoir révolutionnaire, critique vigilant de l'ordre établi, animé de l'idéal de justice et de liberté. Celui qui lui fait place, absorbé par la critique des totalitarismes présents et passés, allergique à toute révolution populaire, insensible à la magie de l'autogestion, ayant réglé son compte au tiers-mondisme, ne dispense plus aucun idéal. Il s'en garde comme de la peste et n'a plus que des soucis : préserver l'autonomie de l'individu et gérer. Gérer mais ne plus vouloir.

Comment en est-on arrivé là ? Suivant quel parcours ? C'est à ce cheminement des idées que nous convient les auteurs d'un livre qui stimule la réflexion (1) ; de Michel Foucault à Claude Lefort mais aussi de Friedrich Hayek à Louis Pauwels ; sans animosité ni vindicte, mais sans complaisance. Parcours édifiant, semé de terribles petites phrases citées au détour, qui fait converger des penseurs de disciplines et d'horizons différents vers une idéologie qui sert si bien les intérêts des castes dominantes et légitime leur pouvoir. Ainsi, par exemple, de la critique de l'égalitarisme où se retrouvent historiens, philosophes, économistes. Un idéal qui porte en soi l'uniformisation réductrice, la perte des libertés et de l'initiative individuelle, l'accroissement sans limites du pouvoir d'Etat. Des risques qu'il ne faut surtout pas prendre ! Risques à peu près nuls quand on sait les formidables inégalités qui traversent les peuples et les catégories sociales. Mais, comme le dit M. Milton Friedman : « *La meilleure chose que le gouvernement puisse faire pour les pauvres, c'est de les laisser tranquilles.* »

En exergue de leur dernier chapitre intitulé : « Vouloir la société », les auteurs citent Benjamin Constant : « *Il y a des époques où l'on redoute tout ce qui ressemble à de l'énergie : c'est quand la tyrannie veut s'établir, et que la servitude croit encore en profiter. Alors, on vante la douceur, la souplesse, les talents occultes, les qualités privées, mais ce sont des époques d'affaiblissement moral.* »

Jean-Michel Besnier et Jean-Paul Thomas ont choisi l'éloge de la volonté. Une divergence dans le commerce des idées du jour.

CHRISTIAN DE BRIE.

(1) *Chronique des idées d'aujourd'hui* par Jean-Michel Besnier et Jean-Paul Thomas, Presses universitaires de France, coll. « Recherches politiques », Paris, 1987, 199 pages, 120 F.

PENSÉE SANS OBJET, SOCIÉTÉ SANS PROJET ?

Des politiques malades de leur culture

(Suite de la page 21)

Si l'homme moderne *« exerce un nombre grandissant de « maîtrises » ponctuelles,* remarque Cornélius Castoriadis, *il est moins puissant que jamais devant la totalité des effets de ses actions, précisément parce que celles-ci se sont tellement multipliées, et parce qu'elles atteignent des strates de l'étant physique et biologique sur lesquelles il ne sait rien* (14) ».

Si la pensée occidentale est en train de se défaire dans la confusion et le néant, ce n'est pas parce que *« les enfants gâtés de la société d'abondance et les détracteurs de l'Occident »*, selon la formule d'Alain Finkielkraut, *« affirment à l'unisson »* que *« toutes les cultures sont également légitimes »* et que, d'ailleurs, *« tout est culturel* (15) ». C'est plutôt parce que sont trop rares ceux qui, avec Castoriadis, ont compris que les avancées scientifiques des dernières décennies invitent *« à se réinterroger sur des capacités et propriétés tout à fait fondamentales de l'être vivant, dont il n'existe pour l'instant aucune amorce de compréhension théorique* (16) ».

En un très court laps de temps, tant de choses ont changé dans notre appréhension de l'univers ou de la génétique, des lois de la démographie ou du rôle de la sociologie et de la « science » économique, dans la *« révolution thérapeutique* (17) » ou les mathématiques (18)... Ces nouvelles ouvertures portent en elles un pressant *« appel au renouvellement de la pensée humaine »* (Castoriadis). Force est d'admettre que cet appel n'est que bien timidement entendu. L'esprit humain en est appauvri.

Publicité et élitisme

POURQUOI ? Les progrès de la connaissance n'ont pu être acquis qu'au prix de spécialisations très poussées qui posent un redoutable défi aux véritables philosophes, fort rares, alors qu'elles permettent à tant de bateleurs ou de démagogues, bafouant toute raison, d'affirmer péremptoirement n'importe quoi en s'appuyant sur des données parcellaires, scientifiquement prouvées ou non, qui en aucun cas ne peuvent rendre compte d'une réalité de plus en plus complexe. Peu importe que leur objectif soit de servir leurs préjugés politiques (tel est le cas avec la sociobiologie), leurs intérêts économiques (19), ou, plus vulgairement, de se mettre en vedette à bon compte. Le résultat est le même : les idées les plus folles sont ainsi véhiculées dans le grand public, qui n'en peut mais. Ainsi vogue, au gré des courants de la mode, une société sans projet portée par une pensée sans objet.

Des esprits aussi divers que Jean Bernard ou Cornélius Castoriadis insistent donc naturellement sur le rôle de l'information, aussi bien par le canal de l'enseignement que par celui des médias modernes *(voir page 21, l'article de Jean-Claude Pecker)*. La paresseuse routine qui dissuade de s'affronter aux sciences « dures » rejoint ici la trop plaisante tentation de suivre la mode du jour. Mais, dit André Lichnerowicz, *« la science n'est pas affaire de mode* (20) », or c'est elle qui, à chaque instant, place l'être humain devant une série de choix dont dépend l'avenir de la planète : bâtir ou détruire, guérir ou tuer, libérer l'esprit ou l'asservir, etc. – toute avancée scientifique pouvant être utilisée pour le meilleur ou pour le pire *(voir page 20, l'article d'Albert Jacquard)*. La mode, elle, ne peut que substituer la facilité à la rigueur intellectuelle, les passions à la raison, et ainsi obscurcir les choix, détourner le débat. La compétition entre les grands réseaux de communication favorise ce nivellement par la médiocrité, privilégie le sensationnel et l'accessoire au détriment de tout ce qui, complexe et fondamental, nourrit une culture.

Si la dynamique interne des technostructures est inapte à susciter des choix lucides (et ce n'est pas par hasard que le mot *« lucidité »* revient ici dans les articles d'Albert Jacquard et de Jean-Claude Pecker) ; si les citoyens, peu et mal informés, ne peuvent rationnellement peser sur la décision ; si, enfin, les politiques ne sont pas en mesure de jouer leur rôle traditionnel de médiateurs entre ceux qui possèdent les connaissances et ceux qui, par le suffrage universel, détiennent la seule souveraineté légitime – alors comment une démocratie pourrait-elle mettre les progrès scientifiques et techniques au service du progrès humain ?

Des choix sont pourtant faits tous les jours. A quelle logique répondent-ils ? *« Dans un monde dominé par l'obsession du progrès scientifique et technique, dès qu'une chose peut être réalisée, on admet qu'elle doit être réalisée. Le fait de pouvoir faire suffit à justifier de faire »*, écrit Richard C. Lewontin, de l'université Harvard (21). Au moment où il annonçait sa décision de renoncer à certaines recherches, le professeur Jacques Testard ne disait pas autre chose : *« Ne vous inquiétez pas, si c'est techniquement faisable, certainement quelqu'un, un jour, aux Etats-Unis, le fera* (22) », même si cela est absurde, inutile, dangereux. Le chemin du « progrès », note Castoriadis, *« est de moins en moins celui d'un* souhaitable *quelconque, et de plus en plus celui du simplement* faisable (23) », même si l'on en ignore l'aboutissement et les conséquences. C'est déjà ce que disait, voilà vingt-cinq ans, le biologiste américain George Wald, prix Nobel : Nous nous fourvoyons en pensant que le progrès consiste à faire tout ce qui est réalisable, alors que le progrès consiste à choisir, dans ce qui est réalisable, entre ce qui est souhaitable et ce qui ne l'est pas (24). Et ces choix deviennent les révélateurs du projet culturel qui les inspire.

Après avoir, non sans légèreté, attribué la *« défaite de la pensée »* à une hétérogène coalition de malfaiteurs publics (25), Alain Finkielkraut, se réveillant soudain d'un cauchemar curieusement teinté de racismé, va enfin consacrer six pages à un coupable innombrable : *« Sa Majesté le consommateur* (26) ». Mais ce coupable est victime. On le flatte, on l'adule, on le courtise pour mieux l'abêtir. *« Au moment même où la technique, par télévision et par ordinateurs interposés, semble pouvoir faire entrer tous les savoirs dans tous les foyers, la logique de la consommation détruit la culture »*, écrit-il. La technique n'est pas responsable de cet abaissement, mais bien ceux qui s'en servent : *« De peur de tomber dans l'élitisme (...), l'intellectuel contemporain s'incline devant la volonté de puissance du show-business, de la mode ou de la publicité* (27). »

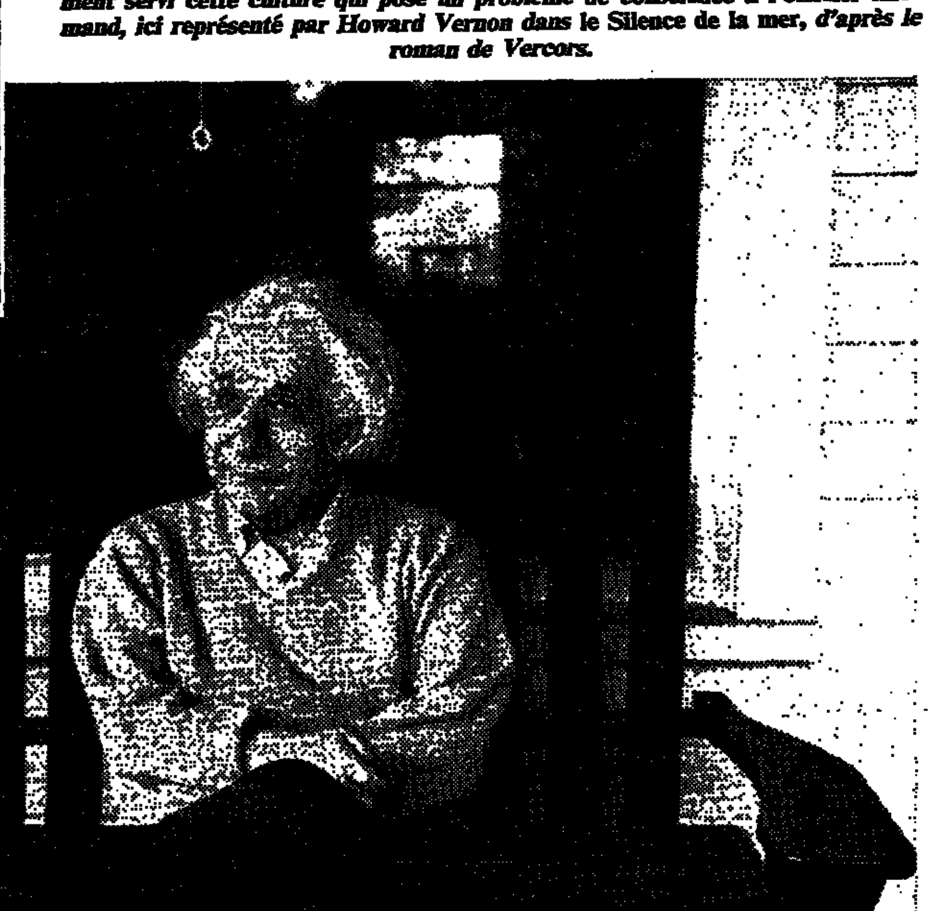
Encore conviendrait-il de distinguer entre les intellectuels et ceux que la communication de masse ose présenter comme tels. Tout « progrès » peut être utilisé pour élever ou pour abaisser. Comme la télévision, la « technique » du livre de poche peut mettre les grandes œuvres à la portée de tous. De fait, chaque année, *la Peste, le Grand Meaulnes, le Silence de la mer, le Journal d'Anne Franck, Germinal* ou *Cent ans de solitude* se vendent à 50 000 ou 100 000 exemplaires en format de poche. Parfait. A ce dangereux essor culturel, il faut opposer un antidote : Rika Zaraï se vend à deux millions d'exemplaires, et un « écrivain » comme Gérard de Villiers publie chaque année quatre volumes de la série SAS, dont chacun est vendu à 500 000 exemplaires. Il est évidemment rassurant de faire ainsi contrepoids aux 25 000 exemplaires de *la Méditerranée*, de Fernand Braudel (28)...

La télévision offre naturellement des tentations beaucoup plus fortes. C'est pourquoi deux hauts représentants de la culture française, MM. Lagardère et Bouygues, se sont disputé le contrôle de TF 1. Etait-ce conscience de leurs limites ? Toujours est-il qu'ils ne s'engageaient pas seuls. Chacun avait choisi ses alliés. Fidèles. On vit ainsi Mme Christine Ockrent servir de faire-valoir à M. Lagardère avant de se retrouver chez M. Bouygues. En toute liberté. Une liberté consolidée par un salaire mensuel de 230 000 francs (23 millions d'anciens francs). Mieux que Mourousi, mais moins bien que Patrick Sébastien, Patrick Sabatier ou Stéphane Collaro. Le résultat sera quand même excellent. Se disant soucieuse d'étendre le *« rayonnement d'une culture »*, Mme Ockrent affirme aussi : *« Seul le public est juge et arbitre.* (29) » Telle est bien la loi non pas de la culture mais du commerce et de la publicité. Pour concilier ces deux objectifs, il faudra présenter *le Silence de la mer* dans le style de Gérard de Villiers, faire réécrire Braudel par Jean Cau.

Le public est pourtant juge, et, aux Etats-Unis, il juge déjà. L'audience des trois grands réseaux aux heures de pointe est tombée de 90 % à 76 % au *cours des six dernières années (30)*, ce qui suffit à faire chuter leurs ressources publicitaires, entraînant compressions budgétaires et licenciements. Cette heureuse évolution est due au succès croissant des chaînes culturelles, à péage. Parce que la culture ne se consomme pas mais s'acquiert, et parce que, libre de ses choix, l'homme ne peut indéfiniment être manipulé, un sursaut se produira aussi, un jour, en France.

(Cahiers du Cinéma)

Non seulement physicien mais aussi violoniste, Albert Einstein a magnifiquement servi cette culture qui pose un problème de conscience à l'officier allemand, ici représenté par Howard Vernon dans* le Silence de la mer, *d'après le roman de Vercors.



(Ernst Haas-Magnum)



(Roger Viollet)

Il importe donc de retarder le plus possible ce funeste moment. Voilà déjà un bon demi-siècle, Jean Guéhenno déclarait : *« Enfant du peuple (...), j'ai puisé dans* [les humanités] *une puissance de libération, un accroissement de conscience humaine, dont il n'est pas de jour que je ne sente la valeur ; j'ai décidé qu'un tel viatique ne resterait pas, pour ceux de ma classe, le lot de quelques-uns, mais que je me consacrerais à faire qu'il fût donné, sinon à tous, du moins au très grand nombre, n'admettant pas que les fruits que j'en ai tirés fussent les effets d'une vocation exceptionnelle. »*

Guéhenno ajoutait qu'il avait conscience de s'engager ainsi dans une *« guerre ouverte avec la bourgeoisie, qui veut bien faire à une poignée des miens l'aumône de la culture, mais entend qu'en principe ce soit sa classe, et sa classe seule, qui y ait droit »*.

Vous pensez, lui écrivait alors Julien Benda, que la culture *« est, par essence, assimilable à tout ce qui est homme et non à* certains *hommes »* seulement. Puis il relevait en quoi la *« notion de culture s'est considérablement transformée depuis vingt ans »*, et il faudrait noter que, un demi-siècle plus tard, elle a encore beaucoup changé, notamment sous l'effet des apports scientifiques, qui n'ont certes pas invalidé les *« humanités »* mais permettent de les aborder par tant d'autres voies.

Le droit de mépriser

ET Julien Benda lançait cet avertissement toujours valable : *« C'est sur cette culture-là que l'ennemi va faire porter le combat ; c'est de celle-là (...) qu'il vous signifiera qu'il entend la garder, ou plutôt qu'il n'a même pas à vous la refuser, vu – prétendra-t-il – qu'en raison des conditions économiques et sociales qu'elle exige, vous êtes essentiellement, en tant que classe, incapable de la recevoir et de la goûter. C'est de celle-là qu'il vous dira que, tant que vous ne l'avez pas, vous n'avez pas de culture et que le fait qu'il l'a lui donne le droit, dont il usera, de vous mépriser* (31) ».

Julien Benda ne pouvait avoir idée des prodigieux moyens dont disposerait plus tard la communication de masse pour, dans cette *« guerre ouverte »*, mettre en œuvre, et sur quelle échelle, ce sacré *« droit de mépriser »* le grand public. Il ne savait pas que, le but à atteindre étant inappréciable, on offrirait des ponts d'or à des journalistes et à des animateurs pour étouffer la culture sous le vedettariat, la mode, la publicité, le sensationnel, le show-business, pour transformer en collaroïdes les libres citoyens de cette démocratie. Ainsi privés d'une authentique culture, les électeurs ne seraient pas en mesure de faire des choix politiques dangereux pour l'ordre établi. Ne pouvant, dans cette œuvre essentielle, se contenter de MM. Bouygues et Hersant, la République a donc fait venir M. Silvio Berlusconi en renfort. François Ier, lui, invitait Léonard de Vinci à s'installer au Clos-Lucé.

CLAUDE JULIEN.

(14) Cornélius Castoriadis, « Voie sans issue ? », dans *Les scientifiques parlent...*, sous la direction d'Albert Jacquard, Hachette, Paris 1987. L'ouvrage passe en revue l'état des connaissances et suggère un début de réflexion sur les problèmes qu'elles posent. Dans sa contribution, Castoriadis écrit aussi : *« La science est, devrait être, contrairement à ce qui s'est passé depuis Hegel, objet de passion pour le philosophe. »* Mais il semble que l'on puisse maintenant s'afficher à la fois « philosophe » et « nouveau » en ignorant l'élargissement et les bouleversements que les récentes avancées scientifiques ont introduits dans le champ des connaissances humaines. La meilleure démonstration en est faite par Bernard-Henri Lévy dans son récent *Eloge des intellectuels*, Grasset, Paris, 1987. C'est un livre... rigolo, où l'auteur croit parler du monde en parlant de lui-même.

(15) *Op. cit.*, p. 136.

(16) *Les scientifiques parlent*, p. 290.

(17) La formule est du professeur Jean Bernard dans *Les scientifiques parlent*.

(18) Tous domaines passés en revue dans l'ouvrage ci-dessus.

(19) Dans le même ouvrage, Claude Ménard évoque (p. 169) la théorie de l'équilibre général, *« son point de départ, l'étude des marchés concurrentiels, ayant pour objet l'apologie, fort peu scientifique, de la société libérale et du régime capitaliste »*.

(20) *Les scientifiques parlent*, p. 238.

(21) *Idem*, p. 55.

(22) *Idem*, p. 297. On tente même de faire ce que les scientifiques estiment irréalisable, par exemple la « guerre des étoiles », symbole de la rupture entre la science et l'idéologie.

(23) *Idem*. p. 267.

(24) Entretien avec C. J.

(25) Parmi eux, l'UNESCO, Claude Lévi-Strauss, Pierre Bourdieu, les « tiers-mondistes » Jack Lang, Frantz Fanon, Che Guevara, Régis Debray, Harlem Désir, etc...

(26) A. Finkielkraut, p. 145.

(27) *Idem*, pp. 150 et 147.

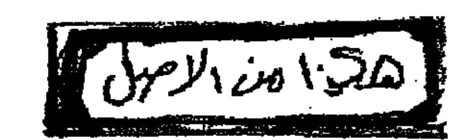
(28) G. de Sairigné, dans *Tous les livres au format de poche 1987*, Cercle de la Librairie, Paris 1987. Voir aussi « Le livre et la lecture en France », *Problèmes politiques et sociaux*, 17 avril 1987, La Documentation française, Paris.

(29) Article cité, cf. note 2.

(30) Cf. *le Monde-Affaires*, 4 avril 1987.

(31) Julien Benda, *Appositions*, pp. 38, 39, 44, 45.





L'ÉTAT ET LES « MESSAGERIES ROSES »

Le minitel, outil de connaissance ou facteur de perversion ?

CHAQUE mois, quatre-vingt-dix mille nouveaux minitels viennent s'ajouter, en France, aux deux millions et demi déjà installés. Ainsi, depuis cinq ans, la télématique connaît un succès qui ne se dément point. Ce succès est pour une large part, celui des « messageries roses » dont la plupart ne sont accessibles que par le réseau Kiosque, réservé à la presse. Quels sont les liens entre la presse et ce douteux service télématique ? L'Etat, de son côté, ferme les yeux sur le caractère peu moral de ce mode d'utilisation qui lui rapporte des dizaines de millions de francs...

Par DENIS PÉRIER-DAVILLE *

Après la radio, le téléphone et la télévision, un nouveau moyen de communication destiné au grand public a vu le jour il y a à peine quelques années : le minitel. Si ses premiers pas furent discrets, sa croissance a été ultrarapide, et sa jeunesse turbulente commence, dans un parfum de scandale, à défrayer la chronique.

La télématique grand public – concrétisée par le minitel – a été conçue pour remplacer progressivement l'annuaire papier édité à 25,3 millions d'exemplaires par an. Il représente 40 000 tonnes de papier. Que de forêts ainsi immolées ! D'où l'idée de faire appel à la conjonction de deux technologies avancées – l'informatique et les télécommunications – et d'utiliser un petit appareil branché sur le téléphone, composé d'un écran et d'un clavier semblable à celui d'une machine à écrire, qui est relié à une banque de données des abonnés au téléphone par un réseau appelé Transpac.

L'usager tape sur le clavier sa demande et obtient instantanément la réponse qui s'inscrit sur l'écran de son minitel. Ce système de renseignements possède par rapport à l'annuaire papier l'avantage de concerner l'ensemble des départements et de faire l'objet d'une mise à jour permanente.

Le prix de ce petit terminal – un peu moins de 1 200 F – est relativement élevé. Si les usagers devaient l'acheter, le système n'aurait eu aucune chance de se développer. Aussi, les postes et télécommunications (P et T) ont-elles été autorisées par le gouvernement à distribuer gratuitement ces minitels chez les abonnés au téléphone, zone après zone, de façon qu'un jour cette distribution soit générale sur l'ensemble du territoire. Présentement, 2 500 000 minitels ont été ainsi placés dans le public à la cadence actuelle de 90 000 par mois.

Mais si le minitel ne devait servir qu'à l'annuaire téléphonique, ce serait pour l'Etat un luxe exorbitant. Aussi les P et T ont-elles fait un pari ambitieux en tablant sur un développement du système télématique pour d'autres usages ayant pour conséquence de générer un accroissement du trafic téléphonique et partant, une augmentation du volume des taxes facturées aux usagers.

Quand l'organe crée la fonction

IL s'agissait en fait de briser un cercle vicieux : les particuliers ou les entreprises n'ont aucune raison d'acheter un minitel tant que les services offerts ne sont pas appréciables. Les serveurs n'ont aucun désir d'investir dans la télématique tant que le nombre de leurs clients potentiels n'est pas important.

Autrement dit, le problème posé consistait à renverser l'ordre des facteurs. C'était l'organe qui devait créer la fonction. C'était en quelque sorte aux usagers et aux entreprises utilisatrices de décider de l'usage de l'outil que l'on mettait entre leurs mains.

Comment le grand public se comporterait-il devant cette innovation ? Pour le savoir, la direction générale des télécommunications décida de faire une première expérience dans une zone déterminée, à Vélizy. Environ 2 500 minitels furent remis gratuitement à un échantillon de « cobayes » volontaires, de juillet 1981 à décembre 1982, cela afin de faire apparaître les véritables centres d'intérêt des utilisateurs.

L'on pensait que les renseignements administratifs seraient les plus fréquemment consultés. En fait, vinrent en tête les informations et jeux électroniques offerts par des entreprises de presse, devant les renseignements pratiques tels que les programmes de cinémas ou de télévision, les horaires de trains ou les ventes par correspondance.

A la fin de 1982, débuta une autre expérience de télématique grand public – baptisée Gretel – conduite dans un quartier de Strasbourg sous les auspices des P et T et du quotidien régional *les Dernières Nouvelles d'Alsace*. Elle s'adressait à un public fort limité constitué par les membres d'une association de résidents du quartier de l'Esplanade.

Le centre serveur, *les Dernières Nouvelles d'Alsace*, offrait divers services : informations générales, locales, programmes de télévision, cinémas, météo, horaires de trains ou d'avions, recettes de cuisine, liste d'hôtels ou de restaurants... Des banques donnaient la possibilité à leurs clients de consulter directement leur compte. La distraction n'était pas négligée. Des programmes de jeux tels que la bataille navale permettaient de se mesurer à un ordinateur. Enfin et surtout, existait une « messagerie instantanée » donnant la possibilité à des personnes de converser librement, en temps réel, trois lignes d'écran par trois lignes d'écran.

Très rapidement, on constata que la fonction informations et services, qui aurait dû constituer l'essentiel du trafic, ne représentait guère plus de 10 % de celui-ci ; les messageries accaparaient la moitié de l'activité et les jeux occupaient 40 % du temps d'utilisation. Ce qu'on avait pu pressentir à Vélizy faisait l'objet d'une éclatante confirmation. Dans l'année qui suivit, ce fut l'avalanche d'un énorme succès.

Ce nouveau mode de communication allait plus loin qu'un simple jeu. Pour une personne un peu naïve, voir s'inscrire progressivement sur l'écran de son minitel les lettres d'un message qui lui est destiné constitue une sorte de fascination. Elle a le sentiment d'une présence mystérieuse et vivante derrière l'écran. La technique permet de faire coïncider le rêve et la réalité. Avec la messagerie instantanée, il y a réellement à l'autre bout du circuit une personne en chair et en os avec laquelle on peut échanger des messages sur l'écran.

Le minitel peut être ainsi le carrefour où se rencontrent deux personnes anonymes à la recherche d'un échange et ayant à tout moment la possibilité d'interrompre le contact ou au contraire de se faire connaître.

Parler avec quelqu'un, pour se dire quoi ? La pratique montre que ce n'est pas pour échanger des considérations philosophiques ou pour parler de la pluie ou du beau temps. Mais par jeu, par provocation, par exhibitionnisme, par défoulement, pour laisser libre cours à sa libido, ce genre d'échanges consistera à dire ce qu'il n'est pas possible d'exprimer dans la vie courante.

Le minitel, parmi une petite minorité particulièrement réceptive de ses utilisateurs, a « réveillé le cochon qui sommeille » et est devenu, par ces temps de SIDA, le terrain d'élection du sexe et de ses débordements.

Les lecteurs de magazines pornos ou érotiques, les clients de sex-shops et de la prostitution constituent, on le sait depuis beau temps, un filon aurifère inépuisable exploité par un milieu composite allant de l'éditeur de presse BCBG au proxénète avéré. Ces « professionnels de la fesse », à l'affût de tout moyen de gagner de l'argent à peu de frais, se sont rués comme un seul homme sur la télématique et ses possibilités.

Les promoteurs de Gretel, leurs émules et les pontes des P et T ont-ils voulu cela ? Ils s'en défendent vigoureusement en parlant de « piratage », en invoquant une utilisation du minitel inventée par certains usagers allant à l'encontre de l'intention des pères du système. Mais si « piratage » il y a eu, force est de constater qu'on a tout fait pour qu'il soit institutionnalisé, pour laisser courir l'expérience jusqu'à la commercialiser et à la généraliser à l'échelle de tout le pays.

La logique économique fait d'ailleurs qu'il pouvait difficilement en être autrement. La télématique grand public est financièrement fondée, pour les P et T comme pour les services, sur des recettes en fonction de la durée du message. Cela pousse le serveur à donner la préférence à des utilisations nécessitant la communication la plus longue possible.

Bien souvent, un possesseur de minitel à la recherche de l'âme sœur s'imagine dialoguer avec un autre possesseur de minitel. En fait, il est en contact avec un ou une employée du centre serveur dont le rôle est d'établir un « dialogue libéré » avec les clients en maintenant le contact le plus longtemps possible.

Comment sont recrutées ces « animatrices », ces « hôtesses » ? Non sans cynisme, le fondateur d'une « messagerie conviviale » l'a raconté : *« Il est vrai que ça n'a pas été facile. Sur les deux mille réponses à notre petite annonce, nous avons retenu deux cent cinquante candidates qui ont défilé dans nos bureaux. Après de nombreux tests, nous en avons gardé huit... Il faut ajouter que c'est un métier très dur et que deux hôtesses nous ont quittés pour dépression nerveuse. »*

Les « hôtesses » sont d'ailleurs déjà « obsolètes ». Dépassées par le progrès technique, elles vont être remplacées par des machines. En effet, il a été mis au point un système qui gère une banque de trente mille phrases, de manière que celui qui se connecte ne puisse pas savoir, même après dix ou quinze minutes de dialogue, si c'est un être humain ou une machine qui lui répond !

Bref, le succès du minitel est indiscutable. Il fallait désormais pour les P et T et pour les services utilisateurs penser à gagner de l'argent. Le 22 mars 1984, le ministre chargé des P et T, M. Louis Mexandeau, créait, à titre exceptionnel, pour une durée de deux ans reconductible, un système de taxation spécifique sur le réseau télématique.

Il en résultait quatre régimes de taxation en fonction du service rendu :

– l'annuaire électronique (coût : 21,90 F l'heure) ;

– les services purement professionnels (le 36.13, coût : 7,30 F l'heure) ;

– les services commerciaux (le 36.14, coût : 21,90 F l'heure) ;

– les services grand public obtenus en faisant le 36.15. L'utilisateur paye une taxe de base de 0,73 F toutes les 45 secondes, soit 58,40 F l'heure. Les P et T conservent les 3/8e de cette somme, soit 21,90 F, et ristournent les 5/8e, soit 36,50 F, au service demandé.

Il fut décidé par une simple circulaire ministérielle en date du 17 mai 1984 que ce réseau 36.15, en sus des organismes remplissant une mission de service public, serait réservé aux organes de presse titulaires d'un numéro d'inscription à la Commission paritaire des publications de presse ainsi qu'aux radios locales ayant une autorisation d'émettre. C'est la raison pour laquelle ce réseau est appelé Kiosque, par analogie à la presse écrite. De nombreux journaux ont ainsi leur centre serveur télématique diffusant les services les plus divers, n'ayant souvent rien à voir avec les « messageries roses ».

Il n'en est pas moins évident que de multiples services n'ayant aucun rapport avec la presse – et tout spécialement des centaines de « messageries conviviales » – sont accessibles par le 36.15. Comment s'explique ce mystère ? La réponse est simple. Si on ne dispose pas d'un numéro de la Commission paritaire des publications de presse, il est possible de passer discrètement un accord avec un titre de presse n'ayant pas de service télématique et qui « prête » ainsi son numéro. Une telle entente est facile, car il existe 14 000 publications, parfois parfaitement inconnues, inscrites auprès de la commission. Un tel trafic, peut-on penser, *tombe sous le coup de la loi* pénale. Cet aspect de la question ne semble guère préoccuper les autorités compétentes.

Mais, dira-t-on, l'entreprise souhaitant bénéficier du système Kiosque devra avoir une certaine envergure, offrir des garanties, faire des investissements onéreux, puisqu'elle devra disposer d'un équipement d'ordinateurs.

En réalité, cela n'est pas nécessaire, car l'entreprise pourra se faire héberger parmi d'autres dans un centre serveur, puissamment équipé d'ordinateurs, avec lequel elle partagera les taxes rétrocédées par les P et T. Cela explique la prolifération de petits services créés par des débrouillards doués souvent de plus d'imagination que de scrupules et de surface financière.

La croissance du trafic 36.15, dépassant les prévisions les plus optimistes, provoqua le 18 juin 1985 une surchauffe qui entraîna un écroulement quasi total du réseau de transmission Transpac. Il fallut près d'un mois pour rétablir un trafic normal pour les services grand public. Depuis, la croissance du trafic a repris de plus belle.

Le fait de posséder un numéro de la commission paritaire fait bénéficier d'un régime fiscal particulièrement avantageux en matière de TVA. Celle-ci est alors de 2,1 % ou de 4 % au lieu de 18,6 % pour le tarif normal ou même 33,33 % pour les revues pornographiques ou les sex-shops.

L'administration fiscale a taxé les services Kiosque à 18,6 %, mais ceux-ci invoquent le régime fiscal de la presse pour contester cet impôt. Aussi, des procès sont-ils en cours devant le Conseil d'Etat.

Selon certaines évaluations, les bénéfices de nombreuses messageries représenteraient près des trois quarts de leur chiffre d'affaires. Il est vrai que la concurrence est rude et qu'il est vital pour un service de messagerie de se faire connaître. D'où une débauche de publicité par voie d'affiches, dans la rue, chez les commerçants, dans le métro, qui attire l'attention de tous sur ce genre d'activité et choque nombre de passants qui ont le sentiment que les murs de nos villes sont transformés en vecteurs d'innombrables maisons de rendez-vous.

Quel jugement porter sur le minitel ? S'agit-il d'un fait de société ? D'un remarquable instrument de connaissance ? D'un outil commercial ? D'un jouet faisant fureur chez les enfants ? D'un gadget sans lendemain ? D'un diabolique instrument de perversion ? Il est sans doute tout cela à la fois. C'est la boîte de Pandore, d'où se sont échappés les maux et les bienfaits.

Ce constat est inquiétant. Certes, nombre de services sont à l'abri de toute critique. Des utilisations utiles et intéressantes du minitel se sont multipliées aussi bien dans le secteur professionnel que dans celui concernant le grand public. Aussi serait-il injuste d'assimiler la télématique aux « messageries roses ». Il n'empêche que la part très importante du trafic absorbée par ce secteur et par les jeux pose problème. La coexistence devant le minitel de jeunes et d'adolescents – attirés par les jeux – et d'obsédés sexuels – attirés par les messageries – est éminemment malsaine.

Les P et T, et le gouvernement, se trouvent confrontés à un seul et unique problème : comment rentabiliser le système ? L'investissement dans la télématique représente pour les P et T une dépense considérable, évaluée à 5,5 milliards de francs depuis l'origine et 2 milliards de francs pour la seule année 1986. Un tel investissement ne peut être financé indéfiniment à fonds perdus. Il faudra un jour parvenir à l'équilibre. Ce qui est loin d'être le cas actuellement.

La méthode la plus simple est de privilégier les réseaux et les services qui rapportent le plus d'argent aux P et T. C'est la politique qui a été suivie jusqu'à présent. Mais le rôle de l'Etat est-il de fournir à quelques malins le moyen de faire une fortune rapide en exploitant la naïveté ou la libido d'une partie de la population ? Est-il de partager avec les bénéficiaires le produit d'une activité dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a rien à voir avec une mission de service public ? Evidemment, non. Poursuivre dans cette voie engagerait gravement la responsabilité du gouvernement.

Le devoir de l'Etat est de renverser la vapeur, d'abandonner ce qui ressemble fort à une fuite en avant pour s'engager résolument dans une politique télématique utile à la collectivité, reposant sur des bases saines à la fois sur le terrain financier et sur celui de l'intérêt général.

Mais est-ce possible ? On est en droit de se poser cette question, car plus de la moitié des recettes encaissées par les P et T proviennent des messageries et des jeux...

* Président de la Fédération française des sociétés de journalistes.



(Patrick Aventurier-Gamma)

FANTASMES A VENDRE, A LA FOIRE DE PARIS
Les hôtesses des centres serveurs seront bientôt remplacées par des machines

287 millions d'appels

LE bilan chiffré actuel de la télématique est impressionnant. Durant l'année 1986, sur l'ensemble des réseaux, 287 millions d'appels ont engendré 32 262 700 heures de connexion, soit près de trois fois plus que l'année précédente.

Pour apprécier l'importance du phénomène, il convient de distinguer d'une part le trafic, d'autre part le chiffre d'affaires.

● **Le trafic** : selon une évaluation faite par la direction générale des télécommunications à partir des 4 312 000 heures de connexion réalisées en décembre 1986, *la répartition du trafic par type d'utilisation a été la suivante :*

- Annuaire électronique : 17 %.
- Réseau 36.15 Kiosque :
  - messagerie : 16 % ;
  - jeux : 17 % ;
  - informations : 8 % ;
  - vie pratique : 15 % ;
- Réseau 36.14 :
  - banques, finances : 6 % ;
  - applications professionnelles : 5 %.
- Réseau 36.13 :
  - groupes fermés d'abonnés : 16 %.

Les heures de connexion (hors annuaire) se sont réparties à raison de 71 % sur le 36.15, 21 % sur le 36.14 et 8 % sur le 36.13.

Les heures de connexion, pour le seul réseau 36-15, se sont réparties à raison de 59 % pour les messageries et les jeux, et de 41 % pour le reste.

● **Le chiffre d'affaires** : le chiffre d'affaires réalisé provient essentiellement du réseau 36.15. Pour ce seul réseau, il s'est élevé en 1986 à 1 315 millions de francs. Les 5/8es de cette somme, soit 822 millions de francs, ont été reversés aux services, les P et T conservant les 3/8es restants, soit 493 millions.

Selon des déclarations du ministre des P et T, M. Gérard Longuet, faites récemment à l'Assemblée nationale et au Sénat, sur ces 822 millions de francs reversés, les messageries ont représenté 320 millions, soit 39 %. Toujours selon M. Longuet, les « messageries roses » ne représenteraient guère plus de 20 % des messageries totales, soit 60 millions de francs.

En avançant un pourcentage aussi faible, le ministre fait montre d'un grand optimisme. La proportion inverse est certainement plus près de la réalité. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter à un répertoire des services de télématique, où, sous la rubrique « messageries », figurent essentiellement des messageries d'un rose non équivoque.

D. P.-D.

DÉSENCHANTEMENT, INDIVIDUALISME, VACUITÉ

Le cinéma québécois à l'heure de la « restauration tranquille »

Par IGNACIO RAMONET

L'accord de principe, intervenu le 30 avril 1987, sur l'adhésion du Québec à la Constitution fédérale canadienne marque la fin d'un temps. Celui des derniers rêves d'indépendance. La Constitution avait été proclamée le 17 avril 1982 malgré l'opposition de la province francophone dirigée alors par le Parti québécois de M. René Levesque.

Si cet accord est désormais possible, c'est que la société québécoise a beaucoup changé — comme a pu le constater, lors de son récent séjour, M. François Mitterrand — et ne semble pas s'être remise de l'échec du référendum sur la « souveraineté-association ». Le combat nationaliste avait été particulièrement soutenu par les intellectuels et le monde de la culture. Aujourd'hui, fini le théâtre, la poésie ou les films engagés ; la politique cède la place à l'individualisme triomphant. A l'heure de la « restauration tranquille » du fédéralisme et de l'immersion dans la nord-américanité, comment le cinéma, en particulier, exprime-t-il le désarroi ambiant ?

COUVERT de récompenses et plébiscité par tous les publics, un film du Québec — *le Déclin de l'empire américain,* de Denys Arcand, — a enfin rencontré, trente ans après la naissance du cinéma québécois, un grand succès international.

Ce succès repose plutôt sur le caractère universel de son thème central — le bilan affectif de la génération de quarante ans — que sur la spécificité ou le particularisme québécois. Et pourtant, ces personnages qui parlent seulement de leur corps, de leur sexualité ou de la bonne chère sont de bien typiques représentants de ces hommes et de ces femmes du Québec d'aujourd'hui. Ils avaient vingt ans en 1960 au début de la « révolution tranquille » ; ils ont cru au projet d'indépendance, ont ensuite accompagné l'ascension du Parti québécois (PQ), puis assisté à sa chute, et ils contemplent enfin aujourd'hui, dans l'indifférence, la restauration du fédéralisme canadien. Ecartelés entre les plaisirs de la table et ceux du lit, menacés à la fois par le cholestérol et le SIDA, ils ont choisi de demeurer loin de la politique.

Le titre du film de Denys Arcand est, bien sûr, une antiphrase. Ce n'est pas l'empire américain qui serait en déclin mais l'idée d'un Québec souverain dont d'ailleurs les personnages ne parlent jamais. Un silence d'autant plus significatif chez Denys Arcand qu'il est l'auteur de quelques-uns des films politiques les plus radicaux : *On est au coton, Québec : Duplessis et après..., le Confort et l'Indifférence,* etc. Mais l'auteur a voulu traduire ce sentiment général de désillusion, de désenchantement, qui domine aujourd'hui.

En ce sens, ce film demeure fidèle à l'une des grandes traditions du cinéma québécois : être le reflet de sa société. En effet, de toutes les expressions culturelles, le cinéma est sans doute celle qui a le mieux illustré et encouragé l'éveil de la conscience nationale québécoise.

Et cela, dès la fin des années 50. Le Québec sortait alors d'une longue période de léthargie. Le chef du Parti d'union nationale, Maurice Duplessis, était resté à la tête de la province de 1936 à 1959, la maintenant de façon autoritaire dans un carcan de conformisme clérical étouffant.

L'équipe libérale de Jean Lesage, qui succède à celle de Duplessis, entreprend tout de suite de multiples réformes, afin d'accélérer la laïcisation de la société, sa déruralisation, bref, sa modernisation. C'est dans ce contexte — et alors que les enfants nés de l'explosion démographique du début des années 40 arrivent à l'âge adulte — que la revendication nationaliste va s'exprimer surtout dans le domaine culturel. La poésie, la chanson, le cinéma, participent pleinement et encouragent ce double objectif : hâter le modernisme, revendiquer l'identité. C'est l'époque de la « révolution tranquille ».

La force des paroles

SOUS le slogan : « Maîtres chez nous », tous ces films, ces chansons, ces poèmes, réclament en sourdine l'indépendance nationale. Le cinéma surtout va jouer un rôle fondamental. D'abord parce qu'il se produit alors, précisément au Québec, l'une des plus grandes révolutions technologiques de l'audiovisuel : la mise au point de ce qu'on appellera le « cinéma direct ». Son artisan est Michel Brault. La technique du « direct » va permettre à des caméras légères, autonomes, d'aller partout et d'enregistrer, en même temps que l'image, toute la richesse des sons, toute la force des paroles. L'identité québécoise, fondamentalement enracinée dans l'expression langagière, allait ainsi trouver sur les écrans un moyen de s'affirmer. Ces films — que l'on songe à *Pour la suite du monde* (1963), de Pierre Perrault et Michel Brault, — vont amplifier de façon presque mythique la parole québécoise, lui donner une dimension nouvelle. Des œuvres apparemment ethnographiques deviennent de véritables manifestes politiques.

L'époque, dans le monde, est à la décolonisation. C'est ce que réclame le Front de libération du Québec (FLQ), qui commet quelques attentats isolés. Cette voie radicale sera spectaculairement encouragée par le général De Gaulle, le 24 juillet 1967 ; il termine un discours à Montréal par un retentissant : *« Vive le Québec libre ! »*

Cette exaltation nationaliste atteint son paroxysme en 1970. Après la victoire aux élections législatives du Parti libéral, de M. Bourassa, un diplomate britannique, M. James Cross et un ministre québécois, Pierre Laporte, sont enlevés par le FLQ. L'Etat d'urgence est proclamé. Le 17 octobre, Pierre Laporte est assassiné par ses ravisseurs.

Ce dénouement tragique surprend nombre de Québécois sincèrement attachés à l'idée d'indépendance. Mais la violence de l'Etat va également se manifester très brutalement (comme Michel Brault l'a magistralement montré dans *les Ordres,* 1974). Les agressions et les discriminations contre les nationalistes finiront par favoriser, en retour, la victoire du Parti québécois de M. René Levesque, en 1976.

Un véritable bouillonnement culturel accompagne ces années de lutte séparatiste. En particulier dans le domaine de la chanson. A l'image bucolique du Canada français popularisée, dans les années 50, par Félix Leclerc succède, après 1965, celle que propose Gilles Vignault enracinée dans l'actualité politique : *« Mon pays, ce n'est pas mon pays ; mon pays dort dans sa fenêtre. »* Il ouvre la voie à toute une génération d'interprètes qui vont chanter, avec des paroles d'une poésie vibrante, leur désir d'indépendance, comme Robert Charlebois, Diane Dufresne, Fabienne Thibeault, etc.



(D.R.)

« LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN »
Ils ont choisi de demeurer loin de la politique

La littérature aussi s'affirme avec une force nouvelle en ces années 60, et de nouveaux écrivains apparaissent comme Marie-Claire Blais, Réjean Ducharme, Antonine Maillet et Anne Hébert. Ils sont symboliquement reconnus en France dès 1966 avec l'attribution du prix Médicis à Marie-Claire Blais pour *Une saison dans la vie d'Emmanuel.* Cette même année l'extraordinaire roman de Réjean Ducharme *l'Avalée des avalés* est favori au Goncourt. Prix que recevra Antonine Maillet en 1979 pour *Pélagie la Charrette* alors que le Fémina récompensera Anne Hébert, en 1982, pour *les Fous de Bassan* (1).

Mais c'est le cinéma, une fois encore, qui exprime de la manière la plus riche la fébrilité de cette époque. On peut parler d'une école québécoise, dont les films sont projetés dans le monde entier. Ils sont souvent très engagés politiquement, comme *le Mépris n'aura qu'un temps,* d'Arthur Lamothe, sur les ouvriers de la construction, ou *On est au coton,* de Denys Arcand, sur les usines textiles. A tel point qu'ils seront censurés, l'Office national du film (ONF) s'opposant à leur diffusion. Les auteurs tournent alors des fictions avec la même virulence ; Denys Arcand s'en prend à la corruption politique dans *Réjeanne Padovani* et à l'exploitation des ouvrières dans *Gina.*

D'autres réalisateurs, comme André Forcier *(l'Eau chaude, l'eau frette),* Gilles Groulx *(Entre tu et vous),* Gilles Carle *(la Mort d'un bûcheron, le Viol d'une jeune fille douce),* Claude Jutra *(Mon oncle Antoine),* proposent une nouvelle émotivité sur des thèmes de la vie quotidienne. Mais leur univers est traversé par une violence sourde, et leurs personnages se déchirent au sein d'une société en révolte. Des personnages qui crient, râlent, profèrent jurons et blasphèmes, revendiquent une franche vulgarité... Comportements hirsutes, brutaux qui expriment la colère générale de tout un peuple.

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en novembre 1976, le rêve politique semble s'accomplir. En fait, ce sera le début d'une longue désillusion. Surtout après l'échec du référendum sur le projet de « souveraineté-association » que repoussent 60 % des Québécois. Pour les intellectuels, les artistes, les cinéastes qui avaient mis tout leur enthousiasme dans le combat nationaliste, c'est une terrible déception. Denys Arcand dénoncera sans ménagements l'attitude frileuse, inconséquente de ses concitoyens dans un documentaire corrosif : *le Confort et l'Indifférence.*

Quelque chose semble alors cassé ; et tout au long de ces « années péquistes » (1976-1985) les cinéastes vont vivre dans un grand malaise. Les thèmes nationalistes se font rares. Les fictions s'aseptisent, fuient le réel. On regarde ailleurs, du côté des grands classiques de la littérature québécoise, comme *Maria Chapdelaine,* qu'adapte Gilles Carle. Ce même réalisateur porte aussi à l'écran *Les Plouffe,* le populaire roman de Roger Lemelin (paru en 1948) qui raconte la vie d'une famille typique du Québec des années 40. Le plus grand succès de la littérature québécoise, *le Matou,* roman d'Yves Beauchemin, paru en 1981, est également adapté, sans grâce, par Jean Beaudin (2).

Ce film, une chronique picaresque du Montréal d'aujourd'hui, relève d'une autre tendance de ce cinéma « péquiste » où le thème de la ville apparaît triomphant et tranche avec la ruralité fréquente des longs métrages des années 60. La ville (Montréal presque toujours) permet aux cinéastes d'aborder des sujets d'action dans la tradition cinématographique américaine, de filmer des thèmes plus cosmopolites et de sortir du labyrinthe québécois. Pendant cette période, le documentaire lui-même se folklorise. Les critiques notent qu'il est saisi par *« la peur du présent et la peur de l'actualité ; pratiquement aucun film sur le chômage des jeunes, le travail au noir, la crise du syndicalisme, les nouvelles pollutions, le vide idéologique...* (3) » La plupart des autres fictions, souvent misérabilistes ou mélodramatiques, ressassent le défaitisme et la résignation ou baignent dans une paralysante nostalgie (4). Le projet nationaliste n'inspire pratiquement plus ; il n'est porté par aucun enthousiasme. Et les créateurs, même les plus engagés, tournent le dos à ce qui fut la cause de leur vie.

Dans ce contexte, la défaite du PQ en décembre 1985 est un échec annoncé, attendu. L'ampleur pourtant surprend : le Parti libéral de M. Bourassa remporte 99 sièges, le PQ seulement 23. C'est que la société québécoise a changé. Elle admet maintenant sa nord-américanité et s'y complaît. Comme ailleurs, l'engagement politique a fortement diminué et la révolution des mœurs, dans ce pays aux fortes racines catholiques, a fait des d'hommes et des femmes de la génération nationaliste des sortes d'errants sans certitudes ni projets. Désormais, le vide que laisse la politique est, ici aussi, largement rempli par l'hédonisme sous toutes ses formes et par les ambitions de réussite (5).

Le cinéma, une fois de plus, reflète bien ces temps nouveaux. Cela est apparu très nettement lors d'une récente rétrospective organisée par le critique Michel Coulombe dans le cadre des « Rendez-vous du cinéma québécois », à Montréal, où furent présentés tous les films de 1986, première année de l'après-péquisme. La plupart des nouveaux films expriment le désarroi, la tristesse, la vacuité. Les personnages voguent souvent sans perspective, sans horizon. Les récits évoquent presque toujours des expériences individuelles, des itinéraires personnels. Le corps est le centre d'intérêt principal. Le sentiment tragique domine largement.

Ainsi, les films les plus intéressants traitent de : la maladie d'Alzheimer (*Sonia,* de Paule Baillargeon), l'euthanasie (*A force de mourir,* de Diane Létourneau), l'homosexualité (*Transit,* de Richard Roy), le lesbianisme (*Anne Trister,* de Léa Pool), l'inceste *(le Lys cassé,* d'André Mélançon)... D'autres réalisateurs paraissent rongés par diverses nostalgies : celles des amours passés (*Qui a tiré sur nos histoires d'amour ?* de Louise Carré ; *l'Amour en famille,* de Francine Prévost) ; celles des engagements politiques (*Trois journées dans l'histoire récente du Québec,* de Jacques Leduc), ou le regret des artistes engagés de naguère, fébrilement dévoués à une cause, comme le peintre Alfred Pellan (*Pellan,* d'André Gladu) ou le cinéaste Pierre Perrault (*les Traces du rêve,* de Jean-Daniel Lafond). Le genre documentaire, dans ce pays qui a vu naître l'aventure du « cinéma direct », est devenu platement descriptif, comme dans *l'Anticoste,* de Bernard Gosselin ou, *10 jours... 48 heures,* de Georges Dufaux. Des films sans enjeu, sans autre prétention que d'illustrer un lieu, un métier.

Une impuissance à agir

DANS le reflux actuel, les grands cinéastes des années 60 et 70 se taisent et ne tournent plus, comme Michel Brault ; ou bien ils ne parviennent pas à terminer des films entrepris depuis longtemps, comme André Forcier qui n'a toujours pas achevé *Kalamazoo.* D'autres, désorientés, entreprennent des films d'action pour grand public, comme Gilles Carle, auteur de *la Guêpe,* une lamentable fiction policière, encombrée de poncifs, d'invraisemblances et d'absurdités. Peu de réalisateurs parviennent à produire, dans la morosité ambiante, des œuvres denses et à traduire en images les caractéristiques de ces temps vides que connaît le Québec.

Arthur Lamothe y est sans doute arrivé dans *Equinoxe.* Film crépusculaire, d'une intense sérénité, poème renoirien dédié à la nature québécoise que trouble à peine une fiction-prétexte de vengeance et de violence. Il n'y aura d'ailleurs ni l'une ni l'autre, car ce retour à la nature est aussi, d'une certaine manière, un refus de l'action. La tristesse douce qui imprègne le film dit précisément cette impuissance à agir et la conviction de la vanité de toute action. Que l'auteur de l'un des films politiques les plus violents, *le Mépris n'aura qu'un temps* (1970), en soit arrivé à de telles constatations montre à quel point les idées ont changé.

Yves Dion, dans *l'Homme renversé,* prend à bras-le-corps toute la problématique concernant l'individu : le rapport à soi, l'affectivité, le machisme, l'homosexualité... Dans une sorte de prouesse pirandellienne, où le metteur en scène se risque lui-même, il propose une véritable autopsie de l'âme québécoise et offre, de manière magistrale, le spectacle de son grand désarroi. Mais, bien sûr, le film qui résume le mieux cette époque indécise et de transition c'est *le Déclin de l'empire américain.* Toutes les questions apparues par bribes dans les autres fictions, tous les malaises et les non-dits de cette société blessée trouvent ici, dans les longues conversations qui structurent le récit, leur place juste et leur sens ironique profond. Œuvre de saveur millénariste, pessimiste à l'excès, elle fait une large place à la nature, évacue le politique pour mieux souligner son importance et présente enfin, dans sa terrifiante réalité, la vacuité des temps présents au Québec.

---

(1) A propos des relations culturelles entre la France et le Québec, lire : Sylvie et Pierre Guillaume, *« Paris-Québec-Ottawa : un ménage à trois »,* éditions Entente, Paris, 1987. Sur la littérature québécoise d'aujourd'hui, lire le *Magazine littéraire,* Paris, octobre 1986.

(2) Sur les adaptations littéraires, lire le numéro spécial de la *Revue d'histoire littéraire du Québec et du Canada français* consacré à : « Littérature québécoise et cinéma », n°11, Ottawa, hiver-printemps 1986.

(3) Cf. *Cinémaction,* spécial sur le cinéma québécois, n°40, éditions du Cerf, Paris, 1986.

(4) Cf. *Cinémas du Québec,* éditions Yellow Now 15, rue François-Gilon, 4369 Crisnée, Liège, Belgique, 1986.

(5) Cf. le numéro spécial sur « les Québécois qui montent ; la deuxième révolution tranquille » de *l'Actualité,* Montréal, septembre 1986.

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS



Imprimerie du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

LES JEUNES ET LA DROGUE EN UNION SOVIÉTIQUE

Les Rêves de la louve

Par TCHINGUIZ AÏTMATOV

Tchinguiz Aïtmatov est né villageois, dans la République turco-musulmane de Kirghizie, aux confins de la Chine, héritière d'une civilisation pastorale durement agressée par le colonialisme tsariste puis entraînée dans le sillage de la révolution soviétique. Adhérant au communisme, Aïtmatov témoigne du choc culturel qui marque cet engagement dans *le Premier Maître* (1963). Dans *Adieu Goulsary* (1966), nouvelle écrite directement en russe, il présente le parcours d'un communiste fanatique des années 30 brisé par la machine stalinienne. Avec *Une journée plus longue qu'un siècle* (1980), il fait une place étonnante aux marginaux et aux banlieusards. Ce roman a semé la perplexité et certains critiques ont cherché à émasculer le message plutôt qu'à l'affronter ; car cet auteur « subversif » était aussi vice-président de l'Union des écrivains et, à ce titre, « personnalité officielle » acceptant volontiers les missions du gouvernement.

Son roman *Billot*, publié l'été 1986, appartient à la culture du malaise, des questionnements majeurs qui traversent la vie intellectuelle d'aujourd'hui en URSS.

Dans son dernier livre, *les Rêves de la louve* (1), dont sont tirés les passages ci-dessous, l'auteur reprend ces thèmes d'une société déboussolée, rongée par la délinquance, la drogue, la peur de l'innovation, le mensonge... Abdias, l'un des personnages principaux, est un ancien séminariste qui travaille dans un journal des jeunesses communistes. Il infiltre un réseau de trafiquants de chanvre, fait un long voyage en Asie centrale, et ramène – au risque de sa vie – un bouleversant reportage que son journal refuse de publier.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

(1) Tchinguiz Aïtmatov, *les Rêves de la louve* (traduit du russe par Christine Zeitounian), Messidor, Paris, 1987, 250 pages, 100 F ; mise en vente le 15 juin.

AUJOURD'HUI, je suis retourné au journal pour avoir des nouvelles de mon reportage : rien n'a bougé, pas la moindre évolution, et pas l'ombre d'un espoir d'être prochainement publié. Personne ne peut m'expliquer d'une manière un tant soit peu logique pourquoi mes notes de voyage, d'abord accueillies avec un enthousiasme débordant, n'éveillent plus désormais le moindre écho d'intérêt ; et pourtant, que de réactions spontanées elles m'avaient permis tout d'abord de recueillir. Le rédacteur en chef me fuit comme la peste, il est devenu impossible de l'avoir au téléphone et, à en croire sa secrétaire, il n'a plus un instant de libre : tantôt il est en réunion, tantôt en conférence, à moins qu'il n'ait été convoqué par des instances « supérieures », comme elle aime à le souligner.

Et de nouveau, je marche seul dans les rues familières, mais je me sens comme un étranger de passage dans ma propre ville, j'ai l'impression de n'y être jamais né, de n'y avoir jamais grandi, tant mon âme est vide et froide. Certains de mes anciens amis ne me saluent même plus : pour eux, je suis un excommunié, un hérétique, un défroqué chassé du séminaire, etc. Et une seule chose me réchauffe le cœur, une unique pensée m'accompagne sans cesse : celle de ma correspondance avec elle. Car tout en marchant, je songe à ce que je pourrais lui écrire, à ce qui me semble susceptible de l'intéresser, et que je mettrai dans ma prochaine lettre, afin de lui faire partager mes réflexions. Je n'aurais jamais cru qu'un beau jour ma raison d'exister se résumerait à rêver à une femme et à lui adresser des missives enflammées. Je n'attends que la première occasion venue pour partir la rejoindre en ces lieux où je l'ai aperçue pour la première fois. J'ai hâte que ce jour arrive ! Je ne fais qu'y penser. D'autres que moi, sans doute, ont déjà connu de tels moments où l'amour leur paraissait la finalité essentielle de leur vie, leur seule source de joie, mais moi, à leur différence, je ne cesserai pas d'aimer jusqu'à la mort et je désire y voir toujours le sens suprême de mon être (...).

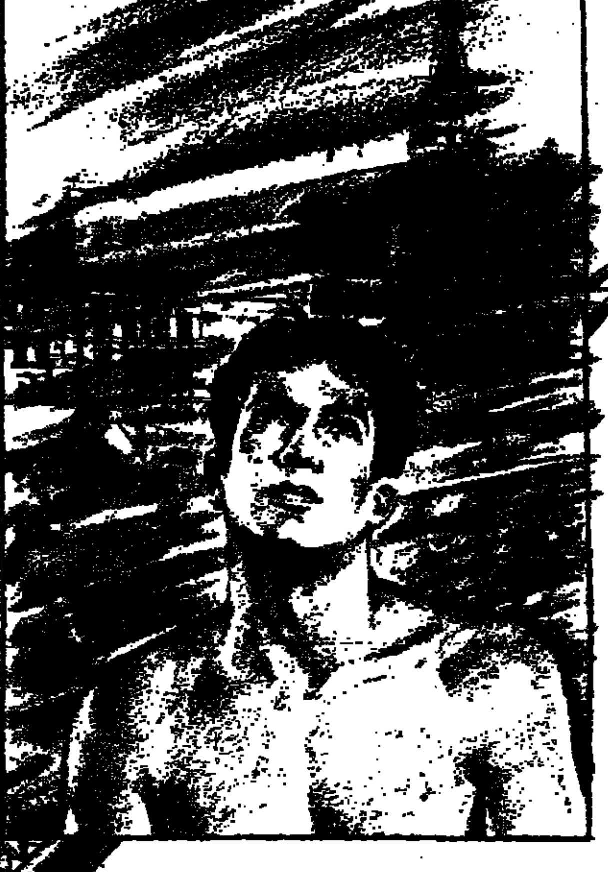
MON reportage date du tout début de l'été, et voici que les arbres du boulevard perdent déjà leurs feuilles. Au journal, ils avaient d'abord très bien accueilli mon projet, m'incitant à partir au plus vite, et je n'aurais jamais cru qu'une fois mon article en main ils rentreraient tous sous leur table. Je n'imaginais pas le pouvoir de cet extravagant principe selon lequel les médias ne doivent rapporter que les bonnes nouvelles.

A l'époque, je me souciais surtout du long voyage qui m'attendait et des régions inconnues du Sud, si attirantes aux yeux du petit provincial que j'étais et désormais devenues accessibles. Mon idée était originale en ce que je ne comptais pas partir comme un simple observateur, mais au contraire m'infitrer parmi les trafiquants de drogue en me faisant passer pour l'un d'eux. Bien sûr, j'étais un peu plus âgé que la plupart de ces jeunes dealers, mais la différence n'était pas assez apparente pour sembler suspecte. Mes collègues de la rédaction m'avaient affirmé qu'avec mon vieux jean et mes chaussures de sport usagées j'aurais un aspect parfaitement crédible, à condition, toutefois, de raser ma barbe. Ce que je fis juste avant mon départ. Me fiant à ma seule mémoire, je n'emportai même pas de quoi prendre des notes. Le succès de mon entreprise me paraissait vital : il fallait que je m'introduise personnellement dans ce milieu pour parvenir à comprendre qui étaient exactement ces garçons et ce qui les poussait à agir de cette manière, à part l'appât d'un gain facile. Etudier le phénomène de l'intérieur était donc nécessaire si je voulais saisir tous les facteurs particuliers : sociaux, familiaux et surtout psychologiques, qui pouvaient entrer en jeu.

Au mois de mai, tout était fin prêt. C'était précisément en cette période que le chanvre commençait à fleurir et que des bandes de trafiquants envahissaient les steppes asiatiques pour procéder à sa cueillette (...).

Il était midi passé, le train traversait la région de la Volga. Dans les compartiments, les passagers s'étaient installés aussi confortablement que possible, organisant leur petit mode de vie, qui allait durer plusieurs jours ; quant au wagon non compartimenté dans lequel avait pris place Abdias, l'existence y avait pris un tour nettement communautaire. Parmi les gens de tout acabit qui se trouvaient dans ce convoi, chacun avait une raison particulière de voyager aussi loin, raisons variées, et aussi valables les unes que les autres. Mais Abdias faisait désormais partie d'une catégorie très particulière de voyageurs dont le but était le trafic du haschisch. Selon ses calculs, ils devaient être une bonne dizaine dans ce train, mais pour le moment, il n'en connaissait que deux que le Fer à repasser lui avait présentés au moment du départ. Ces deux-là venaient de Mourmansk ; l'aîné, Pétroukha, avait environ vingt ans, tandis que Lenka, le second, n'en avait que seize. C'était encore un gamin, et pourtant il





(Jean Mineraud)

avait déjà pris part une fois à ce genre d'expédition, son expérience le rendait même très fier, et il se donnait des airs de vétéran. Les deux garçons firent d'abord preuve d'une certaine réserve. Ils savaient bien qu'Abdias (dont ils déformaient le prénom en Abdasse, à la manière des gens du Nord) était des leurs et qu'il débutait dans la « patrouille » sur recommandation de personnes sûres, mais ils évitaient de parler affaires autrement que par allusions. Les conversations avaient lieu principalement sur la plate-forme, où ils sortaient pour fumer car on ne leur permettait pas de le faire dans le wagon, où il y avait trop de monde et où l'air était déjà suffisamment lourd. Pétroukha fut le premier à remarquer qu'Abdias ne maniait pas sa cigarette aussi adroitement qu'aurait dû le faire un gars de leur milieu.

– Dis donc, Abdasse, tu n'as jamais fumé ou quoi ? On dirait une gonzesse qui a peur d'avaler la fumée.

Abdias dut mentir :

– J'ai fumé dans le temps, mais depuis j'ai laissé tomber...

– Ben, ça se voit. Moi, je fume depuis que je suis tout gosse. Et notre Lenka, c'est une vraie locomotive, il fume comme un vrai loup de mer. Et il sait boire, aussi. Pour l'instant, il vaut mieux éviter l'alcool, mais au retour, par contre, on pourra prendre une bonne cuite.

– Mais Lenka est encore bien trop jeune !

– Trop jeune, Lenka ? Il est pas bien vieux, d'accord, mais il a les dents longues. Toi, c'est la première fois que tu es sur un gros coup. Ce truc, c'est pas comme un petit job d'été. Mais Lenka, lui, il connaît déjà toutes les ficelles !

– Et l'herbe, il en fume aussi, ou bien il se contente de la revendre ?

– Lenka ? Sûr qu'il en fume, comme tout le monde. Mais faut s'y mettre avec de la jugeote. Il y en a qui savent pas s'arrêter à temps et qui se shootent jusqu'à s'en rendre dingues. Ces types-là, il n'y a rien à en tirer. Des lavasses qui risquent de foutre toute une expédition en l'air. L'herbe, elle doit procurer la joie, te mettre le paradis dans l'âme.

– Et ça agit comment ?

– Ben, par exemple, suppose que tu sois devant un petit ruisseau, un pas suffirait pour le traverser, *mais toi*, tu vois un grand fleuve, un océan, et ça te remplit tout entier. Le bonheur, quoi. Et le bonheur, c'est précieux, ça se trouve pas n'importe où. Le pain, par exemple, ça s'achète, les vêtements aussi, tout comme les godasses. La vodka, il suffit à n'importe qui de payer pour en avoir. Alors que le bonheur, c'est pas la même chose. Bien sûr, l'herbe, elle coûte cher, mais elle t'apporte le vrai plaisir. On dirait que tu rêves, et tout autour de toi c'est comme au ciné. Sauf que les films, il y a des centaines et des milliers de gens qui les regardent, tandis que là, le spectacle est pour toi tout seul. Et ce que tu vois, c'est l'affaire de personne d'autre, et si quelqu'un t'embête, tu peux lui casser la gueule, parce que ton trip, c'est pas ses oignons.

Il se tut quelques instants, puis proposa, d'un air de grand seigneur, en plissant les paupières :

– Si tu veux, Abdasse, tu peux fumer un peu d'herbe pour prendre ton pied. Je t'en filerai de ma réserve personnelle...

– Je préfère attendre d'en avoir ramassé moi-même.

– Tu n'as pas tort, admit Pétroukha, c'est mieux quand c'est à toi.

Il hésita, avant d'ajouter :

– Dans ce boulot, le principal, c'est de se montrer prudent, parce que tout autour de nous, c'est rien que des ennemis. La moindre bonne femme, le moindre vétéran avec sa petite médaille ou le moindre retraité est prêt à te donner, et c'est même pas la peine de parler des autres. Ils n'ont tous qu'une idée en tête, c'est de nous envoyer devant le juge, pour qu'il nous enferme dans des camps, le plus loin possible, où ils n'entendront plus parler de nous. Alors, notre règle d'or, c'est de ne pas se faire remarquer. Tant que t'as pas pris ta part du gâteau, il faut que tu te conduises comme si tu étais un type tout ce qu'il y a d'ordinaire. Là, par contre, tu peux y aller ! Une fois que tu t'es bourré les poches de fric, tu as le droit de les envoyer se faire foutre !... Mais en cas de coup dur, plutôt crever que de trahir les copains. C'est comme ça. De toute manière, si tu parles, t'es foutu, tu crèves comme un chien. Même dans la zone d'un camp, il se trouvera des gars pour te faire ton affaire. Et ce sont pas des histoires pour rire.

ABDIAS finit par apprendre que Pétroukha travaillait pendant l'année sur des chantiers, et qu'il allait à Mujunkum chaque été. Il connaissait les plantations de chanvre sur le bout des doigts, affirmant qu'il en existait des champs entiers, surtout autour des ravins, de quoi approvisionner la Terre entière. Ce garçon vivait seul avec sa vieille mère alcoolique. Ses frères étaient partis chacun de son côté dans l'extrême Nord, où ils participaient à la construction du gazoduc. Ces pauvres types faisaient leur beurre, selon son expression, tantôt sous le gel, tantôt mangés par les moustiques. Tandis que lui, il lui suffisait d'un petit voyage en Asie, chez les Jaunes, pour vivre toute l'année en se tournant les pouces et en crachant sur tout, à condition d'avoir assez de salive (...).

Abdias s'était fixé pour but de comprendre la nature de ce phénomène qui attirait de plus en plus de jeunes dans ses filets, et se forçait à supporter l'énoncé des détails les plus odieux. Plus il y réfléchissait, et plus il était frappé de constater qu'une sorte de courant caché parcourait les profondeurs d'une mer existentielle si paisible en apparence. L'idée s'ouvrait à lui qu'au-delà de toutes les causes particulières qui poussaient ces garçons vers la drogue il en existait d'autres, inhérentes à la société, qui rendaient possible l'apparition de cette véritable plaie du monde moderne. Organisés en un réseau serré de veines qui transmettaient la maladie à tout l'organisme social, ces facteurs-là n'étaient pas aisés à appréhender. Etudier cet écheveau complexe d'un point de vue particulier aurait été peu fécond, voire même inutile. Un gros traité de sociologie était pour le moins indispensable. Mais le mieux était encore d'ouvrir une discussion sur ce thème dans la presse et à la télévision. Telle était l'ambition déraisonnable que nourrissait Abdias, tel un doux hurluberlu fraîchement débarqué en ce monde.

BEYROUTH, ANNÉE 1920

L'effroyable gâchis

MÉMOIRES DE L'AUBE : CHRONIQUES LIBANAISES, de Gérard Khoury, Publi-Sud, Paris, 1987, 378 pages, 99 F.

BEYROUTH après la guerre. Ce n'est pas un vœu pieux mais une histoire du passé que raconte Gérard Khoury dans *Mémoires de l'aube.* Passé très récent, très actuel aussi : la guerre, c'est celle de *1914-1918* qui, plus que partout ailleurs, bouleverse la géographie de ce qui s'appelle alors le Levant, et dessine les grands traits du paysage politique d'aujourd'hui sur la côte orientale de la Méditerranée.

La guerre est donc finie, scellant la fin du pouvoir ottoman. Mais ce n'est pas encore la paix. La vie revient sous le regard bienveillant des officiers français. A Damas, la révolte arabe trouve son couronnement *dans la proclamation de Fayçal,* fils du chérif Hussein de La Mecque, roi de Syrie. Mais, à Paris, diplomates et administrations coloniales engagent l'ultime marchandage qui aboutira au partage de la région. Fayçal tergiverse, se rend à Paris et à Londres, mais c'est dans la bataille de Mayssaloun que la Syrie arabe rencontre la volonté des puissances. Son vainqueur, le général Gouraud, proclame le 1er septembre 1920 l'Etat du Grand-*Liban.*

C'est dans cet intervalle de deux années que Gérard Khoury situe son roman. Ou, plus exactement, c'est cette séquence, floue et instable, qui, vue de Beyrouth, en constitue la texture. L'intrigue elle-même ne manque certes pas d'intérêt et les personnages sont crédibles, contradictoires et riches.

Il n'empêche. Par-delà une galerie de portraits, l'épaisseur de ces « chroniques » tient à sa valeur de témoignage historique. *Historique, parce que Gérard* Khoury a d'abord fait une véritable recherche d'historien, puisant abondamment dans les archives diplomatiques. Témoignage aussi parce que la « couleur locale » n'est pas plaquée. Le rythme des phrases et l'emploi, en français, des expressions arabes de tous les jours restituent le parfum spécifique dans lequel baignait alors Beyrouth – et dans lequel elle baigne encore, parfois.

Avec les instruments de l'historien, Khoury nous offre à la fois un reportage sur une ville qui s'éveille et va bientôt connaître un formidable boom économique et une documentation sur les grandes manœuvres diplomatiques et politiques de cette période cruciale. Mais c'est par le biais romanesque qu'il fait le mieux sentir la signification humaine des choix politiques qui s'offraient alors. Car il est clair que, pour l'auteur, il n'y avait nulle fatalité dans l'histoire. Et que si l'Etat du Grand-*Liban* a *été formé,* il aurait pu aussi ne pas exister.

IL n'y a aucun personnage musulman dans ce livre, hormis celui, réel, de cheikh Najib (le grand-père de Kamal Joumblatt) qui n'y fait d'ailleurs qu'une figuration. Comme si l'auteur, Libanais chrétien, voulait laisser entendre que, pour ceux-là mêmes qui ont désiré l'Etat du Grand-Liban, il y avait possibilité de regarder ailleurs que vers la protection de « notre douce mère » la France, à savoir dans le sens d'une intégration dans la région, qui aurait peut-être préservé, mieux que la formule retenue, la spécificité maronite proclamée. Il n'est pas indifférent à cet égard que celui qui incarne ici le projet du royaume arabe, celui qui *« n'a pas trouvé mieux que de travailler pour les Arabes »,* dit son beau-frère méprisant qui ne veut plus entendre parler de lui, soit un maronite – moins atypique qu'il ne le paraît selon les critères actuels. Et qu'il soit, de surcroît, un chantre de la convivialité druzo-maronite dans le Chouf, noyau de l'histoire du Mont-Liban et de l'idéologie « libaniste ».

Il ne faut toutefois pas croire que ces *Mémoires de l'aube* assènent une thèse. Ils agencent simplement des virtualités du passé qui offrent plusieurs clés pour apprécier la suite de l'histoire. On peut ainsi observer que la journée fut souvent belle après ce crépuscule du matin. Et constater un effroyable gâchis. Mais, dans tous les cas, il est bien connu que l'oiseau de Minerve se lève à la tombée de la nuit.

SAMIR KASSIR.

PROCHE-ORIENT

SYRIA UNDER ASSAD. DOMESTIC CONSTRAINTS AND REGIONAL RISKS. – Moshe Ma'oz et Avner Yanid (ed.)

★ Saint-Martin's Press, New-York, 1986, 273 pages.

Comment la Syrie, de pays plus ou moins subalterne, est-elle devenue une puissance de premier plan au Proche-Orient sous l'égide du président Assad ? C'est principalement à cette question que tente de répondre cet ouvrage collectif qui, rassemblant les contributions de spécialistes israéliens reconnus, tels Moshe Ma'oz et Itamar Rabinovitch, ou, du moins, très bien documentés, comble un vide certain.

Après un rappel des conditions dans lesquelles s'est constituée la Syrie moderne, les auteurs tentent de décrire les éléments de la puissance syrienne – ainsi que ses faiblesses.

La *position régionale* du pays est ensuite étudiée au travers de l'analyse des relations avec chacun des voisins, Israël, l'Irak, la Jordanie, le Liban et, ce qui est moins commun, la Turquie, ainsi qu'avec l'OLP. Le champ libanais est, bien entendu, l'objet d'une attention particulière, puisqu'il sert de révélateur aux rapports avec Israël, pour la dernière période, aussi bien qu'avec l'OLP et, à une autre échelle, avec les deux grandes puissances.

De ce point de vue, une idée très pertinente est avancée par l'un des auteurs, sur le « découplage » entre la politique internationale de la Syrie en général et le type de relations *syro-américaines nouées autour* de le crise libanaise.

S. K.

POLITIQUE

LES DEUX ÉTATS. POUVOIR ET SOCIÉTÉ EN *OCCIDENT ET EN TERRE D'ISLAM.* – Bertrand Badie

★ Fayard, coll. « L'espace politique », Paris, 1987, 335 pages, 98 F.

Fort d'une riche érudition historique et d'une vaste culture sociologique, ce livre s'adresse à tous ceux qui sont confrontés, à un moment ou à un autre, aux questions du développement politique et de la modernité.

Bertrand Badie entreprend un vaste travail comparatif, qu'il justifie par la nécessité de trouver des concepts communs pour décrire à la fois la constitution des structures politiques (l'Etat) et leur contestation, en Occident et dans le monde islamique.

Cette démarche permet d'interpréter les phénomènes contemporains, la révolution islamique iranienne à laquelle le livre se réfère maintes fois, mais aussi les mouvements *contestataires en Egypte, en Tunisie ou ailleurs,* qui se construisent sur l'échec des mouvements d'inspiration séculière.

Contrairement à ce qu'avaient cru à un moment les « développementalistes », le modèle étatiste occidental, dont Bertrand Badie retrace savamment l'histoire depuis le Moyen Age européen, n'est pas transposable dans la culture politique des pays islamiques. Son exportation cahotante, depuis le dix-neuvième siècle, et son rejet violent aujourd'hui par des utopistes à qui la laïcité fait horreur, sont les thèmes principaux des analyses auxquelles il nous invite.

Le paradoxe de la révolution islamique, dit l'auteur, est de reproduire, une fois le pouvoir conquis, les mêmes stratégies d'appropriation de la modernité, justifiées cette fois par l'argument de nécessité (pp. 217 et suivantes) ; mais la légitimation, par un régime qui met la loi islamique au-dessus de toutes les lois, de *pratiques politiques importées, crée précisément* un nouveau modèle, sans doute hybride, dont le dynamisme utopique n'a peut-être pas dit son dernier mot.

Il souligne le caractère novateur et la capacité modernisatrice de l'idéologie de contestation en tant que telle, et voit le risque, pour le *mouvement islamiste, « de limiter son rôle à la production d'intellectuels de la contestation ».* Cela n'est qu'un aspect des réflexions fécondes de ce livre remarquable.

YANN RICHARD.

AFRIQUE

NAMIBIE. LES DERNIERS COLONS. – Christine von Garnier

★ L'Harmattan, Paris, 1987, 191 pages, 98 F.

Sociologue et spécialiste de la Namibie, la journaliste suisse Christine von Garnier a représenté l'Agence France-Presse à Windhoek. Le témoignage qu'elle vient de publier retrace, à partir de lettres envoyées à son frère, les années vécues en Namibie, de 1967 à 1968, en tant que jeune femme blanche accompagnant Piet, son mari, fils d'un baron prussien.

C'est dans ce pays multiracial que Christine von Garnier testera la valeur des théories – celles apprises dans les universités – et des politiques – celles de l'ONU et de l'Afrique du Sud, – décrivant les principaux événements politiques avec une générosité de cœur que guide le souci constant des droits de la personne humaine : en 1975, la conférence de Turnhalle ; en 1976, l'arrivée des réfugiés angolais, la montée de l'engrenage Est-Ouest et la militarisation du pays.

La Namibie est vue de l'intérieur au travers de dialogues et du cheminement personnel de l'auteur. Son témoignage est émouvant, éclairant, et transcende la politique des uns et des autres.

RITA CORDONNIER.

ELECTIONS IN INDEPENDENT AFRICA. – M. Fred Hayward

★ Westview Press, Boulder et Londres, 1987, 318 pages.

Cet ouvrage collectif tente de renouveler l'étude politique des faits électoraux en Afrique noire, à partir des cas du Ghana, du Zaïre, de la Sierra-Leone, du Nigéria, de la Tanzanie, du Botswana, du Kenya et du Sénégal. Au-delà de la diversité des systèmes et des procédures, elle montre la variété des fonctions que sont appelés à jouer les rites électoraux au sein des régimes politiques postcoloniaux.

Ces fonctions, ainsi que leurs significations, sont multiples. Elles dépendent, en outre, de l'histoire propre à chacune des sociétés politiques analysées. Si les auteurs ne cachent pas leur parti pris (à savoir, considérer le rite électoral comme un fait politique à part entière et pas seulement comme une caricature), les résultats de leurs enquêtes sont, par contre, suffisamment contrastés pour démontrer la complexité de la question. Tel n'était pas le moindre des paris lorsqu'on sait que, à quelques exceptions près, la plupart des élections africaines postcoloniales débouchent souvent sur des résultats proprement fabuleux (99,99 % en règle générale).

ACHILLE MBEMBE.

MILLE ET UN PROVERBES BETI. – Jeanne-Françoise Vincent et Luc Bouquiaux

★ SELAF, Paris, 1986, 363 pages, 350 F.

DEVINETTES BERBERES.

★ CILF, Paris, 1987, trois vol. 595 pages, 75 F.

Est-ce parce qu'elle est menacée par la civilisation de l'image et des médias ? Toujours est-il que la tradition orale africaine est l'objet de publications de plus en plus nombreuses, de qualité inégale, certes, mais toujours pourvues d'intérêt, ne serait-ce que parce qu'elles retiennent *ces paroles* qui, comme le voulait le proverbe latin, s'envolent.

Mille et un proverbes béti est le produit d'un travail collectif. A l'origine, un prêtre camerounais, Théodore Tsala (mort en 1979), qui a patiemment recueilli la matière du livre, mise en forme par une ethnologue, Jeanne-Françoise Vincent, et un linguiste, Luc Bouquiaux. Transcrits, traduits, expliqués et commentés, les proverbes sont classés par thèmes (les techniques, la société, la famille...), et l'on se promène dans ce livre comme dans une soirée africaine, à écouter un vieux sage, à tenter de comprendre de quel savoir social ces petits bouts de langue sont porteurs. Ainsi la précision de l'approche linguistique (transcription phonologique, traduction mot à mot, puis traduction libre, etc.) s'associe-t-elle harmonieusement avec une approche ethnologique et nous permet-elle une certaine compréhension du milieu béti.

Devinettes berbères est également le fruit d'un travail d'équipe : recueillies au Maroc, au *Mali, au Niger et en Algérie, les devinettes* sont classées par domaines géographiques, et seul un index thématique permet de partir à la recherche d'éventuelles convergences... On regrettera qu'au contraire du précédent un tel travail se prive de toute approche socio ou ethnolinguistique : près de six cents pages de texte, mais on n'apprend rien sur la fonction de la devinette dans la société berbère.

LOUIS-JEAN CALVET.

● L'ASSOCIATION LIVRES-SOLIDARITÉ entend drainer les manuels scolaires et ouvrages de référence encore valables, mais qui ne sont plus utilisés, au profit de centres de documentation du tiers-monde. Elle est aujourd'hui en contact avec dix pays africains et compte élargir ses activités en organisant un réseau de documentation et d'échanges spécialisés dans les questions de l'enseignement. *(Livres-Solidarité, Jeanne Bolon, clos Saint-Vigor 1-118, 78220 Viroflay. Tél. : 30-24-05-81).*

LE NIGERIA DE LA GUERRE CIVILE

Une quête douloureuse

UNE SAISON D'ANOMIE, de Wole Soyinka (traduit de l'anglais par Etienne Galle), Pierre Belfond, Paris, 1987, 326 p., 98 F.

L'EMPRISONNEMENT de Wole Soyinka pendant la guerre civile du Nigéria (1967-1970) et les écrits qu'il a publiés dans les années qui suivirent ont confirmé l'engagement politique de l'écrivain nigérian, qui reçut en 1986 le prix Nobel de littérature. Son deuxième roman, aujourd'hui traduit en français, *Une saison d'anomie* (1973), met en scène avec force détails les atrocités commises pendant cette guerre, en même temps qu'il représente le parcours de l'intellectuel et de l'artiste soucieux d'assumer ses responsabilités envers la *société.*

Les raisons profondes de la guerre, le dysfonctionnement social sous-jacent dû à l'injustice et au fossé grandissant entre les classes, préoccupent Wole Soyinka bien plus que ses causes apparentes. Les divisions ethniques, religieuses, régionales, qui servent généralement d'explication aux troubles et à la sécession du Biafra, masquent pour lui la réalité d'une dislocation collective datant de l'époque coloniale et sciemment entretenue par ceux à qui profitent les conditions néo-coloniales. Pour pallier cette situation, l'écrivain préconise un travail d'éducation politique de longue haleine qui l'amène à se poser également bien des questions sur le recours à la violence.

Si Ofeyi, son personnage principal, n'en use pas lui-même, il en admet, en effet, peu à peu la nécessité. Au début, son projet consiste à associer ses aspirations idéalistes et modernistes (il est agent de publicité) à celles d'Aiyéro, village dont les habitants avaient refusé, dans le temps, d'adopter le dieu des Blancs. Pour le protagoniste, Aiyéro et ses hommes représentent à la fois un refus historique et un idéal économique naturel. Cette communauté apparemment utopique est, en fait, exemplaire dans la mesure où ses jeunes générations se répandent à travers le pays pour travailler dans les usines ou les chantiers et pour contribuer ainsi à fournir à leur village de l'argent et des modes de vie plus contemporains. Le Cartel national du cacao, qui détient le pouvoir politique et *économique* du pays, demande à Ofeyi de prendre en charge une campagne publicitaire, que celui-ci détourne pour promouvoir ses idées, se servant des puissants moyens officiels mis à sa disposition, aussi bien que du réseau secret que constituent les hommes d'Aiyéro.

Gênés par ces agissements, qu'ils ne comprennent pas vraiment, les dirigeants du monopole vont faire enlever Iriyise, maîtresse et inspiratrice du héros. Les recherches d'Ofeyi pour la trouver se transforment alors en une série d'étapes douloureuses au travers desquelles l'amante disparue devient l'incarnation des éléments multiples pour construire une société nouvelle. Finalement récupérée, Iriyise symbolise le passé mythique, le présent militant et l'avenir souhaité, tandis qu'un deuxième personnage de femme, Taiila (une jeune Indienne qu'Ofeyi rencontre en cours de chemin), est emblématique d'un monde sans frontière, bâti sur le principe de la solidarité et de la réconciliation.

UNE saison d'anomie, récit d'indignation, mais aussi de révolte, permet à Wole Soyinka de se référer autant à l'histoire esclavagiste qu'à la cosmologie yorouba, à la mythologie grecque qu'à la pratique révolutionnaire, et de créer en une superposition constante d'images amères et cruelles un style dense, d'un lyrisme hautement sensuel. Fort de son expérience directe de l'anomie, de l'absence de légalité dans laquelle a sombré son pays, l'écrivain cherche à proposer l'espoir d'un salut à la *fois* symbolique et *idéologique.* Les premiers chapitres de son roman s'intitulent « Semailles » et « Récoltes » ; le dernier s'appelle, lui, « Spores », car, malgré tous les excès, l'espoir va se reproduire.

CHRISTINA DAVIS.

Prochains colloques

● Frères des hommes, Terre des hommes, Peuples solidaires et Solagral organisent le vendredi 12 juin au FIAP, 30, rue Cabanis, Paris 14e, des assises de l'aide alimentaire sur le thème « QUELLE AIDE POUR VAINCRE LA FAIM ? ». *(Renseignements : secrétariat des assises, 20, rue du Refuge, 78 000 Versailles, tél. : 39-50-69-75.)*

● « MIGRATIONS DANS LE MONDE ARABE : TENDANCES ET PERSPECTIVES », tel est le sujet d'une « table ronde » franco-allemande organisée par l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM), les 18 et 19 juin, à Aix-en-Provence. *(Renseignements : tél. : 42-21-59-88, poste 412.)*

● L'ASSOCIATION AGRONOMES SANS FRONTIÈRES organise les 12 et 13 juin un colloque sur les politiques agricoles et les programmes de développement dans le tiers-monde, avec la participation de MM. René Dumont, Marcel Mazoyer, Alain Ruellan. *(Renseignements : 49, rue de la Glacière, 75013 Paris.*

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

ASIA YEARBOOK 1987. – Far Eastern Economic Review

★ Hongkong, 1987, 280 pages.

Cet indispensable annuaire est divisé en deux parties, la première étant consacrée aux problèmes généraux : finances, commerce et aide, investissements, aviation, Asie du Sud, ASEAN... On notera les chapitres sur le Pacifique du Sud et sur la présence américaine dans la région. Le reste de l'ouvrage examine dans chacun des 31 pays d'Asie – y compris les Républiques soviétiques – les tendances de l'année 1986 dans les domaines politique, économique et des relations internationales.

● MULTINATIONALS FROM THE SECOND WORLD. GROWTH OF FOREIGN INVESTMENT BY SOVIET AND EAST EUROPEAN STATES ENTERPRISES. – Carl H. McMillan *(Macmillan, Londres, 1987, 220 pages) :* un repérage méticuleux des « multinationales rouges » associant l'analyse à la description et aux études de cas.

du mois

RIVALITÉS ET AMBITIONS RÉGIONALES

Histoire d'un drame inachevé en Indochine

PREMIÈRE guerre entre pays communistes, première apparition d'un « sous-impérialisme » dans le camp socialiste, la « troisième guerre d'Indochine » a mis fin au massacre des Cambodgiens par les Khmers rouges de MM. Pol Pot et Ieng Sary, remplacés par d'autres Khmers rouges au service de Hanoï. Elle aura également permis aux deux Super-Grands de renforcer leur donne dans la région, les Etats-Unis en renouant avec la Chine longtemps hostile, l'Union soviétique en alignant un Vietnam réticent et en y obtenant des bases longtemps convoitées.

Le livre de M. Nayan Chanda (1), correspondant à Washington de la Far Eastern Economic Review *de Hongkong et spécialiste des affaires indochinoises, nous mène à travers les arcanes du conflit. Puisant ses informations aux meilleures sources disponibles,* Brother Enemy *déroule l'écheveau complexe des ambitions soviétiques, américaines, chinoises et vietnamiennes, sans parler de la folie meurtrière et de l'aveuglement politique, diplomatique et militaire des Khmers rouges.*

Derrière la victoire des révolutionnaires indochinois apparaît, dès la fin de la guerre, la rivalité khméro-vietnamienne, dans laquelle l'idéologie n'est qu'un vernis plaqué sur deux nationalismes exacerbés : celui des Vietnamiens, qui veulent à tout prix contrôler l'Indochine, et qui ont déjà mis la main sur le Laos ; et celui des Khmers rouges de M. Pol Pot, qui ont conduit aux confins de l'absurde la crainte séculaire d'être « avalés » définitivement par leurs voisins.

FIERS de leur victoire contre la première puissance du moment, les Vietnamiens ont réalisé que, une fois victorieux, ils n'intéressaient plus grand monde et que l'aide massive apportée pendant la guerre se réduisait. Pour continuer de jouer un rôle, les dirigeants de Hanoï avaient besoin de se tailler un domaine, l'Indochine, ne réalisant pas qu'on pouvait désormais leur reprocher de faire aux autres ce qui leur avait été fait. En même temps, en reprenant leurs négociations avec l'administration Carter pour une normalisation diplomatique, ils ne comprirent pas que Washington, même favorable à cette normalisation, ne voulait ni ne pouvait remplir la promesse faite par M. Nixon de donner à Hanoï des milliards de dollars de dommages de guerre.

Le résultat sera l'alignement de Hanoï sur Moscou, la guerre-éclair vietnamo-cambodgienne, la « leçon » ratée de M. Deng aux « élèves » vietnamiens rétifs. La « troisième guerre d'Indochine » n'aura rien réglé et, plus de huit ans après, la solution du drame cambodgien n'est pas plus avancée – au moins en aura-t-on compris les données, la complexité, en lisant Brother Enemy. *Mais ni Pékin ni Hanoï ne semblent décidés à renoncer à leurs ambitions régionales.*

Le livre d'Elizabeth Becker, When the War Was Over *(2), complète bien le précédent. Centré essentiellement sur le Cambodge, qu'elle a très bien connu quand elle couvrait l'Indochine pour le* Washington Post, *dernière journaliste étrangère à avoir été admise à Phnom-Penh quelques jours avant la chute des Khmers rouges, elle retrace, à travers de multiples et parfois bouleversants témoignages, l'enchaînement quasi diabolique qui a conduit un Cambodge jadis puissant, à la réputation pacifique – parfois usurpée – des fastes d'Angkor à la misère d'aujourd'hui.*

PATRICE DE BEER.

(1) Nayan Chanda, *Brother Enemy, The War after the War, A History of Indochina, Since The Fall of Saigon*, Harcourt Brace Jovanovitch, New-York, 1986, 480 pages, 24,95 dollars.

(2) Elizabeth Becker, *When the War Was Over, The Voices of Cambodia's Revolution and Its People*, Simon & Schuster, New-York, 1986, 502 pages, 19,95 dollars.

ASIE

LA GUERRE D'INDOCHINE 1945-1954. – Jacques Dalloz

★ **Le Seuil, coll. « Inédit Histoire », Paris, 1987, 316 pages, 40 F.**

Alors qu'une partie non négligeable de la droite française continue de défendre, sur la seconde guerre d'Indochine, des thèses proches de celles de la Maison Blanche pendant les années 60, il est fort utile de rappeler ce que fut la première guerre entre 1945 et 1954. Plus qu'on ne sait quel obscur complot fomenté par Hanoï, elle posa en effet les bases locales et internationales du conflit proprement américain.

D'où l'intérêt de l'ouvrage clair, dense et bref que publie Jacques Dalloz. Les origines de la guerre sont nettement tracées, grâce à la présentation des tensions sociales et politiques qui précédèrent la période japonaise de la péninsule et de l'impact capital que la seconde guerre mondiale eut sur les systèmes coloniaux.

Jacques Dalloz souligne l'« oubli » dans lequel la guerre fut plongée en France : l'Indochine était si lointaine... Les reculs militaires, les difficultés budgétaires croissantes, la tension grandissante entre Washington et Moscou, la victoire de Mao, devaient progressivement imposer à la classe politique et à l'opinion une autre image de l'Indochine. En revanche n'apparaissait pas encore clairement le rôle grandissant des États-Unis à partir de 1950. Dans ces conditions, si les accords de 1954 devaient permettre le désengagement français, ils ne furent qu'une « pause » bientôt suivie de l'entrée en scène massive des Américains. Pause aussi brève pour la France qui allait presque aussitôt se lancer dans la « pacification » en Algérie et donner de la sorte le coup de grâce à son régime.

JACQUES DECORNOY.

TAIWAN, LE PRIX DE LA RÉUSSITE. – René Dumont

★ **La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 1987, 174 pages, 85 F.**

Taiwan dispose d'un produit national brut (PNB) par habitant dix fois supérieur à celui de la Chine, alors que cette « vingt-huitième province » chinoise était quasiment dépourvue de toute industrie en 1949, lorsque l'armée du généralissime Tchiang Kai-chek vint y chercher refuge. René Dumont s'efforce d'analyser les causes de ce « miracle » dans un ouvrage rédigé dans un style plaisant. Si cette enquête paraît souvent hâtive, elle a cependant le mérite de souligner l'une des causes majeures d'un indéniable essor : le succès de la réforme agraire, décidée autoritairement par un régime qui avait été vaincu par les armées paysannes de Mao Zedong. La politique administrée à une île guère plus vaste que la Belgique aura suscité la formation d'un tissu économique constitué par d'innombrables PME agro-industrielles, capables de conduire à l'autosuffisance alimentaire, puis d'exporter sur le marché international. Dispositif souple, démocratie de production qui contraste avec la raideur politique d'un « *fascisme mou* » – le terme est de l'auteur – importé du continent.

XAVIER LUCCIONI.

STRATÉGIE

THE MYTH OF SOVIET MILITARY SUPREMACY. – Tom Gervasi

★ **Harper & Row, New-York, 1986, 545 pages.**

Ce livre, qui reprend les sources américaines sur la comptabilité des forces, est un ouvrage de référence à consulter à l'heure où la grande négociation soviéto-américaine s'amorce et où la révision « sauvage » du reaganisme s'impose chez nos alliés d'outre-Atlantique. Toutes les données disponibles sont présentées. Chacun peut y refaire son choix de présentation.

La thèse de l'auteur, fortement étayée par des séries statistiques et des précisions qualitatives, rejette l'hypothèse qu'il y ait eu supériorité militaire soviétique à aucun moment et presque en aucun domaine. Pour lui, l'effort militaire de M. Reagan était inutile : il menace la sécurité mondiale en mettant en cause les principes de l'équilibre stratégique ; il repose sur une manipulation des chiffres visant à créer l'image de capacités soviétiques bien supérieures à la réalité. La trace de cet art médiatique, fait de chiffres accompagnés de « petites phrases », est attentivement relevée dans un tableau d'ensemble convaincant. Le but de l'opération : la relance par l'industrie militaire et l'obédience européenne par la médiation de la menace soviétique.

A vouloir trop plaider, et malgré la solidité du noyau dur du raisonnement « révisionniste » sur les potentiels nucléaires stratégiques, cet ouvrage souffre de quelques inexactitudes dans la définition du rapport des forces, notamment par les caractéristiques tactiques comparées de certains avions et dans les modes d'évaluation des effectifs terrestres qui sont comptabilisés face à face en Europe (choix de l'exclusion des troupes soviétiques stationnées en Russie occidentale).

ALAIN JOXE.

Les « Mémoires imparfaites », de Pierre Naville

Par YVES FLORENNE

LE féminin pluriel montre assez que ces « mémoires imparfaites », du « temps des guerres », ne sont pas des Mémoires (masculin) au sens classique, mais bien des surgissements de la mémoire qui, par leur date, appartiennent plutôt à de précaires « temps » de paix (1). Pourtant, à l'homme qui écrit aujourd'hui, la première image que nous présente sa mémoire est datée, elle, du 15 juin 1940 : il a revu soudain l'enfant qui, vingt-trois ans plus tôt, courait contempler avec gourmandise les prisonniers allemands derrière leurs barbelés et lançait à l'un d'eux une injure. Il en éprouva un tel trouble qu'il le confessa aussitôt en écrivant à son père, qui le blâma. La lettre retrouvée *témoigne* chez un garçon de douze ans d'une étonnante précocité, dans la conscience peut-être, en tout cas dans l'écriture. Il avait pourtant une excuse : c'est l'Allemand qui, le premier, l'avait injurié ; et l'enfant n'avait guère été élevé selon le précepte, rarement observé, d'avoir à tendre l'autre joue. Donc, en juin 1940, pris dans l'énorme rafle, il se retrouve, à son tour – « *destin oblige* ! » – à l'intérieur des barbelés. Mais sans avoir eu à quitter la France, ce qui lui sera épargné.

C'est là que nous le rencontrons, dans les pages de son « Carnet de prisonnier », qu'il n'aura, heureusement, à tenir que pendant sept mois, avant une libération médicale. Des pages qui sont plus qu'un prétexte, ou même un interlude à d'autres écrits : quelque chose comme la basse continue, obsédante, qui ramène la guerre à travers les pages capitales, qui sont une réflexion, une pensée, une mémoire insérées dans la notation de la guerre, et où reste présente une action bien différente.

AU sortir d'une enfance et d'une adolescence bourgeoises plutôt gâtées, « *à l'abri du monde militaire* » (son père étant Suisse, et Suisse de Genève), Pierre Naville aura, sans renier les liens affectifs, la réaction naturelle d'opposition. Mais poussée fort loin : le voilà surréaliste, puis trotskiste... Il deviendra un des fondateurs de la sociologie du travail : c'est surtout celui-là qu'ont connu des générations d'étudiants, de la Libération aux années 68. La trentaine d'ouvrages qu'il a publiés (le premier, *la Révolution et les Intellectuels*, à vingt-trois ans), font une très large place à la réflexion plus généralement politique, philosophique et même esthétique. A quoi s'ajoutera vite un autre objet d'étude, plus inattendu, d'autant qu'il est aussi objet d'une vraie passion : la stratégie militaire. Il suffit d'ailleurs de se souvenir qu'elle fascinera souvent les meilleurs esprits, et les plus « civils ».

Pris dans le tourbillon du plus grand chaos militaire auprès duquel tous les Waterloo sont l'ordre même, Naville, stendhalien, se sent, bien sûr, Fabrice. Encore qu'il n'en ait plus l'âge. Derrière lui, au-delà de son engagement surréaliste, il a déjà quatorze années, non seulement de militantisme trotskiste mais de compagnonnage avec Trotsky. Il est de ce petit groupe de fidèles qui entourent le proscrit, s'emploient à protéger sa vie dans toutes ses errances, travaillent avec lui, pour lui, et pour l'avenir ; mais ne craignent pas le débat, le désaccord, Naville en particulier. Telle est *l'histoire* passionnante qu'il raconte. Mais au moment où nous sommes toujours ramenés, tout cela, que la guerre a suspendu, vient de finir ; le 23 août, trois lignes dans un journal accablent le prisonnier : Trotsky assassiné.

La coïncidence de cette mort et de la défaite le trouble, le questionne. Outre que c'est, jour pour jour, l'anniversaire de sa mobilisation. Il déclarait alors aux siens : « *La France se suicide.* » C'était tout de même, quoique sans enthousiasme, et d'ailleurs en n'y croyant pas, par un reste d'honneur. Le courage, la résolution, la force, c'eût été d'égorger Hitler. Un an plus tôt, au moment de l'engagement total de l'armée allemande en Pologne, il était encore temps – Keitel en a témoigné, – avec évidemment une stratégie offensive mécanisée. Un mois plus tard, c'était trop tard. Pour Naville restait, avec la tâche à poursuivre, l'espoir demeuré ferme que, la guerre aidant, l'avènement deviendrait possible de ce qu'on pourrait enfin « *qualifier de socialisme* ». Jusqu'ici, il n'y avait que l'inqualifiable. Un substantif : le stalinisme.

Le livre poursuit donc cette alternance du présent le plus immédiat avec la mémoire : amitié, sur ses gardes, avec Gide, au temps des « retours » et « retouches » d'URSS. Essai de saisir un esprit entre tous insaisissable, à commencer par lui-même. Puis Céline. La révolution dans le langage, certes ; mais davantage encore l'attitude « politique », un prophétisme d'une dérision désespérée, désespérante : « *Le peuple n'a pas d'idéal, il n'a que des besoins. C'est quoi, des besoins ? C'est que ses prisonniers reviennent, qui aye plus de chômage, qu'on aye la sécurité, qu'on se retrouve assuré contre tout, le froid, la faim, l'incendie, qu'on aye des vacances payées, la retraite, la considération, la belote et le pousse-café...* » En un mot : la « *Révolution moyenneuse* ». Cette vision d'avenir, eh bien ! est-ce que nous n'y sommes pas ?

Mais cette trouvaille de Céline, « *le communisme Labiche* », stimulerait plutôt chez Naville l'optimisme d'une autre vision. Et à travers son propre pays, puisque : « *La France a vu trop loin en proposant à la société un* bonheur *pour tous... Elle attend que le monde vienne à son étiage.* » Son optimisme est même presque sans bornes dans un texte sur le Paradis perdu : mémoire mythique, mais possibilité d'avenir.

Bergson pour finir. Et à son propos : comparés à lui, « *les « existentialistes » d'aujourd'hui ne sont que de piètres barbouilleurs* ». Un mot sur Barrès, dont il n'a presque rien lu. Il cite pourtant une *Volupté de la mort*, titre aussi éloigné du livre que de son vrai titre. *Du Sang, de la Volupté et de la Mort*, c'est bien différent. Puisque nous en sommes au chapitre des confusions vénielles, l'auteur ne nous en voudra pas de lui signaler celle-ci, la plus communément partagée : sur l'Immaculée Conception. Presque tout le monde croit qu'il s'agit de la conception virginale de Jésus par l'opération du Saint-Esprit. Rien à voir. Il n'y a là qu'une notion, un décret purement théologiques, sans la moindre implication physiologique, sexuelle : l'exemption pour Marie, et pour elle seule, du péché originel. La mère charnelle de Dieu ne saurait être « maculée » : marque de cette tache infligée à l'humanité entière.

TOUT politique et philosophique qu'il soit, et bien fait pour que n'ait pas à être contenue la belle écriture de son auteur, ce livre est d'abord autobiographique. Aussi quelque chose d'essentiel manquerait pour la connaissance de l'homme qui écrit, et qu'il livre d'ailleurs délibérément. C'est un trait capital, mais surprenant aujourd'hui ; presque suspect, par ce qu'on tiendra pour un « romantisme ». Et le comble : chez cet homme qui semble s'être borné à constater en lui un rationalisme *scientifique* et un athéisme en quelque sorte naturels – ce sentiment proclamé, qui s'abandonne à une expression quasi mystique dans sa simplicité. C'est de l'amour qu'il s'agit ; et qu'il « *ne le conçoit pas autrement* ». Toujours dans un carnet de juin 40 : « *... ma vie est le reflet, combien insuffisant et faible, d'une autre dont je suis le compagnon ici-bas, qui m'importe plus que la mienne, celle de l'être qui éblouit la mienne, celle de Denise, le Miracle* ». Sa femme, tout bonnement. Depuis quinze ans.

(1) Pierre Naville, *Mémoires imparfaites*, la Découverte, Paris, 1987, 288 pages, 98 F.

SOCIÉTÉ

LES NOTAIRES. – Ezra N. Suleiman

★ **Le Seuil, Paris, 1987, 239 pages, 135 F.**

Comment la corporation des notaires, qui tient son pouvoir du monopole de la rédaction de certains actes que lui a concédé l'Etat depuis des siècles, a-t-elle réussi à passer à travers les projets de réformes de la gauche, comme à se couler dans le moule libéral ? C'est que, bien organisée et modernisée, elle sait jouer sur deux tableaux. Dénoncer la menace collectiviste et l'atteinte aux libertés lorsqu'elle craint une nationalisation et la fin de ses privilèges, s'abriter sous la tutelle de l'Etat et sa mission de service public lorsqu'il est question d'assouplir le monopole et d'introduire la concurrence, ce que, contre toute attente, les socialistes proposaient.

Mais, au-delà d'une corporation aussi typiquement anachronique et française, ce qui intéresse Ezra N. Suleiman, professeur et chercheur américain à l'université de Princeton, et l'un des meilleurs analystes du pouvoir d'Etat en France, ce sont les relations qui s'établissent entre les groupes sociaux et la haute administration.

CHRISTIAN DE BRIE.

EUROPE

TECHNICAL PROGRESS AND SOVIET ECONOMIC DEVELOPMENT. – Sous la direction de Ronald Amann, Julian Cooper, Basil Blackwell

★ **Basil Blackwell, Oxford, 1986, 214 pages, 25 livres.**

Cet ouvrage, publié à l'initiative du CREES (Centre de recherches sur l'URSS et l'Europe de l'Est) de l'université de Birmingham, rassemble sans nul doute les experts les plus compétents en matière de développement technologique en URSS.

Parmi les neuf contributions à ce volume, les plus originales sont celle de Julian Cooper sur les productions civiles de l'industrie militaire, répondant à la question si souvent posée de la contribution de la défense au développement de l'économie civile, ainsi que les études techniques (qui, précisément, font la force du CREES) de deux jeunes auteurs sur les microprocesseurs et micro-ordinateurs, d'une part, et sur l'industrie biotechnologique en URSS, d'autre part.

MARIE LAVIGNE

CONTEMPORARY ITALY. – Donald Sassoon

★ **Longman, Londres, 1986, 276 pages, 8.95 livres.**

L'auteur, professeur d'histoire à l'université de Londres, a sans doute réussi la meilleure synthèse sur l'Italie contemporaine. Les trois parties de l'ouvrage évoqueront pour certains la reprise dialectisée d'une problématique marxiste qui, pour n'avoir pas toujours bonne presse, n'en reste pas moins opératoire : celle de l'infrastructure (première et deuxième parties) et celle de la superstructure (correspondant à la troisième partie intitulée « Politics »).

Loin de faire rentrer l'Italie contemporaine (1945-1985) dans de trop commodes tiroirs, le livre en dégage la singularité, celle d'un pays dans lequel le politique et son expression, les partis, ont constitué l'instance décisive. Quoi de plus normal alors que, après la chute du fascisme, les partis ont été les accoucheurs et les organisateurs de la vie civile ? Aujourd'hui, la montée du Parti socialiste, qui se veut le parti de l'alternance à la Démocratie chrétienne – et qui est plus une organisation d'occupation du ou des pouvoirs que de présence active dans la vie sociale, – annonce-t-elle une plus grande autonomie du social par rapport au politique ? Est-ce le modèle américain qui se profile ?

JEAN RONY.

HISTOIRE

L'EMPIRE RENAISSANT (1789-1871). – Jean Martin

★ **Denoël, Paris, 1987, 320 pages, 178 F.**

Les éditions Denoël lancent la collection « L'aventure coloniale de la France », sous la double forme d'une chronologie en quatre volumes et de « Destins croisés ». Regardant un planisphère à vingt ans d'intervalle, les Français constatent que leur drapeau flottait aux quatre coins du monde en 1950, cependant qu'ils n'y repèrent plus que difficilement, depuis 1970, quelques confettis de l'Empire. Pourquoi et comment cette explosion globale suivie d'une implosion sur l'Hexagone ? La collection Denoël répond à cette double interrogation. Les « Destins croisés » posent la loupe sur les lieux et les acteurs.

En 1815, après le premier traité de Paris, nous rappelle dès l'abord le premier ouvrage, *l'Empire renaissant (1789-1871)*, la France n'était plus que la cinquième puissance coloniale du monde. Battant l'estrade en Europe, elle « *avait pris l'habitude de vivre sans colonies* ». Sous la monarchie de Juillet, la dialectique colonies-marine conduisit Guizot à la politique des « points d'appui », choix vite conforté par l'usage de la vapeur et la nécessité des dépôts de charbon. Temps des « grands voyageurs », de Dumont d'Urville. Le temps aussi des îles, de la prise ou de la reprise de pied aux Caraïbes, à la Guyane, à la Réunion, à Madagascar (Nossi-Bé), aux comptoirs des Indes, à Mayotte, en Nouvelle-Zélande, aux Marquises, aux Philippines, à Tahiti (1842) avec des fortunes diverses. Sur la côte sud de la Méditerranée, après l'expédition d'Egypte à la fois ratée et admirable, l'affaire d'Algérie va occuper tout le siècle. Là comme ailleurs, Paris dansera d'un pied sur l'autre. Avec Napoléon III, la France va se doter de sa plus belle marine depuis Colbert. Elle touche à tout. Partant de Saint-Louis, comptoir vieux de trois siècles, Faidherbe, innovateur militaire et culturel, fait le Sénégal. Les amiraux occupent la Nouvelle-Calédonie et puis aussi des îles, encore des îles. Ils s'emparent de la Cochinchine puis du Cambodge et révèlent au commerce français que l'accès à la Chine n'est pas le Mékong mais le fleuve Rouge. Partout dans le monde, la IIIe République héritera d'ancrages.

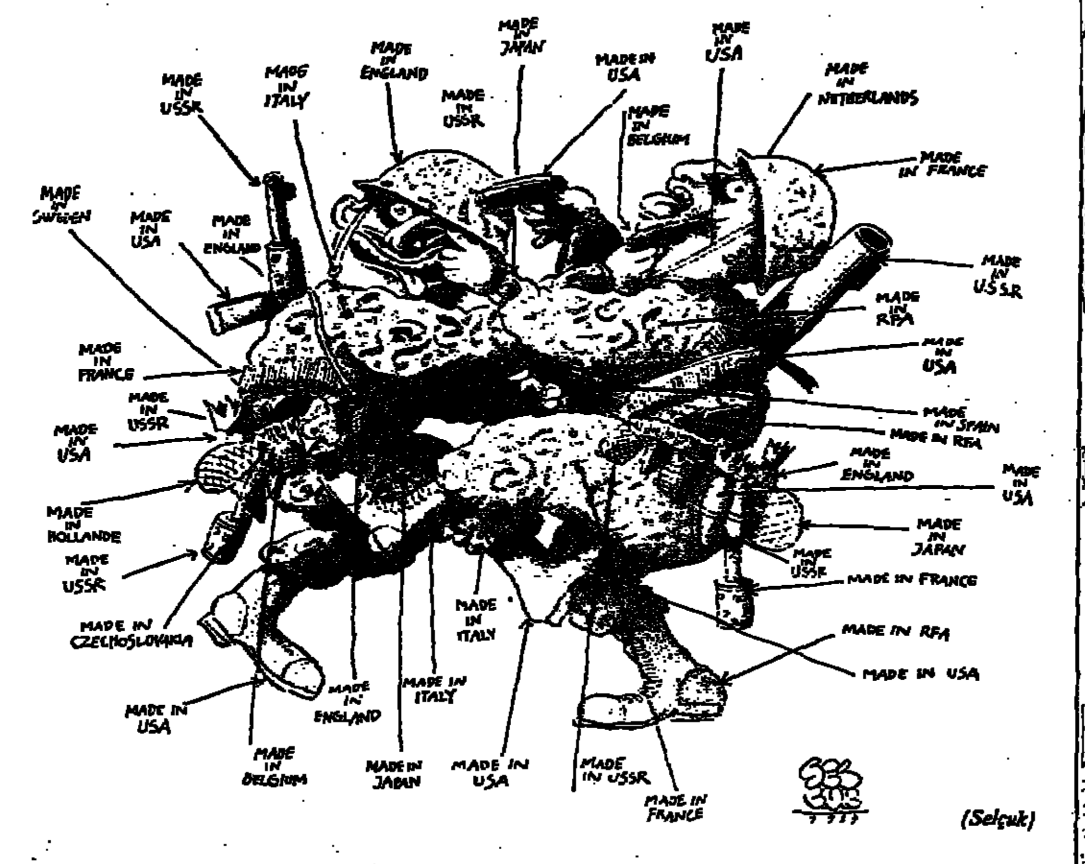
Que voici un excessif résumé ! L'aventure est immense, le livre foisonnant. Les tâtonnements et les réussites hors d'une France tumultueuse y sont contés, analysés sans partis pris, appuyés sur une savoureuse érudition. On croyait savoir. On apprend.

GEORGES BUIS.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Le tiers-monde à l'épreuve des avancées de la science

Par MARCEL ROCHE *



(Selçuk)

LES pays les plus développés investissent dans la recherche scientifique et technologique un pourcentage de leur produit national brut dix fois supérieur à celui des pays que l'on dit sous-développés ou, par euphémisme, « en voie de développement ». Mais encore faut-il définir ce qu'on entend par « développement » et éclairer sa relation avec ce qu'on appelait autrefois « progrès ».

A partir de la Renaissance, lorsque les artisans constatèrent comment leur travail menait au perfectionnement du produit de leurs mains, apparurent des utopies, celles de Moore et de Campanella en particulier. Au dix-huitième siècle avec Condorcet et au dix-neuvième avec Renan, on en arriva à penser, d'une façon optimiste, que l'humanité tout entière s'acheminait vers une ère meilleure, plus heureuse. Au Moyen Age, cela n'aurait pas été concevable : on était dans un monde, *voulu et créé par Dieu, et dont le but — la félicité éternelle après la mort —* était fixé. En fait l'idée, contraire au progrès, d'un âge d'or perdu, se faisait jour.

Naissance du « développement »

L'ESSOR de la science et de la technologie accentua l'idée que l'humanité marchait vers le bonheur. Mais deux grandes guerres, *aussi bien que le colonialisme — qui fut justifié* au nom du « progrès » — tempérèrent l'enthousiasme sans limites des scientistes. Après la seconde guerre mondiale, surgit, sous l'égide des Nations unies, l'idée très proche de « développement ». En termes aristotéliciens, « progrès » impliquait une « cause finale », à laquelle on ne croit plus guère, et « développement » une conversion du potentiel en actuel, un peu comme l'embryon croît et se diversifie, ou la plaque photographique exposée se « développe » sous l'effet de produits chimiques. Il s'agissait donc d'un processus de croissance et sans doute de perfectionnement, par lequel les peuples et les individus arriveraient à un niveau supérieur, souvent grâce aux instruments de la science et de la technologie. Le développement tend à réaliser les potentialités humaines. Non seulement à travers une indéniable croissance économique, mais encore d'une façon intégrale — le perfectionnement matériel global et aussi l'amélioration éducative et culturelle. Je ne conçois pas de développement qui ne mène pas à un épanouissement de *toute* la potentialité de la personnalité humaine. Non plus de développement qui ne s'adresse qu'à une partie des nations ou des individus, ni finalement qui puisse détruire ou diminuer l'homme ou qui ne respecte pas ses droits.

Jusqu'à quel point la science et la technologie peuvent-elles contribuer à un tel type de développement ? Jusqu'à quel point l'ont-elles *fait ? Beaucoup de réussites s'inscrivent* à l'actif. Et tout d'abord l'augmentation généralisée de l'espérance de vie (*quelle belle expression !*). D'une vie qui est la seule dont je puisse être sûr qu'elle est réelle.

Le droit de l'homme et de la femme à une alimentation suffisante a été favorisé par la science. Exemples bien connus, les travaux de Norman Borlaug au Mexique et ceux de l'Institut du riz aux Philippines ont conduit à ce qu'il est commun d'appeler la « révolution verte » et ont permis à de grands pays sous-développés comme l'Inde d'éliminer les famines périodiques.

Les effets pervers

L'ÉLOGE de la science et de la technologie pour le développement n'est plus à faire, mais les choses ne sont pas si simples que cela. La science et, plus directement, la technologie sont une arme à double tranchant qu'il faut manier avec précaution et sagesse si l'on veut en utiliser les bénéfices et en éviter les excès. Excès parfois non voulus (« effets pervers », *dont parle Raymond Boudon*), *mais parfois* effets voulus par les scientifiques et les technologues eux-mêmes.

Dans cette dernière catégorie, le principal coupable est la recherche destinée à l'armement. On sait que 50 % de tous les chercheurs scientifiques et technologiques dans le monde s'occupent de recherche de guerre ou, comme *on le dit pieusement, de « défense »*. On estime le coût mondial de la fabrication d'armements à quelque 800 milliards de dollars par an, plus ou moins un million et demi par minute. Pratiquement toutes les nations de la terre — à l'exception plus qu'honorable du Costa-Rica — sont en train de s'armer jusqu'aux dents et orientent les « bénéfices » du « progrès » vers les armes. Il en a toujours été ainsi, mais la dimension du phénomène a changé radicalement, et maintenant l'humanité, grâce à la science et à la technologie, possède les moyens de se détruire elle-même. L'écrivain américain Kurt Vonnegut a dit d'une façon laconique (dans *Palm Sunday*) : *« J'ai commencé à avoir des doutes sur la Vérité lorsqu'elle fut jetée sur Hiroshima. »*

D'autres effets pervers sont non voulus. La diminution de la natalité, en particulier celle due aux maladies infectieuses, a conduit à une augmentation vertigineuse de la population, conséquence, entre autres, du sous-développement, qui menace de mener les pays pauvres à une situation d'angoisse et de crise. S'il est vrai que l'augmentation de la productivité agricole a permis de pallier les effets de beaucoup de famines, les bienfaits économiques de cette « révolution verte » sont mal distribués, le pouvoir de production et d'achat l'étant aussi.

La révolution électronique accroît la productivité et l'efficacité de beaucoup d'industries mais, en même temps, elle conduit à ce que l'on appelle en anglais *jobless growth* — (une croissance sans création de nouveaux emplois). Le tiers-monde en sera le plus affecté : l'automatisation dans les pays avancés entraînera l'érosion de l'avantage comparatif dont disposent les pays sous-développés avec leurs bas salaires, et augmentera l'énorme écart de richesse entre les pays industrialisés et ceux qui ne le sont pas ou *presque. Vieux problème — voir* les métiers à tisser du dix-neuvième siècle, — mais il est maintenant, toujours grâce à la science et à la technologie, d'une tout autre ampleur.

Les applications de la science ont multiplié les contacts entre cultures, mais elles conduisent à une fastidieuse uniformité dans les façons de vivre, à une destruction de coutumes *qui ont leur valeur humaine et culturelle*. Le scientifique argentin Jorge Sabato disait que le but du développement pour les nations hispano-américaines devrait être d'acquérir la technologie sans renoncer à la sieste ! En créant de nouveaux produits, la technologie transforme non seulement l'environnement matériel et social mais aussi l'homme lui-même, et les produits de sa technologie modifient ses attitudes, l'imprègnent de nouvelles valeurs.

Les « progrès » militaires

UN des droits que mentionne la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 est celui de *« participer au progrès scientifique et aux bénéfices qui en résultent »*. Mais rien n'est plus mal distribué que ce droit. Vingt pour cent des pays de la terre produisent 94 % des nouvelles connaissances scientifiques et technologiques. La recherche ne peut être bénéfique sans le concours de mesures politiques, sociales, économiques qui règlent, limitent et modulent l'utilisation sans freins des nouvelles connaissances.

Et tout d'abord, il est urgent de procéder à *une limitation des armements — aussi bien* conventionnels que nucléaires. Bien que l'idée d'un désarmement complet soit utopique, c'est vers elle que doivent tendre tous les efforts, pour que puissent être dégagées des ressources qui seraient alors destinées au développement, notamment en les investissant dans des projets multilatéraux, par exemple à travers le système des Nations unies. Rappelons simplement que le budget annuel de l'UNESCO, qui s'occupe des secteurs clefs de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication, est de l'ordre de 350 millions de dollars, soit 0,042 % des dépenses militaires du monde entier...

Il faut aussi étendre les bénéfices de la recherche scientifique et technologique à tous les hommes et à toutes les femmes, et, pour cela, il faudrait faire de la recherche active l'apanage de toute l'humanité et non pas seulement de quelques pays. Des organismes conçus par exemple sur le modèle de la Fondation internationale pour la science de Stockholm, pourraient se charger des programmes correspondants.

Tout cela requiert un immense effort et exige des mesures qui peuvent ne pas plaire à tous. Au moment de prendre ces mesures, il importe de garder le double souci de l'efficacité et de la liberté. La recherche fondamentale doit s'inscrire dans la liberté totale et la pleine ouverture de communication dans les revues spécialisées. La recherche technologique, elle, s'imbrique dans tout le tissu politique, économique et social, et elle doit être accompagnée de dispositions tendant à protéger les pays démunis de l'agression globale — sociale, culturelle, économique et politique — que représente le transfert indiscriminé de la technologie.

Les pays sous-développés, de leur côté, devraient s'efforcer d'encourager une science endogène, y compris la recherche de base, pour sa valeur éducative et culturelle, ainsi *que pour ses effets multiplicateurs. La science* bien faite permet aux pays sous-développés d'acquérir la confiance dans leurs propres forces — *spirituelles* et *matérielles* — et de mettre en œuvre la science au service de tous. Cela a été très bien discerné par le Pakistanais Abdus Salam, prix Nobel de physique, qui dirige de main de maître son Institut de physique théorique à Trieste où sont favorisées les recherches les plus « pures » au bénéfice du tiers-monde.

En vieux positiviste que je suis, je crois encore fermement en la bonté de l'esprit scientifique et de ses produits. Je pense qu'étant donné sa raison et son intelligence, l'homme pourra trouver des solutions aux problèmes qui l'assiègent, comme conséquence de l'usage indû de la science.

* Ancien directeur de l'Institut vénézuélien de recherche scientifique (IVIC), ambassadeur, délégué permanent du Venezuela auprès de l'UNESCO.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de mai 1987 a été tiré à 131 700 exemplaires.

